

A black and white portrait of a woman with short, dark, wavy hair and bangs. She is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a light, textured gray.

**MICHELE
FIRK**

eric losfeld

Michèle Firk naquit en 1937. Elle s'inscrivit à 19 ans au Parti Communiste Français. Elle mène très vite de front une activité intense de militantisme politique, notamment en participant aux réseaux de soutien du FLN en France durant la guerre d'Algérie, où elle joua un rôle important, et une activité d'animatrice culturelle — après avoir fait l'IDHEC, elle anime le Ciné-Club Action, collabore à la revue Positif dont elle est membre du comité de rédaction, à Cinéma 58, 59...

En 1962, elle prépare et publie un numéro spécial de Positif sur le cinéma cubain ; en 1963, invitée par l'ICAIC, l'Institut du Cinéma, elle part à Cuba où elle va rester presque un an. Elle ne se borne pas à rester à La Havane, mais parcourt l'île entière, travaille en Oriente à la récolte du café, revient persuadée de la justesse de la « ligne cubaine ». Elle retourne à Cuba en 1965, pour encore plusieurs mois ; elle y travaille à un film de montage sur la révolution cubaine.

Parallèlement elle collabore au travail militant de la Voie Communiste. Dès son second retour elle milite en France à propos de Saint-Domingue, du Vietnam. Mais elle a pris contact avec les militants des FAR, Forces Armées Révolutionnaires guatémaltèques, et, d'accord avec César Montès, elle part pour un premier voyage au Guatemala entre mai et septembre 1967.

Dès son retour elle pense à son prochain voyage là-bas, voyage qu'elle sait déjà probablement définitif. Elle quitte Paris en mai 1968, après avoir eu le temps de voir les premières barricades au Quartier Latin.

En août 1968, les journaux signalent qu'un commando guérillero des FAR a exécuté l'ambassadeur américain au Guatemala. Début septembre, les journaux annoncent qu'une jeune Française au nom imprécis s'est suicidée pour ne pas répondre aux enquêteurs venus l'interroger sur sa participation à l'attentat contre l'ambassadeur.

Des démarches effectuées par la famille de Michèle Firk, du voyage que fit sa sœur à Ciudad Guatemala, il semble ressortir que la version officielle est vraisemblable : Michèle Firk, semble-t-il, s'est bien tiré une balle dans la bouche pour échapper au sort classique des militants révolutionnaires faits prisonniers.

Nous avons voulu rassembler ici des écrits de Michèle Firk. Il s'agit, parfois, d'articles politiques publiés sous un pseudonyme, parfois aussi de brouillons, de morceaux inachevés trouvés dans ses papiers. Qui a connu Michèle, son scrupule, son souci de l'exactitude, qui a vu ses manuscrits raturés pourra nous reprocher d'avoir publié des textes qu'elle ne considérerait elle-même que comme des ébauches, des premiers jets. Nous avons pensé que certains de ces brouillons étaient, dans cet état, passionnants.

Voici ce qu'elle écrivait, à la fin de son premier voyage au Guatemala, en 1967 :

Adolfo et Lalo successivement m'ont serrée dans leurs bras. Deux fortes accolades. De ma part, les larmes au bord des cils, comme toujours. Les Guatémaltèques qui sont si friands de surnoms pourront m'appeler, je le leur suggérerai moi-même, la « Llorrona » (1). Pourtant je ne suis pas — du moins je n'étais pas jusqu'à présent — excessivement sentimentale. Peut-être parce qu'aucune séparation jamais ne m'apparaissait définitive. On pense : la vie est encore longue, un jour ou l'autre on se reverra. Maintenant, ici, avec eux, c'est différent. La vie est courte. Le taux de mortalité est si élevé qu'un homme de 50 ans est considéré comme un vieillard, s'il a la chance d'atteindre cet âge. Quant à eux, mes frères, mes compañeros, ils sourient en disant qu'avec un peu de chance ils atteindront 30 ans, à condition de passer entre les balles. Lalo retire la bague qu'il porte au doigt et la fait glisser autour de mon annulaire : « La fille qui me l'a donnée m'a à peu près sauvé la vie », dit-il. « Je l'aime beaucoup. » Je n'ai pas envie de demander si la dernière phrase s'applique à la fille ou à la bague. Il ajoute : « Elle me l'a donnée quand je suis sorti de prison. Je te la prête seulement. C'est un gage. Tu me la rendras à ton retour, puisque tu as promis de revenir. » J'acquiesce, j'ai promis et je repromets. Il dit, très vite cette fois : « Si je suis vivant, tu me la rends. Mais ici, tu sais, on meurt en un rien de temps. Alors, si je suis mort, garde la bague... Et poursuis la lutte. » Adolfo n'a rien dit de plus, il m'a cligné de l'œil avec un air de connivence et de confiance. Ils sont partis et je suis restée seule, le cœur serré. Quelques jours plus tard le frère d'Adolfo a été tué ainsi qu'un autre guérillero, c'était un vieux, il avait passé la trentaine. Cesar (2) m'a dit un jour : « Les morts, je les enterre, ceux qui partent, je les oublie. Sinon on ne pourrait pas continuer... » Et il a ajouté : « Si tu ne veux pas que je t'oublie, reviens. » Ils m'ont tous dit de revenir et pour moi c'est un honneur dont je me sens à peine digne, c'est une preuve de confiance qui, encore une fois, me remue et me bouleverse. Ils croient que je leur donne quelque chose alors que ce sont eux qui me donnent tout. Je n'ai jamais pu me faire à la vie militante telle qu'elle est conçue en France : on va un soir à la réunion de cellule, le lendemain soir au cinéma. On va à la manif en sortant du boulot, et les grands soirs on arrivera en retard pour le dîner. Les meilleurs, les plus agressifs, sont ceux qui montrent le poing devant l'ambassade américaine ou crient les slogans les plus « durs »... Déjà, pendant la guerre d'Algérie, j'avais été surprise par ces révolutionnaires prêts à s'engager, à offrir une aide à leurs « frères » algériens, sauf pendant les vacances, évidemment. La conception la plus généralisée, c'est d'intégrer la révolution dans son emploi du temps, mais il est rare qu'on aille jusqu'à bouleverser son emploi du temps pour la révolution. Alors, encore moins sa vie...

1. « La pleurnicheuse ».

2. Cesar Montes, commandant en chef des FAR.

Elle devait revenir, en effet. Après avoir vu de près les conditions de la lutte au Guatemala, après avoir mesuré calmement les chances qu'elle avait d'y mourir, elle mit de l'ordre dans ses affaires et prépara son second voyage. Elle devait partir fin 1967, et les aléas de la lutte clandestine, les difficultés diverses pour mettre sur pied les contacts nécessaires (« là-bas, nous disait-elle, on est en contact avec quelqu'un, et puis il est mort, puis un autre, et puis il est mort »), retardèrent son départ jusqu'au printemps. Elle eut le temps, avant de partir, de voir le début du mouvement de mai, qui la passionna ; dans les lettres qu'elle écrivit de là-bas, elle nous demandait de la tenir au courant, minutieusement, de la situation politique française.

Ces deux extraits de lettres sont de fin 1967. Elle croyait son départ imminent :

Lundi 18 décembre 1967.

Cher François, je voudrais formuler aujourd'hui avec vous, sérieusement cette fois, des vœux pour que l'année Che Guevara soit une année de victoires, c'est-à-dire de victoires chèrement conquises. Ces vœux, nous avons le droit de les formuler ensemble puisqu'il ne s'agit, ni dans votre cas, ni dans le mien de vœux purement platoniques. C'est pourquoi vous ne devez pas vous offenser si je vous souhaite du bonheur. Le bonheur que je vous souhaite et que je **me** souhaite n'est pas une notion abstraite ; ce n'est pas non plus, tout au contraire, le concept réactionnaire de la bonne vie et de la jouissance individualiste. Pour ma part, je vous le dis sans fard, j'ai été profondément malheureuse tant que je n'ai pas trouvé **où** et **comment** faire coïncider ensemble ma pensée, mes paroles et mes actes pour un maximum d'efficacité et de rendement. Je voudrais vous expliquer encore une fois pour être sûre de me faire comprendre, qu'il n'y a en moi ni inconscience romantique, ni mystique de l'héroïsme. J'ai su ce que c'est qu'avoir peur et je le saurai de mieux en mieux... Mais ce qui me donne déjà un goût de bonheur, c'est la certitude d'avoir trouvé ma place, comme un rouage, aussi infime soit-il, dans une mécanique. Il avance lui-même en servant à faire avancer le tout, se remplace dès qu'il est usé et n'a d'utilité et de raison d'être que parce qu'il est là où il doit être. Maintenant, il me reste bien sûr à démontrer que je serai un bon rouage dans la mécanique, car là s'arrête l'analogie : l'histoire des hommes n'est pas un mécanisme d'horlogerie, déterminé à l'avance par une volonté supérieure. Mon rôle sera ce que je serai capable d'en faire et tous les facteurs humains et tous les facteurs liés aux rapports humains entreront en jeu, depuis

la simple résistance physique jusqu'à l'intelligence des problèmes psychologiques, des questions générales aux questions personnelles, de l'analyse à la pratique, de la constance idéologique à l'action, et même de l'idée abstraite que je me fais des choses actuellement à la réalité concrète que je trouverai jour après jour... Vous voyez, je suis lucide et je vous épargne les trois quarts de mon énumération. J'aime la vie, sans aucun doute et j'aimerais d'autant plus ma vie qu'elle correspondra mieux à mes propres exigences vis-à-vis de moi-même. Sinon de quelle vie pourrait-il s'agir ? Il faut être le contraire d'un révolutionnaire, le contraire d'un « partisan », il faut être un « observateur » de la vie, comme Jean Daniel (à propos de son article « Près du Vietnam ») pour croire que l'amour de la vie tient tout entier dans le fait de se conserver vivant. Il n'y a pas de « joie de mourir » ; il y a une satisfaction de **vivre**, même si la vie s'achève trop tôt et de manière violente. « Vaincre ou mourir », ce n'est pas une formule et vaincre c'est vivre.

24 décembre 1967.

Cher François,

« Tiens ! elle n'est pas encore partie, celle-là ! » direz-vous en lisant cette lettre, « c'était bien la peine de faire tant d'histoires... » Vous aurez raison, hélas ! Mais est-il nécessaire de vous expliquer à vous que si certains voyages se décident et s'effectuent en quarante-huit heures ceux qui semblent le plus planifiés et le mieux organisés sont parfois indéfiniment reculés ? Les difficultés de communication n'améliorent pas les choses, je suis en effet encore là pour quelques jours ou pour quelques semaines, dans l'attente du sacro-saint « feu vert ». Je vous envoie donc pêle-mêle aujourd'hui la lettre que je vous avais préparé à la suite de notre dernière rencontre et les quelques réflexions qui suivent, à propos du dossier **Terreur au Guatemala**.

Je n'aborderai même pas le problème de la traduction, du style et de la forme car je pense que tout devrait être retravaillé. Je pense par ailleurs comme vous qu'il faut faire, qu'il est même urgent de faire une étude sur le Guatemala vu sous un angle politique et partisan, un « article de fond ». Cela dit, dans la situation que traverse aujourd'hui ce pays (et que je vous ai somme toute fort mal et fort peu expliquée) il se pose un problème d'urgence. A mon avis il aurait fallu (il faudrait) traduire et publier in extenso le « livre blanc » de la répression dont seuls quelques extraits vous ont été soumis, car, dans ce genre de choses, seul l'effet d'accumulation a quelques chances d'émouvoir les esprits trempés par toutes les horreurs du monde.

Le problème d'urgence, c'est qu'il faut enfin commencer à alerter l'opinion mondiale sur le fait qu'au Guatemala, pays où un gouvernement **civil**, « démocratiquement élu » est au pouvoir, des groupes terroristes d'extrême-droite « civils » (mais en fait faisant partie de l'armée si l'on y regarde d'un peu près) font régner la terreur, menacent, dénoncent, exécutent à un degré que n'a jamais atteint **aucune dictature militaire**. Comme la dénonciation des tortures pendant la guerre d'Algérie, comme celles des crimes de guerre au Vietnam, il s'agit d'une opération moins « humanitaire » que « politique » dans la mesure où terreur, massacres, tortures, enlèvements, éliminations physiques, bombardements au napalm, « regroupements des populations civiles » ne sont que le **produit**, la conséquence d'un état de choses profondément **politique**. L'importance du Guatemala actuellement, c'est qu'il constitue pour l'instant un véritable **laboratoire** en ce qui concerne la répression et ses méthodes, seulement comparable à ce que représente le Vietnam en ce qui concerne la « guerre contre la subversion ». Ce que je pense, c'est qu'il manque à ce dossier une introduction pour indiquer à la fois l'intérêt et les limites de cette entreprise. Pour les révolutionnaires des FAR et du MR 13 qui vivent en guerre et dans la clandestinité depuis des années, la situation a relativement moins changé que pour les « civils ». Désormais tout le monde est

concerné, non plus seulement les guérilleros, non plus seulement les paysans, mais tous ceux qui sont soupçonnés de penser, les « intellectuels », les « libéraux », les membres des professions libérales, avocats, ingénieurs, médecins et même députés du Parti Révolutionnaire (sic) au pouvoir. Cette situation rappelle l'époque où l'OAS liquidait les gens du type Maître Popie avec pignon sur rue, donc plus vulnérables, mais aussi infiniment plus « respectables » que les FLN. C'est cela qui explique la constitution du groupe assez large de gens qui ont constitué une Association pour la défense des Droits Humains. Ils l'ont fait parce qu'ils sont visés, par auto-défense, pas dans un but révolutionnaire, mais il est **politique** de se servir d'eux et de leurs témoignages. En effet on en arrivera d'autant plus facilement à démontrer que seule la lutte armée révolutionnaire pourra mettre un terme aux crimes.

Le second aspect de l'opération politique, telle que je la vois, c'est de lancer par ce biais une campagne intelligente contre Miguel Angel. Le PC d'ailleurs et le PGT (du moins ceux qui vivent en Europe depuis dix ans ou plus) ne veulent pas publier le dossier pour ne pas mettre M. l'ambassadeur dans une position gênante. Quant à M. le Prix Nobel, perdu dans les effluves délicieux de la gloire et de la notoriété, il s'accommode fort bien du fait que ses vieux amis soient là-bas assassinés puisque, ici, on n'en sait rien et qu'il passe toujours pour un ambassadeur « rebelle »... D'un point de vue tactique, le dossier peut avoir l'effet d'une bombe, plus que s'il s'agissait d'une déclaration des FAR, car « on les connaît ces extrémistes ».

Je pense que la publication du dossier constituerait un précieux atout pour le début d'une campagne sur le Guatemala. A condition bien sûr qu'on ne le considère pas comme une fin en soi. Il ne saurait remplacer sous aucun prétexte un autre texte plus politique. Cela dit, **Les Harkis de Paris** n'ont jamais remplacé **La Révolution algérienne par les textes**, ni **Nuremberg pour le Vietnam**, **Guerre du peuple, armée du peuple**. Il s'agit de différents aspects d'une lutte qui, en fin de compte, est la même et des divers moyens dont nous disposons pour la mener. La seule chose d'importance — et là je suis sans doute pleinement en accord avec vous — c'est celui de la qualité du texte. Mais je crois que l'on pourrait le revoir de très près et beaucoup l'arranger. Comme j'ai du temps de libre (vous comprendrez aisément pourquoi) je pourrais me charger de le faire avec... (lui **bien sûr** ignore tout de mes projets), si vous étiez d'accord. En tout cas, lui s'est déjà mis au travail pour faire l'article de fond en question.

La dernière raison **politique** de la publication du texte, c'est l'importance prise dans le pays même par ce qui est dit et publié à l'extérieur et surtout en Europe. Cet argument est évidemment le moins bon.

Avec mon amitié, Emmanuelle.

Ce dossier, *Terror en Guatemala*, est un document édité par le Comité Guatemalteco de Defensa de los Derechos Humanos, qui dénonce clairement l'activité des groupes terro-

ristes d'extrême-droite. Liste hallucinante de faits, de noms, de gens torturés, assassinés, disparus. La source est souvent « la presse quotidienne », qui rend compte quotidiennement des cadavres trouvés pendant la nuit. Le document dit qui est la MANO (Movimiento de Acción Nacionalista Organizado), son chef, Noe Delgado Villeda, son quartier général, la caserne de police nationale, calle San Juan 30-87, zone 7, ou la NOA (Nueva Organización Anticomunista), son chef, le colonel Maximo Zepeda Martinez, son siège, la maison des veuves militaires sise près de l'aéroport de la Aurora.

Ce Comité guatémaltèque de défense des droits de l'homme, comme l'indique Michèle dans sa lettre, n'est en rien un foyer révolutionnaire. Le poids de son témoignage n'en est que plus éclatant : les groupes terroristes ont pignon sur rue, agissent avec impunité. Leurs seuls véritables obstacles sont les groupes révolutionnaires ; en juin, juillet, août 1968, les journaux guatémaltèques firent état d'exécutions de quelques-uns de ces nazis, par des groupes de guérilleros. Ce qui nous intéresse est le fait que ces comptes rendus mentionnent souvent la présence d'une jeune femme parmi les combattants révolutionnaires, parfois conduisant une voiture, une Volkswagen. Nous savions que Michèle connaissait ce type de voiture ; sans savoir rien de plus précis, nous pouvons croire qu'elle a participé à cette lutte-là.

Voici un article de Michèle sur le Guatemala, article paru dans Avant-garde Jeunesse de janvier-février 1968, et signé Francisco Coban :

REPRESSION AU GUATEMALA.

... Il est difficile de trouver les mots exprimant l'état de pourrissement de la situation au Guatemala et la terreur permanente dans laquelle vivent les habitants... On retire tous les jours du fleuve Motagua des cadavres criblés de balles et en partie dévorés par les poissons ; on découvre tous les jours dans un fossé ou un terrain vague un corps torturé, aux organes génitaux arrachés enveloppés dans un tract de la MANO qui porte le nom de la victime suivante ; tous les jours des épouses et des mères attendent en vain le retour d'un des leurs « disparu sans laisser de traces » ; tous les jours des hommes sont enlevés en pleine rue par des inconnus en voiture, armés jusqu'aux dents, sans que les nombreuses patrouilles-radio interviennent. Les personnalités libérales reçoivent des lettres de menace qui leur laissent le choix entre « la valise ou le cercueil » ; les professeurs qui se cachent, envoient les copies de leurs cours à l'Université ; les députés du Parti Révolutionnaire de Mendez Montenegro, président du Guatemala, sont assassinés...

Jamais peut-être le pays n'a été plongé dans un tel bain de sang depuis l'écrasement de la révolution en 1954 et la répression systématique organisée alors par Castillo Armas. Avec une différence cependant, c'est que le régime actuel a été « démocratiquement élu », qu'il se présente comme le « troisième gouvernement révolutionnaire », donc le successeur de ceux d'Arévalo et d'Arbenz, et

qu'avec lui la violence cesse d'être le fait d'une dictature militaire pour s'institutionnaliser...

Le gouvernement a beau diffuser tous les quarts d'heure sur les ondes de la radio des appels à la « pacification » qui prétendent s'adresser, selon ses termes, aussi bien à l'extrême-gauche (c'est-à-dire aux FAR et au MR 13) qu'à l'extrême-droite, c'est-à-dire aux organisations terroristes clandestines comme la MANO (Mouvement Armé National Organisé) dont l'emblème est une main blanche, la NOA (Nouvelle Organisation Anticomuniste) et autres groupes qui se qualifient d'auto-défense civile, il lui est de plus en plus difficile d'apparaître comme un « arbitre ». En effet la répression policière s'applique uniquement aux « factieux », guérilleros et militants révolutionnaires, tandis que la MANO et ses acolytes agissent en plein jour, utilisent des voitures appartenant à l'armée et torturent et assassinent leurs victimes dans des locaux militaires, sans que jusqu'à présent aucun coupable n'ait été inquiété.

Des secteurs de plus en plus nombreux sont préoccupés par la situation et, après l'épiscopat, l'archevêque du Guatemala vient de dénoncer la terreur et la misère qui ne fait que s'aggraver : selon les statistiques de la Banque Nationale elle-même, la majorité des habitants dispose pour vivre de onze centimes de dollar, soit l'équivalent de cinquante-cinq centimes, par jour.

La guérilla a reçu des coups très rudes dont le plus grave a été la mort de Turcios, leader incontesté des FAR, élément d'unité très important dans la lutte et excellent tacticien militaire ; les guérilleros ont été aux prises avec les fameux bérets verts qui leur ont asséné coups sur coups et infligé des pertes sévères. Il serait trop long et il n'est peut-être pas encore temps d'analyser les erreurs qui ont pu être commises par les révolutionnaires depuis 1966. Le miracle, c'est que la guérilla dont la liquidation totale a été annoncée tant de fois, ait survécu et soit en train de se consolider réellement ; l'important, c'est que le nouveau commandant en chef des FAR, Cesar Montes, et le commandant du MR 13, Yon Sosa, aient eu déjà plusieurs réunions et que leurs deux mouvements soient en voie, sinon de fusionner immédiatement, du moins d'agir en accord et de mettre au point une stratégie et une tactique communes, car il n'y a plus entre eux de divergences politiques fondamentales et leurs troupes souhaitent incontestablement un rapprochement nécessaire et bénéfique pour la poursuite de la lutte armée révolutionnaire.

En ce qui nous concerne, l'année 1968 mérite le nom d' « Année du Guérillero Héroïque, qui lui a été donné à La Havane ; il s'agit d'une réalité, non d'un vœu pieux et la naissance du Front guérillero sandiniste au Nicaragua revêt pour toute la lutte en Amérique centrale, une signification capitale...

Lors de son dernier voyage, elle écrivait à une amie la lettre suivante. On reconnaîtra, à travers les précautions du langage, ce qu'elle voulait dire : elle n'avait pas encore contacté ses camarades.

Mais la fin de la lettre indique déjà la dureté de la lutte, même à travers les périphrases.

28 mai 1968.

Ma douce, d'abord je vais bien : du moins pour l'instant. Je regrette seulement un peu d'être là où je suis et pas là-bas maintenant qu'il s'y passe quelque chose. En fin de compte, j'ai assez mal choisi la date de mes vacances : j'aurais dû attendre soit les vacances d'été où tout aurait été plus animé et plus gai, soit octobre et les Jeux Olympiques qui vont amener une vie touristique incroyable dans ce pays.

Je n'ai pas écrit plus tôt car je voulais attendre pour donner mon adresse. En fin de compte je préfère écrire, en espérant que les lettres arrivent malgré les grèves, afin que tu ne t'inquiètes pas trop.

J'ai visité des tas de choses, musées et autres, mais je ne sors pas tellement car je ne connais personne pour ainsi dire et tu sais comment sont les latino-américains avec les beautés exotiques et opulentes ! Par malchance, mon oncle et ma tante se trouvent en ce moment aux Etats-Unis, en vacances eux-mêmes et je ne les ai pas encore vus. En principe ils doivent rentrer ces jours-ci. S'ils ne le font pas je tâcherai de me procurer leur adresse et j'irai les rejoindre. C'est une question de quelques jours, mais je commence à en avoir marre.

Dans ma prochaine lettre je te mettrai mon adresse et j'espère que tu m'enverras des tas de nouvelles.

La révolution française est à la une de tous les journaux et j'essaie de me faire une idée à travers les câbles. **Le Monde** n'arrive évidemment pas. En tout cas, il me semble que chacun se révèle sous son vrai jour sans équivoque — **you see what I mean** — et, quel que soit le résultat final ça semble assez positif et même extraordinaire.

Quelles nouvelles te donner d'ici ? On parle beaucoup du voyage de Carillo Flores à Moscou. Un leit-motiv revient sans arrêt à la radio à propos des Jeux Olympiques : « Nous voulons l'amitié de tous les peuples du monde. » Il y a des tas de rues impraticables pour la circulation car on creuse, on creuse : le métro sera, dit-on, ouvert en 1970. Sarita Montiel chante dans un des plus grands cabarets de la ville, en attendant que ce soit Charles Aznavour.

Ma douce, je te quitte. Je t'écirai bientôt. Au fait, tu te souviens de l'ami que tu n'avais pu voir l'année dernière parce que tu n'étais pas là ? Eh bien ! il a eu un accident et il est mort. Ça me rend un peu mélancolique car je l'aimais bien.

Cuidate mucho. Recibe un abrazo bien grandote de tu.

Michèle.

Voici les notes que Michèle avait prises lors de son arrivée, en juin 1967, au Guatemala.

Premier soir au Guatemala. Pour la première fois de ma vie je vois des gosses regarder des bonbons inaccessibles dans un bocal avec une convoitise infinie, et indéfiniment insatisfaite. Une petite fille demande l'aumône, elle s'accroche, elle me suit, elle se colle à moi, elle répète d'une petite voix chantante, douce, polie : « **Seño**, donne-moi quelques **centavitos**, pour manger, **seño**. » Der-

rière un essaim de gosses suivent de loin ; si je sors mon porte-monnaie ils sont prêts à fondre sur moi... Je fais brusquement semblant de traverser. La petite fille me suit, elle reste au milieu de la rue, surprise, pas de haine, juste surprise. Une voiture la frôle, j'ai envie de pleurer.

Un petit garçon se traîne sur le trottoir. Sa jambe gauche n'est qu'une profonde plaie. Il rampe sur le côté droit, sa main gauche tendue. On dirait Murillo ou Goya. Je traverse, j'ai le cœur trop serré. En face, une femme assise au bord du trottoir, pieds nus, en haillons, une pile de journaux par terre à côté d'elle ; elle soutient sur ses genoux la tête d'un homme aussi misérable qu'elle, allongé, secoué de spasmes. Elle lui applique un linge sur le visage. Je crois qu'il est épileptique. J'apprendrai par la suite qu'il n'est que ivre.

Dès huit heures et demie les rues sont désertes. La peur règne. A onze heures trente, les gens qui sortent des cinémas se hâtent de rentrer. Coups de sifflets des vigiles qui gardent les boutiques. Sur les murs les affiches : le Troisième Gouvernement Révolutionnaire salue les travailleurs, Vive le premier mai, voisinent avec celles du Juin rouge. Les gens ont faim.

Je reviens de **Blow-up** : au retour, une ambulance me frôle en hurlant. Silence et obscurité. J'ai cru entendre des coups de feu (presque personne dans la salle) mais c'était peut-être le film. Le matin les journaux annoncent cinq morts, de 19 à 23 ans, tués par la police.

Regards fixes des hommes. Ils ne murmurent pas des mots doux comme au Mexique ou en Espagne. Ils regardent fixement, longuement, puis ils détournent la tête. Ils sont polis. Le vieux qui retire sa casquette, me salue, puis demande la charité avec dignité. Je secoue la tête, il remet sa casquette, rentre les épaules et s'éloigne tout courbé, pitoyable. Je suis envahie d'une rage. Dans les rues les vendeurs de journaux (ceux du matin, comme **Prensa Libre**, **Impacto**, petits formats comme **Paris-Jour**, ceux du soir, grand format, **l'Imparcial**, **la Hora**) de billets de loterie (trois loteries, la Nationale, la China, la Santa Lucia) se disputent les clients. Je remarque qu'il y a moins de petits cireurs qu'à Mexico. Pour être cireur il faut un capital que ces gosses sont loin de posséder. A Mexico si, il y en a des tas. Les femmes, longues tresses dans le dos, enfants emmaillotés contre leur sein, jeunes ou vieilles, déjà toutes ridées. Les vieux, les infirmes, sentent la crasse. Petits vendeurs de bonbons, de fruits à tous les coins de rue.

La ville de Guatemala est divisée en « **cuadras** » où les « rues » coupent perpendiculairement d'autres rues parallèles appelées « avenues ». Les avenues ont toujours la priorité sur les rues et les voitures doivent freiner quel que soit le sens de l'avenue : on voit par exemple un autobus et une file de voitures en train d'attendre que passe une bicyclette. Les conducteurs sont très disciplinés et marchent à la queue-leu-leu. Je conduis « à la parisienne » et me faufile. Les gens sont prudents ici, pas comme à Mexico où c'est le plus gros et le plus « **macho** » qui passe. Une avenue sur deux va dans un sens, une sur deux dans l'autre, même chose pour les rues. On a intérêt à ne pas louper sa rue sinon on doit presque refaire le tour de la ville, pas très grande, pour rejoindre son objectif. Dans le centre, le parking est payant, avec parcomètres, type Orly. Le centre, c'est la 6^e avenue, avec magasins de luxe, produits de beauté, appareils photo, téléviseurs, etc. Féroce compétition entre magasins. Maisons basses (deux étages). Annonces lumineuses qui s'avancent au-dessus de la rue des deux côtés.

Vision insolite : fanfare et majorettes dans la 6^e avenue. Election de miss Guatemala, les six finalistes — trois affreuses — dans deux voitures. Le trafic est paralysé. Indifférence des gens.

Procession du 17 juin, le jour du pape. Religion, opium du peuple et des Indiens. Curés gras qui confessent les Indiens, qui communient morts de faim.

L'affiche du Troisième Gouvernement Révolutionnaire qui envoie ses compléments aux travailleurs pour le 1^{er} mai : bel ouvrier souriant, très réaliste socialiste. Autres affiches : liste de noms, photos, de soi-disant communistes condamnés à mort par les groupes d'extrême-droite.

Affiche « jour du séminaire » : enfant priant avec ferveur : « Je veux être prêtre, aide-moi ! »

Fêtes des mères, des pères, des instituteurs, du pape...

Annonces radio: toute l'Amérique latine. Pepsi-Cola, les produits pharmaceutiques Bayer, Mejoral, TestiVital, les hormones qui redonnent la virilité perdue. Les annonces du Service de Relations Publiques de la Présidence, méthode Coué. Désormais les flics doivent porter le casque.

Viridiana : « Ce film ne peut être montré (exhibé) que dans les cinémas **sin galleria** de la capitale, reste interdit sur le reste du territoire national. » Signé : Dpt d'Orientation et de Censure des Spectacles Publics.

Blow-up : un autre monde. Ensuite je cherche la boutique à perruques. Comme dans le film, je ne la retrouve pas.

A Mexico, **Qui a peur de Virginia Wolf ?** : les gens, hommes et femmes, scandalisés de la façon dont le **machismo** est piétiné, foulé aux pieds par cette bonne femme horrible. Le mâle pleure, les gens sifflent.

Ici un cinéma annonce que « malgré la qualité du film le prix des places ne sera pas augmenté ».

A la radio, les tubes : **Michèle ma belle, Stranger in the night, Guantanamo**.

Les petits cireurs. Celui du Zoo. Prix : 10 cts. Je lui en donne 20. Il me remercie beaucoup. Sa journée a été mauvaise. Il n'a fait que 20 cts avant moi. Il m'a dit : « Je suis très préoccupé parce que maintenant on exige une patente. » Je lui demande combien ça coûte : 50 cts.

Ceux du Parc Central : maintenant on ne la leur réclame plus. Le petit Victor me dit que les flics lui ont déjà saisi trois boîtes. Tout son capital en même temps que son instrument de travail. Pourquoi ? Il ne sait pas. Les lui a-t-on rendues ? Non.

Une nuée de gosses entre 10 et 15 ans, beaux petits garçons rapides, fûtes, vifs. Victor : « On n'a pas de clients fixes. Il faut avoir de la **chispa**. C'est le plus rapide qui gagne. » Ils forment une sorte de confrérie unie, se vendent le cirage quand l'un d'entre eux n'a pas la couleur, comme Victor avec mes chaussures rouges.

Petits vendeurs, mendiants, mendiante, infirmes, cireurs, vendeurs de journaux, de billets de loterie, de peignes, de bracelets-montres, de cigarettes, de chewing-gum... Commerce, petit commerce, tout petit commerce.

Le cinéma, quelques clubs privés, comme le Club Guatemala, dancing au dernier étage du Biltmore, là s'arrêtent les réjouissances. Et puis, bien sûr, TV et radio.

Dans les journaux, chroniques : se marient, se fiancent, fêtent leur anniversaire les « **encantadoras elegantes cultas estimadas bellas gentilísimas señoras, señoras, damas, damitas** », etc. Naissent les « **lindas niñas** » apportées par la cigo-gne. Fête des quinze ans. Voyages, bals, anniversaires de mariage.

Conrado a l'air d'un tout petit garçon, n'était son regard pénétrant et intelligent, les petites rides au coin des yeux. On a envie de le protéger. Quand on se baigne, il a la figure toute noire à cause des pneus de la digue. On dirait un petit charbonnier. Il est simple, direct, très modeste et très bon. Il dit : « On aurait bien besoin de Guevara ici ! » On passe devant des bâtiments : « Quand on triomphera, ça fera de belles maisons pour les boursiers. On aura de quoi être reconnaissants à la bourgeoisie. »

Nous sommes arrêtés par des flics en moto sur la route. Luis leur donne cinq sacs parce que son permis est périmé. Récits d'aventures avec les flics. Les radiopatrilles sont les pires. J'ai le cœur qui s'affole quand j'entends le gémissement de leurs sirènes.

Le jour de la réunion du Congrès, il y avait une ambiance de guerre civile. Un hélicoptère n'arrêtait pas de surveiller le Palais national. L'armée sur pied de guerre, partout jeeps avec soldats et mitrailleuses pointées. Toutes les rues autour du Palais interdites à la circulation. Soldats partout, arme au poing, casqués.

Histoire des cinq jeunes gens morts. Version officielle : ce sont des guérilleros, ils ont attaqué une radiopatrille. Il faudrait croire qu'ils sont bien mal organisés puisqu'ils auraient attaqué une radiopatrille au coin de leur propre rue, et qu'ils n'ont rien eu de plus pressé que de se réfugier dans leur propre chambre, l'un d'eux est en chaussettes — pour faire moins de bruit ? — et l'on a trouvé un corps dans la rue, un sur les toits, trois dans la chambre. Seuls deux appartenaient aux forces révolutionnaires. La mère d'un autre affirme qu'il avait disparu dès le dimanche (la chose s'est produite mardi soir tard). Des voisins déclarent qu'on les a fait courir hors de la voiture des flics et qu'on leur a tiré dessus. Il y en a un qui semble avoir retenu l'attention et les soupçons par la quantité de tâches auxquelles il s'adonnait pour survivre : vendeur le jour, croupier de loterie la nuit...

Mexico, c'était la ville des contrastes, les miroitements de la richesse et de la plus grande culture, et le dénuement total, l'analphabétisme. Ici non. Le sous-développement. Inimaginable de loin. Une vingtaine d'immeubles modernes émergent du lot, les hôtels, Biltmore, Panamerican, Maya Excelsior, Palace Hôtel, la Banque Nationale du Guatemala (orgueil et plus bel édifice du pays), les ambassades. Ça ne suffit même pas à créer un contraste. Je fais toutes les librairies, rien. Les revues américaines. Les bandes dessinées — je comprends enfin leur rôle nocif **quand il n'y a que ça** pour alimenter sa soif de culture. Des livres techniques, de psychologie, des horoscopes, comment réussir dans les affaires et se faire des amis. Et surtout le venin, le venin, infiltré jour après jour, partout, la presse, la presse hebdomadaire, la radio, la TV. **Bohemia** éditée au Venezuela. Pas d'informations sauf celles qu'on veut bien fournir. Sous-développement culturel. Z... me raconte qu'à un déjeuner-congrès des gens de sa profession ils se demandent sérieusement s'il est moral ou pas d'aller voir **Virginia Wolf**.

Aujourd'hui, 25 juin 1967. Fête des instituteurs (au fait, combien sont-ils payés ?). La radio et la presse rendent hommage, ainsi que le Parti Révolutionnaire, aux « apôtres de la jeunesse, réalisateurs des promesses spirituelles, forgerons des talents pour la Patrie », etc. A cinq heures du matin j'ai été réveillée par des bruits d'explosions tout proches. Il y en a eu une vingtaine, puis aussi à six heures, à six heures trente... Cette fois j'ai cru que c'étaient des bombes. L'autre jour, j'ai entendu des explosions, j'ai cru que c'étaient des pétards, on m'a dit que c'étaient des bombes. Aujourd'hui, il paraît que c'est le contraire. Puisque c'est fête, c'est des pétards. Pour rigoler, me dit la logeuse espagnole. Je n'ai vu personne, gosse ou adulte, rigoler en faisant partir des pétards. Personne ne rigole, personne ne sourit même. Dans la 7^e avenue, pendant que je vais au Parc National, passent deux coureurs à pied, entre les voitures, assez éloignés l'un de l'autre. Tous deux en short, le premier a le genou bandé. Ils ont l'air tellement souffreteux, sous-alimentés qu'il est difficile de voir en eux des athlètes. Sur le trottoir des types dorment, plus ou moins pauvrement vêtus. Lendemain de cuites. Un grand beau garçon — jeans, maillot de corps blanc crasseux — tangué, le visage noir de barbe, les yeux gonflés. Il sort de sa poche quelques pièces de monnaie, les fait sauter dans sa main, hoche la tête, les remet dans sa poche. Le paysan aux vêtements tout rapiécés qui s'approche de moi pendant que j'achète des cigarettes. Il tient à la main, qui sait pourquoi, sa carte d'identité. Peut-être pour prouver qu'il est quelqu'un de bien. Je fais non de la tête. Il a été très poli : « **Señorita, por favor...** » Il n'insiste pas. Je crois que j'ai le cœur plus serré encore quand ils n'insistent pas. C'est vrai, ce ne sont pas des mendiants professionnels, ils mendient parce qu'ils ont faim, pas d'issue, pas de débouchés. Après j'ai des remords de ne pas lui avoir donné quelque chose — à quoi bon ? Ce n'est pas là le problème, mais il aurait été soulagé, pour aujourd'hui. La haine salutaire désormais ne me quitte plus.

Parc National. Une fanfare militaire d'au moins cinquante musiciens en grande tenue joue des marches allégres et entraînant devant un auditoire restreint et peu enthousiaste, composé surtout de pères de famille qui promènent les

gosses en attendant le déjeuner, des cireurs du coin désœuvrés, de quelques vieux assis au soleil. Quand ils partent, quelques applaudissements puis le silence.

Les radiopatrouilles, casque, gilet pare-balles. Leurs Falcon rapides avec des lumières rouges sur le toit. Cœur serré quand j'entends leurs sirènes, quand je les vois démarrer en trombe, sans se soucier des passants. Les gens ont peur d'eux. Mais eux aussi ont peur. Ils tirent tout de suite. Ce matin, dans les journaux, en face de la publicité pour le film **Bang bang you're dead** (traduit : **Pum pum estas muertos**) le récit de ce qui s'est passé hier à onze heures et demie du matin : du communiqué de la police et du récit des témoins de l'autobus, il résulte clairement que les flics tirent sur n'importe qui parce qu'ils ont peur. Le chauffeur blessé grièvement. On vit tellement dans la proximité de la mort. La mort est proche. On a peur, mais on n'en a plus peur. Je me demande le nombre d'armes qui sont en circulation. Hier, fait divers banal mais bizarre. Deux ou trois types veulent obliger une femme à monter dans une voiture (pour l'enlever ?). Elle se défend très fort et finit par sortir de son sac un revolver grâce auquel elle met en fuite ses agresseurs. Les dames se baladent, comme ça, avec un revolver dans leur sac ? Autre fait divers : un type refuse de payer un taxi, tire sur le chauffeur.

Les flics : un type se fait voler sa voiture, dépose une plainte. Quelques mois après, il la reconnaît dans la rue, bien qu'elle ait été repeinte et déguisée. En possession d'un chef de la police.

Aujourd'hui, dans la presse : histoire de la vieille Julia Chiguichón. Au début décembre 1966, elle rentre chez elle après avoir vendu pour 75 cts de légumes. A 100 m de Mixco elle marche vers son village quand deux flics la rattrapent et lui enjoignent de leur remettre deux quetzals faute de quoi ils l'arrêtent. La vieille a plus de 70 ans, est analphabète, ne comprend rien et n'a que 65 cts sur elle après avoir payé le bus. Les flics l'arrêtent, prétendent avoir trouvé chez elle des bouteilles d'eau-de-vie et à 125 m de chez elle une distillerie clandestine. Pas d'enquête. Sur la seule foi des flics la vieille est condamnée à la prison. Refus de liberté provisoire. Un avocat demande qu'on aille constater de visu l'existence de la soi-disant distillerie. Il n'y a rien là. Perquisition chez la vieille, pas trace du moindre alcool. En janvier le colonel Amadeo Chinchilla déclare qu'il destituera les **mordelones**, les flics qui se font graisser la patte. Deuxième refus de liberté pour la vieille. Elle est en prison depuis sept mois pour n'avoir pas donné deux quetzals aux flics.

Je passe devant la police. Des femmes font la queue avec des gosses, des paniers, des étoffes, chargées de provisions. A l'intérieur un écriteau : « Travaillez avec enthousiasme pour le Guatemala. » Sans doute les femmes viennent apporter à manger aux maris en taule.

Dans le même numéro du journal : trois doyens de l'Université Autonome de San Carlos figurent sur la liste des condamnés à mort par les organisations clandestines — feuilles volantes distribuées hier matin dans toute la ville, signées GADEG, NOA, MANO — par milliers. Condamné aussi : Adelante Foppa, journaliste guatémaltèque qui vit au Mexique, qui a écrit dans **Siempre**, a fait l'interview de Clemente.

A partir de demain, 26 juin, cent travailleurs (cheminots) de Escuintla commencent une **grève de la faim** pour protester contre le fait qu'on ne leur a pas encore payé leur salaire de mai (entreprise IRCA). Message des dirigeants des « Syndicats d'Action et Amélioration des Chemins de Fer » au Président.

Au Congrès (Chambre des députés), 31 PR, 15 PID, 5 MNL, 4 non-inscrits. Carlos Rodil Machado, objet de menaces de mort continuées, a été envoyé au Pérou comme ambassadeur. Marco Antonio Soto Beteta a été assassiné. Une loi a été proposée, refusée par le président (veto) car trop coûteuse : pour donner à chaque député un garde du corps. Veto très discuté par la presse. Tous les députés n'ont pas besoin de gardes du corps.

Ma rue, la 16, est une rue à putes. Hier soir il pleuvait à torrents. Deux

filles s'abritaient sous un pan de mur, parapluie par terre devant leurs jambes. L'autre soir je poireautais sur les trottoirs en attendant Godot. Tout l'hôtel, patronne en tête, des Espagnols, **gachupinos**, comme on dit ici, se pressait sur le pas de la porte en chuchotant. Je me retourne, leur demande ce qui se passe. Les femmes qui s'arrêtent là sont des putains, d'habitude. Eux disent « **mujeres malas** ». Je dis « ah ! bon ! » et j'y retourne.

Ces notes, Michèle ne les eût sûrement pas publiées telles quelles : ce sont les repères qu'elle a dû griffonner en attendant un rendez-vous, avec toujours la pensée que rien de ce qu'elle écrivait ne devait, le cas échéant, fournir à la police le moindre indice. Peut-être y a-t-il dans les papiers qu'elle avait avec elle, au moment de sa mort, des notes analogues. Nous ne le saurons sans doute jamais : rien de ses affaires personnelles n'a été rendu à sa famille.

Telles quelles, ces notes montrent quand même que Michèle pouvait aussi écrire, qu'elle aurait pu, si elle l'avait jugé bon, témoigner essentiellement par la plume. A ce propos il est intéressant de lire un autre inédit, qui suit, et dont voici l'histoire : lorsqu'elle alla pour la première fois à Cuba en 1963-1964, il fut question qu'elle écrive un livre sur son séjour. Le texte ci-après est le brouillon de la préface de ce livre :

Ce livre est le produit d'une suggestion collective. Quand je suis arrivée à Cuba, en juillet 1963, il y avait une personne parfaitement convaincue que je n'écrirais pas de livre sur Cuba, cette personne, c'était moi, et je me suis aperçue rapidement que j'étais la seule à le croire. Parce que je suis amie d'Ania Francos, parce que nous nous ressemblons, parce que j'ai vite connu les mêmes gens qu'elle, parce que **La Fête Cubaine**, pour son titre, pour le fait d'être écrit par une jeune Française qui n'est spécialiste ni du tiers monde ni de la réforme agraire bénéficiait à La Havane d'une légende particulière, principalement par quelques personnes qui ne l'avaient pas lu, on a fait de moi, par paresse d'esprit, immédiatement, « la fille de la fête cubaine », ou « la sœur de la fête cubaine », venue écrire « le retour de la fête cubaine » ou « la fête cubaine contre Dracula » — de toutes manières on ne m'imaginait pas hors d'une fête cubaine.

Au début, je protestai : « Non, je ne vais rien écrire sur Cuba, je ne suis pas douée, je n'ai pas la personnalité ni le talent d'Ania », mais le sourire avec lequel on me regardait était plus que sceptique, incrédule. Tel qui figurait dans le livre aspirait à se voir dans la suite, comme pour suivre son profil, trajectoire, trois ans après, dans un feuilleton. Tel autre personnage de troisième ou quatrième plan

se voyait déjà pour tout dire premier rôle, tel autre qui n'apparaissait pas voyait approcher sa revanche. Dans des cas plus rares, une ancienne vedette me signifiait clairement ou moins clairement qu'elle ne souhaitait pas retrouver son premier rôle... Je prenais note, par plaisanterie. J'avais tort. Car petit à petit j'ai fini par y croire, et les choses sont devenues, sans que je puisse les contrôler, une sorte d'épreuve sportive, d'amour-propre — chiche que tu l'écris, ce livre ! Alors, tu ne serais même pas capable d'écrire un petit récit après tout ce temps passé à Cuba, des tas de gens sont restés moins longtemps, et qui n'ont même pas l'avantage de parler l'espagnol, et qui l'ont écrit, eux. Et puis tu prétends aimer Cuba, et tu ne ferais même pas ça pour nous ? Les arguments me manquaient pour répondre. S'obstiner, ne pas vouloir écrire ce livre devenait l'entêtement à ne pas vouloir manger sa soupe, ne pas vouloir faire son devoir, un caprice. « Mais je ne sais pas, je ne suis pas douée pour cela », protestai-je de plus en plus mollement. On m'encourageait gentiment : « Allons, avec ta culture, ton instruction française, tu dois pouvoir écrire un livre, qu'est-ce que c'est qu'écrire un petit livre, chez nous la plupart des écrivains et des journalistes étaient bien moins préparés que toi et ils ont écrit des livres parce qu'il le faut et que c'est utile à la révolution... » Argument-clé, argument massue, j'ai alors promis de manger ma soupe, de faire mon devoir, d'écrire ce livre. Je tiens parole. Ce livre est le produit d'une auto-suggestion.

Mais maintenant il me reste la deuxième phase à décrire — car ce serait bien mal préparer ses lecteurs, à moins qu'eux non plus ne me croient pas ce qui serait le comble — que de leur expliquer que l'ouvrage qu'on leur confie à lire est somme toute un pensum. De là à ce qu'ils s'imaginent que pour eux aussi ce sera un pensum de le lire il n'y a pas loin, et c'est peu engageant. La deuxième phase donc fut que peu à peu l'enthousiasme me gagna moi aussi, que la semence germa, et que je voulus l'écrire, ce livre. Ce fut l'étape où il devint mien, où les autres cessèrent de l'écrire à ma place « tu vas écrire ça, tu vas me mettre, tu vas montrer ça ». J'allais écrire, oui, mais pas sous la dictée. Et j'allais, dans mes moments de fatuité, jusqu'à accuser mes promoteurs d'être apprentis-sorciers. Ce serait ma chose à moi, mon itinéraire cubain — pas la guagua.

La guagua, c'est l'autobus cubain, à itinéraire fixe ; mais ce livre-là n'a pas été écrit. Michèle a laissé cette préface dans ses tiroirs, a pensé qu'il y avait mieux à faire qu'à écrire. C'est pourquoi, d'ailleurs, notre tâche est ici décevante ; nous reprenons ses textes, alors qu'elle n'avait jamais considéré cette forme de lutte comme essentielle. Notre justification est qu'elle ne l'avait jamais méprisée non plus, et qu'à côté de ces inédits nous trouvons des articles politiques qu'il n'est pas indifférents de relire aujourd'hui.

De La Voie Communiste de novembre-décembre 1962, cet article signé Janette Silvestri :

AUTOMNE A ALGER.

Yahia chaab, vive le peuple, **al Chaab**, titre du nouveau quotidien, **Un seul héros, le Peuple**, tracé sur les murs en gros caractères, « le peuple dit... le peuple veut... le peuple pense... ». Pendant le mois de vacances que j'ai passé à Alger, de septembre à octobre, j'ai vu et j'ai entendu partout nommer le peuple. Je n'ai pas vécu dans un gourbi, ni au milieu de la Casbah, je n'ai pas pu aller dans les villages retirés de Kabylie et des Aurès. « **Donc**, m'ont dit avec mépris quelques amis au retour, **tu n'as pas vu LE peuple, et tu ne sais pas ce qu'IL pense.** » Sans doute, mais j'ai vu les lieux où le peuple n'est pas et où se forge la politique de l'Algérie, la villa Joly, l'Assemblée, l'hôtel Aletti, et j'ai fait beaucoup de rencontres à travers lesquelles je me suis fait une idée de l'Algérie d'aujourd'hui ; j'ai surtout beaucoup écouté...

« FAIRE DES AFFAIRES EN ALGERIE NOUVELLE ».

A partir de sept heures du soir, le tout Alger se retrouve dans les cinquante mètres qui séparent l'hôtel Aletti de trois cafés dont les terrasses se confondent sur le trottoir, la Rotonde, l'Europe, le Tahiti. J'avais rendez-vous avec un ami qui s'excuse d'être pris par ailleurs et qui me LE présente avant de s'éclipser. IL m'invite à dîner à Aletti : maître d'hôtel, sommelier (« **non, IL ne boit pas de vin à cause de l'Islam** », dit-IL) et garçon s'empressent. Le repas est succulent. IL a 29 ans, des yeux en amandes, un costume élégant et bien coupé. IL est charmant. J'essaie d'engager la conversation, mais les mots-clefs restent sans effet sur lui : socialisme, réforme agraire. En politique IL pense que Ben Bella a peu d'expérience et qu'Abbas a plus d'envergure... Mue par une inspiration, je LUI demande de me parler de LUI. IL me regarde L'écouter.

— Nous étions à Tunis pendant les événements. Mon père fait des affaires, moi je l'aidais. Mais quand l'Algérie est devenue indépendante, j'ai dit à mon père : je veux voler de mes propres ailes, je pars faire des affaires en Algérie nouvelle. J'ai le génie des affaires. J'arrive ici. Au bout de deux jours, je comprends que les affaires se trouvent dans les déménagements. Je rencontre alors un ministre du GPRA que j'ai connu à Tunis. — « Je laisse la politique, me dit-il, je suis en chômage, tu n'as rien à m'offrir ? » Je lui explique mes projets. — « D'accord, dit-il, associons-nous. » Nous avons maintenant l'une des meilleures entreprises de déménagements d'Algérie, une des plus rapides. Notre chiffre d'affaires est de 400 millions (d'anciens francs) par mois. Avec des hauts et des bas, il y en a pour trois ans environ. Au Maroc les Français étaient moins nombreux, beaucoup moins nombreux, et ça a duré quatre ans. Nous nous chargeons absolument de tout à partir du lieu d'habitation, où qu'il se trouve en Algérie, jusqu'au lieu d'habitation, où qu'il se trouve en France. J'ai pris des arrangements avec des services de déménagement français. Nous nous occupons aussi de toutes les formalités : cela

arrange bien les OAS notoires qui ne peuvent revenir ici pour liquider leurs affaires. Maintenant je commence à acheter des orangeries. Je veux aussi acheter un hôtel ; j'en ai vu un, cinquante millions, je ne le prendrai pas, il n'est pas assez central. Plus tard, j'achèterai des camions pour faire le transport au Sahara.

Je lui dis que sa conception de « l'Algérie nouvelle » ne me paraît pas incluse dans le programme de Tripoli, il est surpris : « Je connais M. Ben Bella, dit-il, je lui ai demandé une entrevue et je lui ai exposé mes perspectives, il n'a fait aucune objection. »

Brusquement, il me demande : « Vous croyez que je ferai fortune ? » Je l'en crois capable, je souhaite seulement qu'on ne lui en laisse pas la possibilité, ni à lui ni à personne d'autre. Il n'a pas écouté : « Vous comprenez, dit-il, je ne veux pas une petite fortune. Je veux devenir quelque chose comme Onassis, l'armateur grec. Aujourd'hui j'ai sur lui l'avantage de la jeunesse. Il faut faire fortune jeune pour en profiter. »

« DEUX MILLIONS DE CHOMEURS ».

Quand j'ai revu mon millionnaire, il revenait d'un voyage-éclair à Toulouse, où il avait acheté à son ancien propriétaire une villa royale à Hydra, le Neuilly d'Alger. « Une affaire, dit-il, six millions payés cash, la villa en vaut au moins trente. »

Salah, militant des Jeunesses FLN, est indigné, mais il a d'autres problèmes. Depuis la chute de la Zone Autonome, les JFLN sont désorganisées. Ses amis et lui veulent leur redonner une forme et surtout, dit-il, un contenu et un contenu révolutionnaire. En passant avec lui devant la TRANSAT, nous voyons une queue longue et morne de chômeurs qui viennent prendre des billets afin de repartir — certains même partent pour la première fois — en France chercher du travail. Nous interrogeons l'un d'eux : il s'appelle Tewfik, il est petit, sec, maigre ; je lui donne une quarantaine d'années, il en a trente. D'abord méfiant, il parle bientôt sans se faire prier dans un excellent français teinté d'accent du Midi. Il vivait en France depuis 1952, dans la banlieue marseillaise. Il s'est marié là-bas avec une Algérienne, il est maçon. Arrêté en 1957, torturé, relâché, de nouveau arrêté en 1959, il est sorti de prison en mai dernier ; rentré au pays en juillet avec toute sa famille, une femme, une belle-mère, quatre enfants dont l'aîné a neuf ans, il n'a pas encore pu trouver de travail ; sa femme est de nouveau enceinte. La maison de ses parents, à Bouzaréa, dans la banlieue d'Alger, a été détruite, ils étaient dessous. La famille de Tewfik s'est installée dans l'appartement d'un pied-noir fuyard, et elle est sur le point d'être mise à la porte, l'occupation des locaux vacants ayant été déclarée « illégale » par une ordonnance de l'Exécutif Provisoire. Il dit son espoir en prison, l'orgueil de la dernière grève de la faim victorieuse, la joie de retrouver sa famille, le délire de l'indépendance, puis la douche froide, cette crise à laquelle il n'a rien compris. Avec sa femme il a participé à toutes les manifestations d'Alger, celles du Bureau Politique, de la Wilaya IV, de l'UGTA. Pendant des heures, ils ont crié « Sebba senine baraket ». Il dit « le frère », qu'il s'agisse de Ben Khedda, de Krim, de Boudiaf, de Ben Bella ou de Boumedienne. Comme tous les hommes qui l'entourent, il a le regard fixe, l'air abattu.

Salah s'emporte : « Tu ne dois pas partir, affirme-t-il. C'est contraire à l'intérêt du pays. »

— J'ai quatre enfants, répète Tewfik. En février, j'en aurai cinq. Je n'ai pas touché un sou depuis mon arrivée.

— Et ta famille, elle ne peut pas t'aider ?

— Mon frère est chômeur, mon beau-frère est chômeur, mon cousin aussi.

— Pourtant, s'obstine Salah, le pays a besoin de maçons pour relever les ruines. Il faut être patient. Cent trente-deux ans de colonialisme ne s'effacent pas

du jour au lendemain. Tu dois rester même si tu crèves de faim. Il faut consentir des sacrifices...

— Moi oui, dit Tewfik, mes enfants non. Ils doivent manger, aller à l'école. Il ne faut pas qu'ils soient maintenant plus malheureux que pendant la guerre.

— Alors, reprend Salah, tu dois revendiquer, tu as des droits. Il faut que les responsables en tiennent compte.

— Tous les Algériens ont des droits, répond patiemment Tewfik. Nous sommes deux millions de chômeurs. Je reviendrai dès qu'il sera possible de travailler ici, dans mon pays. Je repars seul... Après un silence, il ajoute : J'avais pensé à rebâtir la maison de mes parents, mais les Français emportaient les pierres pour construire leurs postes militaires. »

Nous lui serrons la main, et il trouve le moyen de nous inviter à venir manger un couscous « chez lui » avant son départ.

Salah est aussi bouleversé que moi : « Est-ce qu'on pouvait éviter cette situation ? » demande-t-il sans cesse. « Ils parlent tous de révolution et de socialisme, mais, pour Tewfik, les centaines de milliers de Tewfik, qu'est-ce que ça veut dire ? »

« ENCORE TOUS FRERES ».

Quelques jours après, il m'emmène voir un syndicaliste, militant de feu la Zone Autonome. Il était responsable de l'UGTA dans une petite usine fermée « pour cause de départ du propriétaire » et il est furieux. « Au cessez-le-feu, il n'y avait, dit-il, que deux forces suffisamment puissantes pour s'imposer en Algérie : l'ARMEE qui possédait toutes les structures — chaque wilaya avait en mains les rênes du pouvoir chez elle de façon strictement autonome à l'intérieur ; l'ALN des frontières avait les armes, la discipline, la cohésion — et l'UGTA qui pouvait diriger la masse des travailleurs. Et la direction de l'UGTA a été timorée : le drame de notre révolution, c'est qu'à tous les niveaux les chefs se sont coupés du peuple. L'UGTA n'a pas compris à ce moment que, dans la lutte pour le pouvoir, elle n'avait pas à se poser en médiatrice, en conciliatrice, mais à imposer le point de vue des travailleurs. »

Il nous reverse du café, il fume nerveusement : « Le peuple, crie-t-il, aurait été tout entier en juillet, sans restriction, derrière celui qui lui aurait dit : « Peuple, tu es le seul héros, la Révolution a été faite par toi et pour toi ; elle n'est pas terminée avec l'Indépendance. Les accords d'Evian ont arrêté la guerre sur un compromis et ils ne sont pas respectés puisque les Européens quittent en masse le pays en emportant les capitaux, en fermant les usines, en abandonnant les terres. Peuple, au travail, ouvre tes usines ! Peuple, prends possession de tes champs, l'Algérie est à toi. » Car le peuple n'attendait rien d'autre. Au lieu de cela, les dirigeants qu'il vénérât depuis des années s'insultent et leurs troupes s'affrontent, sans que se fasse jour le moindre conflit d'ordre politique. Il y eut deux mille morts dans les combats entre les troupes de Boumedienne et la wilaya IV, y compris parmi les civils qui s'interposaient entre les deux camps. Le peuple ne peut pas croire que Ben Bella soit devenu si vite un traître, ou Boudiaf un fasciste. D'ailleurs on abuse de ce vocabulaire qui pour nous restera lié encore longtemps au colonialisme : les traîtres ? ce sont les messalistes, les harkis, Bellounis ; les fascistes ? c'est Massu, c'est Bigeard, c'est l'OAS. Pour le peuple, qu'on le veuille ou non, nous sommes encore très frères, tous, les fellahs, les commerçants, les djounouds, les étudiants, les propriétaires fonciers, les chômeurs, les oulémas...

« A l'échelon des dirigeants, les luttes en sont restées à des questions de méthode et de moyens, à des contestations juridiques. Le GPRA est-il légal ? Le Bureau Politique est-il légal ? Une convocation du CNRA est-elle légale ? Chacun s'efforçait de prouver sa propre légitimité en démontrant l'illégalité de l'adversaire. Quelle importance puisqu'il s'agissait uniquement de prendre le pouvoir ? Moi je pose ainsi le problème : Ben Bella avait-il le droit de prendre le pouvoir ? Réponse : oui, puisqu'il l'a fait. »

« Le peuple n'a compris qu'une chose : c'est que cette lutte ne concernait pas ses propres aspirations. Donc il dit ouf ! parce qu'on ne se tire plus dessus entre frères, que Ben Bella, tout comme un autre le ferait à sa place, parle du programme de Tripoli, notre nouveau Coran de réforme agraire, de révolution et de socialisme, et parce qu'en fait il ne voit aucun « traître » au sein de l'équipe qui s'installe, à peine quelques absents... »

« ESCROQUER LE PEUPLE ? »

« Personne, et si l'on veut avancer il faut le souligner et le répéter, personne n'a traduit les conflits en termes politiques. Et très peu les ont ressentis en tant que tels.

« Maintenant, on commence à découvrir de Farès — et il n'aurait pris aucune décision sans l'accord du Bureau Politique — qu'il est allé en pleine crise signer à Paris des protocoles à propos du Sahara ; que l'Exécutif Provisoire a fait paraître ce décret (il sort un morceau de journal de sa poche, dont plusieurs passages sont soulignés de rouge) : « Ordonnance n° 62-020 du 24 août 1962 concernant la protection et la gestion des biens vacants. » Avec cela on va expulser les sans-logis installés dans les appartements vides de ceux qui voulaient l'Algérie française. On va mettre des comités de gestion dans les entreprises, mais, écoutez (il lit) :

« Si, au cours de cette administration les propriétaires-gérants, administrateurs, concessionnaires légaux de l'établissement entendent assurer ou faire assurer directement ou indirectement la gestion normale de l'établissement, ils seront réintégrés immédiatement dans l'ensemble des biens de l'établissement... »

« Est-ce que cela ne s'appelle pas escroquer le peuple ? »

« Par ailleurs, Ben Bella insiste sur la sécurité des biens et des personnes avant de parler travail et pain. Est-ce révolutionnaire ? »

Je demande timidement : « Que faire alors ? »

Il soupire : « D'abord sauvegarder l'autonomie de l'UGTA vis-à-vis du gouvernement et du parti FLN dès qu'il existera. Ils tenteront de réduire son rôle à celui d'une courroie de transmission « par souci d'unité » ; or notre autonomie ne peut les gêner que s'ils ne vont pas dans un sens favorable aux travailleurs. Ensuite, étendre son influence aux campagnes puisque, actuellement, l'UGTA n'est véritablement organisée que chez les cheminots, les traminots, les PTT, dans les villes. Responsables et délégués devront être élus démocratiquement afin d'être le reflet fidèle de la base. Il restera un travail long et patient d'explication. Notre peuple est réceptif, combatif ; encore faut-il lui apprendre à lire et faire son éducation politique. Avez-vous parlé avec des éléments de l'ALN, je veux dire de l'ANP ? »

« Je sais qu'ils veulent sincèrement « faire la Révolution », sans doute plus sincèrement que bien des « politiques », mais ce qui m'inquiète c'est qu'ils veulent la faire seuls, ou du moins prendre toutes les initiatives et les apporter, les imposer même au peuple, sans réciprocité. »

« MILITANTS EN UNIFORME ».

J'avais déjà parlé avec des commandants et des colonels de l'ANP ; ils sont jeunes et sympathiques. Etudiants, ils ont interrompu leurs études pour prendre le maquis ; plusieurs d'entre eux sont les fils de riches propriétaires. Tous ont connu Fanon, dont ils parlent avec émotion et respect. Ils s'enthousiasment au nom de Cuba et de Fidel Castro : une délégation a fait le voyage l'année dernière avant la fin de la guerre et ils ont les larmes aux yeux en se rappelant l'accueil chaleureux qui leur a été réservé par les Cubains libres.

Je les ai revus plusieurs fois. Un certain nombre figurent sur les listes de candidats à la députation et vont abandonner l'uniforme. On donne celui-ci pour l'un des « cerveaux » de Boumedienne et du Bureau Politique, cet autre pour un

théoricien intransigeant destiné à jouer un rôle important au sein du Parti. Ils s'insurgent quand on emploie pour les citer le terme de « Militaires ». « Nous sommes, disent-ils, des militants en uniforme. » Leur langage est tout imprégné des formules et des mots d'ordre que l'on trouvait dans les brochures du Front et de l'ALN pendant la guerre.

Un soir, quelque temps avant les élections, j'ai eu une discussion mémorable avec deux d'entre eux. Nous mangions des coquillages dans un restaurant du bord de mer et la patronne, une grosse femme blonde apeurée qui nous avait de toute évidence pris pour des pieds-noirs, se plaignait des Arabes en général et plus particulièrement des soldats qu'elle voyait rôder la nuit autour de son établissement et qui ne manqueraient pas de le lui saccager un jour prochain. Je m'indignai de les voir écouter gentiment ses doléances.

« Tu ne comprends pas, dit Akli, blond aux traits fins, si cette femme ne se sent pas en sécurité, elle va finir par s'en aller et fermer son restaurant. » — « Et alors ? dis-je, bon voyage ! des Algériens le rouvriront. » Ils secouèrent la tête, je ne comprenais rien. Nous finîmes évidemment par parler avenir et révolution : « Nous sommes, récitèrent-ils, une armée du peuple au service du peuple. Nous sommes le fer de lance de la Révolution, l'instrument et la garantie de ses objectifs fondamentaux. » — « Qu'est-ce que ça veut dire ? » demandai-je, intéressée. Je ne pouvais pas deviner qu'ils jugeaient ma question offensante. Saad me dit que tout était dans le Programme de Tripoli. Je continuai à vouloir m'informer : « Le Programme de Tripoli est révolutionnaire. Pourquoi accusez-vous toute une partie des membres du CNRA qui a pourtant voté pour (puisqu'il a recueilli l'unanimité des suffrages), d'être contre-révolutionnaire ? » — « Ils ont voté pour, dit Akli, par manœuvre, pour s'emparer du pouvoir. » — « Et les autres ? », demandai-je. — « Les autres sont les vrais révolutionnaires, dit Saad, le peuple l'a compris, il a acclamé Ben Bella et l'ANP. »

J'émis un doute.

— Un peu de patience, dit Akli, tu verras, la vraie Révolution, la Réforme agraire, nous allons les faire.

— Mais comment ? m'impatientai-je.

— Nous jouerons un rôle au sein du Parti, nous continuerons à avoir des commissaires politiques pour que l'armée ne devienne jamais une armée de métier dépolitisée. Nous participerons à la reconstruction du pays, nous aiderons les paysans dans leurs tâches. Nous rétablirons et nous maintiendrons l'ordre pour pouvoir résorber le chômage. Par ailleurs, nous avons le devoir d'assurer l'unité territoriale. Nous devons lutter contre le wilayisme et la décentralisation. Il faut unifier l'armée, « uniformiser l'uniforme », œuvrer pour son unité morale et organique. » — « Comment êtes-vous si sûrs que vous représentez ce que souhaite le peuple ? dis-je, agressive. Après tout, le mode d'élection n'est rien moins que démocratique. »

C'est à ce moment-là que nous avons failli nous fâcher définitivement. Saad est devenu rouge :

— Nous savons ce que veut le peuple parce que nous sommes le peuple, a-t-il crié. Le peuple qui nous élit le sait. Et nous lui donnerons le régime qu'il veut. Et nous ne permettons à personne d'en douter.

Je n'ai pas insisté, je ne voulais pas être prise pour une espionne ou un agent du néo-colonialisme. Mais j'ai compris l'inquiétude du syndicaliste.

« ON NE VEUT PAS VENDRE DU VIN VOLE ».

L'Algérie a voté et a élu sa première Assemblée nationale constituante. La démission de Boudiaf a été commentée, mais n'a pas fait sensation ; par contre, on note le retour d'Aït Ahmed. J'ai vu voter dans la Casbah, il y avait beaucoup de femmes, surtout des vieilles à moitié dévoilées. J'ai voulu savoir ce que les électeurs pensaient de leurs députés. Résultat : à peu près personne ne sait le

nom des candidats, plusieurs croient que Ben Khedda, Ben Tobbal ou Boussof font partie de la liste, dans l'ensemble, on pense que les députés sont des responsables qui ont mené l'Algérie à l'indépendance, avec le peuple, précise-t-on, et on espère que l'Assemblée fera un travail constructif. La même modération se retrouve lors de la première réunion de l'Assemblée et de l'élection du gouvernement. Devant le Palais Carnot, beaucoup de journalistes venus du monde entier et quelques dizaines de très jeunes gens et de chômeurs qui attendent et se taisent.

Des amis m'emmènent en voiture du côté de Blida. Nous nous arrêtons à côté d'une très belle ferme. Il y a des vignes à perte de vue, les vendanges n'ont pas été faites. Un petit groupe de paysans assis se laissent photographier. Ils ne comprennent pas le français. Salah et son ami Abdelmadjid leur posent des questions et me traduisent leurs réponses. Le colon est parti en juillet en laissant un gérant ; ce dernier est parti en août. La wilaya IV a pris sur elle de faire faire les vendanges, en donnant aux paysans 150 F de l'heure au lieu de 100 F. Mais, quand elle s'est aperçue que, pour faire le vin, il fallait une autorisation écrite et signée par l'ex-proprétaire, elle a abandonné l'entreprise. « **Mais il fallait passer outre !** » s'exclame Salah. — « **Non**, disent les paysans, **sans permission c'est du vin volé et on ne peut pas vendre du vin volé.** » — « **Pourquoi n'avez-vous pas essayé tout seuls ?** demande Abdelmadjid, **vous pourriez le faire seuls ?** »

Tous les paysans hochent affirmativement la tête. Mais le problème pour eux devenait double. Ils n'étaient plus payés par personne et le vin restait du vin volé, donc invendable. Alors le raisin n'a pas été cueilli et il se dessèche sous le soleil. Eux, ils attendent la réforme agraire promise, les labours qui vont bientôt commencer. Ils ont un gouvernement ? Tant mieux, on va pouvoir enfin s'occuper de choses sérieuses. Aucun d'entre eux n'est disposé à travailler de nouveau pour un colon, et, me traduit Salah avec un sourire en coin, pas davantage pour un nouveau propriétaire, même algérien.

« OU BIEN ON SE SERRE TOUS LA CEINTURE... »

On chuchote que les députés vont gagner 450 000 F par mois ; d'autres disent seulement 250 000. Des députés m'affirment qu'ils doivent être bien payés pour éviter la corruption. Je les blâme de n'avoir pas assez confiance en eux-mêmes et dans leur intégrité.

La vie reprend. Le gouvernement lance la campagne des labours, et la campagne pour le blanchiment des murs d'Alger s'intensifie : il n'y aura plus d'inscriptions OAS ni de l'armée française, mais on va effacer aussi celles qui étaient à la gloire du peuple.

On a proposé à un ami de Salah, étudiant, un poste dans l'administration où il toucherait près de 200 000 F mensuels. Il a refusé. Il est malheureux de voir s'instaurer une redoutable course aux places, tandis que le peuple a toujours faim. « **Ou bien on se serre tous la ceinture, dit-il, ou bien ce n'est pas une vraie révolution malgré la phraséologie démagogique.** » Et il ajoute : « **Ce gouvernement compte trop sur les milliards de la France pour aller loin dans la Révolution. Il ne fera que des réformes.** » Il pense qu'il faut dorénavant un autre parti, révolutionnaire et d'avant-garde. « **Regardez l'Assemblée, dit-il, qui représente les fellahs ? Boumendjel ? Ahmed Francis ? Le cheikh Kheireddine ? L'aménokal du Hoggar ?** » Il est décidé à prendre contact avec des militants du PRS. « **Je ne sais pas combien ils sont, dit-il, ni ce qu'ils valent. Mais s'ils sont prêts à mener le peuple vers sa révolution socialiste et à braver la répression, je ne peux pas ne pas en être.** »

Janette SILVESTRI.

Et, de La Voie Communiste également, en février 1965, ce reportage sur la Côte-d'Ivoire, signé Emmanuelle Sandignot — pour l'anecdote, rappelons que Michèle avait choisi le prénom d'Emmanuelle à cause du livre, alors publié clandestinement, d'Emmanuelle Arsan, et le nom de Sandignot comme transcription française du nom du révolutionnaire nicaraguayen Sandino. Plus tard, elle signera, dans Jeune Afrique, Emmanuelle Sandinot.

Le Guide du Tourisme Ivoirien, le Reader's Digest, les envoyés spéciaux des journaux occidentaux sont unanimes à chanter plus ou moins lyriquement les louanges de la Côte-d'Ivoire : c'est « **le pays le plus heureux d'Afrique** », « **en prodigieuse expansion économique** » ; sa capitale, Abidjan, « **perle des lagunes** », ville dont la population, qui atteint 300 000 habitants, a quadruplé en quinze ans, est « **la plus grande ville-champignon du continent africain** », « **un régal pour l'œil** », « **la ville du travail, du mieux-être, de l'espoir** », « **la conséquence d'une expansion économique comme on en rencontre peu dans l'histoire de l'Afrique** »...

ABIDJAN, VILLE-CHAMPIGNON.

Il est vrai qu'Abidjan est une belle ville, qui ne manque pas de caractère, ou plutôt de caractères, tout dépend de l'endroit d'où on la regarde. Du haut de l'hôtel Ivoire, au nom fièrement national, situé dans le quartier résidentiel de Cocody, la vue sur la lagune est admirable. Achievé l'année dernière avec des capitaux israéliens et américains, ce super-palace fastueux et douillet, le plus bel hôtel d'Afrique, plus luxueux que les hôtels Hilton, entouré d'un parc où scintillent les jets d'eau, s'illumine la nuit pour des réceptions où smoking et grand décolleté sont de bon ton. A Cocody, les avenues bordées de flamboyants rouges et oranges mènent à de coquettes villas de style moderne, enfouies dans des jardins où fleurissent les bougainvillées. L'air est parfumé. Plus loin les bâtiments poussent et justifient le nom de « ville-champignon » : l'Université est rutilante, on construit des groupes de logements confortables pour les techniciens français (les 200 logements, les 60 logements), le nouveau bâtiment de la Télévision est presque terminé et les anciennes pistes se couvrent de bitume. Sur la route qui mène au Plateau, le centre commercial, les Opel, les Mercedes et les ID se croisent, car aucune ligne d'autobus ne passe par là et il y a entre Cocody et le Plateau la distance qui sépare Boulogne de la Bourse. Une activité intense caractérise ce dernier, désert après 8 heures du soir : c'est le siège des grandes sociétés, des compagnies aériennes, des banques, des compagnies d'assurance, le domaine des ministères, de la présidence, où entre deux affaires on va prendre un verre à la terrasse de l'hôtel du Parc ou du Pam-Pam et acheter à la Librairie Française France-Solr et Le Figaro ; dans les libre-services du Monoprix ou du Printania on achète les fruits et les yaourts qui viennent de France et un employé porte les paquets jusqu'aux taxis — pour la plupart des Simca 1000 rouges — qui stationnent devant la porte et ne coûtent qu'un prix modique. Avenue de la République, avenue Chardy, avenue Delafosse, avenue du Général-de-Gaulle (ex-rue du Commerce), les magasins se pressent les uns contre les autres « comme à

Paris » dont les noms disent la nostalgie, « Champs-Élysées », « Boul'Mich' » ; la marchandise ne manque pas, les patrons sont « européens », les employés « indigènes » et une foule de petits vendeurs-de-n'importe-quoi, de mendiants, d'infirmités, d'enfants chassent l'acheteur — blanc de préférence — qui n'a pas encore rangé son porte-monnaie au sortir des boutiques : « Madame, Monsieur, cadeau... » Le ton est pleurard ou impératif et la main tendue complète ce que le français a de succinct : « **Ils vous harcèlent comme des mouches et il faut les chasser comme des mouches** », commente une dame que précède son boy, une immense caisse de provisions en équilibre sur la tête. Les 30 000 blancs que compte Abidjan vivent entre Cocody et le Plateau. La place de la République en marque la frontière : c'est un rond-point au centre duquel se dresse une sorte d'obélisque avec une statue qui prétend symboliser la Côte-d'Ivoire sous les traits d'une femme vêtue à l'africaine, une charge sur la tête ; sculpture moderne et légèrement stylisée, l'homme de la rue la nomme démocratiquement « Adjoua-Ferraille » (Adjoua étant un prénom féminin, cela équivaldrait à peu près à qualifier la représentation de la France de « Marianne-la-Ferraille »).

Au-delà de la place de la République, le magnifique pont Félix-Houphouët-Boigny enjambe la lagune, reliant le Plateau au port dont la vie ne s'arrête même pas la nuit et au faubourg « indigène » de Treichville (du nom de Treich-Laplène, explorateur et négociant avisé grâce auquel la Côte-d'Ivoire eut l'honneur d'être française). A Treichville, le paysage change, c'est brusquement autre chose. Est-ce encore « **un régal pour l'œil** » ? Pittoresque pour le touriste comme la casbah d'Alger, les souks de Tunis, ce n'est en tout cas pas un régal pour l'odorat : pas de canalisations, pas de tout-à-l'égout, pas d'eau courante, pas d'électricité, sauf dans la maison de quelques privilégiés qui jouissent de la possibilité d'avoir un ventilateur et de posséder un réfrigérateur : tout pourrait vite sous la chaleur humide et poisseuse. Les tas d'ordures s'amoncellent, invisibles sous les bataillons de mouches ; seule l'avenue principale est goudronnée, les ruelles adjacentes, en période de pluies, deviennent de la boue vivante. Les femmes pilent le foutou d'igname et de banane, base de l'alimentation, sur le trottoir ou dans les cours, les enfants se vautrent par terre. Au marché les fruits, les piments, la noix de cola très appréciée et stimulante, la graine de baobab, le poisson fumé sont posés à même le sol et vendus à l'unité ou partagés en deux, comme les savonnettes et tout ce qui est susceptible d'être divisé. Pour les narines accoutumées à ce que Air-Wick soit là pour chasser les mauvaises odeurs, c'est une pestilence permanente : c'est l'Afrique nauséabonde de la pourriture et des mouches que décrivent les manuels de tous les vaillants pionniers. Dans les maisons ou dehors où on couche par terre sur des nattes de bambou tressé. Chez les plus riches, les petits employés, les petits commerçants, ceux qui gagnent jusqu'à 27 ou 30 000 francs CFA (1) par mois, une pièce est particulièrement soignée, celle où l'on reçoit, elle contient la radio, les hideux bibelots et gravures qui font « européen » et des meubles de chez Léviton qu'on s'endette pour faire venir de France — c'est le comble du raffinement — et qui, avec les taxes imposées par la douane reviennent deux fois plus chers que leur prix d'achat. Les hommes ne sont plus habillés « à l'européenne » comme au Plateau : ils portent le boubou court et ample et le pantalon bouffant, les femmes ont des pagnes aux couleurs éclatantes — fabriqués en Hollande à destination des marchés africains. Ficelés dans leur dos, les enfants participent à toutes leurs tâches et, sur la tête, elles portent les charges les plus diverses : un seau d'eau, unealebasse pleine de fruits, une pile de coupons d'étoffe, une table...

VIVRE COMME UN INDIGÈNE.

Sauf le touriste, venu « voir une fois à quoi ressemble la vie de l'indigène », pas un blanc dans ce quartier. Si l'on s'attarde trop dans les ruelles, la suspicion devient grande, les enfants suivent, les femmes s'appellent, les hommes s'attrou-

pent : « **Le blanc est fou ou bien il a une idée mauvaise dans la tête. Qu'est-ce qu'il vient faire chez nous ?** » Dans la grande avenue, sa présence se justifie mieux : il y a de nombreuses boîtes de nuit où des orchestres éclectiques jouent des cha-cha-cha cubains très à la mode, du jazz New Orleans, des calypsos antillais ou du « high-life » ghanéen. La plus connue, **La Boule Noire**, est tenue par un maquereau notoire qui commerce avec Marseille. On estime que 30 000 femmes vivent de la prostitution.

Mais si l'on compare Treichville à Adjamé, l'autre faubourg populeux, situé celui-là vers le Nord, de l'autre côté du Plateau, Treichville est un quartier aristocratique. Il ne faut pas demander innocemment à l'habitant de Treichville s'il vit à Adjamé : ce serait pour lui une offense qu'il n'oublierait jamais. A Adjamé on est chômeur, ou bien tout petit employé, tout petit commerçant, boy, vendeur et on fait vivre une famille (et la famille africaine est nombreuse) avec 5 000 francs par mois, ou moins. Ce n'est pas comme à Marcory, autre faubourg, résidentiel celui-là, où vivent les petits fonctionnaires de l'Etat capables de payer 45 000 francs de loyer mensuel pour un logement décent, ce qui représente quand même plus de la moitié de leur salaire. La naissance des classes sociales est un phénomène récent, venu avec l'indépendance. S'il existait auparavant une bourgeoisie de propriétaires terriens noirs, la véritable division c'était la couleur de la peau qui la créait. Maintenant il ne faut plus confondre sous prétexte que ce sont « tous des nègres », les planteurs, les fonctionnaires, grands et petits qui forment une véritable caste privilégiée avec le prolétariat embryonnaire — puisqu'il n'y a pas encore d'ouvriers qualifiés et à peine de spécialisés — et le sous-prolétariat chassé de la brousse par la faim, la concurrence des riches propriétaires terriens et des grandes compagnies, chassé des villages de pêcheurs par la concurrence de l'Office de la Pêche et ses moyens modernes. Abidjan, c'est un mirage : certes on embauche, mais les employeurs n'ont rien contre un surplus de main-d'œuvre, surtout lorsqu'elle est ignorante et inorganisée : cela fait baisser les salaires. Mais qui gouverne la Côte-d'Ivoire ?

UN GRAND AMI DE LA FRANCE.

Proclamée en décembre 1958, la République de Côte-d'Ivoire est devenue indépendante en août 1960, la même année que la plupart des ex-colonies françaises, en application de la loi-cadre. Le Guide Touristique précise qu'elle est une, indivisible, laïque, démocratique et sociale et que sa devise est « UNION, DISCIPLINE, TRAVAIL » ; la Constitution adoptée par la loi du 3 novembre 1960 a institué un régime présidentiel et M. Félix Houphouët-Boigny a été désigné à la magistrature suprême avec 98 % des suffrages. Produit achevé de la politique d'intégration, le président est diplômé en médecine, ancien député du Parlement français, ancien ministre de cinq gouvernements de 1956 à 1959 et Grand Croix de la Légion d'honneur. Héritier de la chefferie des Akoué, tribu du groupe ethnique Baoulé, numériquement important en Côte-d'Ivoire, il prend avant toute décision le conseil des chefs coutumiers.

Catholique, il se préoccupe des auspices et des « signes sacrés » : chacun de ses voyages est une longue traversée, car une prédiction lui ayant affirmé qu'il périrait dans un accident d'avion, il n'effectue ses déplacements qu'en bateau et en train. Homme d'un goût raffiné, il porte le frac avec aisance — comme tous les membres de son gouvernement — et circule dans une longue voiture américaine encadrée de motards vêtus de blanc ; il possède un superbe appartement à Paris, près de l'Etoile, un quartier tout entier, « privé », « **dans son village natal de Yamoussoukro, avec palais, jardins à la française, palmiers naturels uniques en Afrique, jets d'eau, plantes et fleurs** », une villa spacieuse à Cocody et enfin le chef-d'œuvre qu'il a fait bâtir, l'incomparable palais présidentiel devant lequel le *Reader's Digest* s'extasie : « **Cet édifice qui aurait coûté 50 millions de nouveaux francs (français) a pu être surnommé le « Versailles » de l'Afrique. Entièrement**

climatisé, il est décoré de peintures de Bernard Buffet, de sculptures d'avant-garde, de mosaïques, de chandeliers de cristal et de marbres d'Italie... Des maîtres d'hôtel en jaquette et gants blancs servent des vins de grands crus pour accompagner de succulents échantillons de la cuisine française, tandis qu'un orchestre compose un fond sonore de musique européenne. » Lors des nombreuses réceptions qu'il y donne, le président est admirablement secondé par la ravissante Mme Houphouët-Boigny, si jolie qu'on la compare à une Brigitte Bardot noire et qui porte élégamment une perruque aux cheveux lisses et des robes blanches de chez Dior : présidente de la Fédération des Femmes Ivoiriennes, elle inaugure tout ce qui est inaugurable, elle sourit, visite hôpitaux et maternités, caresse les nourrissons, prononce à l'occasion un petit discours qui certifie la promotion de ses sœurs africaines, sourit encore le plus photogéniquement du monde comme en font foi la télévision, les actualités et les photos qui illustrent la première page du journal.

Grand ami de la France, le président ne manque jamais l'opportunité de vanter les bienfaits de la colonisation et de proclamer l'étroitesse et la pérennité des liens de coopération, d'amitié et de reconnaissance qui unissent les deux pays. D'ailleurs le général de Gaulle qui (toujours selon le *Reader's Digest*) « lui témoigne une affection dont il n'est pas prodigue », dit de lui : « Un grand Français et un grand Africain. » Et le *Digest* de lui rendre personnellement hommage : « Il n'a jamais été partisan d'une indépendance totale de son pays. » Frantz Fanon, lui, l'avait jugé selon d'autres critères : « Un ennemi de l'indépendance nationale qui n'a eu de cesse qu'il n'ait convaincu les peuples africains que le statut d'indigène était le plus enviable »... « un contre-révolutionnaire »... « l'homme de paille et le commis-voyageur du colonialisme français »... « un traître à l'Afrique »... « Dédaigneux du socialisme africain à la mode » (*Reader's Digest*), il ne « marchande aucun encouragement à l'entreprise privée », « attire le capital étranger à raison de 25 millions de dollars par an », « offre aux entreprises d'appréciables avantages fiscaux et la possibilité aux sociétés étrangères de rapatrier tout ce qu'elles veulent de leurs bénéfices et de leurs capitaux. » En bref, « pour les hommes d'affaires, la Côte-d'Ivoire est un des plus gros marchés de la côte d'Afrique... un pôle d'attraction pour le commerce d'aujourd'hui, pour les industries de demain »...

DES SIGLES TRES ANONYMES.

Appuyées par l'Etat, les grosses sociétés dont les sièges sociaux se trouvent à Marseille ou à Londres, prennent de plus en plus le relais des petites sociétés coloniales. Ce sont elles qui contrôlent le commerce intérieur et extérieur, sous des sigles divers et anonymes. Les étudiants français et allemands récemment invités à visiter la Côte-d'Ivoire par l'UNECI (Union des Etudiants de la Côte-d'Ivoire) s'extasiaient d'apprendre que les boîtes de jus d'ananas Pam-Pam, American Joy, Jumbo, Samba, etc., provenaient toutes de la même entreprise, la SALCI. Quant au monopole de la culture de ce fruit, il appartient à la COLFRA. Si un paysan veut cultiver, industriellement, des ananas, il ne pourra le faire, et sur un seul hectare, qu'à condition que le gouvernement lui en accorde la permission. La COLFRA lui remettra des boutures qui resteront sa propriété et seule elle aura le pouvoir de lui acheter ses fruits — ou de ne pas les lui acheter — sans que le paysan ait le droit de les vendre à personne d'autre. Si le paysan obtient un prêt du Crédit de la Côte-d'Ivoire, ce prêt est versé directement à la COLFRA qui prélève la somme nécessaire pour s'occuper du désherbage et autres travaux d'entretien. Et c'est la COLFRA seule qui loue les tracteurs. Pour toute réclamation, le paysan pourra s'adresser au conseiller technique en agriculture auprès du gouvernement, Georges Monnet, président-directeur général de la COLFRA. La COPAFRUIT a le monopole de la banane. La CFOA (Compagnie Française de l'Afrique Occidentale), la SCOA (Société Commerciale de l'Ouest Africain) représentent à elles deux plus du quart du capital investi dans le secteur commercial et elles rapatrient régulièrement tous leurs bénéfices. Elles ont d'ailleurs

de larges ramifications, implantées qu'elles sont au Sénégal et dans d'autres pays de l'Afrique francophone. Maîtres de l'exportation, elles développent aussi la vente des articles de consommation au détail par l'intermédiaire des Monoprix et Printania et la SCOA a ouvert dans toute la brousse des épiceries-bazars. De son côté la CFAO est présidente du pool du sucre et du pool du riz. La concurrence pousse au regroupement et les capitaux se concentrent dans un nombre de plus en plus restreint de mains, les grandes entreprises éliminent peu à peu les petites : les chefs du gouvernement ont des parts dans les grosses sociétés, les propriétaires fonciers grands et moyens, blancs ou noirs, se spécialisent dans la culture du café et du cacao, et les petits planteurs autochtones sont invités à louer leurs bras comme ouvriers agricoles ou bien à partir vers la ville...

Il ne faudrait cependant pas croire que, parce que le capital étranger est maître de l'économie du pays, le chef de l'Etat n'exalte pas quotidiennement la conscience nationale ivoirienne qui, « dans l'union, la discipline et le travail construit jour après jour un pays prospère »... La Côte d'Ivoire a son drapeau, son hymne national, ses deux chaînes de radio, sa chaîne de télévision, son Assemblée nationale, son Parti et son journal, *Fraternité-matin*, « grand quotidien ivoirien d'information » dont le nom rappelle celui de *Fraternité*, l'hebdomadaire du Parti, et qui a remplacé en décembre dernier le vieux journal local : *Abidjan-matin*. « Réalisé par les Ivoiriens pour des Ivoiriens », ce nouveau quotidien offre en première page un aperçu des réceptions présidentielles : Mme Houphouët-Boigny sourit et porte chaque jour une nouvelle toilette, M. le Président serre la main de l'ambassadeur de France, d'un homme d'affaires hollandais ou du directeur de « Massey Ferguson Export ». En deuxième page, on consulte son horoscope, en quatrième page on lit les nouvelles locales (par exemple le compte rendu de la fête de l'Arbre de Noël célébrée « selon une tradition vieille de vingt ans » par l'Amicale bretonne de Côte-d'Ivoire). En cinquième page viennent les sports, en sixième les bandes dessinées. La septième et la dernière retransmettent les nouvelles d'Afrique et du monde que câblent l'Agence Reuter, l'AFP, la UPI et la DPA.

MAIS LA PRESSE EST LIBRE.

C'est ainsi que les informations en provenance du Vietnam du Sud et du Congo sont les mêmes que celles que l'on peut lire dans *L'Aurore*. Le rédacteur en chef est Mamadou Coulibaly, président du Conseil Economique et Social, et c'est Philippe Yacé, président de l'Assemblée nationale et secrétaire général du PDCI, qui a prononcé le discours d'inauguration. Avec emphase il a nommé la presse « fille et maîtresse de la liberté », il a souligné la qualité et le modernisme technique des bâtiments, du matériel (« choisi sans aucune distinction d'origine nationale en provenance d'usines françaises, américaines et anglaises ») et de l'imprimerie où la reproduction photographique a entièrement remplacé le plomb : c'est l'une des plus modernes du monde comme la France n'en possède pas encore. Certes l'entreprise a coûté cher, mais il a loué la générosité des quatre sociétés détentrices de l'ensemble des capitaux : la SIDA, la SNEI, la SPEC et la FRANPAR qui, n'a-t-il pas omis de rappeler, est « la plus importante Société de Presse française, celle qui édite France-Soir, Paris-Presse, France-Dimanche, Canide, Réalités, Entreprises, etc. ».

Les Sociétés, elles, se taisent modestement : on connaît leur goût pour l'anonymat. De plus elles ont compris aussi bien qu'Houphouët-Boigny que les colonisés d'hier ne se tiennent pas d'aise quand on leur répète sur tous les tons qu'ils sont maîtres chez eux, libres et indépendants et qu'en l'absence d'avantages plus substantiels il convient de les convaincre des délices de cette dignité nouvelle au nom de laquelle ce qui était hier une corvée imposée par la colonisation doit être aujourd'hui librement et joyeusement consenti pour la grandeur nationale.

Tous les discours du chef de l'Etat, tous les moyens dont disposent les organes d'information tendent vers ce but : forger artificiellement une conscience nationale qui justifiera tous les sacrifices, facilitera l'unité nationale autour du chef et fera taire les revendications, musèlera une éventuelle opposition.

DES ETATS A DEFAUT DE NATIONS.

Issue de l'ex-AOF comme la plupart de ses voisins (à l'exception des ex-colonies anglaises et du Libéria), la Côte-d'Ivoire a en effet les frontières arbitraires imposées par la colonisation, qui ne correspondent à aucune donnée naturelle. Historiquement ses 4 000 000 d'habitants forment une douzaine de peuples, dispersés aussi dans les pays voisins et il y a infiniment plus d'équivalences entre un Mandé du Mali et un Mandé du nord de la Côte-d'Ivoire qu'entre ce dernier et un Ashanti de la lagune ivoirienne par exemple. De même les quelque soixante dialectes qui se parlent en Côte-d'Ivoire (et ne s'écrivent pas) sont incompréhensibles les uns pour les autres et la langue véhiculaire commune, le français, adopté légalement, employé administrativement et imposé à l'école, n'a pas encore pénétré au fond de la forêt, ni même dans les villages situés au-delà de 30 kilomètres de la capitale. Quant aux religions, les hasards de la domination islamique et les itinéraires capricieux des missionnaires, ont répandu anarchiquement la religion musulmane, le catholicisme, le protestantisme tandis que, dans les nombreux recoins moins accessibles persiste l'animisme — culte des morts et culte des forces naturelles — et que la superposition ou le mélange des diverses croyances ont fait naître toute une série de nouvelles religions syncrétiques.

Telle qu'elle s'est opérée, la décolonisation correspond, ce n'est pas une idée nouvelle, à une véritable balkanisation de l'Afrique. Mis à part le gaspillage que représente pour des pays qui comptent parfois moins de 3 000 000 d'habitants et souffrent d'une pénurie chronique de cadres politiques et administratifs, l'entretien d'un grand nombre de gouvernants, de députés, de militaires et de diplomates qui ne tiennent pas compte du sous-développement de leurs pays (dans le budget ivoirien 1965, ce sont les dépenses de la Présidence qui viennent en deuxième position, juste après celles allouées à l'Education nationale dans un pays où l'analphabétisme est roi), cause une saignée prodigieuse. Et si le morcellement est désastreux pour l'économie (africaine, s'entend) il est aussi peu en accord avec la conception populaire qui, une fois dépassée la notion profonde tribale et ethnique, se situe à l'échelle du continent, c'est la pluralité des Etats et des dirigeants placés par les ex-colonisateurs qui garantissent à ces derniers la persistance de leurs privilèges et l'acquisition de nouveaux. A défaut de nations, il y a des Etats, baptisés républiques. Houphouët-Boigny prend avantageusement la relève des rois nègres de papa, si dévoués à la France. Quant à la vieille administration coloniale qui reposait sur les petits chefs de villages et de tribus « alliés », elle a aussi trouvé son remplaçant : le Parti.

ANATOMIE DU PDCI.

Le PDCI (Parti Démocratique de la Côte-d'Ivoire) est la section nationale du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), le plus vaste mouvement de masse du continent, dont Houphouët-Boigny fut, dès 1946, membre fondateur et président. Malgré les scissions qui suivirent le Congrès de Bamako, en 1957, c'est des rangs du RDA que sont issus les chefs des gouvernements de Guinée, de Haute-Volta, du Dahomey, du Soudan, du Gabon, du Tchad, du Niger... Actuellement le Rassemblement ne veut plus dire grand-chose, la politique de chaque parti ayant suivi à l'échelon national des chemins divers : au Niger et en Haute-Volta, par exemple, il est majoritaire à l'Assemblée, en Côte-d'Ivoire il forme le Parti unique auquel appartiennent les cent députés du Parlement. D'ailleurs tous les citoyens de Côte-d'Ivoire appartiennent au PDCI et il est obligatoire pour eux d'y adhérer dès qu'ils atteignent un âge raisonnable, 14 ou 15 ans. Il n'y a pas de cotisation ni de

timbre, mais on achète une nouvelle carte tous les ans, non seulement dans les bureaux du Parti, mais au marché, dans les rues, etc. Tout Ivoirien interpellé par un policier qui n'est pas en mesure de présenter sa carte du Parti est considéré comme n'étant pas en règle avec la loi. Il faut la montrer à l'administration pour obtenir une carte d'identité ; elle est de toute façon plus importante que cette dernière et n'importe qui peut l'acquérir ; bien que n'ayant pas la nationalité ivoirienne, un grand nombre de petits commerçants européens ou libanais la possèdent, ce qui leur évite de possibles tracasseries administratives ou policières. C'est ce qu'on appelle un parti de masse. Organisé en sous-sections avec secrétaire et trésorier, il s'occupe de tous les aspects de la vie nationale doublant ou remplaçant les autorités coutumières. Mais alors qu'en Guinée le Parti — quoi qu'on pense par ailleurs de sa politique — a eu le mérite de combattre les divisions tribales et d'agir comme un véritable moteur d'unification, en Côte-d'Ivoire, tout en discourant d'union nationale, il respecte les divisions et s'efforce de les accentuer. Toutes les unités de base du Parti se font sur des dispositions tribales et ethniques et entre elles il n'existe aucune liaison. Les meetings du Parti ne peuvent grouper que les membres d'un même groupe tribal et toutes les activités d'ordre politique sont séparées. Dans ces conditions les élections prennent l'aspect de rivalités entre groupes ethniques et voter c'est défendre sa race. On comprend l'intérêt d'un tel système quand on sait que les Baoulé, ethnies d'Houphouët-Boigny, forment plus d'un cinquième de la population globale ivoirienne, tandis que les quatre cinquièmes restants sont composés d'une infinité d'autres groupes dont les rivalités et les rancunes servent la puissance des premiers. Par ailleurs, les 70 000 habitants de Treichville, ce quartier prolétarien, sont mélangés et ont aboli les frontières tribales car ils viennent de tous les coins du pays et aussi du Dahomey, du Sénégal, du Niger... Les contacts qu'ils ont établis se font donc sur des bases de voisinage ou professionnelles (tailleurs, potiers, etc.). Les obliger à se regrouper selon leurs ethnies — on en a dénombré cent huit — c'est les disperser (les membres d'un même groupe peuvent habiter à des kilomètres de distance), empêcher toute action unie et solidaire, reculer l'unification linguistique, dans les sous-comités du Parti, on parle le dialecte de la tribu), éviter que se posent les véritables problèmes, en bref, maintenir divisés et réduits à l'impuissance ceux qui pourraient être et ne manqueront pas de devenir l'avant-garde du peuple.

Le Parti s'occupe véritablement de tout. Un exemple : le 1^{er} janvier de cette année, Houphouët-Boigny a fait un appel. « Il faut, a-t-il dit, que la triomphale Voie de la Fraternité en construction à Cocody soit dotée d'édifices du culte à la mesure de notre foi et de notre prestige... un catholique, un protestant et un musulman » (on ignore ce que les animistes pensent de ce projet) ; « il sera infiniment souhaitable et même indispensable que la Côte-d'Ivoire soit le pays dont les actes s'inspirent toujours de l'amour et de la crainte de Dieu... Il est bon que le Parti, qui dans la lutte a toujours invoqué Dieu devant les forces colossales contre lesquelles il a eu à faire face, le rappelle... » Après quoi il signa un chèque d'un million et demi suivi par tout le gouvernement et M. Auguste Denise, ministre d'Etat, demanda aux croyants des trois confessions d'y aller de leur denier. La liste des donateurs est publiée tous les jours sur trois colonnes dans *Fraternité-matin*. M. Auguste Denise a expliqué qu'il « s'agissait de s'organiser pour collecter les fonds ». Comment ? Tout simplement, « il sera créé au niveau de chaque sous-section du PDCI un comité local comprenant le délégué du maire, le secrétaire général, un député, un conseiller économique et trois représentants des trois cultes »... et il est permis de penser que ce comité saura convaincre les « militants » réfractaires. Le rassemblement des Eglises, ce rêve devenu projet, passera-t-il par la République laïque de Côte-d'Ivoire ?

L'ETAT POLICIER.

Parmi les plus importantes de ses tâches multiples, le Parti assume encore

celle de police du gouvernement et il est chargé de détecter et dénoncer les mécontents, les éventuels opposants. Après l'Afrique du Sud — avec laquelle d'ailleurs les réactions sont cordiales — la Côte-d'Ivoire possède le régime le plus policier du continent et Houphouët-Boigny, qui a surtout confiance en lui-même, est son propre ministre de l'Intérieur.

Depuis l'indépendance, deux « complots » contre la sûreté et le Chef de l'Etat ont été découverts. Le dernier date de septembre 1963 et demeure assez mystérieux. On a parlé à son sujet de problèmes de « maraboutage » et il est à peu près certain qu'il ne s'agissait pas, pour les instigateurs, d'opposition politique, mais de fomenter une « révolution de palais ». Après quinze mois de silence, le procès s'est déroulé à huis-clos à Yamoussoukro, le village d'Houphouët-Boigny, et l'on n'a appris qu'il avait eu lieu que lorsque la presse a publié le verdict, le 31 décembre 1964. Cette publication est d'ailleurs incomplète, puisque, si sont mentionnées six condamnations à mort, deux aux travaux forcés à perpétuité, dix-neuf à des temps divers, dix-neuf acquittements et dix-huit « absolutions » sur lesquelles nous reviendrons, seule la liste des « absous » a été publiée. On en est donc réduit à « supposer » que les condamnés à mort sont entre autres l'ex-secrétaire général du PDCI, ex-ministre de l'Agriculture et de la Coopération et ex-vice-président du gouvernement Jean-Baptiste Mockey, l'ex-ministre de la Défense, Jean Banni, l'ex-ministre du Travail, Camille Gris, l'ex-ministre de la Construction, Kacou Aoulou. Cependant, les motifs de la rébellion de ces hommes n'ont pas été éclaircis. Quoi qu'il en soit, le « complot » avait servi de prétexte à une série d'arrestations aussi arbitraires que secrètes — on n'en a jamais sur le nombre exact qui serait approximativement de trois cents — dans les milieux traditionnellement suspects de sympathies « communistes » : les intellectuels, les étudiants (La Voie avait protesté à l'époque contre l'arrestation du professeur antillais Matou) et de nombreuses mesures d'expulsion avaient été prises contre techniciens et professeurs étrangers, fichés comme étant « de gauche ». La dénonciation a été élevée à la hauteur d'institution d'Etat (on arrête d'abord, on enquête après) et l'on cite sous le manteau le cas du ministre de l'Information dénoncé par un rival malheureux en amour, qui passa quelques mois en prison : il est juste de dire qu'au bout de ce temps, comme on n'a rien découvert contre lui, c'est son délateur qui l'a remplacé dans sa cellule... S'il n'existe pas de véritable opposition politique organisée (clandestin, le parti communiste traqué est aussi numériquement faible qu'il a peu d'audience), il règne à Abidjan un malaise sourd, bien que la peur ne laisse les critiques s'exprimer qu'à voix basse. Le peu de différence dans le niveau de vie apporté par l'indépendance — tombée du ciel, il est vrai, à un moment de démobilitation totale des masses — la prolétarianisation urbaine et la prise de conscience qui en découle, la continuité des rapports d'inégalité entre Blancs et Noirs, l'absence de mesures sociales, la bureaucratie envahissante pire que sous le régime colonial, le luxe tapageur et ostentatoire affiché par la nouvelle caste des dirigeants et des hauts fonctionnaires, sont des facteurs de mécontentement chez les ouvriers et employés, mais aussi chez les petits fonctionnaires qui ne ramassent que les miettes du gâteau et qui ont du mal à joindre les deux bouts. Quant aux intellectuels, aux artistes, à tous ceux qui sont susceptibles de « penser », on s'efforce systématiquement de les décourager par la méfiance qui les entoure, le manque de crédits et l'impossibilité pour eux de rien réaliser avec l'aide de l'Etat.

A la fin de l'année dernière, la situation était devenue critique : il y avait en prison quatorze étudiants arrêtés à la suite du « complot » et l'Université était plus ou moins surveillée. Les étudiants envoyés à l'étranger avec une bourse (il y en a 1 200 en France, il y en a à Prague, aux Etats-Unis, etc.) refusaient de rentrer par crainte d'être arrêtés — beaucoup s'étaient réjouis ouvertement de la tentative de renversement du chef de l'Etat ; de plus, on sait qu'à Paris tout particulièrement leur conscience révolutionnaire se développe vite, grâce à leurs lectures, aux contacts qu'ils établissent avec les étudiants d'autres pays du

monde et avec l'UNEF (accusée de communisme par le gouvernement ivoirien) et grâce aux traditions libérales de l'Université.

Par ailleurs, la plupart d'entre eux étaient affiliés à la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) qui, non seulement a une attitude critique vis-à-vis du gouvernement ivoirien, mais encore a adopté des positions extrêmement précises sur les événements du Vietnam et du Congo, grâce auxquelles elle s'est vue, elle aussi, qualifiée de « communiste ». Les étudiants n'avaient pas tenu compte de la mise en demeure du ministre de l'Education Nationale, en novembre 1963, qui avait annoncé la création d'un syndicat étudiant unique, l'UNECI, dont le siège était fixé à Abidjan, et qui compterait une section en France. Un grand nombre d'entre eux restèrent en France ou dans les pays de l'Est une fois leurs études terminées ou bien se dirigèrent vers d'autres pays d'Afrique : l'Algérie, le Ghana, le Mali où leur science technique ou médicale trouvait immédiatement à s'employer.

Le gouvernement a longuement considéré la situation et apprécié la gravité que constituait pour lui l'absence de futurs cadres de la nation. C'est ainsi qu'il a profité des vacances du Jour de l'An et du procès dont la presse a fait mousser le « verdict de clémence » pour amorcer une « vaste réconciliation nationale ». « Fidèle au principe de tolérance et de pardon de l'offense... dans le cadre de l'apaisement politique », le président a fait « absoudre » 18 inculpés au complot pour les remercier d'avoir été particulièrement coopératifs. En échange de cette « absolution », on leur a seulement demandé de se livrer à d'abjectes confessions publiques dont la première a eu lieu au Boxing-Club de Treichville devant dix mille personnes mobilisées par les sous-sections du Parti. Les autres se sont déroulées dans le reste du pays, tous les « absous » se produisant devant les membres de leur ethnie, toujours sous le signe du Parti et ils se frappent la poitrine en pleurant, s'accusent avec sévérité, « avouent leurs forfaits » et rejettent la culpabilité sur les infâmes Mockey, Banni et autres qui les avaient presque envoûtés ; ils terminent cette parodie d'autocritique en rendant grâce à l'humanisme, à la tolérance, à la bonté, à la grandeur du Président et en implorant la clémence et le pardon de leurs concitoyens. Parallèlement à la « campagne des confessions », le gouvernement a fait venir à Abidjan une cinquantaine d'étudiants de France et d'ailleurs, pour représenter leurs camarades (on ignore tout de leur véritable représentativité) et « au cours d'une grande réunion d'explication franche et loyale » Houphouët-Boigny leur a mis en main le marché suivant : « On passe l'éponge, vous revenez en Côte-d'Ivoire librement, les plus hauts postes vous y attendent, on libère les étudiants arrêtés, mais vous devenez bien sages, vous abandonnez la FEANF, vous entrez tous à l'UNECI et au PDCI et nous serons tout particulièrement reconnaissants envers ceux qui nous signaleront les éventuels agitateurs et opposants. » Sous la houlette de Doudou Salif, président des Etudiants Ivoiriens en France, les étudiants ont capitulé. Il faut dire que le Président, appuyé par les parents d'élèves, présents à tous les instants et qui, profitant du respect traditionnel qu'inspire en Afrique le chef de famille, ont fait pression sur leurs fils, a réduit l'affaire à « une querelle de générations », les jeunes gens inexpérimentés ayant été trompés et le devoir des frères aînés consistant à les aider à retrouver le droit chemin. La capitulation des étudiants a été incontestablement un triomphe personnel pour Houphouët-Boigny et, pour le moment, son pouvoir s'en trouve renforcé d'autant. Maintenant, il reste à apprécier quelle sera la longue échéance la portée de ce ralliement que les éditoriaux d'une démagogie rampante de *Fraternité-matin* n'hésitent pas à appeler « un événement historique ». En effet, si, en demeurant au-dehors, les étudiants marquaient de manière visible leur désaccord avec le régime de leur pays, il n'en est pas moins vrai que leur action était parfaitement inefficace à l'intérieur. Réintégrés, même si une partie d'entre eux se laisse vraiment acheter et si la vigilance policière ne leur rend pas la vie facile, ils pourront cependant organiser une opposition politique prenant appui sur une base qu'ils peuvent aider à organiser. Certes, ce sera long et difficile, mais on peut cependant ne pas désespérer de l'avenir.

ETAT-PILOTE ?

Il est vrai, d'autre part, que, si 'on dénonce le faux nationalisme exalté dans l'intérêt des monopoles européens, on envisage aussi difficilement une opposition n'agissant que sur un plan national. Mais, là encore, l'ambition nationaliste d'Houphouët-Boigny qui, de Gaulle au petit pied, aspire à faire de l'Union du Bénin-Sahiel (Conseil de l'Entente) qui groupe la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger et le Dahomey, un petit marché commun africain dont la Côte-d'Ivoire serait le leader, peut, dans un avenir plus ou moins proche, se retourner contre lui.

Combien de temps la Côte-d'Ivoire demeurera-t-elle l'exemple de la coopération réussie avec l'Occident, le pays modèle de l'Afrique modèle rêvée par le capitalisme européen, l'Etat-pilote du néo-colonialisme ? L'OUA a condamné Tschombé, mais combien de temps le deuxième Monsieur Tiroir-Caisse du continent continuera-t-il à mystifier et à escroquer les Africains ?

Moins longtemps, sans doute, qu'il ne le croit.

Emmanuelle SANDIGNOT.

1. On change 100 nouveaux francs contre 5 000 francs CFA, ce qui revient à faire croire que le franc CFA vaut le double de l'ancien franc français. Dans la réalité, c'est absolument faux, car, à Abidjan, la ville la plus chère d'Afrique — tout vaut le double de ce qu'on le paye à Paris. Le *Reader's Digest* reconnaît que « l'inflation fait d'Abidjan l'une des villes les plus chères du monde ». Mais il se console : « les masses vivant en dehors de cette serre économique n'en sont pas sensiblement affectées »...

Ecrire dans Jeune Afrique, c'était, pour Michèle, le moyen d'utiliser un journal à grande diffusion pour répandre des idées révolutionnaires. C'était une tâche difficile. Il n'en est plus remarquable de voir se dégager de tous les articles réunis ici une ligne politique, la ligne qu'a toujours suivie Michèle, la ligne de l'internationalisme révolutionnaire.

ERNESTO « CHE » GUEVARA EST LE CADEAU DE CUBA A LA REVOLUTION (1).

Mais naturellement, Che est vivant ! A Cuba, en tout cas, nul n'en doute. Dans son discours de clôture de la Conférence tricontinentale, Fidel Castro déclarait, en effet :

« Bien sûr, les impérialistes éprouveraient un grand intérêt à savoir dans les moindres détails l'endroit où se trouve le camarade Ernesto Guevara, les activités qu'il y mène, et comment il les mène, mais il semble aussi sûr qu'ils l'ignorent ; en tout cas, s'ils le savent, ils le dissimulent à la perfection... »

1. Jeune Afrique, 5 juin 1966.

Selon Fidel Castro, il y a dans l'île et hors de l'île plusieurs révolutionnaires qui savent parfaitement quand Guevara est parti, dans quelles conditions, pour où, et ce qu'il a fait depuis lors — et tout cela sera rendu public dès que les circonstances l'autoriseront. En attendant, le secret continue à s'imposer, car, dit Fidel :

« Nous nous mouvons dans un milieu encerclé par les forces de l'impérialisme. Le monde ne vit pas dans des conditions normales. Quand, dans la clandestinité, nous luttons contre la tyrannie, nous devons nous plier aux règles de la lutte ; de la même manière, et bien que notre pays ait porté la révolution au pouvoir, nous ne vivons pas dans des conditions normales par rapport aux réalités du monde, et nous devons nous plier aux règles qu'implique cette situation... Naturellement, si le camarade Guevara devait sortir du pays, il était logique qu'il le fit clandestinement. Il est logique qu'il n'ait pas convoqué une conférence de presse et qu'étant donné ce qu'il se proposait de réaliser il ait agi comme il l'a fait... »

Pour l'opinion publique, il n'y a donc pas de doute sur le sort de Guevara, tant la confiance des masses cubaines est grande dans la sincérité d'un chef qui, en 1959, après la victoire, déclarait que le régime de la tyrannie avait perdu la guerre parce qu'il trompait ses soldats, et que le premier devoir d'un révolutionnaire était de dire la vérité. Le peuple cubain croit à la parole de Fidel Castro, parce que, même dans les circonstances les plus difficiles, Fidel Castro ne lui a jamais caché les réalités de la situation.

AUCUN DESACCORD.

Les déclarations de Castro constituaient une réponse aux informations américaines qui expliquent périodiquement l'absence prolongée de Guevara soit par la captivité dans une prison cubaine, soit par son élimination physique. Inutile d'ajouter que ces spéculations, diffusées par les dépêches de l'AP et de l'UPI étaient accueillies avec le plus profond scepticisme par les Cubains, qui n'ont pas oublié par exemple qu'au moment où l'invasion de la baie des Cochons était déjà totalement repoussée, l'UPI continuait à annoncer heure par heure la progression des « libérateurs » vers La Havane, le ralliement de la population civile et des milices populaires, et la fuite des membres du gouvernement. D'ailleurs, il n'existe pas le moindre indice permettant d'avancer que des désaccords se seraient produits entre Fidel et Guevara. Les polémiques opposant le « Che » à l'économiste marxiste français Charles Bettelheim (publiées, il y a deux ans, par l'organe du parti, *Cuba socialiste*) se situaient à l'intérieur des grandes options fondamentales prises par Cuba et ne les remettaient donc pas en cause. Par la suite, ce fut le « Che » qui dirigea la délégation cubaine à la conférence mondiale du Commerce et de l'Industrie, réunie à Genève par l'ONU. Les derniers discours qu'il a prononcés sur les grandes scènes internationales (devant la 19^{ème} assemblée générale des Nations Unies, en décembre 1964, ou à la Conférence économique afro-asiatique d'Alger, en février 1965), et le sens du voyage de trois mois qu'il effectua dans les pays progressistes d'Afrique, se situaient exactement dans la ligne politique qui fut, en janvier dernier, celle de la délégation cubaine à la Conférence tricontinentale. Rattacher de prétendues divergences entre lui et Fidel aux désaccords sino-soviétiques ne repose sur rien : d'une part, tout le processus de la révolution cubaine s'est déroulé en marge de ces conflits, dans lesquels Cuba s'est toujours refusé à intervenir en déclarant qu'ils ne servaient qu'à affaiblir la lutte contre l'impérialisme ; d'autre part, il est difficile de ne pas reconnaître que le parti cubain a pris des positions originales « non alignées » — comme l'atteste par exemple son refus de signer les accords sur les expériences atomiques. Ensuite, quand un peuple se montre prêt à mourir pour défendre sa dignité, comme les Soviétiques ont pu le constater en 1962, lors de la crise des Caraïbes, ce n'est vraisemblablement pas pour céder à des pressions économiques, les Chinois viennent d'ailleurs d'en faire l'expérience. Enfin, ces derniers n'ont jamais

abordé la question de l'absence du « Che », dont il faudrait méconnaître aussi bien la personnalité que la pensée pour avoir l'idée de voir en lui un agent de Pékin.

LES LARMES D'UNE FEMME.

L'admiration de Guevara pour Castro est bien connue et transparait dans tous ses écrits, comme elle s'exprimait dans ses conversations privées. Et l'on sait que Castro lui rendait son estime et son amitié. L'idée d'un Fidel en fureur abattant son camarade au cours d'une scène violente est simplement ridicule. Et si Guevara se trouvait, comme le pensent certains, au fond d'un cachot, comment imaginer que, pendant ce temps, sa femme se prêterait à la comédie de figurer dans les tribunes officielles, que ses textes et ses portraits figurent partout et que la presse puisse rendre compte de la marche-pèlerinage organisée par des jeunes du Parti refaisant le chemin difficile que le « Che » parcourut jadis avec sa troupe, de la sierra à La Havane, en traversant presque toute l'île à pied ?

Enfin, quand on sait que la lettre d'adieu de Guevara à Fidel Castro fut lue à haute voix par ce dernier lors d'une cérémonie officielle télévisée ; qu'il y fit applaudir le nom du « Che » ; que la femme de celui-ci, Aleyda March, occupait une place d'honneur (vêtue d'une stricte robe bleue qui, sur le petit écran, parut noire, ce que certains interprétèrent comme un signe de deuil, d'autant plus que l'émotion lui fit porter plusieurs fois son mouchoir à ses yeux) et qu'en représentant le comité central du parti communiste le chef du gouvernement souligna au sein dudit comité « une absence, l'absence de quelqu'un qui possède au plus haut degré tous les mérites et toutes les vertus nécessaires pour y appartenir » — il faudrait une profonde méconnaissance des réalités cubaines, ou beaucoup de mauvaise foi, pour croire à une mise en scène aussi poussée et mettre en doute l'authenticité du message du « Che » à Castro.

UN SACRIFICE CONSCIENT.

L'émotion causée à Cuba par cette lettre et par la qualité humaine qu'elle révèle est difficilement imaginable hors de ce pays où personne n'en a marqué de la surprise, tant le fait d'abandonner le pouvoir pour reprendre la lutte correspond bien à l'idée qu'on se fait ici de la personnalité d'Ernesto Guevara.

Ascétique, exigeant pour les autres et pour lui-même, très discipliné, le « Che » fut le meilleur élève du général Alberto Bayo, qui enseigna la tactique des guérillas à la petite troupe de Fidel Castro. Il le prouva dans la sierra, où il conquiert la nationalité cubaine (2) et la petite étoile dorée de commandant de l'armée rebelle qui ornait son béret noir. Considéré par les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine comme le théoricien de « la guerre de guérilla », il ne cachait pas que ses goûts personnels le portaient vers la lutte active et que, si les nécessités de la Révolution l'avaient placé successivement à deux postes-clés de l'économie du pays, ceux de directeur de la Banque nationale et de ministre de l'Industrie, il ne s'agissait pour lui que de fonctions provisoires liées à une certaine étape historique.

Dans le dernier article qu'il a publié, sous la forme d'une lettre au directeur de la revue *Marcha*, de Montevideo, et qui est aussi connu à Cuba que la *Deuxième déclaration de La Havane*, on trouve déjà l'explication de son futur départ : « Le révolutionnaire... se consume dans cette tâche ininterrompue qui ne se terminera qu'avec la mort, à moins que la construction du socialisme n'aboutisse à l'échelle mondiale. Si son ardeur révolutionnaire s'émousse une fois les tâches les plus urgentes réalisées à l'échelle locale, la Révolution qu'il dirige s'enfoncera dans la torpeur... L'internationalisme prolétarien est un devoir, mais aussi une nécessité révolutionnaire... Nous autres dirigeants, nous devons payer pour avoir le droit de dire que nous sommes à l'avant-garde du peuple qui est à la tête de l'Amérique latine... Notre sacrifice est conscient, c'est le prix de la liberté que nous construisons... »

Dès lors, on comprend que, devant la relative détente provoquée dans les rapports entre les Etats-Unis et Cuba par le développement de la guerre du Vietnam et de la crise dominicaine, ce qui a mis Cuba au second plan des préoccupations américaines et amélioré pour un temps sa situation, ce révolutionnaire-né ait voulu, répondant à sa vocation profonde, aller préparer ailleurs d'autres révolutions.

Dans l'optique cubaine, son départ a du reste été considéré comme une sorte de cadeau fait par Cuba à la cause révolutionnaire mondiale.

Michèle FIRK.

LES CUBAINS SONT COMME ÇA ! (1).

« Tu comprends, Fidel est Cubain, profondément Cubain, cubanisimo... C'est pour ça qu'il est en contact immédiat avec le peuple », m'a expliqué Sarita.

Sarita est une jeune Noire, mariée à un Blanc. Dans sa bouche, être Cubain, ce n'est pas une nationalité, c'est une vertu...

C'est en tout cas une manière de marcher en tanguant des épaules, de parcourir les filles de bas en haut d'un regard insolent incendiaire, en criant : « Aïe ! aïe ! mama mia ! » et en leur promettant qu'on va les manger. C'est mâchonner continuellement un énorme cigare, apprécier la bière bien glacée et le rhum Bacardi. C'est enfiler le dimanche une chemise à manches longues amidonnée, immaculée, boutonnée jusqu'en bas sur le pantalon, pour jouer aux dominos sur le seuil de sa maison ou se balancer sur un rocking-chair pendant des heures. Pour une femme, c'est être taillée en pleine chair, se plaquer des robes moulantes qui ne laissent rien ignorer de ses formes et ne quitter que rarement ses bigoudis. Et, pour tout le monde, c'est faire de tout événement, quel qu'il soit, une immense fête — une *pachanga* où l'on dansera le cha-cha-cha, le mambo et le mozambique (2) où l'on tapera sur des tambours. C'est encore boire dix fois par jour un *cafecito* si noir et si sucré qu'il empêcherait un loir d'hiberner, et laisse un arrière-goût de chocolat dans la gorge ; c'est saliver en parlant des semaines d'avance d'un repas de gala (porc rôti bien gras, manioc, « chrétiens et maures » — lisez : riz et haricots noirs — bananes-plantain bouillies, confiture de goyaves trop sucrée, servie avec un bout de fromage, d'ailleurs). C'est enfin aimer le base-ball, adorer la discussion, et proclamer péremptoirement toutes les trois minutes : « Nous, les Cubains... nous sommes comme ça ! »

C'est aussi penser le plus sincèrement du monde que le plus grand bonheur du monde est d'être Cubain.

DES AGENTS CHINOIS.

Ils le croient, ils le clament, ils le chantent dans toutes leurs chansons : rien ne se compare à leur île, à ses palmiers royaux, à son atmosphère sucrée, à ses baies profondes ; les femmes y sont les plus belles, et les hommes les plus

1. Jeune Afrique, 7 août 1966.

2. La dernière-née des danses cubaines, ainsi baptisée en hommage à l'Afrique.

braves de l'univers. Cette certitude orgueilleusement tranquille n'a aucun accent de chauvinisme xénophobe et raciste. Le Cubain est ouvert et accueillant, au contraire. Sans doute parce qu'il a en général de la famille dans tous les continents.

Prenons par exemple Elba, coiffeuse et milicienne : vingt-deux ans, cheveux de jais soigneusement défrisés chaque matin, petit nez droit, peau café au lait (deux tiers lait, un tiers café), des yeux d'eau claire étirés vers les tempes. Elle doit avoir des cousins partout, parce qu'elle a des ancêtres de partout. Parmi ces ancêtres, il y a des Espagnols (de ces colonisateurs qui décimèrent les pacifiques Indiens et faisaient des enfants aux belles Indiennes) ; il y a aussi de fiers guerriers africains qui, vendus par leurs vainqueurs, finirent esclaves dans les champs de canne à sucre ; il y a un arrière-grand-père chinois... Car, lorsque fut interdit le lucratif commerce du **bois d'ébène**, les négriers de jadis mirent le cap sur la Chine d'où ils ramenèrent à Cuba des milliers de travailleurs théoriquement **libres**, qui, faute de pouvoir économiser le prix du retour, restèrent dans l'île où ils ont fait souche (les yeux exorbités par la terreur du péril jaune, un touriste français mal informé m'a un jour confié que beaucoup d'épiciers ou de blanchisseurs de La Havane étaient en réalité des agents chinois...). N'oublions pas les corsaires et les pirates, français et anglais, du temps de l'île au Trésor, qui ont laissé dans les familles cubaines des traces de leur passage. N'oublions pas les colons d'Haïti qui, fuyant Toussaint Louverture et ses révolutionnaires, amenèrent ici pêle-mêle dans leurs bagages le café qu'ils furent les premiers à cultiver, le menuet et la contredanse, qui ont donné naissance à la **tumba française** et au **danzon** — et aussi des esclaves noirs demeurés fidèles... Sur le plan race, Cuba est un cocktail.

Et ce n'est pas fini ! Ayant jeté la doctrine de Monroe par-dessus les moulins, Cuba invite l'Est au Nouveau Monde, et va voir l'Ancien Monde chez lui : et tandis qu'à Prague, à Varsovie ou à Moscou, des boursiers havanais expliquent aux étudiants de là-bas que le poète José Martí (1) fut un philosophe marxiste sans le savoir, on rencontre dans les champs de canne à sucre des komsomols blonds (qui s'y épongent le front). Cela fera bien des mariages de Grigori et de Luisa, de Macha et de Pepito, qui produiront de nouveaux petits Cubains de couleur chocolat clair avec un brin d'âme slave... J'ai d'ailleurs déjà connu de vieux Cubains et Cubaines prénommés Ivan, Olga ou Sonia, sans parler d'un Lénine de quarante ans, et d'un Staline de treize ans.

LE GOUT DES WESTERNS.

Car les prénoms cubains évoquent toutes les latitudes et tous les temps : il y a des Abel, des Oreste, des Ulysse, des Annibal, des César, des Abélard, des Cléopâtre, des Omar, des Myriam, des Sarah, des Saül et des Abraham comme dans l'Ancien Testament ; des Aldo et des Flavio comme en Italie, des Osmany et des Norga comme en Suède, des Joël comme en Bretagne, des René comme à Paris, des Eddy, des Daisy, des Marilyn, des Frank comme à Chicago ou à Londres, une Helen, une Ellen, une Elena... Sans parler d'une sympathique famille où les deux sœurs aînées s'appellent Idilupina et Araceli, les frères, Vénérable et Ermogène, la petite dernière, née de l'année de la réforme agraire, répondant au doux nom d'Inra (sigle de l'Institut national de réforme agraire).

Dans ce pays qui a du sang de partout, le voisinage des Etats-Unis a surtout marqué La Havane : il y a introduit les longues Cadillac glissantes, les ascenseurs supersoniques et l'air conditionné (qui, lorsqu'on quitte la rue ensoleillée pour la chambre d'hôtel, met en péril les bronches fragiles en faisant descendre la température ambiante de trente degrés). En même temps, les Havanais ont pris le goût des westerns, celui des cabarets sombres où les garçons officient une lampe électrique à la main, celui des **shows** comme on en voit au

célèbre cabaret Tropicana. Je me souviens notamment d'un ballet d'un extraordinaire érotisme, intitulé la danse des **globitos** (petits ballons) : il était exécuté par des mulâtresses presque immobiles, qui faisaient uniquement palpiter, onduler, frissonner leurs seins. L'oncle Sam a aussi fait foisonner dans l'île les ensembles vocaux de style « Platters », et les chanteuses de **feeling** (prononcer « **filin** ») qui mettent des larmes aux yeux des plus farouches.

LE COQ.

Parmi les divertissements purement locaux, il y a la loterie. Avant la révolution, on la tirait tous les jours. Elle reposait sur un jeu de charades orientales où la plupart des numéros portaient un nom d'animal. Le cheval y avait le numéro un et le coq le numéro deux. Ce qui explique pourquoi Raoul Castro, numéro deux du régime, déjà surnommé le « Chino » pour ses yeux en amandes, est aussi affublé du sobriquet affectueux de **gallo**. Le coq symbolise le courage physique et, durant des décennies, le combat de coqs a été le divertissement favori des paysans cubains, comme de ceux de Haïti et des îles Canaries.

Le coq joue aussi un rôle dans une sorte de religion vaudoue aux racines africaines qui se pratique encore dans de nombreux endroits. J'en ai vu égorger un en grande pompe sur l'autel de Chango, Dieu du soleil ; j'ai même été purifié par son sang, j'ai mangé des mets préparés pour la Divinité... Les adeptes de cette secte s'appellent les **Santeros**. Il y avait parmi eux un nègre du nom d'Oriol qui voulait absolument être mon parrain de **santeria**. Un matin, encore vêtu de son uniforme de milicien, car il sortait d'une nuit de garde, il m'emmena sur la colline Lénine (baptisée ainsi dès 1924) pour assister à la fête de cette Vierge noire dont l'image voisine sur toutes les portes avec le portrait de Fidel Castro, et dont une chanson populaire dit... qu'elle est entrée dans la milice.

Ce qui prouve bien que la révolution cubaine n'a guère provoqué de problème d'ordre religieux dans le peuple. Il faut dire que le mélange du Christianisme et des cultes africains a finalement fait triompher le solide matérialisme de ces derniers ; les Cubains les plus pratiquants n'ont qu'une notion sommaire du ciel, de l'enfer et du purgatoire.

Sur le plan humain, ils possèdent un sens aigu de l'hospitalité. Leur fidélité à Castro s'exprime à travers elle : sur leurs demeures, des plaques proclament : **Ma maison t'appartient, Fidel. Ma maison t'appartient**, c'est aussi ce que m'ont dit de petits agriculteurs de la sierra, les Perez, en m'accueillant dans leur **bohío**, leur hutte en bois de palmier — et ils me le prouvèrent. Ils me firent une place à leur table, et les filles poussèrent leur hamac pour accrocher le mien à côté... La grand-mère me raconta des histoires de revenants, en parsemant son récit de **tu vois, ma négresse, ou tu comprends, ma Chinoise**, car les gens qu'elle aime, elle les appelle indistinctement **mon nègre, mon mulâtre ou mon Chinois**... A mon départ, les enfants me firent jurer de ne jamais oublier que j'étais leur sœur et le père me glissa dans le tuyau de l'oreille qu'il me considérait désormais comme **aussi cubaine qu'eux-mêmes**. (J'avais eu entre-temps des journées difficiles quand toutes les branches cadettes des Perez de la région m'attendaient en même temps à déjeuner dans leurs demeures respectives.)

LE « COMANDANTE ».

Ces jeunes Perez, et tous les jeunes de l'île, de quoi rêvent-ils ? Ou plus exactement, quelle est l'image qui cristallise leurs rêves ? J'ai tendance à répondre : celle du « **comandante** ». Car aux personnages classiques du théâtre vernaculaire — le nègre, la mulâtresse, le « gallego » (Galicien, et par extension Espagnol) — j'en ajouterai volontiers un nouveau, un peu mythique et pourtant bien réel, créé par la révolution, celui du « **comandante** », dont Fidel Castro est le prototype.

1: Le poète José Martí était aussi un homme d'action qui mourut au combat dans la guerre de l'Indépendance.

On en a souvent décrit les caractéristiques : synthèse du « héros positif » des films soviétiques et du « cow-boy » des films américains, il se présente comme un Robin des Bois qui aurait lu Marx (Robin des Bois, parce que les soldats de l'armée rebelle se sont laissé pousser la barbe et les cheveux bien avant les beatniks). Un **comandante** porte à longueur d'année le battle-dress vert olive ; il ne troque la casquette que pour le képi ou le béret, sauf dans les champs de canne où il se coiffe d'un panama. Il marche les mains aux hanches, l'une sur le revolver, l'autre sur les chargeurs, d'un air très décontracté ; il ne supporte pas que l'on tire mieux que lui et passe son temps à lancer des défis aux autres **comandantes** ; son audace frise la témérité et il brûle d'un trop-plein de vigueur qui combine le génie de l'improvisation, la naissance de mille idées par jour dont 998 irréalisables, l'enthousiasme pour les expériences nouvelles, l'honnêteté dans l'autocritique des erreurs passées, le don de soi, le manque d'organisation dans le travail et l'esprit brouillon, avec le désir de mieux faire, d'apprendre et d'enseigner... Capable de jeûner pendant trois jours, puis de manger un mouton à lui tout seul, porté sur le beau sexe et la blonde étrangère, aimant la vie mais disposé à mourir pour sa patrie dans l'instant, hâbleur, vaniteux, généreux, sincère, le **comandante** est là l'image du peuple cubain, **cubanisimo**.

« **Je plains les exilés** », m'a dit le capitaine Bazooka, ainsi surnommé parce qu'il classe ses hommes en trois catégories : les **bazookeros**, les **escopeteros** et les **aspirants escopeteros** (qui sont, cela va sans dire, les médiocres) ; je plains les exilés. Quand, de Floride, ils entendent à la radio la chanson du **Manisero** (le marchand de cacahuètes), ils doivent avoir le cœur qui bondit et les pieds qui le démangent de l'envie de revenir, même s'ils ne sont pas d'accord politiquement. Toi, la Française, tu as lu le livre de l'autre Française, Ania Francos, celle qui a compris à quel point nous étions fous, nous, les Cubains ? As-tu déjà rencontré un peuple plus fou, mais plus génial ? Evidemment, on n'a jamais su qui avait commandé des chasse-neige tchèques dans notre pays où personne n'a jamais vu un flocon ; évidemment, les diaphragmes chinois étaient trop petits pour nos femmes, notre pâte dentifrice nationalisée a fait taire bien des gens en leur collant des dents et notre Coca-Cola a tout d'un sirop pectoral. Mais on a découvert le secret de fabrication des macaronis et celui des meilleures glaces américaines, on expérimente la manière de faire d'aussi bons fromages que chez vous. Si nous avons moins de riz, tant pis, le riz fait grossir et nous y avons déjà trop tendance. Les meilleures histoires contre-révolutionnaires, nous les racontons ici, avant Miami... A propos, tu sais que l'ordonnance de Fidel s'est suicidée ?

— **Quoi ?** dis-je, redevenue sérieuse du coup.

Bazooka s'esclaffe : « Ah ! ah ! ah ! pour ne pas rester dans l'île tout seul avec Fidel ! Tu ne la connaissais pas ? On me l'a racontée ce matin au Parti. » Et il enchaîne : « Tout ce dont le Cubain manque, il le copiera sur les autres, ou il l'inventera. Nous sommes le peuple de Martí, du général Maceo, du scientifique Finlay, du poète Guillén, des peintres Lam et Portocarrero, du champion d'échecs Capablanca, de la ballerine Alicia Alonso, du musicien Roldán. Nous aimons le carnaval et nous aimons nous battre. Nous sommes le peuple de Fidel Castro. Nous sommes, nous sommes... nous sommes Cubains ! »

Michèle FIRK.

FLUX ET REFLUX DU FLN VENEZUELIEN. (Jeune Afrique, 12 mars 1967.)

L'enlèvement des tableaux prêtés par la France au musée des Beaux-Arts de Caracas, l'arraisonnement du paquebot « Anzoategui », la capture d'un avion en plein vol, le kidnapping du footballeur Di Stefano, celui de l'attaché militaire amé-

ricain, tels sont quelques-uns des exploits les plus spectaculaires qui, en 1963, occupent presque quotidiennement la « une » des journaux du monde entier et révèlent à celui-ci l'existence du FLN (Front de Libération National) vénézuélien.

UN MAQUISARD-NE.

Dans les villes, avec une audace inouïe, les UTC (Unités Tactiques de Combat) posent des bombes, mettent le feu aux pipe-lines des entreprises pétrolières américaines, attaquent des postes de police. Parallèlement, six foyers de guérilla se sont installés dans les zones montagneuses du pays. Deux de ces foyers surtout harcèlent les troupes gouvernementales : le « Front du Charal » et celui de **Jose Leonardo Chirinos** (dans l'Etat du Falcón) dirigé par le commandant Douglas Bravo, membre du comité central du parti communiste. Douglas n'a que vingt-neuf ans, mais déjà un long passé de dirigeant révolutionnaire. Ayant abandonné ses études de droit pour s'engager comme ouvrier dans une usine de ciment, il a été l'un des artisans de la grande grève populaire insurrectionnelle qui, le 23 janvier 1958, renversait le dictateur Pérez Jiménez. Né dans les montagnes, il en connaît les moindres recoins. Il est très aimé de ses hommes, et ses qualités, jointes à son charme naturel, l'ont rendu populaire dans tous les milieux révolutionnaires non communistes.

Cependant, une fois déclenchée la lutte armée, une violente répression s'abat sur les partis de gauche. Le PC et le MIR sont mis dans l'illégalité, la plupart de leurs dirigeants demeurés à Caracas arrêtés, emprisonnés, déportés et torturés. Quand ils ne sont pas assassinés...

DE MAL EN PIS.

Les élections présidentielles du 1^{er} décembre 1963 se déroulent dans un climat de guerre civile. Pour prévenir tout mouvement populaire, la marine, l'aviation, la garde nationale, la police ont été mobilisées et occupent les lieux stratégiques. Le pouvoir — qui ne publie le résultat du scrutin qu'au bout d'une semaine — n'a reculé devant aucune sorte de fraude. Et le candidat officiellement parrainé par **Betancourt**, Raúl Leoni, s'installe dans le fauteuil présidentiel pour persécuter sans retard, avec une férocité systématique, les militants révolutionnaires. Ces derniers sont pris de court. Ils croyaient la révolution à portée de la main, et la gauche, en préconisant l'abstention, espérait non seulement être suivie mais amener le peuple à se soulever. Elle n'a sans doute pas assez tenu compte de la puissance des intérêts en jeu au Venezuela, ce Venezuela qui absorbe à lui seul 66 % des investissements américains en Amérique latine. Cuba est proche. Son exemple aussi, et Johnson, qui vient de succéder à Kennedy, ne l'oubliera pas — on le constatera deux ans plus tard à Saint-Domingue. Quant au FLN, il s'est plus préoccupé d'actions d'éclat que d'une véritable mobilisation des masses populaires. Au lendemain des élections, il est à un tel point d'épuisement que la guérilla urbaine disparaît, faute de moyens pour relancer la bataille.

Seuls demeurent les maquisards des montagnes contre qui le gouvernement est désormais libre de concentrer tous ses efforts. En outre, éparpillés dans une nature inhospitalière, ils vivent dans des conditions extrêmement difficiles, surtout pour ceux venus de la ville, et les arrestations massives précédemment intervenues dans les villes les privent de ravitaillement. 1964 et 1965 marquent un reflux du mouvement révolutionnaire au Venezuela. Les partis de gauche, dont les principaux dirigeants sont toujours en prison, s'affaiblissent et se divisent ; beaucoup cèdent au découragement. Le secrétaire général du MID, Domingo Alberto Rangel, abandonne la direction de son parti et, dans une lettre ouverte, déclare à ses camarades qu'il faut supprimer les guérillas, ces guérillas dont il a été l'un des promoteurs. A l'instigation de Pompeyo Márquez et Guillermo García Ponce qui sont en prison (1), le PC lance un nouveau mot d'ordre : **Pour un gouvernement de paix**

1. Ils s'en sont évadés ainsi que Teodoro Petkoff, autre membre du CC au début du mois de février.

démocratique et contre la faim. Il caresse l'espoir d'arriver à un accord avec le gouvernement qui, en éliminant ses éléments les plus engagés à droite, devrait permettre une vaste amnistie politique.

INNOCENTE CONTRADICTION.

La Conférence tricontinentale survient en pleine crise du mouvement révolutionnaire vénézuélien, et la composition hétéroclite de sa délégation n'est que le symbole de ce désarroi. Le président, Pedro Medina Silva, homme du 2 juin, est peu connu, sans réelle autorité, mais il souligne au nom des FALN la nécessité de la lutte armée. D'autres délégués, influencés par le PC, ignorant la lutte qui le déchire, défendent dans une innocente contradiction « guérillas » et « paix démocratique ». C'est le cas du représentant du PCV à Cuba et le sens du démenti indigné qu'il adresse en février 1966 au journal yougoslave *Borba*. En effet, mieux informé que lui, l'organe de la Ligue des communistes (d'ailleurs hostile à la tricontinentale) connaissait la lassitude du comité central du PCV quant à la poursuite de la lutte armée.

Pendant ce temps, au Venezuela, la plupart des foyers de guérillas sont désintégrés et le gouvernement crie victoire. Parmi les foyers qui tiennent bon : celui de Douglas Bravo. Seul membre du CC dans la « sierra », Douglas a une vision de la situation différente de celle des dirigeants confinés sous les verrous. Son « front » est profondément implanté dans sa région, et il trouve absurde d'abandonner une position aussi chèrement conquise. Cependant, ses hommes manquent de médicaments, de munitions, de vêtements, ils sont en proie aux fièvres ; les liaisons sont difficiles. Douglas ne cède pas.

NOUVEAU DEPART.

Il part clandestinement pour Caracas afin d'examiner de plus près la situation. Ce qu'il y trouve est tel qu'il y restera dix mois tandis que la Digepol et autres corps répressifs lancés à sa poursuite avec l'ordre de l'abattre sur place s'épuisent en vain à découvrir ses cachettes.

A Caracas, Douglas Bravo découvre que la direction du PC, bien qu'elle s'en défende, ne croit pas à la guérilla comme moteur de la lutte. Elle la considère plutôt comme un moyen de pression sur le gouvernement, une sorte de monnaie d'échange pour ses propres menées politiques, un atout qu'elle est prête à sacrifier, sacrifiant du même coup l'avenir de la révolution. Douglas s'emploie à convaincre ses camarades qu'ils sont dans l'erreur. Il prend lui-même contact avec les jeunes, les étudiants, les ouvriers laissés sans orientation et il en conclut qu'un potentiel demeure mais que le désarroi de la direction a rejailli sur la base, celle-ci n'attendant que des directives précises pour reprendre le combat. Cela exige une restructuration globale du FLN, la définition d'une nouvelle stratégie, l'élimination des défaitistes, leur remplacement par des hommes énergiques et de valeur. Quand Douglas rejoint ses montagnes du Falcón, l'état-major de ce qui est devenu le FLN-FALN est en place, les liaisons avec la ville rétablies et la guérilla connaît un nouvel essor. Pour la première fois depuis que Leoni est au pouvoir, le terrorisme reprend dans les villes, s'attachant cette fois moins au caractère « sensationnel » des opérations qu'à leur efficacité et à leur répercussion politique. C'est ainsi qu'une série d'attentats est dirigée contre le chef de l'état-major de l'armée, contre celui de la Digepol, contre le représentant de cette dernière à la COC (1).

1. COC : Centre d'opérations communes, groupant des représentants de tous les organismes engagés dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire, pour une plus grande efficacité.

SOUS L'EGIDE DE FIDEL.

Le gouvernement s'émeut au point de décréter, en décembre 1966, la suppression des garanties constitutionnelles, de l'extra-territorialité des universités, dans l'enceinte desquelles les forces militaires et policières n'avaient jusqu'alors pas le droit de pénétrer. Oser prendre des mesures aussi impopulaires, c'est, de la part de Leoni, reconnaître publiquement l'existence et l'activité des révolutionnaires, les liens qui les unissent aux étudiants et au peuple, liens que l'abolition d'un privilège séculaire et l'instauration de l'état d'urgence ne pourront que renforcer.

Tandis que Leoni dénonce le complot ourdi à La Havane par le communisme international, Fidel Castro salue du haut de la tribune de la place de la Révolution l'héroïque commandant Douglas Bravo qui a sauvé la révolution vénézuélienne de la crise et envoie en quelques mots ses détracteurs à la « poubelle » de l'histoire. Ce n'est pas de Leoni que Castro prendrait la peine de parler en ces termes. Il s'agit bel et bien de la direction du PCV. En effet, l'action de Douglas a si bien dérangé les plans de ses « camarades » (sic) qu'ils ont essayé par tous les moyens de contrecarrer son action. Il y a même tout lieu de croire qu'un commando a été mis sur pied par leurs soins, à Caracas, dans le but de supprimer Douglas Bravo. Comme il est toujours passé à travers toutes les mailles du filet où d'autres — comme le commandant Fabricio Ojeda, victime d'une délation — ont été pris, il est expulsé du CC et, en désespoir de cause, la presse du PC le prend pour cible. Elle l'attaque, le calomnie et, avec lui, les militants qui luttent à ses côtés. En lui rendant hommage, Fidel Castro prend ouvertement parti pour des rebelles contre la direction en place d'un « parti-frère » et met celle-ci dans l'obligation de se justifier vis-à-vis de ses militants.

L'année dernière, dans son discours de clôture de la conférence tricontinentale, le leader cubain critiquait durement les « trotskystes ultra-gauchistes » du Guatemala et conjurait leur chef, Yon Sosa (1) de se rallier à Turcios Lima (2), sacré lui aussi sauveur du mouvement révolutionnaire guatémaltèque... Un coup à gauche, un coup à droite : n'est-ce pas, en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire d'Amérique latine, l'application d'une stratégie bien réelle dont la nécessité a été posée, en 1966, lors de la création de l'OLAS (3) ? Si cette stratégie n'est pas encore élaborée en commun par les dirigeants en lutte des pays concernés, comme le souhaite Douglas Bravo, elle se place d'ores et déjà sous l'autorité morale de Fidel Castro et, plus que jamais, sa capitale est La Havane.

Emmanuelle SANDINO.

1. Lequel semble avoir entendu l'appel et s'être effectivement rallié au cours de l'année 1966.
2. Tombé au combat il y a quelques mois à l'âge de vingt-quatre ans.
3. Organisation latino-américaine de solidarité, dont le siège est à La Havane.

LA TROIKA COREE-VIETNAM-CUBA. (Jeune Afrique, 19 mars 1967.)

A Cuba chaque année porte un nom. L'« Année du Vietnam héroïque » a succédé à celle « de la Solidarité ». Depuis la tricontinentale, les préoccupations internationales l'emportent sur les problèmes intérieurs (1), qui se posent avec moins d'acuité. Cependant c'est bien d'un choix qu'il s'agit : pour Fidel Castro, « le Vietnam représente la pierre de touche qui distingue les opportunistes des révolutionnaires », selon l'expression du Premier ministre coréen Kim Il-sung.

1. 1959 a été l'Année de la libération ; 1960, de la Réforme agraire ; 1961, de l'Education ; 1962, de l'Organisation ; 1963, de la Planification ; 1964, de l'Economie ; 1965, de l'Agriculture.

PROFITER DU REPIT.

Depuis plus d'un an, les gouvernements de La Havane et de Pyongyang ne cessent de proposer l'envoi de volontaires au Vietnam et le président de la République cubaine, Dorticos, a déclaré, à propos de l'aide que son pays apporte à Hanoi, tant sur le plan « moral et matériel que politique et militaire » : « **Nous ne pouvons appeler ni aide ni faveur ce qui n'est qu'une contribution au combat que le peuple vietnamien est en train de mener pour nous.** » Nous ? c'est-à-dire, tous les autres peuples menacés par l'impérialisme américain ainsi que le camp socialiste.

Bien sûr, Cuba et la Corée du Nord figurent au premier rang des pays menacés, parce que ce sont tous deux de petits pays que leur situation politique et géographique place à des endroits-clés de la lutte contre le géant américain. Isolée dans son hémisphère à 100 kilomètres des côtes de la Floride, Cuba remet en cause la doctrine Monroe, tandis que la Corée est partagée, comme le Vietnam : dans le Sud stationnent des troupes américaines et, pour le régime communiste du Nord, l'hypothèse d'une « escalade » éventuelle sur son propre territoire n'est pas à négliger.

Le répit relatif dont ils bénéficient depuis que Johnson est entré à la Maison Blanche, Castro et Kim Il-sung sont certains de le devoir uniquement à l'intensification de la guerre au Vietnam et à l'accroissement de la participation militaire américaine et au développement des opérations contre Hanoi. Il ne saurait donc être considéré que comme provisoire et on comprend qu'il soit mis à profit pour asseoir l'économie des deux pays et renforcer leur défense.

Quand les avions américains ont commencé à bombarder le Vietnam du Nord, la molle protestation que Moscou s'est contenté de prononcer a dû fournir matière à réflexion à Pyongyang comme à La Havane. Les dirigeants cubains se sont sans doute demandé si, en cas d'attaque américaine, la riposte soviétique serait aussi immédiate que le leur avait promis Khrouchtchev à l'époque de la crise des Caraïbes. D'autant plus que les successeurs de M. « K » semblent moins enclins que lui à prendre des risques et à donner des promesses.

Les gouvernements des deux petits pays en ont conclu qu'il leur faut avant tout compter sur eux-mêmes, comme le Vietnam, et qu'avec lui ils doivent regrouper leurs forces et faire entendre leur voix au sein du camp socialiste. La ligne qu'ils défendent a rompu l'alternative simpliste Chine-URSS ; cette troisième tendance communiste avec laquelle il faudra désormais compter fait passer les principes idéologiques avant les intérêts d'Etat. Contrairement à la position des Chinois et à celle des Soviétiques, elle ne veut représenter aucune politique nationale, mais celle d'une cause, celle de l'indispensable solidarité entre les pays socialistes, les partis communistes et tous les mouvements de libération dans le monde qui se manifesterait par la conception et l'application d'une stratégie commune.

L'agression directe dont est victime le Vietnam oblige ses dirigeants à une certaine réserve dans la formulation de leurs souhaits : ils se bornent à remercier l'ensemble du camp socialiste pour son aide et à observer une neutralité totale dans le conflit sino-soviétique. Mais ce sont les Cubains qu'Ho Chi-minh a accueillis à Hanoi comme nos frères et nos camarades les plus chers, tandis que Raúl Castro a pu dire devant le parti du Travail de Corée : « **Si vous voulez savoir ce que pense Fidel des problèmes essentiels de notre époque, vous n'avez qu'à poser la question au camarade Kim Il-sung, ils ont exactement les mêmes opinions et les expriment sans circonlocutions.** »

SIX PRINCIPES.

On peut les résumer de la manière suivante :
1. Tous les partis sont égaux et indépendants (qu'ils soient ou non au pouvoir) et aucun d'entre eux ne peut prétendre dicter à un autre ce qu'il doit faire,

sous prétexte qu'il est plus fort ou appartient à une nation plus puissante (2). (Raúl Castro a déclaré : « **Il y en a qui, sous prétexte d'aider le Vietnam, prétendent lui dicter ce qu'il doit faire.** »)

2. Entre les gouvernements socialistes et les gouvernements capitalistes, il existe une différence de nature qu'il est impossible d'oublier ni de confondre avec les divergences et les désaccords qu'éprouvent des « partis-frères », quelle que soit la gravité de ces derniers. Personne n'a le droit de prétendre détenir la clef du marxisme-léninisme ni d'exclure arbitrairement un autre parti du camp socialiste. De la même manière, on ne peut pas non plus y faire entrer n'importe quel pays en décrétant simplement qu'il est socialiste (allusion à la Yougoslavie et à la Ligue des communistes).

3. Si un parti commet des erreurs, les autres doivent le critiquer et l'aider à les redresser, non le traiter en ennemi et le rejeter hors de leur camp.

4. Les ennemis, ce sont ceux qui prétendent imposer par la violence un régime et une domination que les peuples repoussent, c'est donc actuellement avant tout le géant américain.

Il est du devoir des communistes de ne pas perdre leur temps en querelles internes (sans nier pour cela qu'elles existent) et de ne pas abandonner le peuple vietnamien à l'agression dont il est victime. Ils doivent lutter pour préserver la paix, mais ne pas craindre la guerre au point de céder sur des questions de principe et d'être amenés à faire des concessions de plus en plus grandes.

5. Il ne faut pas amener les échanges diplomatiques et économiques que les Etats socialistes maintiennent avec des gouvernements capitalistes, à devenir des relations de type politique pouvant placer les mouvements de libération ou les partis révolutionnaires de ces pays, dans une situation difficile (le Japon ou le Chili) : le glissement de l'Inde vers la droite et la réaction anticommuniste et antiprogressive en Indonésie doivent servir de leçon.

6. La « stratégie impérialiste » consiste à concentrer ses forces pour vaincre un par un et l'un après l'autre les pays et les mouvements révolutionnaires du monde. Ces derniers ne doivent pas se faire d'illusions : si Washington obtenait une victoire militaire au Vietnam, les pays qui semblent actuellement le plus en sécurité deviendraient plus tôt qu'ils ne le pensent une cible à sa volonté de puissance en voie de constant accroissement.

7. La réponse doit donc être que les peuples de tous les pays, grands ou petits, d'Europe ou d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, assènent des coups aux impérialistes dans toutes les parties du monde et sur tous les fronts, les obligeant ainsi à disperser leurs forces au maximum, ce qui les empêchera d'agir à leur gré partout où ils se trouvent (3).

STRATEGIE COMMUNE.

C'est bien de la définition d'une stratégie commune qu'il s'agit là, telle que la conférence tricontinentale en avait amorcé l'idée sans réussir à lui donner un contenu concret. Pour l'instant, la puissance matérielle de la « troisième tendance » est limitée, mais la fermeté de son attitude doit forcer le respect des deux « grands » du communisme. Par ailleurs, son influence idéologique peut devenir déterminante auprès de tous les mouvements révolutionnaires du monde qui sont engagés dans la lutte et qui refusent l'obéissance aveugle à Moscou ou à Pékin, car, par définition, aucun ralliement au triangle Hanoi-Pyongyang-La Havane ne saurait être inconditionnel.

2. Les partis cubain et coréen ont connu au cours de ces dernières années des tentatives de chantage économique et politique de la part des deux grands partis de Chine et d'Union soviétique.
3. Les Soviétiques ne doivent pas se contenter de se préoccuper du problème allemand.

Ces positions se développeront au cours de l'année avec la réunion de l'OLAS (Organisme de solidarité latino-américain) en juillet à La Havane ; elles se définiront plus clairement à Moscou lors du 50^e anniversaire de la Révolution d'Octobre (pour la célébration duquel chacun s'efforce déjà de faire le compte de ses partisans), puis, de nouveau à La Havane où se tiendra vers la fin de l'année le premier congrès du parti communiste cubain : le déroulement et l'issue de la guerre du Vietnam y joueront un rôle décisif.

Emmanuelle SANDINOT.

RUPTURE POUR UN MEURTRE. (Jeune Afrique, 2 avril 1967.)

La conjoncture planétaire du mois de mars semble vouer Cuba aux grandes mises au point idéologiques (1) ; il est vrai que, dans la mesure du possible, Fidel Castro réserve la primeur de chaque problème politique aux étudiants, et le discours qu'il prononce tous les ans, à cette date, leur est particulièrement destiné.

Cette fois, le leader cubain en colère a pris pour cible la direction du parti communiste vénézuélien, qualifiée de **droitière** et de **défaitiste** et même accusée par lui de trahison. Certes la rupture était consommée depuis plusieurs mois, conséquence de la crise intérieure qui a divisé le mouvement révolutionnaire du Venezuela et dans laquelle Castro a choisi de soutenir le chef guérillero Douglas Bravo contre les autres membres du comité central qui l'ont exclu.

UN CADAVRE ET DES TRACTS.

La tension n'a cessé de s'aggraver au cours de ces dernières semaines à la suite de la disparition à Caracas du frère du ministre des Affaires étrangères. Selon les agences de presse, le cadavre de Julio Iribarren Borges, présenté comme **l'une des figures du régime les plus détestées**, aurait été retrouvé à 24 kilomètres de la capitale avec trois balles dans le dos et des tracts signés par les FALN (Forces armées de libération nationale) à proximité de son corps.

On ignore qui l'a tué. Cependant, on se souvient que, pour répondre à la suspension des garanties constitutionnelles par le gouvernement de Leoni et aux persécutions dirigées contre les organisations populaires et aux militants de gauche, les FALN ont décrété qu'elles aussi **suspendaient les garanties pour les bourreaux de leur pays** et qu'elles s'attaqueraient aux **auteurs et aux principaux complices** de la répression. Qui était Julio Iribarren Borges ? Directeur des services de la Sécurité sociale, il s'était récemment signalé à l'attention en augmentant les impôts des salariés sans leur fournir de contrepartie ; par ailleurs il aurait maintenu des relations étroites avec la Digepol (police politique) et n'aurait pas été étranger à la vague d'arrestations survenues récemment au sein de l'organisme qu'il dirigeait.

LE PC AUX MAINS BLANCHES.

Quoi qu'il en soit, de La Havane où il se trouve actuellement, Elias Manuitt, président des FALN et compagnon de Douglas Bravo, a rendu public le communiqué ratifiant « l'exécution » du haut fonctionnaire. Ses déclarations ont marqué le signal d'un véritable déferlement d'attaques contre Cuba, non seulement de la part du gouvernement vénézuélien, mais encore de celle de la direction officielle du P.C.V.. Bien sûr, le langage est de part et d'autre différent : les hommes du pouvoir dénoncent la subversion propagée par le régime cubain, tandis que c'est la morale révolutionnaire que les dirigeants communistes invoquent pour s'élever

contre le **crime odieux** dont ils feignent d'attribuer l'inspiration aux castristes. Cela leur permet de vilipender les **aventuriers sans scrupules** capables de l'avoir commis et de présenter tous les **scissionnistes, les diviseurs du peuple**, comme des assassins. En se lamentant de voir La Havane prendre leur parti et leur donner refuge, les dirigeants communistes vénézuéliens font des dirigeants cubains **les complices directs des assassins**. L'opération est habile puisqu'elle leur évite de placer les divergences qui les opposent sur leur vrai terrain, celui de l'abandon ou de la poursuite de la lutte armée. Face à leurs militants, ils apparaissent comme les seuls défenseurs de leurs intérêts, dans une perspective réaliste et nationale, alors que Castro devient un dangereux mégalomane ; en déplorant le **crime abominable**, et en envoyant leurs condoléances au gouvernement, ils tentent de se présenter devant ce dernier avec les mains blanches et de lui offrir toutes les garanties nécessaires pour le dialogue qu'ils s'efforcent d'entamer. Leur attitude justifie en fait toutes les mesures gouvernementales contre Cuba ; de là la violence de la réaction manifestée par le premier ministre cubain. Lui-même a exprimé ses réserves quant à l'assassinat politique utilisé comme moyen d'action et qu'aucune organisation révolutionnaire n'a jamais mis en pratique à Cuba. Mais il signale qu'en montant **ce crime-là** en épingle la direction du PC efface elle-même ceux auxquels il répondait et sème la confusion en transformant les bourreaux en d'innocentes victimes.

C'est la première rupture officielle entre Cuba et « un parti-frère », ce qui lui donne une importance historique ; elle servira elle-même à en provoquer d'autres, principalement en Amérique latine où il sera pratiquement impossible à aucun mouvement ou parti révolutionnaire de rester neutre. Le conflit qui ne fait que s'ouvrir contribuera par son évolution à transformer les rapports de force dans le monde latino-américain et peut-être dans le monde tout court.

Emmanuelle SANDINOT.

POUR CHE GUEVARA, LA TROISIEME GUERRE MONDIALE EST COMMENCEE. (Jeune Afrique, 14 mai 1967.)

« Quand Che Guevara réapparaîtra, il n'est pas hasardeux d'affirmer que ce sera à la tête d'un mouvement guérillero, comme chef politique et militaire indiscuté », écrit Régis Debray dans la conclusion de l'ouvrage sur la stratégie révolutionnaire en Amérique latine, publié au début de l'année à La Havane (1). Sa prédiction ne s'est pas encore réalisée, mais l'OSPAAAL (2) diffuse le premier message public du célèbre disparu, à la fois analyse de la situation internationale et appel à l'insurrection armée, dont le contenu ne permet pas de mettre en doute l'authenticité du texte ni son caractère récent.

Où est Che ? se demandait-on depuis deux ans déjà. Chaque fois que sa mort était annoncée quelque part dans le monde, les Cubains répétaient l'avertissement lancé par Raúl Castro un jour où les agences de presse avaient fait part de sa propre « liquidation » (sic) : « **Que les vivants de la CIA prennent bien garde de ne pas tomber entre les mains de ce mort-là.** » Aujourd'hui la presse de La Havane titre : « **Tel l'oiseau Phénix, Che renaît de ses cendres, aguerri et guérillero.** »

Un certain nombre de délégués s'étaient étonnés de son silence lors de la tricontinentale. Mais, si l'on se souvient que cette dernière s'est tenue au moment où le mouvement révolutionnaire latino-américain connaissait une crise profonde, il n'est pas surprenant que le grand combattant ait attendu que les circonstances permettent à son « **nouveau cri de guerre et de victoire** » d'être entendu.

1. Révolution dans la révolution ?

2. Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

1. Mars 1962 : dénonciation du « sectarisme » ; mars 1964 : procès Marcos Rodriguez ; mars 1965 : première allusion aux divergences sino-soviétiques ; mars 1966 : procès du complot Rolando Cubela.

NOUVEL ESSOR DE LA GUERRILLA.

Maintenant il ne saurait manquer de l'être. La conférence de Punta del Este vient de prouver une fois de plus que l'OEA et l'Alliance pour le progrès sont incapables de résoudre aucun des problèmes du continent et les chefs d'Etat latino-américains ont tenu à Johnson un langage curieux, presque subversif. Tous ont critiqué sa politique économique vis-à-vis de leurs pays et le président de l'Equateur n'a pas mâché ses mots. Quant à Balaguer, candidat soutenu par les Etats-Unis contre Bosch à Saint-Domingue et difficilement taxable de sympathie marxiste, il a déclaré que, si l'on n'y prenait garde, la situation allait aboutir à la **lutte de classes, à l'agitation permanente, à la violence systématique et en fin de compte à la révolution prolétarienne.**

Dans ces conditions, on comprend que la lutte de guérilla connaisse depuis plusieurs mois un nouvel essor, au Venezuela, au Guatemala, en Colombie et dernièrement en Bolivie et au Brésil, malgré la saignée causée par la perte de quelques-uns des meilleurs chefs tués au combat. L'influence du théoricien de la **guerre de guérilla**, quelle que soit sa participation personnelle effective, n'a pu qu'être déterminante dans la reprise de cette lutte.

Pendant ce temps la politique internationale de Cuba s'est définie de plus en plus clairement par le refus de tout compromis vis-à-vis des Etats-Unis et de ses alliés, un appui croissant au Vietnam en guerre et aux mouvements de libération des trois continents, surtout à ceux d'Amérique latine. Le parti communiste cubain affirme une ligne qui lui est propre et oppose à la politique d'Etat menée par Moscou et Pékin le nouvel axe idéologique « La Havane-Pyongyang-Hanoï » ; d'autre part, Fidel Castro n'a pas craint de rompre avec le PC vénézuélien dont le dernier congrès a donné consistance aux accusations de **défaitisme** et de **trahison** que le leader cubain avait déjà formulées contre lui : le PCV en effet a non seulement jeté l'anathème définitif contre l'ex-membre du comité central Douglas Bravo et condamné la lutte armée qu'il mène dans les montagnes, mais il a annoncé son retour à la « légalité » politique et sa participation aux prochaines élections, alors que la répression ne fait qu'augmenter dans le pays.

Entre Fidel Castro et son ancien compagnon d'armes, tout se passe comme s'ils s'étaient réparti les tâches de manière complémentaire pour faire la preuve de la solidarité réelle qui unit un peuple libéré à ceux qui sont encore opprimés. L'un, à la tête de l'Etat cubain auquel son destin est lié, s'efforce de construire une vie meilleure dans une société nouvelle ; l'autre, l'internationaliste exemplaire, reprend les armes après la victoire, sans crainte de la mort à laquelle il lance un perpétuel défi. Tous les deux sont mus par le même idéal, la même foi généreuse et ils démontrent que les valeurs morales ne sont pas forcément incompatibles avec les vertus politiques. Che Guevara, militant, appelle les peuples à ouvrir des fronts de lutte comme au Vietnam, pour soulager ce dernier et hâter leur libération à tous. Che Guevara, combattant, indique par son action que la **guerre longue, cruelle** des peuples exploités contre leurs exploiters, la troisième guerre mondiale en somme, est déjà commencée.

Emmanuelle SANDINOT.

Indépendamment des articles de Jeune Afrique, Michèle avait rédigé et diffusé des textes militants destinés à ses camarades français, relatifs chaque fois à l'actualité révolutionnaire. Depuis qu'elle milita, elle s'occupa de l'Algérie au moment de la guerre, travailla dans les réseaux d'aide au FLN, à la lutte du Vietnam dans le cadre du « Comité Vietnam national » et du « Centre International pour la dénonciation des crimes de guerre », dont elle fut la secrétaire jusqu'à la veille de son dernier départ. Elle participa à la fondation d'un « Comité de soutien pour le peuple de Saint-Domingue » ; nous avons sous les yeux ce texte destiné à lancer un Centre anti-impérialiste pour l'Amérique latine.

PROJET DE MANIFESTE DU CENTRE ANTI-IMPERIALISTE POUR L'AMERIQUE LATINE.

I. — INTRODUCTION.

La conférence de l'OLAS (Organisation Latino-Américaine de Solidarité), qui s'est tenue à La Havane en juillet 1967, a mis en relief, entre autres, les points suivants :

1. — L'Amérique latine est aujourd'hui indiscutablement le continent de la Révolution en marche.
2. — Le caractère fondamental du mouvement révolutionnaire latino-américain est d'être **anti-impérialiste**, parce que son ennemi principal est l'impérialisme nord-américain.
3. — Les révolutionnaires latino-américains et la révolution cubaine se situent en première ligne de l'avant-garde révolutionnaire mondiale, aux côtés du peuple vietnamien qui résiste héroïquement et victorieusement à l'agression impérialiste directe.
4. — Il est nécessaire pour les révolutionnaires latino-américains de confronter leurs expériences, d'unir leurs efforts dans la recherche et l'application d'une stratégie commune face à la puissance de leur ennemi commun, afin de développer la révolution à l'échelle du continent et d'atteindre la victoire.

Il est par conséquent du devoir de tous les anti-impérialistes conséquents dans le monde de soutenir la lutte des peuples d'Amérique latine et de leurs avant-gardes contre l'impérialisme nord-américain comme il est de leur devoir de soutenir la lutte du peuple vietnamien contre le même ennemi. Cependant, l'Amérique, découverte géographiquement par les Européens à la fin du XV^e siècle, leur demeure inconnue aujourd'hui, quant à l'essentiel de son histoire.

II. — « NOTRE AMERIQUE ».

Il est révélateur de constater que les Européens donnaient jusqu'à ces dernières années aux Etats-Unis seuls, le nom d'Amérique, alors que Bolivar disait : « Pour nous, la Patrie c'est l'Amérique », et qu'en 1829 il écrivait : « Les Etats-Unis semblent avoir pour destin de précipiter l'Amérique dans la misère au nom de la liberté. »

Marti appelait les Etats-Unis, « ce Nord agité et brutal qui nous méprise », et réservait le terme de « Notre Amérique » à l'immense territoire compris entre le Rio Grande, frontière des Etats-Unis et du Mexique et la Terre de Feu à l'extrême pointe de l'Amérique du Sud.

Malgré sa diversité, ce continent peuplé aujourd'hui de 250 millions d'êtres humains a connu un développement historique semblable : les grandes puissances coloniales européennes, principalement l'Espagne et le Portugal, en firent la conquête « manu militari » au XVI^e siècle, décimant ou asservissant les peuples qui y vivaient et détruisant les magnifiques civilisations dites « pré-colombiennes ». Au cours des années suivantes une nouvelle composition ethnique se forgea avec les colons ibériques, les descendants des Indiens qui avaient survécu et les noirs amenés d'Afrique en esclavage. Le XIX^e siècle fut marqué entièrement par les guerres d'indépendance depuis 1803, date de la Révolution d'Haïti jusqu'à l'indépendance de Cuba en 1895.

Mais, tandis que l'Amérique latine se libérait de l'oppression coloniale imposée par les métropoles européennes, elle n'avait pas assez de force pour repousser victorieusement son puissant voisin du nord en pleine expansion, qui cherchait à substituer à l'anachronique système colonial européen une forme de domination plus avantageuse pour lui.

Dès 1823, la fameuse « doctrine Monroe » (l'Amérique aux Américains : c'est-à-dire l'Amérique tout entière aux USA tout seuls) fournissait le support théorique d'une politique qui n'a jamais cessé d'inspirer tous les gouvernements qui se sont succédé à la Maison Blanche, démocrates ou républicains, jusqu'à aujourd'hui.

III. — LA « DOCTRINE MONROE » ET SA MISE EN PRATIQUE.

Depuis 1823, la politique des gouvernements de Washington en Amérique latine a toujours été impérialiste, expansionniste et dominatrice. Les formes qu'elle a prises ont dépendu de ses propres forces, de la capacité de résistance qu'elle rencontrait, de ses interventions dans le reste du monde et de la conjoncture internationale.

1. XIX^e siècle, période d'expansion :

La « doctrine Monroe » ne sert pas aux USA à empêcher l'Angleterre de s'emparer des îles Falkland, appartenant à l'Argentine, ni de Belice appartenant au Guatemala (Honduras Britannique) et de l'île de Roatan. Ils profitent au contraire de l'occasion pour envahir le Mexique et dépouiller ce pays, au terme d'une guerre de quatre ans, de deux millions et demi de kilomètres carrés, c'est-à-dire de ses provinces les plus riches : Texas, Arizona, Californie et Nouveau-Mexique.

Malgré la « doctrine Monroe », les Etats-Unis restent « neutres » au cours des guerres de libération des peuples d'Amérique latine contre les colonialistes espagnols, c'est-à-dire qu'ils refusent de leur fournir des armes. Mais ils empêchent Bolivar de libérer Cuba et Porto Rico, attendent la défaite des troupes espagnoles dans les Caraïbes pour déclarer hâtivement la guerre à l'Espagne et annexer Porto Rico, les Philippines, Guam et Cuba. Ils n'empêchent pas Haïti d'être envahie par les Français en 1869, les Espagnols en 1870, les Anglais en 1877 et ils l'envahissent eux-mêmes en 1888.

Ils interdisent toutes les tentatives de Fédération des pays d'Amérique Centrale qui échapperait à leur contrôle, mais ils appuient les diverses invasions du flibustier William Walker, mandaté par des sociétés nord-américaines privées.

Ils interviennent militairement entre autres au Honduras en 1860, en Uruguay en 1868, à Saint-Domingue en 1871, au Venezuela en 1895 et ils prennent part à tous les conflits territoriaux entre pays d'Amérique latine, afin de se tailler la part du lion.

2. De 1901 à 1933, politique du « gros bâton » :

Cette politique préconisée par Théodore Roosevelt s'évertue à mater par les armes la moindre tentative de rébellion des peuples d'Amérique latine, principalement dans la zone stratégique que constitue la région des Caraïbes, à ligoter l'économie de ces pays, à leur imposer des traités désastreux pour eux et à acquérir des bases militaires partout. En 1901, l'amendement Platt ajouté à la Première Constitution cubaine donne aux USA le droit d'intervenir dans toutes les affaires intérieures de ce pays ; en 1902, ils occupent la base de Guantanamo et interviennent à nouveau militairement en 1906 et 1917.

En 1903, ils provoquent « l'indépendance » de Panama (sécession d'avec la Colombie) afin de s'assurer le contrôle du canal.

En 1907, ils interviennent militairement à Saint-Domingue et occupent ce pays de 1916 à 1924, Haïti de 1915 à 1929, le Nicaragua de 1912 à 1925, puis de nouveau de 1926 à 1934. Ils interviennent militairement au Guatemala en 1920, 1921 et 1931, au Mexique en 1914 et en 1916 afin de contenir la révolution qui a lieu dans ce pays.

Dans ses mémoires, le général S.D. Butler écrit : « J'ai passé trente-trois ans et quatre mois dans le service actif, dans le corps d'Infanterie de Marine, la force militaire la plus active de ce pays. J'ai servi à tous les échelons, de sous-lieutenant à général de division. Et, pendant presque tout ce temps, j'ai occupé des fonctions de première classe pour les grandes affaires, pour Wall Street et pour les banquiers. En un mot, j'ai été un tueur au service du capitalisme... »

3. De 1933 à 1945, politique du « bon voisinage » :

Influencée par le « New Deal » et par la deuxième guerre mondiale, cette politique fut inaugurée par Franklin D. Roosevelt et donna à l'impérialisme nord-américain une nouvelle nouvelle apparence : plutôt que d'avoir recours fréquemment à l'intervention des « marines », il était plus avantageux de mettre en place des gouvernements « amis » qui se chargeraient eux-mêmes de la répression. C'est ainsi que Roosevelt, le libéral et le démocrate, installa au pouvoir pour des décennies les dictatures de Somoza au Nicaragua (après l'assassinat de Sandino, le « général des hommes libres », qui avait résisté à la pénétration impérialiste pendant six ans), de Trujillo à Saint-Domingue, de Batista à Cuba, de Ubico au Guatemala.

4. Après la deuxième guerre mondiale, politique de « solidarité continentale » :

Après la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme se caractérise en Amérique latine par la formulation d'une stratégie continentale, destinée à lui assurer un contrôle plus efficace de l'hémisphère. Cette stratégie trouva son expression juridique avec la « Charte de Bogota » qui créa, en 1948, l'OEA (Organisation des Etats Américains), dont le siège central se trouve à Washington et qui a été surnommée à juste titre « Ministère des Colonies des Etats-Unis ». L'OEA est complétée par le « Traité d'Assistance Mutuelle » de Rio de Janeiro qui recouvre toute une série de traités politico-militaires bilatéraux. Désormais les interventions militaires impérialistes en Amérique latine seront entérinées par tous les gouvernements du continent. L'exemple le plus remarquable reste la « légalisation » par l'OEA du renversement d'Arbenz au Guatemala, en 1954, par la CIA, au nom des intérêts supérieurs de la United Fruit Company. C'est au nom de la « doctrine Monroe » que Cuba a été exclue de l'OEA en 1962, car le socialisme est considéré comme une idéologie « étrangère au continent ».

5. Après la Révolution cubaine :

- Le triomphe de la Révolution cubaine a une double conséquence :
- elle « lèse » les intérêts capitalistes nord-américains dans ce pays ;
 - et, ce qui est beaucoup plus grave, elle fournit un exemple tangible et proche aux autres peuples du continent.

C'est pourquoi l'impérialisme nord-américain tente alors par tous les moyens :

A) de détruire et supprimer la révolution cubaine (invasion de Playa Giron en 1961, crise des Caraïbes en 1962, bombardements, sabotages, blocus économique, tentatives d'assassinats des chefs de la Révolution, tentative d'implantation de contre-guérillas, provocations constantes de la base de Guantanamo, agressions de tous ordres) ;

B) de supprimer à sa manière **les causes** qui rendent possibles les révolutions en « aidant » l'Amérique latine à « progresser » socialement et économiquement : de là est née l'**Alliance pour le Progrès**, chère à Kennedy, soutenue par d'autres instruments de contrôle économique : la BID (Banque Interaméricaine de Développement), le Marché Commun Centro-américain, l'Association Latino-américaine de Libre Commerce, l'AID (Agence pour le Développement International), etc.

L'Alliance pour le Progrès a entre autres à son actif :

- le renversement des régimes démocratiques bourgeois de Bosch à Saint-Domingue, de Goulart au Brésil, des coups d'Etat militaires au Honduras, au Guatemala, en Equateur, au Salvador et en Argentine ;

C) de renforcer la pénétration idéologique et culturelle par les moyens d'information et des « congrès culturels » ; en même temps il tente d'utiliser les Universités pour se livrer à des tâches d'espionnage sous couvert de « recherches sociologiques » : plans « Simpatico », « Numismatico » et autres, et en finançant et dirigeant l'activité des Corps de la Paix ;

D) et surtout de créer un appareil militaire complexe aux ramifications multiples capables de « couvrir » tout le continent :

- possession de bases aéronavales dans tous les endroits stratégiques,
- constitution d'une **Junte Interaméricaine de Défense**, d'un **Conseil de Défense Centro-américain**, d'une **Force Interaméricaine de Paix** qui a eu la tâche glorieuse d'occuper Saint-Domingue après le débarquement des « marines » en 1965,
- renforcement des « missions » militaires nord-américaines dans tous les pays d'Amérique latine,
- entraînement des troupes antiguérillas spécialisées dans des centres spéciaux (Fort Gulick, Fort Bragg, etc.),
- troupes spéciales : « bérets verts », « rangers », etc.

La « doctrine Monroe » est brandie, plus que jamais et elle s'efforce d'allier toutes les politiques précédemment étudiées dans un seul but : conserver à l'impérialisme son hégémonie économique sur l'Amérique latine.

IV. — L'IMPERIALISME ECONOMIQUE ET POLITIQUE.

A) L'Amérique latine appartient au monde « sous-développé » et la plupart de ses pays sont qualifiés de « pauvres ». Alors que la technique et la science sont en progression, la paupérisation absolue de l'ensemble de ses habitants est croissante : mortalité, maladie, faim, manque d'hygiène, misère, chômage, analphabétisme, ignorance, sont en augmentation constante.

Pourtant l'Amérique latine est l'un des continents les plus riches en ressources naturelles. Elle a d'immenses réserves de pétrole, de soufre, d'étain, de zinc, de cobalt, de plomb, de manganèse, de fer, de cuivre, de nickel, et de grandes étendues de terres fertiles. Mais 85 % des sources de matières premières sont sous l'emprise nord-américaine. Elles appartiennent à des compagnies qui portent des noms divers, mais offrent le point commun d'avoir toutes leur siège social aux Etats-Unis et d'appartenir aux grands groupes financiers tels que Rockefeller,

Morgan, Dupont de Nemours, Mellon, Guggenheim, Vanderbilt, etc., et elles s'appellent **Standard Oil Company, United States Steel, Bethlehem Iron Company, International Petroleum Company, Cerro de Pasco Corporated, Anaconda, Kennecott, Hanna Mining Company**, etc. Citons, en tant que cas exemplaire, quelques détails relatifs à la **Standard Oil (Rockefeller)** : c'est elle qui a provoqué la guerre du Chaco, de 1932 à 1935, entre le Paraguay et la Bolivie afin d'éliminer sa concurrente anglaise, la Shell. Aujourd'hui, elle contrôle la majeure partie des gisements et de l'industrie du pétrole dans toute l'Amérique latine. Au Venezuela seul, elle contrôle tous les processus de transformation dans toutes leurs étapes, par l'intermédiaire de sa filiale, la **Creole Oil Corporation**.

Autre exemple : la **United Fruit Company** contrôle plus de 50 % des gains étrangers, donc toute la structure économique de six pays, les fameuses « républiques bananières » d'Amérique Centrale ; et elle a été à l'origine des événements de 1954 au Guatemala, quand la Réforme Agraire commença à s'en prendre à ses biens.

54 % des investissements mondiaux nord-américains s'effectuent en Amérique latine et, pour la période 1956-1965, 2 milliards 893 millions investis ont rapporté **7 milliards 441 millions de dollars de bénéfice**, soit près du triple.

« D'Amérique latine afflue vers les USA un torrent continu d'argent : 4 000 millions par minute, 5 millions de dollars par jour, 2 000 millions par an, 10 000 tous les cinq ans. Pour 1 000 dollars qui nous sont arrachés, il nous reste un mort ! 1 000 dollars par mort, quatre fois par minute. Tel est le prix de l'impérialisme ! » (DEUXIEME DECLARATION DE LA HAVANE.)

B) Tous les régimes du continent, excepté Cuba, se caractérisent par leur soumission vis-à-vis de l'impérialisme US, sans l'agrément duquel aucun ne saurait accéder au pouvoir ou s'y maintenir :

- ils sont éliminés s'ils deviennent trop encombrants (assassinat de Trujillo ; tous les « putsch » qui ne changent en rien l'essence des régimes, mais privilégient momentanément des alliés jugés plus avantageux dans l'immédiat) ;
- ils sont renversés s'il prétendent accomplir une véritable réforme agraire, même modérée, « lésant » les intérêts impérialistes (Guatemala 1954, Saint-Domingue 1962, Brésil 1964), sans avoir su (ou voulu) organiser et armer le peuple ainsi que l'a fait la Révolution cubaine.

Aucun des régimes du continent latino-américain, excepté Cuba, n'est capable de résoudre le moindre des problèmes sociaux et économiques de ses peuples, qu'il s'agisse de dictatures militaires issues de coups d'Etat (Brésil, Argentine, etc.), de gouvernements pseudo-constitutionnels « élus » (Saint-Domingue, Venezuela, Guatemala, etc.), de tyrannies aussi anachroniques que celle de Stroessner au Paraguay (depuis 1954) ou de « démocraties » à prétentions réformistes comme Frei au Chili.

V. — LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE.

Le chemin pris par Cuba, comparativement à tous les autres pays d'Amérique latine, démontre que seule la révolution anti-impérialiste apportera la solution aux problèmes des peuples. Cela ne signifie pas que désormais la révolution se produira partout à la fois de la même manière ; cela signifie que la victoire cubaine a entamé la « deuxième indépendance » du continent et que le processus révolutionnaire est inexorable (de même que les guerres d'indépendance qui se sont étalées sur près d'un siècle).

« Ce fait n'est déterminé par la volonté de personne. Il est déterminé par les épouvantables conditions d'exploitation dans lesquelles vit l'homme du continent américain, par le développement de la conscience révolutionnaire des masses, par la crise mondiale de l'impérialisme et par le mouvement universel de lutte des peuples opprimés. » (DEUXIEME DECLARATION DE LA HAVANE.)

Aujourd'hui il existe des guérillas au Venezuela, au Guatemala, en Colombie, en Bolivie, au Nicaragua. Les avant-gardes révolutionnaires d'autres pays « affilent leurs machettes » en lançant le mot d'ordre de se préparer à la guerre.

Cette guerre sera violente, longue et cruelle et le martyrologue des révolutionnaires tombés au combat est déjà long. Citons pour seuls exemples au cours de ces dernières années : Manolo Tavarez, Juan-Miguel Roman à Saint-Domingue, Fabricio Ojeda au Venezuela, Luis Turcios Lima au Guatemala, Guillermo Lobaton et Luis de la Puente au Pérou, Camillo Torres en Colombie, Casimiro Sotelo au Nicaragua, Coco Peredo en Bolivie et le plus grand de tous, CHE GUEVARA, dont toute l'Amérique latine et les révolutionnaires du monde entier portent le deuil. La mort des révolutionnaires prouve seulement, selon les termes du « Che », **que, dans une révolution, quand elle est véritable, on triomphe ou on meurt**.

En effet, dès 1963, le « Che » disait : **« Il n'y a d'autre alternative que la victoire ou la destruction complète et de longues années d'un pouvoir impérialiste solidement implanté dans les pays opprimés. C'est pourquoi il faut bien méditer, être bien mûr pour la lutte ; mais, quand elle aura commencé, il faudra la continuer jusqu'au bout ; il ne peut y avoir de transactions, il ne peut y avoir de moyen terme, il ne peut y avoir de paix qui ne garantisse qu'à moitié la stabilité d'un pays. La victoire doit être totale. »** (DISCOURS DE CLOTURE DE LA SEMAINE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DU SUD-VIETNAM.)

En effet, si l'ennemi le plus immédiat des peuples et de leurs avant-gardes révolutionnaires sont les oligarchies instables et impopulaires qui gouvernent, leur ennemi principal est l'impérialisme nord-américain, sans lequel les gouvernements et les armées dites « nationales » ne seraient capables de résister au peuple en armes. L'impérialisme s'efforce donc à la fois d'**encadrer** les armées « nationales » avec les conseillers militaires et les « bérets verts », de créer à l'intérieur de ces armées des **groupes tactiques clandestins** pour assassiner et terroriser les populations (MANO, NOA, au Guatemala) et de mettre sur pied des **forces armées interaméricaines** : Junte Interaméricaine de Défense, Conseil de Défense Centro-américain, Forces Interaméricaines de Paix, pour intervenir partout où la « subversion » menace, sans avoir l'air de le faire **directement**.

Cependant, quand il estimera le danger trop grand pour lui, l'impérialisme sera **obligé** d'intervenir directement, comme il l'a fait à Saint-Domingue en 1965, comme il le fait au Vietnam du Sud où ses 500 000 hommes ne suffisent déjà plus contre le peuple, dirigé par le FNL. Tel est le sens du mot d'ordre du « Che » : **Créer plusieurs Vietnam**. Il s'agit d'obliger l'impérialisme à **opérer à visage découvert, sur plusieurs fronts à la fois**.

Et si les causes de l'acharnement impérialiste sont essentiellement politiques au Vietnam, en Amérique latine elles seront autant économiques que politiques : c'est le triomphe de la révolution latino-américaine qui marquera essentiellement l'effondrement de l'impérialisme nord-américain.

VI. — LA SOLIDARITE INTERCONTINENTALE.

Pour triompher d'un ennemi aussi puissant et redoutable et du « panaméricanisme » de la « doctrine Monroe » et de l'OEA, il est indispensable que les peuples d'Amérique latine opposent et mettent en pratique leur panaméricanisme, celui de la **Deuxième Déclaration de La Havane** et de l'OLAS.

« Aucun des peuples de l'Amérique latine n'est faible car ils appartiennent tous à une famille de 200 millions de frères qui souffrent des mêmes misères, abritent les mêmes sentiments, ont le même ennemi, rêvent d'une meilleure destinée et comptent sur la solidarité de tous les hommes et les femmes honnêtes du monde entier. » (DEUXIEME DECLARATION DE LA HAVANE.)

La conférence de l'OLAS s'est ouverte sous le portrait de Bolivar et elle a été clôturée sous celui de Che Guevara qui, tous deux, à un siècle et demi de distance, ont démontré la continuité de la solidarité révolutionnaire interaméricaine, dans leur pensée et dans leurs actes.

La conférence de l'OLAS se situe dans la continuité du congrès de Panama organisé par Bolivar en 1826 ; la lettre de Che Guevara à la Tricontinentale d'avril 1967 fait suite à la « lettre de la Jamaïque » écrite par Bolivar en septembre 1815 et à celle que José Martí écrivit la veille de sa mort, en mai 1895. Les révolutionnaires d'Amérique latine du siècle dernier étaient déjà anti-impérialistes, car leurs peuples et leurs pays furent les **premières victimes** de ce « **stade suprême du capitalisme** » qu'est l'impérialisme.

Malheureusement, l'Amérique hispanique ne put acquérir sa première et pseudo-indépendance qu'au prix de son morcellement. Pendant des décennies, les peuples maintenus dans l'isolement, l'ignorance les uns des autres, eurent à affronter **seuls**, chacun de son côté, leur ennemi commun. L'une des épopées les plus exemplaires et les plus représentatives à cet égard, fut celle de la résistance opposée pendant **six ans** par Sandino, le héros nicaraguayen et son armée d'**hommes libres** à la pénétration des troupes impérialistes.

Pourtant son armée, comme les troupes libératrices de Bolivar, San Martin, Sucre, comprenait des combattants épris de liberté, venus se battre sous ses ordres de tous les coins d'Amérique, de Cuba, du Venezuela, de Saint-Domingue, au Guatemala, etc.

Mais, aujourd'hui, en grande partie grâce à l'existence de la révolution cubaine, la solidarité intercontinentale peut atteindre un degré supérieur comme l'a montré la conférence de l'OLAS.

1. — Les combattants latino-américains peuvent se battre indifféremment en n'importe quel point de leur continent : Francisco Prada, des FALN vénézuéliennes, a dit dans une interview que des révolutionnaires de diverses nationalités se battaient dans leurs rangs ; à l'OLAS, le délégué du Nicaragua a affirmé que des militants du Front Sandiniste de Libération s'étaient battus dans les FAR guatémaltèques ; enfin il y a l'exemple de l'armée internationaliste du « Che » en Bolivie.

2. — En se radicalisant, la lutte permet de tracer une frontière précise entre les vrais révolutionnaires qui se battent déjà ou qui se préparent à se battre, et les pseudo-révolutionnaires timorés qui, tout en affirmant parfois en paroles, la nécessité de la lutte armée, se retranchent dans un prudent « repli stratégique » ou dans une curieuse « paix démocratique », comme au Guatemala et au Venezuela.

3. — Après un certain nombre d'erreurs et de dissensions, les authentiques révolutionnaires se rapprochent les uns des autres et regroupent leurs forces : MIR et FALN au Venezuela, FAR et MR 13 au Guatemala.

4. — La première conférence de l'OLAS et celles qui suivront devront, à plus ou moins brève échéance, rechercher, trouver et appliquer une stratégie et une tactique communes contre l'ennemi commun, ainsi que l'ont clairement exprimé des chefs révolutionnaires comme Douglas Bravo et Fabio Vasquez.

Aujourd'hui, on peut répéter ce que disait le prêtre-guérillero Camillo Torres, en octobre 1965 : **« ... Nous nous rapprochons de plus en plus vite de la révolution latino-américaine... »**

Aux échecs momentanés, comme en ont connus tous les mouvements révolutionnaires du monde, succéderont d'éclatantes victoires. Le « Che » le savait, lui qui écrivait en 1964 : **« Un sang nouveau et jeune a abreuvé les champs d'Amérique pour rendre possible la liberté. Une nouvelle bataille a été perdue ; nous devons prendre le temps de pleurer les compagnons tombés, tandis que nous affilons nos machettes ; grâce à l'expérience malheureuse, mais riche en enseignements, de nos morts chéris, nous devons prendre la ferme résolution de ne pas répéter leurs erreurs et de venger la mort de chacun d'entre eux, en remportant de nombreuses batailles victorieuses qui gagneront la libération définitive. »**

VII. — NOTRE SOLIDARITE.

Aujourd'hui, le plus grand ennemi de tous les peuples est l'impérialisme nord-américain. Au Vietnam comme en Amérique latine, les peuples sont en lutte contre

le même ennemi et le devoir de tous les anti-impérialistes conséquents est de soutenir le combat des uns et des autres.

— Jamais la pénétration des capitaux nord-américains n'a été plus importante que dans la France gaulliste. Dans son discours de clôture au Congrès culturel de La Havane, Fidel Castro a pu parler de « **ces pays européens** » qui s'estiment « **très indépendants, très souverains et très développés** » et il a ajouté : « **Nous savons que l'impérialisme yankee gouverne en Europe à un degré plus élevé peut-être que ce que les Européens eux-mêmes imaginent.** »

— La France gaulliste ne fait plus partie de l'OTAN, mais elle appartient toujours au Pacte Atlantique et elle est toujours membre de l'OTASE (Organisation de Défense de l'Asie du Sud-Est).

Les peuples européens ne peuvent plus séparer leur lutte contre leur propre capitalisme, du combat mondial contre l'impérialisme mené principalement en Asie, en Amérique latine, en Afrique et par le peuple noir à l'intérieur même des Etats-Unis.

C'est aussi sous la protection de l'impérialisme que des pays européens peuvent encore conserver **23 colonies** en Amérique :

- 16 à la Grande-Bretagne,
- 2 à la Hollande,
- 1 au Danemark,
- 4 à la France : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Il nous incombe aussi d'appuyer le désir d'émancipation de leurs peuples. Et si l'impérialisme prouve qu'il n'est pas disposé à reculer devant tous les moyens d'extermination au Vietnam, **quel bain de sang** ne réservera-t-il pas aux peuples de son fief traditionnel, sur son propre continent ?

Les révolutionnaires latino-américains ont besoin de notre solidarité.

Et cela d'autant plus qu'ils ne peuvent compter, dans la plupart des pays, sur les pseudo-révolutionnaires qui ont abandonné le combat — les exemples les plus révélateurs se trouvent au Venezuela et récemment au Guatemala — et mettent au service de la « coexistence pacifique » les moyens et les appareils dont ils disposent.

NOUS NOUS FIXONS POUR TÂCHES :

- de faire connaître la réalité et l'histoire de l'Amérique latine ; ;
- d'apporter un soutien militant et politique à la Révolution latino-américaine et à ses avant-gardes combattantes ;
- de faire connaître et d'expliquer le sens donné à leur lutte par les révolutionnaires latino-américains ;
- d'apporter une aide aux victimes de la répression et aux prisonniers politiques ;
- d'attirer l'attention des organismes internationaux et de l'opinion publique sur les conditions de la lutte et les méthodes utilisées par l'impérialisme.

Nous souhaitons regrouper les courants et les militants organisés ou non, dans des noyaux de base susceptibles d'impulser ces tâches à un niveau national ou local et mener notre action seuls, ou unitairement avec d'autres organismes, selon les possibilités.

Nos moyens d'action seront, selon les événements et les circonstances, colloques, meetings, réunions de tous ordres, affichage, tracts, communiqués par voie de presse, etc., publication régulière d'un bulletin ou de recueils de documents.

Notre soutien à la Révolution latino-américaine doit être politique ! Il ne saurait être détaché de notre soutien au peuple vietnamien ! Car, selon les termes du « Che », « **l'Amérique aura pour tâche la création du Second ou du Troisième Vietnam ou du Second et Troisième Vietnam du monde** ».

Mars 1968.

Elle fut également à l'origine de la « lettre à Asturias » qu'elle demanda à de nombreux intellectuels français de signer, en février 1968, et de « l'hommage au peuple guatémaltèque » de la même date.

LETTRE A MIGUEL ANGEL ASTURIAS, PRIX NOBEL DE LITTERATURE, AMBASSADEUR DU GUATEMALA A PARIS.

Monsieur l'ambassadeur,

Nous avons récemment pris connaissance par la presse de la situation tragique de votre pays où des organisations d'extrême-droite liées à l'armée et connues sous les sigles de MANO, NOA, etc., enlèvent et assassinent de nombreux Guatémaltèques en toute impunité. L'*Economist* de Londres écrit que « **le terrorisme d'extrême-droite, qui se fait au nom de l'anticommunisme, a rapidement remplacé le danger communiste comme menace principale** » et qu'il a coûté la vie à plus de mille personnes en 1967.

Dans un message, les évêques guatémaltèques ont déclaré : « **Nous ne pouvons rester indifférents alors que des populations entières sont décimées, surtout dans la région nord-est, que le nombre des orphelins et des veuves augmente chaque jour — victimes innocentes de luttes mystérieuses et de vengeances — et que des hommes de plus en plus nombreux sont violemment arrachés à leurs foyers par des inconnus qui les séquestrent en des lieux ignorés, ou qui les assassinent lâchement puis abandonnent les cadavres atrocement mutilés et profanés...** »

Nous savons, monsieur l'ambassadeur, que vous vous êtes retiré de la vie politique lors du renversement du gouvernement révolutionnaire de Jacob Arbenz, en 1954 et que vous avez refusé tout lien avec les gouvernements anticonstitutionnels qui se sont succédé pendant douze ans au Guatemala, choisissant de passer en exil la plupart de ces années.

Si vous avez accepté le poste d'ambassadeur à Paris en août 1966, c'est parce que le nouveau président, Julio Cesar Mendez Montenegro, avait été élu démocratiquement, que lui et la plupart des hommes qui accédaient au pouvoir étaient issus comme vous de la révolution d'octobre 1944, qu'ils se présentaient devant le peuple comme les successeurs des gouvernements d'Arévalo et d'Arbenz et qu'ils s'engageaient à respecter la Constitution.

Mais peut-on dire aujourd'hui que l'ordre constitutionnel a été rétabli au Guatemala ? Non, répondent l'archevêque et les évêques. Non, dit l'Ordre des

avocats. Non, disent la direction de la Faculté des Sciences juridiques et sociales, le rectorat de l'Université, l'Association des Etudiants Universitaires et toute l'élite intellectuelle de votre pays, dans des déclarations diverses.

Nous avons entre les mains un document émouvant, le testament politique écrit sous forme de « lettre ouverte aux hommes du gouvernement », par M. Alfonso Bauer Paiz, sociologue estimé, professeur à l'Université de San Carlos, ancien ministre de l'Economie du gouvernement Arbenz, qui vit dans la clandestinité parce qu'il est menacé de mort par la MANO et qu'il « **préfère la fosse mortuaire en terre guatémaltèque à la mort en exil** ». Selon les propres termes de M. Bauer Paiz, aucun des principes pour lesquels ont lutté les deux premiers gouvernements révolutionnaires n'est appliqué, bien au contraire : « **Nous voyons, vingt ans après, avec une profonde amertume, écrit-il, que la plupart de ces principes sont foulés au pied. L'institution judiciaire est menacée, on porte atteinte à l'autonomie universitaire et municipale ; on utilise des procédés juridiquement monstrueux (...); on commet des crimes contre les individus ; on nie les droits des paysans et on les maintient dans l'indigence ; on hypothèque les mines et les hydrocarbures et on enchaîne le pays par des dettes qui ont été justement dénoncées par le vice-président de la République en personne. Non seulement le Guatemala est une succursale de la United Fruit Company, de l'International Railways of Central America, de l'EEGA (Entreprise Economique Agricole Guatémaltèque), mais il est devenu en plus une garantie hypothécaire pour les compagnies financières étrangères...** »

« **On parle beaucoup, déclare par ailleurs M. Bauer Paiz, de la nécessité d'en finir avec la violence, mais les personnalités universitaires, terrorisées comme beaucoup de Guatémaltèques, ne disent pas toute la vérité au peuple. On signale la VIOLENCE, mais pas ses racines. La VIOLENCE au Guatemala n'est pas née par génération spontanée : elle est due à un éclatement de la misère, de la faim, des inégalités sociales, des injustices et autres maux dont souffre notre peuple.** »

Et les évêques disent de leur côté : « **Nous partons d'un fait clair, nous ne sommes pas satisfaits de la situation actuelle de notre patrie (...) Personne ne peut nier que notre réalité sociale et économique est terriblement injuste et déséquilibrée, qu'un changement s'impose dans les structures viciées...** »

Dans de telles conditions, il est évidemment impossible de mettre en parallèle « la violence de l'extrême-gauche » et la « violence de l'extrême-droite » et il serait de mauvaise foi de limiter le rôle du gouvernement depuis plus d'un an à celui d'un arbitre. D'autant plus que les moyens dont dispose cette extrême-droite, l'impunité dont elle jouit, ses méthodes mêmes, ne sont pas sans évoquer certains souvenirs dans notre mémoire. Par exemple, le témoignage d'un ancien instructeur des « Special Forces » de Fort Bragg (Caroline du Nord, USA), M. Duncan, devant le tribunal des crimes de guerre au Vietnam, en novembre dernier. M. Duncan a longuement décrit certains des plans mis au point et réalisés par la Central Intelligence Agency (CIA) au Vietnam du Sud, plans auxquels il a personnellement collaboré : l'un d'entre eux consistait à former des groupes de militaires sud-vietnamiens entraînés à assassiner, en dehors de l'armée, les gens suspects d'aider le FNL, en laissant sur les cadavres « **une carte de visite avec un œil blanc** », afin de créer un choc psychologique chez l'ensemble de la population. Et M. Duncan ajouta : « **Certaines variantes sont employées dans d'autres pays où les « Special Forces » opèrent, au Guatemala en particulier. Au Guatemala, on utilise une main. On laisse la main comme signal pour avertir les gens de ne pas aider les guérillas...** »

Monsieur l'ambassadeur, vous nous êtes particulièrement proche parce que vous avez passé de longues années en France, parce que c'est ici que vous avez fait vos débuts d'écrivain et que ce sont des écrivains français, Paul Valéry, Francis de Miomandre, Roger Caillois qui, les premiers, ont reconnu votre talent et fait connaître votre œuvre.

C'est pourquoi il est de notre devoir de vous demander de répondre à la question suivante : est-ce que ce ne sont pas les intellectuels et le peuple guatémaltèques, auxquels vous vous êtes si parfaitement identifié dans votre œuvre et dans votre vie, que l'on assassine aujourd'hui ?

HOMMAGE AU PEUPLE GUATEMALTEQUE.

Le Guatemala vit en état de siège : les policiers casqués et armés patrouillent dans la capitale et le pays tout entier est investi par l'armée. Pourtant les meurtres signés par la MANO, la NOA et autres organisations d'extrême-droite ne cessent pas et aucun coupable n'est appréhendé : depuis un an, **trois à cinq citoyens guatémaltèques disparaissent chaque jour**. Les corps sont retrouvés, criblés de balles, torturés, mutilés, difficilement reconnaissables. C'est que les coupables font eux-mêmes partie de l'armée, encadrée par des « assesseurs » nord-américains. C'est que le régime de Julio Cesar Mendez Montenegro est une **dictature militaire constitutionnelle**.

Le pays tout entier appartient à la **United Fruit Company**, à la **International Railways of Central America** et aux banques nord-américaines. Ce sont leurs intérêts que protègent l'armée, la police et le régime de Mendez Montenegro. **Tous les hommes du gouvernement** ou liés à lui sont également complices. Parmi eux, Miguel Angel Asturias, **Prix Lénine** et **Prix Nobel**, aujourd'hui ambassadeur du Guatemala à Paris et qui a sans doute oublié qu'il fut l'auteur de **Monsieur le Président** et du **Pape Vert**.

Nous **soutenons** l'appel de l'organisation de Solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (OSPAAAL) en faveur d'une Journée de Solidarité avec le peuple guatémaltèque.

Nous **dénonçons** la répression cruelle et systématique dont il est victime.

Nous **affirmons** notre solidarité avec les combattants héroïques des Forces Armées Révolutionnaires et du Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre, qui luttent pour libérer leur pays.

**CENTRE CHE GUEVARA
DIFFUSION, PROPAGANDE, SOLIDARITE ANTI-IMPERIALISTE
POUR L'AMERIQUE LATINE**

Le cinéma, la critique de cinéma comme la réalisation de films, cela représente une part importante de la vie de Michèle. Comme l'explique Denis Berger dans son témoignage, c'est sans doute dans ce domaine qu'on voit le mieux le problème qui se posait à elle, lorsqu'elle prit conscience du fait que l'engagement révolutionnaire est un tout. En effet, elle aimait le cinéma, le journalisme, elle en aurait volontiers fait son métier (elle en avait la capacité). Mais, pour « faire carrière », pour faire sérieusement ce métier, il fallait y consacrer une trop grande partie de son temps, il fallait renoncer à un engagement révolutionnaire complet.

Ce qui nous préoccupe ici, ce n'est pas le rapport entre Michèle et le cinéma ; c'est la vie, c'est la leçon de Michèle, militante révolutionnaire. C'est pourquoi nous nous bornons à rappeler que, durant la guerre d'Algérie, elle conçut aussi une part de son militantisme sous l'aspect cinématographique, aidant à la réalisation, à la diffusion de films interdits, animant le groupe de « Cinéma parallèle » qui sortit l'été 1960, court-métrage de Yann Le Masson, basé sur des dessins d'enfants algériens réfugiés en Tunisie, accusation formelle contre le colonialisme français ; elle s'occupa aussi beaucoup du Ciné-Club « Action », qui diffusait des films interdits (dont Octobre à Paris, long-métrage « parallèle » dépeignant la lutte des Algériens en France et la féroce répression qui les frappait) mais aussi des films autorisés, avec visa de censure, objets et prétextes de débats où l'on « parlait politique », sans complexe. Elle diffusa auprès des militants algériens du Front des films du GPRA.

La plupart des articles de critique cinématographique de Michèle sont recueillis dans le numéro spécial-hommage que lui a consacré la revue Positif (elle était membre du comité de rédaction de cette revue ; ce numéro spécial contient en outre des photos, des témoignages et la reproduction des articles qui furent publiés dans différents endroits au moment de sa mort). Ici, nous avons voulu reproduire quelques-uns de ses articles qui participaient plus directement à son combat politique, qui marquaient combien, à l'occasion de la critique de cinéma, l'on pouvait mener un certain combat à la fois culturel et politique, finalement unique.

Ce qu'elle écrit sur Etoiles, il faut se rappeler que c'est en 1960, à un moment où de « belles âmes » voulaient bien protester abstraitement contre les aspects les plus déplaisants de la répression colonialiste française en Algérie, mais refusaient toute solidarité politique avec les combattants algériens.

ETOILES. (Cinéma 60. N° 45.)

Une juste récompense au dernier Festival de Cannes offre au public des Champs-Élysées qui n'en croit pas ses yeux, l'occasion de se familiariser avec le cinéma bulgare (l'une de ces petites productions nationales chères à Georges Sadoul). Evidemment, **Etoiles** (par ailleurs réalisé par un Allemand) est le meilleur des dix films annuels de ce pays, mais c'est aussi — ne l'oublions pas — le meilleur des films sortis ce mois-ci sur les écrans parisiens, ce dont je m'abstiendrai de tirer aucune conclusion.

Cependant, les formules publicitaires ou laudatives dont on enveloppe ce beau film risquent de dissimuler sous de mauvaises raisons, les très bonnes raisons qu'il y a de l'aimer : « l'amour plus fort que le racisme » laisse percer une admiration naïve pour un amour qui arrive à supplanter la différence de race... « la guerre inhumaine qui interdit un amour pur entre deux êtres purs »... « une revendication de la vie privée contre le siècle »... « l'exaltation de notre confiance dans la fraternité des hommes »... nous voici dans le pays connu des généralités confortables qu'il ne viendrait à l'idée de personne de contester. Certes, la plupart des films « pacifistes » se contentent d'énoncer des constatations du genre : « Regardez comme la guerre c'est triste, affreux, criminel, inhumain »... « Oh ! oui, c'est bien vrai ! », disent les bonnes gens au sortir de la salle, bouleversés pour quelques minutes... Au plus, comme dans le récent et caractéristique **Chiens, à vous de crever**, les films dénoncent un coupable, LE coupable. De toute façon, aucune gêne, aucun sentiment de culpabilité ni de responsabilité ne s'introduira dans la bonne conscience des spectateurs. Le sort des films de guerre qui, refusant « l'objectivité », « l'impartialité », pourraient gêner cette tranquillité d'âme, est réglé d'avance : rappelons pour mémoire, qu'il nous est définitivement interdit par la censure actuelle de voir **Les Sentiers de la Gloire** et **Morambong**.

Il convenait donc d'édulcorer la morale d'**Etoiles**, qui remue les bonnes consciences et appellent passionnément à l'action, et de la ramener au rang d'un messianisme lénifiant, c'est-à-dire inoffensif.

Etoiles n'est pas vraiment un film de guerre, puisqu'on n'y assiste à aucun combat : c'est, pendant la guerre, vers l'été 1943 semble-t-il, une sorte de chronique locale d'un petit village bulgare occupé par les troupes allemandes, et commentée au début et à la fin par un narrateur bulgare, impersonnel, parlant au nom de tous les habitants ; pourtant cette voix, si elle permet dès le début et sans équivoque aux auteurs de montrer où va leur sympathie, s'intéresse avec prédilection à un personnage, le sous-officier allemand Walter (incarné par Jürgen Frohriep, du **Berliner Ensemble**), et c'est lui, ses pensées, sa conduite, ses actes, sa transformation, je dirais « sa prise de conscience » si l'expression n'était pas galvaudée, qui conservent tout au long du film la place primordiale.

Civil jeté malgré lui dans la guerre, Walter, que ses supérieurs appellent par dérision Rembrandt, est peintre et se définit lui-même comme un raté, bien qu'il passe ses journées à dessiner, au détriment de la tâche dont il est censé s'acquitter : la surveillance des ouvriers bulgares. Mais, comme lui ne se considère pas vraiment comme un soldat, il est en quelque sorte douloureusement surpris de la défiance que lui témoignent la plupart des habitants du village. Démoralisé, pessimiste (il est revenu boiteux du front russe), il juge le monde et les événements du dehors « en artiste » qui ne se veut pas concerné par la folie des hommes : « Il y a eu le Moyen Âge, la Renaissance, l'Âge d'Or, maintenant c'est l'Âge de l'Idiotie générale », dit-il à son camarade le lieutenant, en ajoutant : « Les hommes sont redevenus des chimpanzés. » Mais ce jugement implique naturellement une

restriction tacite : « Tous... **sauf moi** » ; il reste, quant à lui, étranger à ce monde dément...

Mais un convoi de Juifs grecs dirigés sur Auschwitz loge quelques jours dans l'école du village. A travers les fils de fer barbelés, une jeune fille s'adresse à lui afin d'obtenir du secours pour une femme dont l'accouchement immédiat s'annonce mal. Comme il refuse, elle le regarde avec mépris : « Tous les Allemands sont pareils ! Vous n'êtes pas des hommes, mais des bêtes sauvages... » Walter est stupéfait, indigné de se voir rejeté avec les autres Allemands, sans distinction et, parce qu'il n'est pas foncièrement mauvais, il revient avec un médecin...

Ruth, la jeune fille juive, est la première qui lui ait jamais jeté pareille accusation au visage. D'abord il proteste, il veut se justifier, prouver qu'il n'est pas responsable : « Je ne l'ai pas voulu », et Ruth répond : « Mais vous ne l'avez pas empêché !... » Deux promenades sous les étoiles avec la jeune fille qui se sait absurdemment condamnée, mais continue de croire dans la volonté humaine et dans l'avenir, alors que lui invoque le Mal et la Fatalité, émeuvent en Walter ce qu'il faut bien appeler sa conscience ; il commence à aimer la jeune fille qui a dit : « Aimer quelqu'un, c'est faire quelque chose pour lui, ou vouloir le faire... »

Alors, tout à coup, il refuse l'inaction ; il veut agir, faire évader celle qu'il aime. Mais il est trop tard : quand il arrive au camp, les Juifs sont partis sous la pluie, entassés dans des wagons à bestiaux cadénassés et marqués : « Juifs - Pologne »... Walter ne reverra jamais Ruth.

Désormais l'idéaliste qui faisait de mémoire le portrait de la jeune fille au moment même où celle-ci se retournait sur le quai de la gare pour tenter d'apercevoir sa silhouette au dernier moment, cet idéaliste, qui n'avait pas tout à fait les pieds sur terre, est mort : Walter est personnellement touché par la guerre qui lui a pris celle qu'il aime ; il est consterné, car il a un compte à régler : il est mûr pour l'action. Lui qui s'était fait le complice des résistants en volant des médicaments par « humanité » et peut-être par un certain goût de l'aventure, mérite maintenant toute leur confiance, il fait partie des leurs : « Vous avez besoin d'armes ? » demande-t-il à Pitko, le partisan, en revenant de sa course inutile à la gare. Et, tandis que le train qui transporte les Juifs s'enfonce sous un tunnel et que Ruth garde le visage collé contre les barreaux du dernier wagon, les paroles de la chanson du poète juif Mordeshai Gebirtig (assassiné en 1942, lui aussi) défilent sur l'écran : « Ça brûle, frères, ça brûle - L'aide est seule entre vos mains - Si la ville vous est chère... Prenez les pelles - Prouvez que vous le pouvez. » (C'est l'air de cette même chanson qui forme le leitmotiv de la musique du film.) Avec cette fin, tout ne fait que commencer pour Walter.

Etoiles, on le voit, n'est pas fait pour la paix des digestions et interpelle directement, avec une logique féroce, le spectateur : « Vous prétendez désapprouver telle guerre, mais vous restez passif : donc vous êtes complice ; sinon, faites quelque chose... » Voilà une morale qui conserve son actualité quinze ans après la fin de la seconde guerre mondiale... Il est trop facile de plaider non-coupable, comme le firent Gøring, Von Papen, Keitel et autres Ribbentrop lors du procès de Nuremberg, comme le ferait sans doute le lieutenant qui partage la chambre de Walter. Responsable des Juifs durant leur passage dans le village, il s'acquitte de sa tâche sans enthousiasme, mais avec scrupule ; il n'est en rien coupable, il exécute les ordres de ses supérieurs. Il est ce que Walter pourrait être : rescapé comme lui du front russe, il savoure un bien-être qui ressemble à des vacances ; au lieu de peindre, il mange, il boit, il caresse les Bulgares (au féminin) qui veulent bien se laisser faire et, bon garçon, cherche à faire plaisir à son ami Walter en le laissant se promener la nuit avec la jeune juive.

S'il écrase du bout de sa botte la quinine « interdite » qui a été trouvée chez les Juifs et n'hésite pas à priver, en représailles, le camp de nourriture, il se montre poli et jamais grossier ; il fait en somme son travail.

Les Juifs l'écoutent, muets, dans une sorte d'incompréhension résignée, l'étoile cousue sur le cœur, enfants de ce peuple pacifique, voués au sacrifice plutôt

qu'à la lutte et dont on aime mieux faire des martyrs que des héros. Pourtant, et c'est ce qui surprend le plus Walter, cette résignation n'est pas désespérée : un très long travelling, d'une grande souplesse, découvre les Juifs l'un après l'autre, dans l'école qui les héberge provisoirement, se livrant aux menues occupations de la vie, soignant les malades et apprenant à lire aux enfants, comme si leurs jours n'étaient pas comptés... Cette foi immense en l'avenir, cette confiance dans les hommes et cette participation à la souffrance de chacun, sont les traits caractéristiques de Ruth. Elle a un grand pouvoir de communication, au figuré comme au propre, puisqu'elle parle le grec, l'allemand et le séphardi (dialecte issu de l'espagnol que parlent les Juifs méditerranéens).

L'histoire d'amour qui s'ébauche entre Walter et Ruth et se clôt sur le goût d'un baiser bref et furtif ne ressemble que lointainement à celle d'**Hiroshima** : elle se résume à deux nuits, sorte de parenthèse à la vie réelle, où les jeunes gens se promènent dans les rues désertes du village, sur un pont, sur une colline, en parlant de la vie plus que d'eux-mêmes, suivis à une dizaine de mètres par un soldat ensommeillé. C'est un rêve où des surimpressions donnent aux rêves une dimension nouvelle, où les voix ont les sonorités étranges, ponctuées d'une admirable musique de harpe... Resté seul, Walter pourrait se demander s'il n'a pas rêvé l'existence de la jeune fille, mais il serre dans ses doigts une étoile souillée, détachée d'un vêtement, qu'il a ramassée sur le quai de la gare, et Ruth lui a dit : « Chacun a son étoile dans le ciel ; si elle se décroche, on meurt » — « Vous portez la vôtre sur la poitrine », a-t-il répondu, et elle a répété : « Si elle se décroche, on meurt. » L'étoile jaune, au lieu d'une marque infamante, devient ainsi un signe merveilleux de vie et d'espoir et Walter, en la serrant dans sa main, tel un symbole tangible, se doit de lutter pour donner un sens à la mort de Ruth...

Dans tout le film, on retrouve une symbolique des objets qui, à l'encontre des préoccupations d'un Bresson qui déshumanise l'homme à leur profit, prolongent si bien les hommes qu'ils en acquièrent à leur tour une vie propre, qu'il s'agisse du briquet de Pitko, de la chaîne avec laquelle Walter a l'habitude de jouer, de ses dessins ou de la poupée de chiffons des Juifs bulgares.

Il resterait bien des choses à dire sur l'atmosphère du village occupé, sur les « collaborateurs » et sur ceux qui disent « non », résistants, maquisards, sur l'orgie campagnarde, sur la foire où un camion bourré de soldats casqués et traînant un canon semble faire partie d'une kermesse, tandis que tourne un manège, « roue » dont le centre a la forme d'une énorme étoile à six branches...

Quelle est la part du scénariste bulgare Angel Wagenstein et celle du réalisateur allemand Conrad Wolf (fils de l'écrivain Friedrich Wolf), il est difficile de le déterminer. Se connaissant depuis longtemps puisqu'ils ont tous deux fait des études à l'Institut de cinéma de Moscou, ils ont dû collaborer étroitement, l'un donnant aux idées de l'autre une forme à la fois recherchée esthétiquement et immédiatement perceptible aux sens, lyrique et rigoureuse (Wolf a dessiné le film plan par plan sur papier avant la réalisation) : sincérité + métier + talent font d'**Etoiles** l'un des très grands films, internationalement parlant, de ces dernières années, l'un des rares films qui, mettant le spectateur passif en accusation, le pousse à l'action, c'est-à-dire à la révolte, ce que d'aucuns nomment « trahison ».

Michèle FIRK.

On discutait beaucoup, à Positif et ailleurs, de cinéma et de politique. Des projets de regroupement se discutaient ; d'autres revues de cinéma (Miroir du Cinéma, Contre-champ) allaient, dans des sens divers, apporter leur avis au débat. De façon surtout polé-

mique, Michèle définissait alors une conception engagée de la critique. Elle eut l'occasion, par la suite, de se retrouver assez proche de Carta, qu'elle combat ici, lorsqu'elle le rencontra dans un combat anti-impérialiste effectif, et qu'il participa également à la bataille du « cinéma parallèle ».

LE CINEMA ET LA POLITIQUE. (Positif. N° 33, avril 1960, et n° 34, mai 1960.)

I. Sur la critique.

Un monsieur peu au courant de questions cinématographiques constata, il y a quelques semaines, la coexistence de plusieurs revues françaises de cinéma et s'étonna de leur viabilité : « Elles doivent toutes dire la même chose ; quelles peuvent bien être leurs différences ? », demanda-t-il. La tentative d'explication de son interlocuteur fut interrompue dès les premiers mots ; saisi d'une stupéfaction aussi désolée que sincère, le monsieur s'écria : « Alors, là aussi il y a de la politique ! » Encouragé à donner son point de vue, il bâtit un discours autour des mots de « pureté », d'« art », de « souillure », de « dégradation » et le termina sur une métaphore (qui parut le satisfaire), où la politique était représentée comme « le ver qui s'introduit subrepticement dans un beau fruit, afin de s'en repaître et de le gâter ».

Qu'un monsieur d'âge juridiquement et physiquement adulte portant sur sa propre intelligence un regard empreint de contentement, puisse, en janvier 1960, émettre de tels propos ne prêterait qu'à la raillerie s'il représentait un cas unique et isolé. Mais, hélas ! point n'est besoin de mener une enquête approfondie pour s'apercevoir qu'il n'en est rien, et tout effet généralisé de la bêtise (ou de la naïveté) mérite qu'on s'y arrête.

Donc, pour un certain nombre de gens, le cinéma est une chose, la politique en est une autre. Ce sont eux aussi qui affirment non sans vanité que : « Moi, je ne lis pas les journaux » ; et : « Moi, vous savez... la politique ne m'intéresse pas... Je n'ai sur les événements aucune opinion... » (De la même manière un condisciple se vantait au lycée, en classe de seconde de n'avoir jamais lu une ligne d'un auteur qui ne fit partie stricte du programme des cours.) « La politique est une chose, le cinéma en est une autre... » « Il faut sérier les questions et ne pas mélanger les torchons avec les serviettes... » Profondes paroles, pensées qui vont loin... Si la politique n'a rien à voir avec le cinéma, dès lors tout est permis ; tout est admis.

On admet qu'un critique opérant à **France-Observateur**, journal affirmé politiquement de gauche, assure régulièrement la critique cinématographique du **Parisien Libéré**, journal affirmé politiquement de droite qui lui procure une tribune plus vaste. L'avantage évident de cette méthode ?... Si, solidaire du papier imprimé, son article est saisi par l'ensemble de l'hebdomadaire pour un éditorial « portant atteinte au moral de l'armée », par exemple, l'opinion du critique ne sera pas perdue... puisque diffusée grâce au quotidien... Une différence ?... Imperceptible : ce ne sont pas les mêmes lecteurs qui en profiteront.

On admet qu'un critique voltige des colonnes du **Monde** à celles de **Combat**, et cesse de papillonner autour des **Lettres Françaises** (directeur : Aragon) pour se poser avec grâce sur **Paris-Jour** (« le nouveau quotidien du matin », directeur : Del Duca).

On admet que tel journal, ou telle revue d'opinions dites « avancées », chante les louanges d'un film aussi ouvertement réactionnaire que **Le déjeuner sur l'herbe...**

On admet, on admet...

Au fait, que n'admettrait-on pas ?

Mais un minimum de sérieux nécessite clarté et netteté : il peut se présenter trois sortes de cas, ni plus, ni moins, chez un critique de cinéma (de quotidien ou d'hebdomadaire car, dans les revues peu nombreuses, le problème n'apparaît pas aussi lumineux). Il est entendu qu'il n'existe aucun journal quotidien ou hebdomadaire qui n'accorde pas une place prépondérante à la politique (les journaux consacrés exclusivement aux arts se situent aussi politiquement par le choix de leurs collaborateurs, de leurs thèmes, leurs positions, le ton de leurs articles, etc.). Ou bien le critique est « apolitique », ou bien il « a des opinions politiques », ou bien il est « engagé politiquement ». Apolitique, il examinera les films uniquement selon certains critères subjectifs, moraux, formels et fera de la « critique impressionniste » ou « esthétique », etc. Il ne verra nul inconvénient à exposer ses jugements où que ce soit, pourvu qu'il ait l'assurance d'être imprimé et lu. S'il a des opinions politiques, il vote pour un parti, y adhère, y milite même peut-être... **et, par ailleurs**, il fait de la critique de cinéma en reléguant lorsqu'il prend la plume, ses opinions politiques dans un « no man's land » de l'arrière-conscience... C'est ainsi que, connu comme « homme de gauche », il peut écrire dans un « journal de droite », et vice-versa, c'est-à-dire dans un journal avec lequel il se trouve forcément en désaccord sur des valeurs fondamentales, sur l'Etat, la société, la religion, sur les remèdes à apporter à certaines situations et même sur l'existence et la gravité de ces situations ; il accomplit son travail de critique sans se poser de problème, pour assurer son bifteck : c'est la position la plus brouillonne, la plus trouble, la plus suspecte. Car, comme le note Sartre dans ses **Réflexions sur la Question Juive**, « il est impossible de professer d'un côté des opinions antisémites et d'être par ailleurs un brave homme, généreux et philanthrope... L'antisémitisme est une attitude globale devant le monde, un choix de sa propre personne ; de la même façon, il est impossible de professer d'une part certaines opinions politiques ou philosophiques et de s'en dégager pour tout autre rapport avec le monde ».

En effet, et j'en arrive au troisième cas, si un critique a vraiment des opinions politiques, il est « engagé » et ses jugements en matière cinématographique seront influencés (sans méconnaître les questions formelles, subjectives...) par ses opinions, c'est-à-dire par telle ou telle conception du monde ; il prendra dans tous ses actes, et, entre autres, dans ses critiques cinématographiques, une **position** envers ce monde ; cette position seule est non pas louable mais normale, non pas intégrale mais rationnelle.

Un critique sincèrement monarchiste ne pourrait pas écrire dans **Le Libéraire**, s'il est révolutionnaire, il ne saura collaborer au **Figaro**, s'il est communiste, il ne songera pas à entrer à **L'Aurore**. Il serait ridicule de continuer. Et qu'on ne vienne pas dire : « Untel, « gauchisant », s'est glissé dans un journal ultra, il va faire du bon travail, sans en avoir l'air... » Mis à part les temps de guerre et dans la clandestinité, je ne crois guère que l'on puisse faire « du bon travail », « sans en avoir l'air ». Untel n'amènera pas ses lecteurs à se transformer par la magie de sa plume, mais s'ils ne l'obligent pas à démissionner (eux, ou son rédacteur en chef) ce sont ses lecteurs qui l'amèneront à modifier l'expression de sa pensée avant de modifier sa pensée elle-même. D'ailleurs, il ne faut pas oublier non plus que la responsabilité d'un jugement critique dans un journal dépasse l'individualité des signataires : à l'entrée des cinémas d'exclusivité, le public est informé que **Paris-Press** (sous la signature de Michel Aubriant), trouve le film génial, que **Le Monde** (sous la signature de Jean de Baroncelli) lui en recommande vivement la vision et que **France-Soir** (sous la signature de France Roche) y a pris un vif plaisir. C'est ainsi, juste répartition de la solidarité journalistique, que rédacteur en chef, éditorialiste et préposé à la rubrique des chiens écrasés sont également

responsables devant le lecteur de l'opinion du journal, c'est-à-dire de celle du critique de cinéma, de ses humeurs, de sa bile, ou de ses complexes freudiens...

Responsabilité lourde en vérité et dont les critiques n'ont pas toujours conscience.

Mais quand un critique sait qu'il compte parmi les plus lus, parmi les plus influents, les plus respectés, quand il sait qu'il est considéré dans son pays et à l'étranger comme le représentant des opinions d'une large partie de la gauche française, il n'a plus le droit d'être frivole. Il n'a pas le droit de se faire le défenseur ardent, l'âpre champion des scléroses et des tares d'un cinéma « jeune », mais déjà vieillot. Georges Sadoul, grand historien, critique important, chante les louanges des balbutiements pénibles du fils-de-la-ligne-de-mire-à-papa ; il vante l'anarchie « osée » et combien dérisoire, vide, vite à bout de souffle, d'un triste « héros d'aujourd'hui », il vante les pauvres audaces de l'amour-au-château le plus répugnant, le plus conventionnel et le plus plat, qui n'a rien pour mettre l'eau à la bouche, (Delly adapté par un Gourget soudain prétentieux) ; il vante l'humilité et la résignation aberrantes d'une quelconque et simplette histoire...

Alors ? Sa sincérité ne fait aucun doute, mais quels sont ses critères ? Que veulent les lecteurs qui le considèrent comme leur guide ? Existe-t-il une critique de gauche ? Si oui, quel rôle doit-elle jouer ?

Ou bien le cinéma serait-il une chose, la politique une autre ? Le monsieur évoqué au début de cet article aurait-il raison tout à coup ? Au fond, toutes les revues ne disent-elles pas la même chose sur les mêmes films, n'admirent-elles pas les mêmes hommes ?

En somme l'art plane au-dessus des partis politiques, l'art n'est pas, n'a pas à être « engagé » : vive Jacques Laurent ! vive Kenneth Anger !

II. Sur l'engagement et la condition sociale du réalisateur.

L'écartèlement de nos grands-pères entre l'art « engagé » et l'art « non engagé » fait aujourd'hui sourire les intellectuels les moins préoccupés de la réalité. L'Art qui plane au-dessus des partis, de la vie politique et sociale... est, au même titre que l'Amour platonique, un mythe, cultivé par les mêmes sociétés et qui a perdu de son éclat depuis quelques lustres... La résolution fameuse du Parti bolchévique, qui affirmait, en 1925, que « dans la société de classes il n'y a pas et il ne peut y avoir d'art neutre, quoique la notion de classe, dans les arts en général, et dans la littérature en particulier, s'exprime sous des formes infiniment plus diversifiées que, par exemple, en politique », rappelle opportunément que ni Jacques Laurent, ni Kenneth Anger ne planent bien haut, au-dessus des partis et que « la littérature, c'est la littérature, et la politique, c'est la politique » de Wells proposant à Gorki de créer un club littéraire où l'on ne ferait pas de politique, relève d'une conception idéaliste du monde, sans cesse démentie par la réalité.

Par ailleurs, comme le notait encore récemment notre ami Bolduc, le cinéma est une industrie, et c'est donc la branche artistique la plus fortement organisée en entreprise capitaliste. Plus encore que l'écrivain, que Marx d'un point de vue strictement économique définissait comme « un ouvrier productif non parce qu'il produit des idées, mais parce qu'il enrichit le libraire-éditeur et est donc salarié par un capitaliste », le réalisateur de films est un salarié productif. Dans l'engrenage de la production cinématographique, sa situation est originale, comme le faisait remarquer Louis Seguin (1) ; elle se rapproche de celle de l'ingénieur dans la production industrielle : employé par le patronat (les producteurs) à la fois comme spécialiste d'une technique et comme dirigeant d'un personnel (l'équipe), il se trouve par la dualité de cette fonction, mais aussi grâce à l'importance de son salaire, et à sa position de créateur intellectuel, dans une zone privilégiée et ambiguë.

(1) *Positif* n° 31. (Quoi de neuf ?)

Son mode de vie le rapproche du patronat, comme son éducation, le milieu dont il est issu étant toujours (sans qu'il soit nécessaire, je pense, de le prouver à l'aide de **n'importe quel** exemple précis) la bourgeoisie.

Mais l'insécurité du marché d'un « produit de luxe » tel que le film, ajoutée au fait qu'il est victime de la spéculation des producteurs, des distributeurs, des exploitants (c'est-à-dire entrepreneurs et marchands) et surtout la toute-puissance de l'Etat qui, par le jeu des décrets et des censures, a pratiquement droit de vie et de mort sur lui, mettent la plupart des réalisateurs de film en demeure de combattre pour sauvegarder leur liberté d'expression, donc de s'opposer au régime.

L'influence exceptionnelle du cinéma sur le public, qu'analyse longuement Edgar Morin est résumée par Bunuel d'une manière admirable (2) : « ... assis confortablement dans une salle obscure, ébloui par la lumière et le mouvement qui exercent sur lui un pouvoir quasi-hypnotique, fasciné par l'intérêt des visages humains et les changements instantanés de lieux... le spectateur de cinéma, en vertu de cette espèce d'inhibition hypnagogique, perd un pourcentage important de ses facultés intellectives. » C'est justement cette influence qui conduit l'Etat à surveiller d'aussi près un art qui peut être un auxiliaire précieux ou une arme redoutable selon celui qui l'anime. Il est révélateur que les ouvrages de Frantz Fanon (*) ou de Francis Jeanson se vendent dans toutes les librairies en 1960, alors que **Moranbong**, film de J.-C. Bonnardot, soit à la même époque totalement interdit par le Ministre de l'Information, parce qu'il « oppose l'attitude du Chinois libérateur à celle des troupes de l'ONU, montrée sous un jour peu favorable alors que la situation de la Corée n'est pas définitivement réglée ». De la même manière, et malgré la menace des saisies, les journaux disposent d'une certaine liberté, dans la mesure où ils sont les porte-parole des différents partis politiques, alors que les Actualités Françaises d'une semaine, signées Gaumont, Pathé ou Eclair-Journal ont un air de famille que les esprits subversifs peuvent trouver suspect. Vous connaissez l'histoire : « Monsieur désire pour son dîner ? » — « Eh bien, mais, montrez-moi la carte... » — « Je veux dire : de quelle manière Monsieur souhaite-t-il qu'on lui accommode les nouilles ? »... En Espagne au moins, les choses sont simplifiées sans hypocrisie puisqu'il ne paraît qu'une série unique d'actualités hebdomadaires, le NO-DO, organe d'Etat, qui lui appartient, comme la Régie des Tabacs.

J'é disais que les empiètements multiples de l'Etat sur la liberté des créateurs, et spécialement des réalisateurs de films, font que ces derniers s'opposent au régime qui représente pour eux une menace constante, et se trouvent ainsi jetés souvent malgré leurs convictions profondes dans les rangs des « hommes de gauche », dont ils adoptent certaines revendications. Car, à moins de faire une apologie totale du système social dans lequel ils vivent, donc d'en devenir en quelque sorte le porte-parole (et peu m'importe que ce soit de bonne ou de mauvaise foi), ce que furent en leur temps Rossellini en Italie fasciste, Leni Riefenstahl en Allemagne hitlérienne, Elia Kazan en Amérique maccarthyste, Tchiaourelli en U.R.S.S. stalinienne et Gance en France pétainiste, pour ne citer qu'eux, le réalisateur sera, c'est évident, en désaccord (du moins partiel) avec le régime de l'Etat dans lequel il vit. Oubliant ainsi le principe fondamental du « qui bene amat, bene castigat », qui fait la fortune des chansonniers, l'Etat et l'Eglise fustigent leurs meilleurs amis ; deux exemples récents nous en fournissent la preuve : un film absolument respectueux des valeurs morales bourgeoises traditionnelles, **Les Liaisons dangereuses**, dont toute mère de famille devrait recommander la vision à ses filles pour illustrer dignement la lecture des Dix Commandements, a subi et continue de subir toutes les tracasseries possibles de la part

(2) Bunuel : *Poésie et Cinéma* (*Cinéma* 59, n° 37).

(*) Depuis que cet article a été écrit, un livre de Fanon a été interdit et saisi.

du gouvernement, des municipalités et des ligues familiales et religieuses, interdit qu'il est à l'exportation et dans diverses circonscriptions, ne pouvant être vu que par les plus de 18 ans et bénéficiant de la cote 5 de la Centrale Catholique. De la même manière le très orthodoxe Fellini voit son dernier film, *La dolce vita*, interdit aux fidèles par l'office catholique du cinéma italien et dénoncé publiquement par Sa Sainteté Jean XXIII en personne. Voilà donc des amis de l'Ordre, devenus les parangons de l'opposition et revendiqués à ce titre par ceux qu'ils auraient plutôt tendance à considérer comme leurs ennemis, probablement à leur profond étonnement et à leur gêne non moins profonde...

Les films véritablement offensifs sont **impossibles** à faire par les réalisateurs trop honnêtes ou trop naïfs qui appellent un chat un chat et ne lui connaissent pas d'autre nom : seuls la parabole chère à Kast, un certain comique destructeur (pour ça, voir les lumineuses explications de Kyrou), ou une forme de tricherie qui fait prendre aux imbéciles les vessies pour des lanternes, permettent à de rares esprits libres, Chaplin, Bunuel, Franju, de secouer les fondations mêmes du monde où nous vivons. Les autres, bien forcés d'accepter des concessions, qui deviennent des compromis, sinon des compromissions s'ils n'y prennent garde, parviennent à glisser quelque message, mais sous la constante menace de « **dépeindre l'exceptionnel, même atroce, et de justifier par là implicitement, ce qui ne l'est pas, exceptionnel, comme les vertus populaires, nationales ou domestiques** », et de ne pas mettre « **en cause la Société où ils vivent, seulement ses écarts ou ses excès...** Il semble que les porteurs de message ne puissent que s'inscrire dans le périmètre défensif de la Société qu'ils voulaient attaquer ou accuser » (3).

Il reste enfin ceux qui croient à la pensée, force ordonnatrice du monde, à la conciliation intellectuelle et pacifique et se jugent de bonne foi indépendants et autonomes, ce qui fait d'eux des opportunistes sans le savoir ; les « **objectivistes** » qui recherchent « **les rapports constants entre les phénomènes** », oubliant ou ignorant la conception marxiste de « **la liaison interne et nécessaire entre deux apparences** » ; et surtout les individualistes qu'une citation empruntée à Kautsky sur les intellectuels (dans une étude sur Franz Mehring), analyse remarquablement « **Il (l'intellectuel, pour nous le réalisateur de films) ne peut acquérir quelque importance qu'en faisant valoir ses qualités personnelles. La pleine liberté d'exprimer son individualité lui apparaît comme la première condition de réussite dans son travail. Il ne se soumet qu'avec peine à un but déterminé et il s'y soumet par nécessité, mais pas par élan personnel** ». Et Kautsky ajoute : « **Il ne reconnaît la nécessité de la discipline que pour la masse, mais non pas pour l'élite et, bien entendu, il se classe dans l'élite.** »

Cette dernière phrase devrait permettre d'éviter bien des confusions et de replacer à l'intérieur de leurs véritables limites les professions de foi, les revendications, le point de vue et la morale de bien des auteurs de films.

Sur la critique de gauche.

Il est remarquable que les critiques, intellectuels eux-mêmes, donc d'une forme d'esprit très proche des réalisateurs, représentant, d'autre part leurs lecteurs, lesquels se recrutent parmi le public, entrent dans le jeu et, victimes plus ou moins volontaires d'erreurs et de confusions, se servent de leurs tribunes pour prêcher la mauvaise parole...

Je ne parlerai que de cette partie fluctuante et variable de la critique qui se donne à elle-même et non sans fierté le doux nom de « critique de gauche ». Nul n'ignore que, déployé, l'éventail de la gauche française est si vaste qu'il couvre le centre en empiétant presque sur la droite, et qu'à l'honnêteté cynique

de Lucien Rebatet-François Vinneuil, d'autres préfèrent une hypocrisie qui donnera toujours le change aux âmes pures. Il semble même qu'un certain pirandellisme entre en vigueur pour définir cette très sérieuse notion de critique de gauche : « Tu te crois à gauche, mais moi je considère que tu es à droite et que c'est moi qui suis à gauche, bien que tu prétendes que je suis à droite... » Et les modérés, connus pour leur inévitable libéralisme, d'applaudir à tant de complexité : « Chacun sa vérité ; d'ailleurs il n'y a pas une vérité... tout dépend de la manière dont on envisage la chose... », le chanoine Kir et le Révérend Père Bigo réunis ne sauraient trouver mieux.

C'est ainsi qu'on renverra les extrémistes dos à dos, dans le rassurant « il y a les fascistes de gauche comme les fascistes de droite, oui, ma chère »... afin de se réfugier dans la zone douillette et non périlleuse de la compréhension large de vue et d'opinion : est-il besoin de souligner combien cette largeur de vue à sens unique est en fait une apologie pure et simple de la société actuelle ?

Pour l'approche d'une définition j'ai relevé les réponses de Jean Carta (*Témoignage Chrétien*) et Raymond Borde (*Positif* et *Temps Modernes*) à une enquête sur la critique, dirigée par Philippe Esnault dans *Cinéma 59* (N° 33) et je jure n'y avoir éprouvé aucun plaisir pervers. Le rédacteur de *Témoignage Chrétien* qui, comme son nom l'indique... écrit : « **Journaliste de gauche, écrivant dans un hebdomadaire de gauche...** », tandis que Borde déclare, péremptoire : « **Nous sommes de gauche... Nous sommes, est-il besoin de le dire, athées...** Et à l'affirmation de Carta : « **Notre premier critère doit être — et ne peut qu'être — esthétique** », Borde répond, dans un harmonieux duo : « **Nous pensons que la critique de cinéma doit être, en premier lieu, une critique de contenu** » ; si, conciliant, il ajoute : « **Nous sommes évidemment sensibles aux qualités formelles** », Carta s'empresse d'admettre : « **Il me semble que la critique de gauche doit soutenir... des œuvres... dont les préoccupations politico-sociales ne soient pas non plus absentes.** »

Etre ou ne pas être critique de gauche n'est que le prélude à des divergences, critiques justement : « Ce film est-il ou n'est-il pas de gauche ? » Il est heureux pour le cinéphile du samedi soir en quête du plus grand nombre de garanties, mais à la réflexion troublant pour l'homme-qui-se-pose-des-questions que peut être ce même personnage, d'apprendre que Louis Chauvet et Georges Sadoul ont des opinions rarement contraires sur les mêmes films, alors qu'incontestablement leur choix sera distinct sur une liste électorale.

En revanche un choix électoral identique n'empêche nullement de fondamentaux désaccords sur un film donné...

Que le cinéma soit langage, soit, mais à quoi sert le langage sinon à s'exprimer ? Encore que le temps se charge de dire qui avait tort ou raison, vivent les querelles de forme ! Mais existe-t-il des querelles de forme ? Qui peut encore accepter l'idée qu'académisme et art moderne n'engagent pas le fond des œuvres ?

Je ne saurais cacher plus longtemps que je crois qu'il existe ceux qui ont tort et ceux qui ont raison... Zazie saurait résumer mon opinion sur la critique de gauche, englobant celle que m'inspire la notion tout entière de gauche-eci et gauche-cela, en une formule brève et percutante.

Je crois qu'un critique marxiste (et ce n'est pas là où vous dirigez instinctivement le regard qu'il faut espérer en trouver), doit avoir avant toute chose des notions d'histoire, rattacher les œuvres à un courant, un contexte historique, mais surtout à l'ensemble des œuvres d'un même auteur, et l'œuvre à l'homme en tenant compte des changements de l'homme qui s'expliquent d'ailleurs par l'œuvre... Par exemple, une étude définitive de Marcel Oms (*Positif* n° 38) montre la continuité de l'œuvre rossellinienne depuis *Le Navire Blanc* (1942) parce qu'il n'ignore pas plus *L'Homme à la Croix* que *Rome, ville ouverte*, au contraire de la plupart des exégètes de Rossellini. Par exemple, Michel Delahaye consacre un long article au *Qulet one* (*Cinéma 59*) sans jamais mentionner que le film date de 1949 et que son auteur Sydney Meyers fut, avec Strand, un fondateur de « *Frontier Film* ». Par exemple, seul de la presse (*Lettres Françaises*), P.-L. Thirard rappelle

(3) Pierre Kast : *Des confitures pour un gendarme* : *Cahiers du Cinéma* n° 2.

que le réalisateur d'**Impudeur** et du **Troisième sexe**, sortis l'été dernier sur les écrans est Veit Harlan, auteur du **Juif Süss**, etc. Les exemples ne manquent pas.

Je crois qu'un critique marxiste cultive la notion d'auteurs de films et en rejette avec horreur la politique : il aime le Renoir de la **Règle du Jeu** et pas celui de **Déjeuner sur l'herbe** (et ce n'est pas contradictoire avec l'exemple de Rossellini puisque dans les deux cas il tient compte de l'évolution de l'artiste). Je crois qu'il n'est pas plus indulgent envers la petite révolte du fils-à-papa qu'envers le gâtisme du vieillard goutteux.

Je crois qu'il déteste la gentillesse des brav' gens bien d'chez nous et la résignation des pauv' bougres qui s'arrangent comme ils peuvent et acceptent leur destin.

Inutile donc de dire que je suis **totale**ment du côté de Borde.

Je me propose d'ailleurs de revenir sur la question de la critique, de son choix et de ses raisons, à l'aide d'exemples précis.

Michèle FIRK.

(A suivre.)

N.-B. — Dans notre prochain numéro, Michèle Firk terminera son article à l'aide de citations extraites de critiques de films. Nous publierons d'autre part les réponses de Roland Barthes, Pierre Billard, Raymond Borde, Albert Cervoni, Jean Domarchi, Philippe Esnault, René Guyonnet, Louis Marcorelles, Marcel Martin, Edgar Morin, etc., à la question : « **Donnez votre opinion sur la critique de gauche ainsi qu'une définition de cette critique.** »

Déjà, en conclusion, l'annonce d'une « suite » qui ne fut jamais écrite. L'activité des « réseaux de soutien » accapare Michèle.

Voici ce qu'elle écrit de **Come back Africa**.

COME BACK AFRICA. QUE VIVA AFRICA.

Un jour, un Mexicain et un Africain feront peut-être les plus beaux films du monde ; en attendant ce jour-là, le plus beau film mexicain est signé d'un nom russe et le plus beau film africain d'un nom américain.

Come back Africa est un film surprenant : ses défauts apparents, ses maladroitures se révèlent être, à l'examen, des qualités. Réalisé selon la méthode zavattinienne bien connue, à partir de faits réels avec des acteurs non-professionnels jouant à peu près leur propre personnage dans leur décor familial, ce pourrait être un film « néo-réaliste », mais d'une construction un peu maladroite et parfois discutable. Décivant la vie misérable des noirs de Sophiatown, bidonville des environs de Johannesburg, ce pourrait être un documentaire, quoique manquant d'homogénéité, disent certains, et souffrant de carences. Ce pourrait être un pamphlet dénonçant une iniquité sociale qui révolte les gens de cœur (et n'y a-t-il pas une majorité de gens de cœur ?) mais la rigueur dans le développement lui fait quelque défaut.

Pourtant, la richesse et la valeur de **Come back Africa** sont plus complexes

et bien plus admirables : **Come back Africa** est un film qui dit la vérité. Non pas une « Afrique vue par un Américain », la vérité de Rogosin, non pas « Moi un noir », la vérité de Zachariah, le personnage principal, mais la vérité, c'est-à-dire que **Come back Africa** est un film que saluerait Bertolt Brecht. Saluons aussi Rogosin, parce que, pour dire la vérité, tel Franju dans **Hôtel des Invalides**, il a rusé et triché en faisant croire au gouvernement Sud-Africain qu'il tournait un film folklorique.

« ... LA VIOLENCE BESTIALE DU PEUPLE A COURTE VUE... »

Le héros, Zachariah, natif de Zouloulouland, est un paysan qui n'a rien d'un héros ; c'est un brave garçon, un peu borné, égoïste, qui semble donner raison aux définitions chères aux blancs sur la « nature noire » : « grand enfant joueur », il oublie sa misère pour rire à son image rencontrée dans un miroir ; de la même manière, Rogosin promène sa caméra dans les ruelles infectes où des groupes dansant et jouant de divers instruments de musique se constituent spontanément et gaiement... « Paresseux », Zachariah danse, affublé d'un châle appartenant à sa patronne au lieu de faire le ménage. « Voleur et menteur », il boit le whisky de ses patrons, dissimulé dans l'armoire, remplace sans vergogne le liquide absorbé par de l'eau et refuse d'avouer son méfait. « Ingrat », il rudoie celle qui voulait le rendre heureux, pour ne pas s'attirer d'ennuis. Soumis à ses « supérieurs » blancs, il se montre lui-même tyrannique envers sa femme, un peu comme les mineurs du **Sel de la Terre**. Le copain de Zachariah ment effrontément au garagiste, chipe de la nourriture dans les plats qu'il sert au restaurant. « Ivrognes », les noirs se réunissent dans une taverne où ils boivent ; « insouciant », ils abandonnent une conversation sérieuse pour chanter, etc. Enfin, « bagarreurs », ils forment des clans ennemis : les « tsotsis », sorte de voyous terrorisant les autres et c'est Marumu, leur chef, qui tuera Vinah, la femme de Zachariah.

« TU NE M'AS PAS MONTRE LA MECHANCETE DES PAUVRES, MAIS SEULEMENT LEUR PAUVRETE. »

Mais Lionel Rogosin ne prend pas les effets pour les causes. Et de même qu'un de ses personnages dit : « Je ne cherche pas à excuser Marumu ; je veux expliquer Marumu », Rogosin montre les causes simplement, avec une objectivité savante qui les rend plus poignantes : il montre Zachariah écrivant à sa femme une lettre où il lui demande de l'argent parce que, bien qu'accomplissant dans une mine un travail de forçat, il ne gagne pas assez pour vivre. Il montre des hommes obligés de se plier à des besognes qui leur sont complètement étrangères. Zachariah est un homme de la terre : une femme le prend à son service, comme domestique, on en fait un garçon de restaurant, ou un ouvrier dans un garage, sur une route. Non préparé, ignorant, il ne comprend pas ce qu'on exige de lui, il ne comprend pas les reproches de sa patronne, pas plus que si elle lui parlait le langage d'une autre planète, ce qu'elle-même traduirait par : « C'est un sauvage, un sauvage. » Rogosin montre les domestiques à qui il est interdit de boire de l'alcool, à qui il est interdit de recevoir dans leur chambre une personne de sexe opposé, fussent-ils époux, sous peine de la voir arrêtée par la police. Il montre Zachariah, renvoyé de place en place, sans motif, et tributaire d'un permis de travail qu'on lui renouvelle ou pas suivant, semble-t-il, le bon plaisir des autorités.

Aucun plaisir « qui s'achète » n'est à la portée de Zachariah et de ses amis. Que leur reste-t-il sinon le chant, la danse, l'amour ? (Dans d'autres pays, les bourgeois reprochent aux ouvriers de ne penser qu'à boire et à faire des enfants.) Dans cette société sud-africaine à mi-chemin entre l'esclavage et le régime capitaliste, des êtres simples, primitifs comme Zachariah, ne comprenant rien aux motifs des blancs, ne cherchant pas à comprendre et admettent implicitement l'existence d'une fatalité mystérieuse qu'il faut accepter avec résignation : « C'est

comme ça parce que c'est comme ça. » Zachariah ne se révolte pas, il dit : « Je suis sûr que je vais encore avoir des ennuis. » Ce qui ne manque d'ailleurs pas d'arriver.

« J'AIME LE PEUPLE, SON ESPRIT SIMPLE ET DROIT, C'EST SEULEMENT L'ODEUR... »

Pourtant, il est admirable que Rogosin ait su voir et faire voir cela, les blancs, employeurs des noirs, ne sont pas des persécuteurs cruels, assoiffés de sang, des « méchants » contre lesquels nous sentirions monter en nous des flots de haine, comme la chère Mrs Beecher-Stowe excellait à en décrire. Ce sont au contraire de braves gens qui, tels les bourreaux de Barbara Graham dans *Je veux vivre*, semblent eux-mêmes en proie à un déterminisme. La patronne n'est pas méchante avec Zachariah : elle ne demande qu'à le garder et c'est lui qui, par son « inconduite » l'oblige à le chasser ; elle se plaint aussi de ce que son domestique précédant l'ait quittée avec ingratitude bien qu'elle ait soigné ses enfants... Le brave hôtelier est satisfait des services de Zachariah, mais il est forcé de le renvoyer, non sans tristesse et en lui versant une semaine de gages supplémentaire, parce qu'une folle (qu'il *sait* folle), a prétendu que Zachariah avait voulu la violer... Même l'ingénieur bourru, vers la fin du film, veut bien l'engager et promet de s'occuper de son permis de travail, « car, dit-il, toi, on te ferait attendre trop longtemps ».

Mais cette gentillesse ne peut être que fausse, comme « l'amitié » de Maître Puntila pour son valet Matti, car même les meilleurs patrons, tel le mari de la harpie-à-la-soupe-aux-champignons, considèrent les noirs comme d'une autre race, inférieure évidemment. Et ce qu'ils préconisent, eux, les hommes libéraux, surtout fatigués d'entendre crier et tenant avant tout à leur tranquillité, c'est en somme ce que prêchent les salutistes de la *Sainte-Jeanne-des-Abattoirs* : « Il faut qu'il y ait des classes, mais plus de haine de classes... »

« UN BON MAITRE, ILS EN AURONT UN DES QUE CHACUN SERA LE SIEN. »

Mais le jugement sur les blancs et les libéraux, est donné au cours d'une admirable séquence, que Louis Seguin, dans le n° 31 de *Positif*, rapproche de celle de la psychologue des *400 Coups*. Rogosin (c'est aussi la méthode employée par Karel Reisz dans *Nous, ceux de Lambeth*) a donné à ses acteurs quelques lignes de force, leur a expliqué à peu près ce qu'il voulait d'eux, puis il les a laissés improviser devant la caméra et parler d'eux-mêmes, dans cette taverne où ils se retrouvent clandestinement pour fumer, boire, bavarder et chanter, non sans craindre toujours une descente de police... L'un d'eux, le plus intelligent, le plus évolué, explique le goût de la violence de Marumu avec une justesse extraordinaire et les phrases prononcées sur les libéraux, plus dangereux encore que les oppresseurs, valent d'être rapportées : « Il y a, dit l'un, l'exquise jeune femme qui croit que tout peut s'arranger autour d'une tasse de thé, « détendez-vous, buvez... » Et un autre : « Les libéraux ne veulent pas d'un noir adulte, ils veulent d'un noir qu'ils puissent protéger ; ils nous promettent le droit de vote, mais ils gardent le pays », et cette phrase sublime : « Qu'ils nous donnent le pays, nous leur donnerons le droit de vote ! » Nous voyons enfin, à côté de Zachariah, qui ne comprend pas très bien ce qui se dit, mais aime écouter, des gens lucides, intelligents et prêts pour la lutte, des hommes qui ne se résigneront plus longtemps.

« ON PEUT TIRER BEAUCOUP DE CHOSES DE L'HOMME, IL PEUT VOLER, IL PEUT TUER, MAIS IL A UN DEFAUT, IL PEUT PENSER. »

Zachariah, mûri par les épreuves, deviendra l'un de ces hommes. Pris dans une rafle, la nuit, par des policiers (qui auront du mal à résister au plaisir de

violer Vinah), parce qu'il partage la chambre de bonne de sa femme, il sort de prison pour la trouver assassinée par Marumu. Ce dernier ne voulait probablement pas la tuer, mais effrayé par ses cris il a serré son cou pour la faire taire... Alors Zachariah pousse une plainte gutturale et se met à casser toute la vaisselle qu'il rencontre et à lancer sur la table d'énormes coups de poing, tandis qu'en quelques plans défilent des moments typiques de l'enfer de sa vie. Ces coups de poings de Zachariah ne s'adressent pas toujours aux meubles, semble suggérer Rogosin. C'est l'éveil...

« IL EST DIFFICILE DE DIRE LA VERITE. »

Non seulement Rogosin a employé la ruse pour tourner ce qu'il voulait, mais son film lui a coûté plus d'un an de travail constant en Afrique du Sud et bien des difficultés dont il a su sortir victorieux. La musique (c'est un documentaire spécialement basé sur la musique noire qu'il avait prétendu faire) donne son rythme au film, une chanson que chante une femme noire magnifique, accompagnée par les claquements cadencés des mains, un groupe de petits musiciens qui soufflent dans une sorte de flûte (comme le fait déjà l'ainé des deux enfants de Zachariah) ; et la musique des tam-tams sur les toits et les cheminées à l'aube, faisant écho à la sirène qui réveille les travailleurs, la musique sur le flot pressé des hommes qui se rendent à leur besoin en rangs serrés, presque comme des soldats ou des prisonniers, la musique sur la promenade de Zachariah et de Vinah à travers le grouillement populaire. Cette musique fait du film tout entier une sorte de long halètement coupé de pauses, de cris, de pleurs, de soupirs et de hurlements. Du cinéma, Rogosin a un sens musical instinctif, et Zachariah serait dans l'orchestre la trompette, toujours présente et qui parfois fait un solo : c'est pourquoi il est absurde de reprocher au film son manque d'homogénéité. Le style de Rogosin existe, fait de sensibilité à l'approche des êtres et des choses. Rogosin ne dit pas seulement la vérité, il sait la dire. Que viva *Come back Africa*, le plus brechtien des films ; est-il plus beau compliment ?

Michèle FIRK.

Deux autres films, dont on voit bien ce qui a attiré en eux l'attention de Michèle : Les Bains, à un moment où la lutte pour la déstalinisation est ressentie comme toujours à mener, et Déjà s'envole la fleur maigre, parce qu'il s'agit d'une vision sans concessions, d'un réquisitoire social, sur un sujet délaissé par le cinéma « commercial », et de plus, d'une œuvre réalisée en dehors du système traditionnel.

Trente ans après. *LES BAINS*. (Positif. N° 54-55. Juillet-août 1963.)

Dans son discours prononcé au plénum du Comité Central, Staline fixa comme toute première tâche au Parti Bolchevik, « le mot d'ordre de l'autocritique, le mot

d'ordre du renforcement de la lutte contre le bureaucratisme et du renforcement de l'épuration de l'appareil soviétique. »

C'était en avril 1929.

La même date marqua l'adoption par le PCUS du premier Plan Quinquennal qui allait drainer tous les efforts, toutes les énergies du pays, et devenir pour plusieurs années avec des résultats moins heureux, le centre de gravité de toute sa production littéraire et artistique, ce qui devait aboutir en 1934 à la naissance du **réalisme socialiste**.

En 1929, après avoir trois années durant dirigé un grand nombre de poèmes contre le bureaucratisme, Maïakovski écrivait une pièce de théâtre qui correspondait aux objectifs indiqués, puisque **Les Bains « lavent (ou plus simplement lessivent) les bureaucrates »** et exaltent le Plan Quinquennal symbolisé par la Machine du Temps, merveilleuse invention qui permet de voyager dans l'avenir mais se heurte aux obstacles que lui dresse l'appareil bureaucratique et son principal représentant, Pobedonossikov, le Grand Coordinateur.

Définie par Maïakovski comme « **un spectacle** », « **une tentative de faire des planches une tribune** », « **une pièce journalistique** »... qui « **ne comporte pas d'hommes vivants** », mais des **tendances animées** », « **un drame en six actes, avec cirque et feu d'artifice** », cette pièce fut la dernière du poète qui se suicida en avril 1930, un mois après la première représentation, qui eut lieu à Moscou. Il avait auparavant lu **Les Bains** devant les auditoires ouvriers de nombreuses entreprises dont le jugement semble avoir été très favorable, tandis que la critique des journaux se déchaînait contre lui et le forçait à défendre son œuvre au cours de plusieurs débats publics en de longues explications et de courts poèmes-slogans résumant son attitude authentiquement révolutionnaire :

« **Un médicament fort**
vous est nécessaire.
Les propos secrets,
rendez-les publics.
Pour les maladies
internes l'on se sert
d'un remède
interne
l'autocritique. »

et son respect du public, c'est-à-dire du peuple :

« **Il y en a qui disent :**
le spectacle délasse,
mais est
incompréhensible
aux larges masses.
Du genre grand seigneur
que l'on se débarrasse.
Tout aussi bien que vous
sait comprendre
la masse. »

La mort de Maïakovski a constitué pour le bureaucratisme une immense victoire qui ne s'est pas arrêtée là. Il a fallu attendre vingt-six ans pour que le XX^e Congrès permette à Nazim Hikmet d'écrire **Ivan Ivanovitch**, la pièce qui renoue exactement avec la verve satirique des **Bains**, il a fallu attendre trente ans pour que, peu à peu, comme des blessés longuement maintenus dans un plâtre doivent réapprendre par une longue gymnastique à se rendre maîtres de leur corps et de leurs mouvements, les artistes soviétiques réapprennent à écrire, à composer, à peindre, à faire des films. Il a fallu attendre trente-deux ans pour que la pièce de Maïakovski, **Les Bains**, soit adaptée à l'écran par Youtkévitch, l'un de ses vieux amis qui l'avait déjà mise en scène au théâtre, avec Ploutchek. Passionné par le cinéma dont il avait compris les infinies ressources, mais en butte là aussi à une

longue suite d'expériences malheureuses (la plupart de ses scénarios étaient refusés comme « **incompréhensibles pour les masses** » par des administrateurs parfaitement incompétents en matière artistique), Maïakovski avait alors repris d'un scénario abandonné intitulé **A bas la graisse**, le personnage du Grand Coordinateur des **Bains**. Le fait d'avoir fait un film d'animation est donc on ne peut plus fidèle à « l'esprit » de Maïakovski. Le fait que Youtkévitch ait pris comme collaborateur Antonin Karanovitch, jeune cinéaste d'animation, auteur du remarquable **Nuage amoureux** (présenté à Annecy l'année dernière) film qui marque la véritable naissance d'un cinéma d'animation pour adultes en Union Soviétique n'est pas moins positif. L'emploi d'affiches et de dessins futuristes de Maïakovski, le cinémascope, le mélange de divers moyens d'animation, marionnettes, dessins, taches, l'introduction d'un acteur réel, auteur présumé du film discutant de sa vraisemblance avec la marionnette Pobedonossikov qui trouve infiniment plus « vrai » et plus « artistique » que sa propre représentation un numéro de girls, perfidement anamorphosé, l'usage de morceaux d'actualités, quelques très bons moments sur triple écran et l'« interprétation » de la femme phosphorescente venue de l'avenir par « la Paix » de Picasso, sont autant de trouvailles heureuses, d'une importance incontestable pour l'avenir du film d'animation en URSS, c'est aussi une date en ce qui concerne l'œuvre de Youtkévitch qui semble retrouver avec d'autres cinéastes de sa génération (comme Romm dont Kyrout analysait **Les neuf jours d'une année** dans **Positif** n° 53) une seconde jeunesse.

En Union Soviétique, cependant, l'accueil de la critique et des milieux hostiles en 1930 à Maïakovski, a été extrêmement froid vis-à-vis du film. Il ne faut pas oublier en effet que, pour les créateurs, tout n'est pas devenu par miracle subitement simple et que, lors des réunions des écrivains et artistes soviétiques de ces derniers mois, on a vu se dessiner des courants contradictoires, des réajustements de positions et même un certain freinage dans le flux de la déstalinisation culturelle et intellectuelle (exemple parmi d'autres : cinq mois après la publication dans **La Pravda** de son long poème, **Les Héritiers de Staline** et des éloges officiels qu'il lui attira, Evtouchenko — pour être allé trop loin ? — a dû faire son autocritique devant l'Union des Ecrivains Soviétiques). Mais il aurait fallu être bien innocent pour croire que la marche de la déstalinisation ne connaîtrait pas aussi quelques pas en arrière... Replacés dans leur contexte, **Les Bains** sont indiscutablement une œuvre courageuse. J'ai gardé pour la fin les quelques doutes qu'ils me procurent, sous forme de questions.

La pièce de Maïakovski était une autocritique « au présent », elle dénonçait, en 1929, le bureaucratisme de 1929 : est-il aussi valable de dénoncer le bureaucratisme de 1929 en 1962 ? N'est-il pas un peu trop facile de critiquer uniquement le passé, de rendre un seul homme responsable des erreurs d'une génération d'hommes, et d'omettre de pousser l'analyse et donc la critique et donc l'autocritique jusqu'à ses prolongements les plus récents ? Tandis que l'obédonossikov qui représente indiscutablement pour Youtkévitch, Staline et ses semblables, sont jetés « à la poubelle de l'Histoire », l'apparition répétée de Khrouchtchev dans les actualités finales, symbole du changement, n'est-elle pas encore contraire à l'esprit de Maïakovski ?

POUR UN CINEMA LIBRE. (Positif. N° 56. Novembre 63.)

Déjà s'envole la fleur maigre

Paul Meyer est l'auteur de ce remarquable court-métrage dont **Positif** n'a malheureusement jamais parlé. **Klinkaart**, chronique de la première journée de travail d'une jeune ouvrière dans une briqueterie d'il y a cinquante ans où le patron exerce traditionnellement le droit de cuissage : la jeune fille, épuisée par un **labeur très dur** qu'elle exerce pour la première fois, est en butte aux moqueries,

aux allusions grivoises de ses compagnes endurcies, car elles sont aussi « passées par là », et, le soir, résignée, elle se dirige seule vers la porte derrière laquelle l'attend le seigneur... On nous a assurés que cette histoire d'une époque révolue aurait encore en certains lieux des résonances modernes...

Trois ans plus tard, c'est-à-dire en 1959, Meyer, qui travaille à la télévision belge, fut chargé de réaliser un court-métrage sur les écoles multilingues du Borinage, dont l'existence est rendue nécessaire par la présence d'une nombreuse main-d'œuvre étrangère. Son séjour dans le bassin minier orienta différemment son travail en lui faisant concevoir une œuvre beaucoup moins étroite : celle du Borinage tout entier dont les écoles ne sont qu'un des aspects et surtout une conséquence. Aidé par une petite équipe d'amis, ajoutant de l'argent de sa poche, il tourna alors un long-métrage qu'il mit plus d'un an à terminer, le son ne put être enregistré en direct, ce qui est dommage, et le résultat n'a plus que de lointains rapports avec la commande primitive, ce dont n'ont pas manqué de se rendre compte les commanditaires. Il est à souhaiter que la sélection de ce film par l'Association de la Critique pour sa semaine au Festival de Cannes l'aidera enfin à trouver des débouchés, et surtout donnera à Meyer la possibilité de continuer, même au rythme d'un film tous les trois ans.

Déjà s'envole la fleur maigre... dont le titre est emprunté à un poème de Salvatore Quasimodo, n'est pas exactement un film « militant », c'est plutôt l'exemple d'un cinéma libre, auquel seule dans la petite Europe l'Italie est capable de consacrer une partie de sa production et de sa distribution.

L'histoire se résume en trois mots : Borinage, charbonnage, chômage... Une famille d'Italiens du Sud, la mère et les quatre enfants viennent rejoindre le père devenu mineur. Emigrés, dépourvus de tout, plus désorientés encore que Rocco et ses frères dont la langue était au moins comprise de leurs interlocuteurs du Nord, ils ne sont forts que d'une richesse, le fait de constituer une famille. C'est l'histoire du premier jour, comme dans **Klinkaart** : on s'était figuré que la situation du père était meilleure ; la mère se met à l'ouvrage, les enfants ouvrent des yeux un peu effrayés, le fils aîné sera mineur aussi, lui qui voudrait être mécanicien ; les petits garçons s'adaptent les premiers, car les premiers, après avoir été l'objet de moqueries, bizutage par lequel tous les nouveaux arrivants étrangers doivent sans doute passer, ils font partie de la petite communauté de l'école, mêlés aux Belges, Italiens, Grecs, Polonais, réunis par les échanges de casse-croûte et surtout par l'initiation au Grand Jeu défendu : les courses où assis sur de larges plateaux de fer, ils se laissent glisser du haut des terrils abandonnés, enveloppés de poussière, de charbon, dans un bruit assourdissant et au grand dommage des fonds de culotte. Le premier soir, le curé et le contremaître, ce dernier, italien, installé là depuis trente ans, qui tire son profit de l'importation plus ou moins clandestine de ses compatriotes (depuis la catastrophe du puits de Marcinelle, où la plupart des victimes étaient italiennes, le départ des mineurs a, en principe, été interdit par leur gouvernement) (1), viennent faire connaissance avec leurs nouvelles proies autour d'une tasse de café. Dans la journée, la mère a retrouvé une payse, le fils a fait connaissance de ses nouveaux camarades de travail et a dansé le soir avec une jolie Belge à laquelle il s'est déjà déclaré en italien et qui, sans l'avoir compris, s'est moquée de lui en français. Tout au long du film passent des êtres, silhouettes fantomatiques sur le fond de grisaille : le vieil Italien un peu fou dont le seul désir est de rentrer au pays pour y mourir et qui, vraisemblablement, n'y retournera jamais par manque de moyens, que tout le monde salue par de grands éclats de rire : « Alors, pas encore parti ! », et qui offre aux enfants des bonbons imaginaires ; le jeune infirme rescapé d'un accident de la mine ; le petit garçon qui lance des coups de pieds aux chats, se moque des petits « Ritals » tout en enviant leur « foyer », parce que son père à lui est mort à la mine ; le curé hébété qui, ne sachant ni en quelle langue, ni comment s'adresser

aux gens, en est réduit à monter un chemin de croix solitaire et inutile et à échanger, pour tenter d'avoir un « contact » maladroît, le bouquet de fleurs qu'il a cueilli contre un hareng saur volé par un petit garçon, lequel d'ailleurs filera à la première occasion en récupérant son bien... La seule réalité, bien vivante, cruelle aussi, ce sont justement les enfants qui traversent bruyamment le film dont on peut penser que le choix ne se posera plus lorsqu'ils auront atteint l'âge adulte par l'alternative : mine ou chômage, ou bien mine et chômage ou rien.

L'un des moindres intérêts de ce film, l'un des premiers à ma connaissance qui prend pour sujet le sous-prolétariat super-exploité que constituent les travailleurs étrangers dans les pays industrialisés, comme en France le sont les Algériens, d'abord, et les Espagnols, les Italiens aussi, les Portugais et les Africains... n'est pas de nous proposer une sorte de démystification du métier de mineur. La bourgeoisie a accompli ce miracle — qui est pour elle une victoire — de persuader les mineurs que leur métier, dangereux, malsain, est le métier le plus noble du monde et qu'ils doivent être fiers de l'assumer comme un destin, de père en fils. Les mineurs peuvent être fiers à juste titre de leurs traditions combatives, d'être une des professions à l'avant-garde du mouvement ouvrier, certes, mais de là à éprouver l'orgueil d'être silicosés de père en fils et d'avoir à quarante ans les poumons détruits, le tout pour un salaire dérisoire, il y a une différence. Le jeune émigré italien de **Déjà s'envole la fleur maigre** sera mineur, il l'accepte comme un pis-aller parce qu'on l'embauche, mais c'est la mécanique qui l'intéresse. Et cela on ne le trouvait ni dans **Qu'elle était verte ma vallée**, ni dans **Le point du jour de Daquin**, où, au contraire, l'enfant était blâmé de vouloir échapper à la mine, ni dans **Les Hommes de la Nuit** de Fabiani.

Il est normal que des hommes cherchent à trouver un sens à un métier dont « ils vivent ». Il est juste que les mineurs de Decazeville, par exemple, défendent leur droit au travail et le droit de leur ville à ne pas être effacée d'un trait de plume sur la carte. Il est important que les mineurs réclament de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés. Il est absurde de les vouer à la mine depuis toujours et pour toujours, sous le prétexte de la « noblesse » de leur profession. Merci à Meyer de nous le rappeler.

Michèle FIRK.

Et Cuba maintenant : c'est par l'intermédiaire du cinéma que Michèle rencontre Cuba. Après la parution du numéro « spécial cubain » de Positif, numéro qu'elle prépare elle-même et d'où est extrait le premier des deux articles qui suivent, Michèle part pour Cuba, pour le 26 juillet 1963, invitée par l'ICAIC.

De son expérience strictement cinématographique, elle rapporte l'autre article, qui décrit avec une particulière lucidité les problèmes posés à Cuba par la lutte du sectarisme et d'un subjectivisme périlleux.

(1) Cf. en France le problème qui se pose avec les ouvriers portugais.

NAISSANCE D'UN CINEMA. (Positif. N° 53. Juin 1963.)

L'affluence et la sympathie que connaissent les séances de projection de films cubains sont provoquées dans une large proportion par des motifs tout à fait étrangers au cinéma. Mais, pour être cubano, on n'en reste pas moins cinéophile, c'est pourquoi j'ai voulu connaître les chemins du cinéma cubain là où l'abandonne Fausto Canel (en remplaçant le recul historique par la distance spatiale), c'est-à-dire à sa naissance.

Or donc, né en 1959 du néant, le cinéma cubain a l'âge de ses artères ; comme les **Coucous de Midwich**, ses quatre ans ont déjà la vigueur et la robustesse de l'adolescence. Il est trop tôt évidemment pour affirmer comme je le fais dans le lexique qu'il y a quinze réalisateurs à Cuba ; cependant tout va si vite que ce recensement contestable servira peut-être bientôt à ne pas se laisser dépasser par une production florissante.

Trois mois après la victoire de la Révolution, la première loi en matière d'art créa l'Institut Cubain d'Art et d'Industrie Cinématographique (ICAIC), organisme chargé de centraliser toutes les questions concernant le cinéma, avec à sa tête Alfredo Guevara, venu du groupe **Nuestro Tiempo** et de l'équipe d'El Mégano (dont parle Canel). Il est à l'honneur de la Révolution Cubaine d'avoir immédiatement compris que l'épanouissement du cinéma dépendait de son autonomie. Cependant, issu de la Révolution, progressant avec elle, il devait pour commencer être immédiat, concret, informatif, didactique, parce qu'il s'adressait à des millions de Cubains dont la majorité était analphabète, politiquement pas encore éduquée, mais consciente de son ignorance, pleine de ferveur révolutionnaire et avide de s'instruire sur tous les plans. Le premier article de la loi fondant l'ICAIC dit : « **Le cinéma est un art...** », et ajoute : « **... et un instrument d'information et d'éducation de la conscience individuelle et collective...** » Manquant à la fois de passé, de moyens, de techniciens et d'un public, il a sagement débuté en se limitant à être « l'instrument », allié efficace de tous les autres organismes de la Révolution. Le cinéma cubain est donc d'abord **documentaire**. Pendant que s'organisait l'Institut, deux films furent entrepris avec l'aide de la Commission de Culture de l'Armée Rebelle, **Esta Tierra nuestra**, pour contribuer à la préparation de la Loi de Réforme Agraire, **La Vivienda**, pour contribuer à celle de la Réforme Urbaine. Ensuite, les films s'attachèrent à tous les problèmes brûlants. **Cooperativas agrícolas, Construcciones rurales, El tomate, El agua, El tabaco**, ils expliquent les mesures socialistes, le sens des coopératives, les meilleures techniques de culture ; **Una escuela en el campo, Cada fábrica una escuela, La montaña nos une, Y me hice maestro**, ils aident à la lutte contre l'analphabétisme et témoignent de son succès ; **Patria o muerte, Asamblea general, Primero de mayo socialista**, ils décrivent, exaltent les grandes manifestations populaires, et montrent l'adhésion profonde du peuple à sa Révolution ; **Escambray, Caimanera, Muerte al invasor**, ils dénoncent le danger toujours proche de l'agression impérialiste ; **Venceremos**,

Guanameros la paz, ils expriment ce que représentent les milices populaires, le moyen de sauvegarder la Révolution ; **Un año de libertad, Como nació el ejército rebelde** ? Ils racontent le déroulement de la lutte contre la dictature ; **El Congo 1960, El Negro**, ils analysent le colonialisme, le racisme, etc.

Tous les jeunes réalisateurs — les aînés ont 35 ou 36 ans, la plupart n'ont pas 30 ans — venus de la radio, de la télévision, de la littérature ou de nulle part, ayant parfois étudié au Centre Expérimental de Rome, ont commencé par faire ce type de films, à la réalisation interchangeable. C'était la Révolution qui donnait le style. Mais la venue d'Ivens, de Marker, de Karmen à Cuba les a aidés à prendre conscience de la noblesse du genre « documentaire », tandis que l'expérience, la division des tâches, la possibilité de « choisir » son sujet, révélaient rapidement des « documentaristes » d'un talent sûr et original : Alberto Roldan (**Colina Lenin, Primer Carnaval socialista**), José Massip (**Historia de un ballet**).

En même temps, dès 1960 s'est développé à l'ICAIC un département de Dessins Animés, dont l'équipe, Jesus de Armas, Eduardo Muñoz, Harry Reade, sur des thèmes allant dans le même sens que les documentaires témoignent d'intéressantes recherches en matière de dessin (**La cosa, El mana, La prensa seria, El tiburon y las sardinas, Quema de la caña**). Enfin furent aussi entrepris des longs-métrages, certains sous forme de plusieurs épisodes : neuf ont déjà été tournés (en comptant les co-productions), huit sont en cours de réalisation ou en préparation pour l'année 1963 ; Julio Garcia Espinosa (**Cuba baila, El joven rebelde**), Tomas Gutiérrez Alea (**Historias de la Revolución, Las doce sillas**) font preuve d'un talent certain, Jorge Fraga, Fausto Canel, Eduardo Manet sont pleins de promesses et de projets...

Après la croissance rapide, un peu désordonnée, 1963 « Année de l'Organisation » initie une période où planification administrative et solution des problèmes techniques les plus aigus peuvent enfin créer les conditions d'une réflexion artistique, non exempte de lucidité et de sévérité. « Dans notre pays, dit Alberto Roldan, lors d'une interview à **Cine-Cubano**, tous les gens qui s'occupent d'art ont une formation petite bourgeoise et il est impossible de faire la conciliation entre une union intellectuelle et morale avec la Révolution, et les vices de pensée que nous a légués le passé. Beaucoup ne peuvent pas et d'autres ne veulent pas entreprendre le travail qu'implique la réalisation de la Révolution à l'intérieur de soi-même et ils prétendent cacher leur impuissance ou leur mauvaise foi en affirmant qu'on n'est pas libre ou qu'il est nécessaire de faire un art au niveau des connaissances élémentaires du peuple. Dans le meilleur des cas, cela ne signifie rien d'autre que perpétuer ce niveau, de façon à refuser à l'art son rôle d'éducateur au sens le plus large du mot. »

Des problèmes s'étaient déjà posés en 1961 entre l'ICAIC et les jeunes du journal littéraire **Lunés de Revolución** (ces derniers un peu trop exclusivement préoccupés par la poésie « beatnik » et le « nouveau roman »), et ils atteignirent leur point culminant lorsque deux jeunes gens de ce groupe eurent réalisé **PM**, petit film en 16 mm sur les bas-fonds du port de La Havane, seul quartier de la ville encore semblable au passé, alors qu'à l'époque du tournage (janvier 61) le peuple s'armait pour se défendre contre l'invasion imminente ; en omettant de replacer cet aspect de Cuba dans son contexte, les réalisateurs avaient fait preuve d'une certaine malhonnêteté. « L'affaire **PM** » (le film étant par ailleurs, dit-on, assez médiocre) fut l'un des éléments à l'origine des « **Paroles aux Intellectuels** » de Fidel Castro qui se pencha sur les problèmes des « artistes et intellectuels qui ne sont pas purement révolutionnaires », et affirma la nécessité « qu'ils trouvent au sein de la Révolution un domaine pour travailler et pour créer. En d'autres termes : **TOUT avec la Révolution, contre la Révolution, rien** ».

Cependant, à l'intérieur même de l'ICAIC, parmi les jeunes cinéastes profondément attachés à la Révolution, s'est posé un autre problème, le problème qui, à des degrés divers, touche tous les organes de la Révolution et qui fut vigoureusement dénoncé par Fidel en avril 62, ce sectarisme — appelé anibalisme,

du nom d'Anibal Escalante, son représentant le plus en vue. Anasthasie faillit montrer le bout de l'oreille et il y eut pour le moins de vigoureuses discussions à l'ICAIC à propos des films polonais, **Cendres et Diamants**, **De la veine à revendre** (il paraît que l'article de Thirard, dans **Positif**, sur ce dernier film a contribué à renforcer la position de ceux qui lui étaient favorables). Mais la discussion est un signe de santé et les jeunes cinéastes cubains, amoureux d'**Hiroshima** et de **l'Avventura**, ont une vision très peu manichéiste des choses et frémissent d'horreur aux termes de « réalisme socialiste » et de « héros positifs ». Ils prendront dans les mois à venir une position certainement claire et sans doute peu conforme à celle que défend l'actuelle ligne du PCUS (rappelons à ce sujet qu'il existe à Cuba un courant fort talentueux de peinture abstraite : « ... **La paralysie de l'art soviétique pendant plus de vingt ans, reconnue aujourd'hui par le gouvernement et les jeunes artistes d'URSS, dit encore Roldan, est un bon exemple qui montre jusqu'où peut conduire le populisme rampant. Sans parler de ceux qui décident de « faire la bête », de faire l'apologie de l'inculture dans le but de justifier leur propre ignorance...** »

N'est-ce pas le signe d'une grande maturité politique et artistique que ces remarques exprimées par un jeune cinéaste d'une jeune République Socialiste ? Si tous les cinéastes cubains se sentent « responsables » et libres, s'ils aiment leur art et respectent leur public, il est hors de doute qu'en matière de cinéma comme en matière de politique Cuba est destinée à occuper dans le monde une place de premier plan.

Michèle FIRK.

CUBA. (Positif. N° 70. Juin 65.)

Polémiques.

Pour mes amis de l'ICAIC grâce auxquels j'ai connu Cuba, ceux qui m'ont demandé d'être franche et ceux qui m'appelaient « dogmatique ».

1963 et 1964 n'auront pas encore été des années de tout repos pour Cuba. La lutte se situe sur tous les fronts : contre le blocus économique, pour la production, contre les agressions et les sabotages, pour l'instruction, contre le cyclone « Flora », pour la défense et la progression de la Révolution. A l'impérialisme yankee, à la nature s'ajoutent les ennemis internes plus subtils, les séquelles du sectarisme dénoncé par Fidel Castro dès 1962, soit un an seulement après que la Révolution eût proclamé son caractère socialiste, la tendance bureaucratique d'un appareil administratif mal rôdé à ses nouvelles tâches, une tentative de divisionnisme entre les Révolutionnaires venus de divers horizons, mise en lumière en mars 1964 par le procès Marcos Rodriguez (1), affaire qui ne semble pas encore complètement terminée (2). Cependant, à Cuba, toutes les luttes sont menées publiquement, au grand jour, et requièrent la participation de chacun : pour sortir victorieux de tant de combats, il faut de la part du peuple, non seulement de la foi, de la bonne volonté et du courage, mais aussi de la lucidité, une grande maturité politique et de l'intelligence, qualités auxquelles les dirigeants cubains ne se lassent pas de faire appel. C'est cette attitude qui crée dans tout le pays ce climat de discussion féconde, comparable sans doute à celui qui devait régner en Union Soviétique lors des premières années du Pouvoir des Soviets (3). Parallèlement vivantes dans le domaine de l'art, de la culture et du cinéma, les discussions n'offrent pas toutes le même intérêt ni la même valeur. Cependant, même si leurs manifestations les plus aiguës ne posent pas toujours les vrais problèmes de façon nette, il n'en reste pas moins qu'elles provoquent des réflexions et des prises de position

qui font peu à peu progresser la question, laquelle est encore loin de toucher à sa conclusion...

Le triomphe de la Révolution trouve à ses côtés la quasi-totalité des artistes et des écrivains cubains. L'inculture de la bourgeoisie semi-coloniale au pouvoir n'avait pas créé l'intelligentsia qui l'accompagnerait dans son exode. Au contraire, ce sont les artistes les plus talentueux qui rentrent d'exil, Nicolas Guillen, Alejo Carpentier ou reviennent se fixer à Cuba après une longue absence, Wilfredo Lam... Dès novembre 1960, intellectuels et artistes lancent un manifeste qui affirme : « **Défendre la Révolution, c'est défendre la Culture.** » De même, on n'enregistre pour ainsi dire aucune désertion dans leurs rangs lorsque la Révolution agraire et anti-impérialiste de la première étape devient ouvertement socialiste et qu'aussitôt après Playa Giron Fidel Castro déclare : « **La Révolution Cubaine est marxiste-léniniste.** »

Pas de désertion, mais l'apparition de nouvelles questions, de nouvelles responsabilités, de nouveaux rapports à établir entre les artistes et les écrivains, leurs œuvres et la Révolution. Politiquement, tous sont avec Fidel Castro, mais le problème se pose de manière différente sur le plan idéologique ; en effet, ils sont loin de posséder la même culture, la même formation, les mêmes conceptions puisqu'on trouve à la fois parmi eux de vieux militants du Parti Socialiste Populaire (l'ancien Parti Communiste Cubain) (4) profondément marqués par la période stalinienne comme les militants de tous les partis communistes du monde, des communistes acquis au fidélisme durant la période insurrectionnelle, des intellectuels épris de justice et de liberté qui ont déjà une œuvre derrière eux, mais commencent seulement à envisager les implications de leur choix moral et la complète révision de leurs anciennes valeurs qu'il exige, enfin des jeunes gens qui découvrent les premiers rudiments du marxisme au moment même où ils arrivent à la création artistique. Tous sont avec la Révolution, bien qu'ils n'y soient pas tous engagés ou intégrés aussi profondément les uns que les autres. Par ailleurs, il est incontestable qu'aucun d'entre eux ou presque n'a participé **effectivement** à la lutte armée et n'a pu suivre par là le même processus que ceux qui l'ont dirigée. Certes, cela ne veut pas dire qu'ils n'y ont pris part d'aucune manière, mais la plupart des vieux intellectuels communistes s'étaient vus forcés d'abandonner leur pays et de gagner soit le Mexique soit d'autres pays d'Amérique Latine ou d'Europe. Quant aux jeunes gens qui ne deviendraient des créateurs qu'après le triomphe révolutionnaire, s'ils souhaitaient la victoire des « Barbudos » et achetaient des bons pour aider les rebelles, leur vie suivait son cours à l'intérieur de la société existante, principalement de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie urbaine, sans être entièrement remise en cause. Pour tous, la Révolution marque donc une voie nouvelle dans leur vie personnelle et un réajustement à la réalité, acceptés avec enthousiasme.

Les divergences qui vont apparaître entre eux reflètent assez bien les différences dont nous venons de parler ; elles sont aussi intimement liées à la lutte idéologique qui se poursuit dans le Parti et aux problèmes sur l'art et la culture tels qu'ils se posent dans le reste du monde socialiste, principalement en Union Soviétique. Il est naturel que l'ICAIC (Institut Cubain de l'Art et de l'Industrie Cinématographique) soit l'un des principaux protagonistes des diverses polémiques, par sa situation même.

— Créé par la première loi édictée en matière d'art par la Révolution, l'ICAIC est autonome et dépend directement du gouvernement.

— Sa direction (Alfredo Guevara, président ; Julio Garcia Espinosa, vice-président) est profondément et activement antistalinienne, antidogmatique, comme on dit à Cuba.

— Le cinéma reste l'art dont l'influence et la popularité sont les plus grandes dans les masses ; c'est surtout celui qui en tenant compte du sous-développement, donc du sous-développement culturel du pays, est le plus accessible à tous, y compris aux récents alphabétisés.

— Par ailleurs, même dans un Etat socialiste, il demeure une industrie, une industrie d'Etat, plus coûteux et plus complexe pour ce dernier qu'un recueil de poèmes ou qu'un tableau.

— Entièrement né de la Révolution, il a fait appel à des jeunes qui ont tous débuté dans la réalisation après sa victoire (5).

Par conséquent, pour ces derniers, la Révolution socialiste prend une triple signification. C'est elle qui leur donne la possibilité d'accéder pleinement et **professionnellement** à ce qui autrement serait resté pour eux soit une activité d'amateur, soit un rêve. Elle leur demande en échange une adhésion personnelle, motivée par une prise de conscience qui ne peut en aucun cas être comparable à l'adhésion spontanée de l'ouvrier agricole par exemple (simple constatation qui ne saurait être confondue avec un jugement de valeur). En même temps elle a besoin d'être assimilée par eux suffisamment vite pour se refléter dans leur production immédiate, laquelle doit elle-même jouer son rôle dans l'éveil culturel du peuple cubain.

Mais que savent-ils du cinéma ? Techniquement, pas grand-chose ; ils se forment dans la pratique (6). A part cela ils ont vu pendant toute leur enfance, leur adolescence, les premières années de leur maturité, la production hollywoodienne de A jusqu'à Z (à raison de deux films par séance) et les films — souvent des plus médiocres — en provenance des autres pays d'Amérique latine. Cinéphiles, ils se sont nourris dans les ciné-clubs de la « qualité européenne » (avec et sans guillemets). La nationalisation des maisons de distribution américaines jointe au blocus crée sur les écrans un vide comblé immédiatement et sans transition par les œuvres venues des démocraties populaires et surtout d'URSS et de Chine. Les jeunes cinéastes découvrent le réalisme socialiste dans ses manifestations les plus consternantes, indestructiblement lié pour eux au héros positif et à son mode manichéiste auxquels l'accumulation les rend encore plus hostiles.

Contrairement aux vieux cinéastes soviétiques qui ont vu naître le stalinisme ou aux jeunes qui ont grandi avec lui, ce phénomène leur est étranger à eux comme à la Révolution qui les entoure. Et de son côté la petite bourgeoisie qui aimait les westerns, leur action, leur rythme, déserte aussi les salles envahies par la lourdeur doctrinaire des produits de l'Est. Seuls les vieux staliniens (les vieux dogmatiques), après tant d'années d'ostracisme et d'interdits, accueillent avec chaleur ce qui pour eux représente et signifie quelque chose de valable, suivis par les paysans qui, ignorant jusqu'alors l'existence même du cinéma, s'extasient bien naturellement devant les premiers échantillons qui leur en sont révélés. Tout juste sortis d'une ignorance séculaire, grâce à l'analphabétisation, pourvus d'un niveau d'instruction élémentaire, leurs premiers livres de lecture sont des manuels aux phrases courtes, à la signification claire et concrète ; au cinéma, ils éprouvent une certaine difficulté à lire les sous-titres et une intrigue linéaire et simpliste (les bons, les méchants ; les bons triomphent des méchants) est plus facile à suivre pour eux que les raffinements d'une quête psychologique intérieure... Au contraire les cinéastes qui éprouvent en eux des contradictions dont il serait absurde de ne pas tenir compte, se sentent plus proches, ô combien, des films de Resnais et d'Antonioni qui, au milieu de la médiocrité de l'ensemble des autres films, apparaissent alors sur les écrans cubains comme les seuls havres de la complexité des rapports humains, de la recherche sur le plan formel, du talent et du goût.

Et ce ne sont assurément pas les désastreuses co-productions avec l'Allemagne de l'Est (réalisateur : Kurt Maetzig), la Tchécoslovaquie (réalisateur : Wladimir Cech) et le coûteux **Soy Cuba** de Kalatosov qui peuvent jouer en faveur du cinéma socialiste, puisque, malgré toute une série de problèmes de production, la seule réussite dans le domaine de la co-production (d'ailleurs discutée à l'intérieur même de l'ICAIC) est le magnifique **Autre Cristobal** d'Armand Gatti.

La Révolution cubaine est née après le XX^e Congrès ; elle a suivi les travaux du XXII^e avec intérêt. Cependant à l'ICAIC, comme dans les autres secteurs de

l'art cubain, les cinéastes entendent Khrouchtchev partir en guerre contre Evtouchenko et les jeunes poètes, contre l'art abstrait, contre un certain nombre de films. Mis à part le fait qu'à Cuba il existe un très fort et talentueux courant d'art abstrait il est normal que les jeunes créateurs se sentent tous concernés par ce problème. D'autant plus concernés que les dogmatiques eux aussi sont attentifs et manifestent par différentes voies leur accord avec la ligne du PCUS. A certains niveaux du mouvement syndical et du Parti, dans les secteurs responsables de la propagande d'un certain nombre d'organisations, dans des bulletins, des chroniques, des critiques, des discours, des causeries, on voit se développer un courant hostile à toute forme d'art difficile, « hermétique pour le peuple ». Parallèlement à ces attaques, la seconde page de **Hoy**, le journal du Parti, offre quotidiennement à ses lecteurs un poème de l'Indio Nabori (7), relié à l'actualité, dont Trotsky pourrait dire : « des poèmes faibles... ne sont pas de la poésie prolétarienne, parce que, tout simplement, ils ne sont pas de la poésie » (8), tandis que le Conseil National de Culture, organisme dont les fonctions sont de diriger et d'orienter la politique et les plans d'ordre culturel (mais au contrôle duquel échappe l'I.C.A. I.C.) (9), mène une politique quantitative plutôt que qualitative et voit surgir de partout des écrivains et des artistes venus du peuple même, qui ne sont pas sans rappeler les fameux « écrivains prolétariens » du Premier Plan Quinquennal. Certes il est juste que le peuple accède à la vie culturelle et artistique, non seulement en tant que consommateur mais aussi en tant que producteur puisque les artistes, comme catégorie sociale, sont destinés à disparaître avec le prolétariat lui-même dans la future société sans classes, dont le socialiste est l'étape transitoire.

Cependant, il serait dangereux d'ériger en critère et de donner hâtivement pour modèle de l'art toute œuvre produite par un prolétaire pour la seule raison qu'il est prolétaire, car « l'art comme la science exige une préparation » et « le seul apprentissage de la technique littéraire est une étape indispensable, et qui exige du temps » (8). Lors du Premier Congrès National de Culture, en décembre 1962, Alfredo Guevara s'inquiète : « Quand j'entends rapporter, dit-il, l'incorporation de centaines de milliers de travailleurs et de paysans à des activités artistiques par l'intermédiaire des mouvements d'amateurs, je ne peux qu'applaudir, mais quand nous nous rendons compte qu'aucune référence n'est faite sur la signification réelle, artistique de cette activité, on ne peut qu'être plongé dans l'inquiétude. Certes, ce n'est qu'un premier pas (...). Mais il est grave de nous annoncer l'apparition de nouveaux écrivains et de nouveaux poètes sans qu'on sache comment ils seront aidés. Il serait grave que les nouveaux cadres se forment sous l'égide de la routine et de l'académisme (...). La conception mécaniste de l'accès des masses laborieuses à la vie culturelle peut ainsi provoquer non l'élévation des niveaux intellectuels, mais leur abaissement et leur décomposition. De là, la vague de mauvais goût qui envahit le pays et n'est en aucune façon inhérente au développement socialiste. » Il dénonce la « campagne des bustes de Martí » qui apparaît dans les lieux les plus saugrenus « toujours sec, en pleine méditation, pensif et hydrocéphale », les affiches et les tableaux où sont représentés ouvriers, paysans et miliciens « versions infantiles du héros conventionnel : le poing levé, le visage pétrifié, le geste rappelant celui du coureur sur le point de prendre le départ, ou le décollage d'un avion supersonique »... Il accuse « certains créateurs (d'être) abusés par une propagande théorique et phraséologique pseudo-culturelle, inspirée par des tendances populistes et souvent l'ignorance, (lesquels) vont intellectuellement au naufrage, dans leur obstination à se substituer aux pédagogues ou leur décision de se situer au niveau du public en rabaisant la substance propre de l'œuvre d'art ». Et il affirme : « L'art éduque mais nous ne pourrions jamais accepter que l'art ait pour fin « l'éducation », rejoignant par là Gramsci, quand il disait : « Si l'art éduque, il le fait en tant qu'art et pas en tant qu'art éducatif, car s'il est art éducatif, il cesse d'être art et un art qui se nie lui-même ne peut éduquer personne (10). »

Il est important de souligner encore une fois que les critiques de Guevara ne

sont pas destinées au gouvernement, qui au contraire a dit, par la bouche du Président de la République, Osvaldo Dorticos : « **Il faut aller au peuple, mais en l'honorant et on l'honore dans votre profession, lorsqu'on l'aborde avec les armes de la plus grande qualité littéraire ou artistique** » (11), mais qu'elles s'adressent à la conception des « dogmatiques », directement inspirée de Jdanov, qui comporte en fin de compte une certaine crainte des masses et une bonne dose de mépris pour elles.

La direction de l'I.C.A.I.C. se place donc délibérément à la tête de la lutte antidogmatique, effaçant par là les équivoques qui avaient pu demeurer pour certains depuis « l'Affaire PM » de juin 1961. A cette époque, en effet, la direction de l'I.C.A.I.C. n'avait pas voulu prendre seule la responsabilité d'interdire ou de permettre la projection publique d'un petit film en 16 mm réalisé par de jeunes écrivains pour la Télévision, intitulé **PM** et qui montrait le port de La Havane et ses bas-fonds en décembre 1960 ou janvier 1961 (lieu probablement à l'époque le moins touché par la Révolution), en omettant de le replacer dans son contexte, celui du peuple occupé à se préparer à la défense du pays contre l'invasion, qui allait aboutir quelques mois plus tard à la victoire de la Baie des Cochons. Pour les auteurs du film (qui n'appartenaient pas à l'I.C.A.I.C.) et pour quelques artistes et intellectuels, la direction de l'I.C.A.I.C. s'était elle-même montrée alors « dogmatique » et ils s'étaient inquiétés des limites mises à la liberté d'expression. Ce fut pour eux que Fidel Castro prononça ses **Paroles aux Intellectuels**, qui prit par la suite la valeur d'une charte : « **Permettez-moi de vous dire que la Révolution défend la liberté (...), que si certains sont préoccupés par l'idée que la Révolution va asphyxier leur esprit créateur, cette préoccupation est inutile ; elle n'a pas de raison d'être (...). La Révolution ne peut prétendre asphyxier l'art ou la culture, quand un des buts, un des axiomes fondamentaux de la Révolution est de développer l'art et la culture, de façon à ce qu'ils deviennent les réels patrimoines du peuple (...). La Révolution désire que les artistes fassent le maximum d'efforts en faveur du peuple (...). Cela veut-il dire que nous allons montrer aux gens ce qu'ils doivent écrire ? Non. Que chacun écrive ce qu'il voudra, et si ce qu'il écrit ne sert pas, libre à lui, si ce qu'il peint ne sert pas, libre à lui. Nous n'interdisons à personne d'écrire sur le sujet qu'il préfère. Au contraire. Et que chacun s'exprime dans la forme qu'il estime pertinente et qu'il exprime librement l'idée qu'il désire.. Tout dans la Révolution, contre la Révolution, rien...** »

Cette phrase-clef avait été précisée peu après par la Président Dorticos : « **Quand nous annonçons la décision du Gouvernement Révolutionnaire de formuler et d'appliquer une politique culturelle, que personne ne trouve là une occasion de s'alarmer ou d'être terrorisé. Nous déclarons par avance que le Gouvernement Révolutionnaire, en formulant sa politique culturelle, ne devra ni limiter ni gêner le moins du monde l'exercice de la liberté formelle dans la littérature et les arts. Nous sommes conscients du fait que c'est une tâche propre au Gouvernement, qui doit précisément se développer non pas loin de vous, mais avec vous, collaborateurs et recteurs de cette politique...** » Et il incitait écrivains et artistes à approfondir leur culture politique et à comprendre la société dans laquelle ils vivent car « **l'art et la littérature ne s'atteignent ni ne se produisent en marge du temps et par-dessus les sociétés...** » (11).

Ainsi le pouvoir révolutionnaire a exprimé clairement que, s'il a la responsabilité de mener une politique culturelle, c'est avec les écrivains et les artistes qu'il le fera et non pas en dehors d'eux (12) et qu'il ne prétend nullement s'arroger le droit de « diriger » l'art, ni celui de lui donner des ordres, ni celui de lui jeter des interdictions.

Ce sont les dogmatiques qui prétendent plus ou moins subtilement durcir sa position et lui donner un rôle-directeur. Dans une brochure intitulée **Théorie de la Superstructure, la littérature et l'art**, Edith García Buchaca a qualifié l'art abstrait d'« **expression de la décadence capitaliste** » et exalté le réalisme socialiste. Même si autour de ce dernier mot, il règne un malentendu (« **question de vocabulaire,**

tragique question de vocabulaire » dit Aragon (13), les cinéastes s'alarment : ils s'insurgent contre l'image du peuple que présentent les dogmatiques. Après s'être formés techniquement en illustrant la Révolution dans tous leurs premiers documentaires, ils commencent à avoir envie de dire des choses plus personnelles et à se sentir capables de les dire ; leur attitude est, avant tout, tissée de refus de ce réalisme socialiste tel qu'ils le voient. A l'épopée gigantesque, ils opposent le quotidien (14) ; au culte de la personnalité, l'anonymat des personnages (15) ; à la magnifique certitude du héros, les petites questions, les petites lâchetés, les petites contradictions humaines ; à l'enthousiasme béat, une vision caustique, critique (16). De manière différente à celle de la direction de l'I.C.A.I.C., ils estiment urgent, en tant que créateurs, d'engager une lutte directe contre le dogmatisme. Le résultat, ce sont les **Conclusions d'un débat entre cinéastes cubains** (17), publiées au mois d'août 1963 par la **Gaceta de Cuba** (18) puis reprises par **Cine-Cubano** (19) qui précise dans une introduction que « **la discussion reste ouverte** ».

Une trentaine de réalisateurs de longs et courts métrages — l'ensemble des membres du Département de Programmation Artistique de l'I.C.A.I.C. — signent ce document auquel le ton catégorique, quasi sans réplique, de la rédaction donne l'allure d'un manifeste, ce qu'il se défend d'être, bien plus que d'une contribution à un débat comme il le prétend. Le texte abonde en généralités, il se rapporte à l'art pris dans son ensemble, non particulièrement au cinéma. En voici les points principaux ; il délimite le rôle du Gouvernement et du Parti : « **La promotion du développement de la culture constitue un droit et un devoir (20) du Parti et du Gouvernement** », affirme que « **les idées et les tendances esthétiques vivent nécessairement en lutte** », qu'il « **n'y a qu'une culture** », que « **culture bourgeoise et culture prolétarienne ne s'excluent pas de manière antagonique** » et que « **les catégories formelles de l'art n'ont pas de caractère de classe** »... A qui s'adresse-t-il ? Certainement pas au Parti ni au Gouvernement cubains. Aux dogmatiques, certes, et à travers eux au Parti et au Gouvernement d'Union Soviétique comme au Parti et au Gouvernement chinois (dont le dogmatisme laisse loin derrière lui celui des premiers puisque Pékin Informations accuse Tchoukraï d'être un dangereux révisionniste). Les objectifs recherchés par les cinéastes sont clairs ; il s'agit de combattre le dirigisme et monolithisme en art, de ne pas rejeter les apports de la pensée et de la culture bourgeoises des époques précédentes mais de les assimiler, de ne pas dédaigner ni ignorer les courants artistiques des pays capitalistes, mais d'en tirer tout ce qui peut être profitable, de ne pas entraver les recherches formelles et de revendiquer le libre emploi du langage.

Malheureusement les cinéastes ont combattu le dogmatisme en en prenant le contre-pied systématique, c'est-à-dire, comme le remarquera un professeur de l'Ecole des Lettres, en « **se séparant du marxisme** ». Une fois admises de leur part, un certain nombre de notions erronées ou mal formulées, leur texte n'est « **plus du tout antidogmatique car aucun marxiste, dogmatique ou pas, ne pourra s'élever contre des principes aussi généraux. Ou bien antidogmatique et aussi antimarxiste ou bien marxiste et alors pas antidogmatique, telle est la triste alternative du document en question** » (21). Sans en analyser tous les termes, on peut en effet remarquer qu'affirmer que les « **catégories formelles de l'art n'ont pas de caractère de classe** », c'est commettre la même erreur que les « **écrivains prolétariens** » soviétiques qui proclamaient « **le style, c'est la classe** », parce qu'en séparant arbitrairement la forme du contenu, on est amené à apprécier l'une indépendamment de l'autre, tout comme les « **dogmatiques** » analysent le « **message** » d'une œuvre sans tenir compte de sa forme. De même il est paradoxal de décréter la nécessaire lutte des idées et des tendances esthétiques sans les rattacher à aucune infrastructure, tout en affirmant « **qu'il n'y a pas de culture bourgeoise et de culture prolétarienne qui s'excluent de manière antagonique** ». Car, ce qui reste le plus gênant, c'est précisément cette notion de « **culture bourgeoise** » et de « **culture prolétarienne** ». La première existe, vieille de plusieurs siècles, riche de l'assimilation des cultures qui l'ont précédée, composée de courants artistiques où le nouveau a

toujours lutté contre l'ancien et l'a supplanté au cours des diverses étapes traversées par la bourgeoisie, ayant intégré l'apport des créateurs en lutte et en révolte contre elle et porteuse de germes qui vont amener la destruction de cette bourgeoisie même. Mais qu'est-ce que la seconde ? Si peuvent incontestablement être produites des œuvres révolutionnaires tandis que la bourgeoisie est au pouvoir, on ne peut pas aller jusqu'à en tirer la conclusion qu'il existe une culture prolétarienne à côté de la culture bourgeoise et indépendante d'elle. D'autre part une culture ne se crée pas au bout de quelques années de prise de pouvoir. L'erreur dogmatique du réalisme socialiste, c'est justement d'avoir voulu créer artificiellement une culture prolétarienne, alors que le but de la dictature du prolétariat n'est pas de s'instaurer en nouvelle organisation économique et culturelle, mais de lutter pour instaurer la société sans classes que sera le communisme, que la dictature du prolétariat n'est pas une fin mais une transition nécessaire dont la véritable aspiration est justement d'en finir avec la culture de classe (22). Durant cette période, l'art prolétarien serait donc l'art produit par les écrivains et les artistes au service du prolétariat ainsi que la possible expression des prolétaires eux-mêmes, mais combien d'années faut-il à un art pour qu'il devienne une culture ? Pour l'instant de terme de « culture prolétarienne » défini par Lénine, c'est l'assimilation par les prolétaires de « deux mille ans de pensée et de culture humaine » (23) réévalués et repensés par eux, donc l'absorption critique de la « culture bourgeoise » (24). Et l'on est en droit de se demander pourquoi les cinéastes ont jugé bon de se réunir pour énoncer une vérité qui figure en première page de tous les manuels de divulgation marxistes qui traitent de la superstructure (la brochure de Mme Garcia Buchaca, déjà mentionnée, l'analyse longuement) et le disent de manière si abstraite que cela prête à toutes les confusions.

Le document provoque un débat avec les élèves de l'Ecole des Lettres et il s'ensuit une série de polémiques oiseuses où il apparaît qu'ils n'ont jamais vraiment dit ce qu'ils ont dit et que ce qu'on leur dit n'exclut pas ce qu'ils avaient dit... On comprend que, dans ces conditions, l'attaque contre les dogmatiques n'a pas atteint son but. Au contraire, c'est pour ces derniers l'occasion de rappeler qu'eux manient avec aisance le dialectique et le vocabulaire marxistes dont ils ont une vieille connaissance et une longue pratique. Ils réprimandent paternellement les jeunes camarades fourvoyés ou les tancent avec sévérité (le véritable ennemi n'est pas le dogmatisme, mais l'idéalisme) et peuvent se permettre d'attaquer à leur tour dans un spectaculaire retournement de situation : « Dans un combat sans trêve contre l'impérialisme qui ne tolère pas de concessions idéologiques, qui exige que notre peuple maintienne en tension toutes ses forces, le refus s'impose de tout ce qui, sous les formes les plus subtiles et apparemment les plus inoffensives, puisse tendre à miner la confiance et la sécurité des Cubains... » (25). C'est tout juste si les cinéastes ne se font pas traiter d'ennemis du peuple, selon les bonnes vieilles méthodes ; mais le gouvernement se garde d'intervenir et laisse à la chose son caractère de « polémique entre intellectuels » qui n'a touché qu'un secteur réduit de l'opinion.

Quelques mois plus tard se joue la deuxième manche qui, apparemment, n'amène la victoire de personne. Elle a eu lieu principalement entre Alfredo Guevara, représentant l'ICAIC, et Blas Roca, directeur du journal *Hoy*, organe du Parti, et membre de la Direction nationale de ce dernier. Des escarmouches secondaires se produisent aussi auxquelles participent le Conseil National de Culture, d'autres journalistes, des cinéastes de l'ICAIC. Mais la responsabilité des deux protagonistes au sein de deux organismes de l'Etat engage aux yeux de l'opinion plus que leur seule personne : or, s'il est vrai que Guevara parle au nom de l'ICAIC, la position de Blas Roca engage-t-elle le Parti ? Non, et ce point devra être éclairci. L'affrontement personnel entre deux révolutionnaires, le ton dès l'abord très vif pris par la polémique, les sollicitations déguisées ou directes à un arbitrage du Gouvernement laissent attendre de sa part une prise de position comme lors de « l'Affaire PM ». Or cette fois encore il n'en est rien, il semble

même que, si les lances cessent d'être rompues, c'est à sa demande et pour éviter d'avoir à trancher à propos d'un problème qui, cette fois, aura passionné l'ensemble du peuple cubain (26).

Voici les faits : *Aclaraciones* (ce qui signifie éclaircissements, explications) est une rubrique non signée qui paraît quotidiennement en seconde page de *Hoy*. Son propos est de donner aux travailleurs les réponses à toutes les questions d'ordre pratique ou théorique que leur posent la Révolution et le Socialisme et qu'ils expriment par lettres ; son audience est très grande et les articles sont reproduits dans des feuillets séparés distribués aux militants du Parti, tandis qu'à la fin de chaque année un gros livre est publié les regroupant tous, sous le titre global d'*Aclaraciones*. On considère en général que cette rubrique représente moins une tribune de discussion qu'une émanation directe du Parti qui par cette voie répond aux travailleurs et contribue à leur formation. Le 12 décembre 1963 est publiée dans cette colonne la lettre d'un lecteur dont voici le texte : « Je me réfère à un nouveau genre de films qu'on projette dans nos salles, où sont montrées la corruption et l'immoralité de certains pays ou de certaines classes sociales, mais sans que soit proposée aucune solution positive. Nous savons qu'il est difficile pour un film d'un pays capitaliste de donner une solution juste aux critiques qui peuvent être faites. Les cas qui me semblent particulièrement négatifs sont ceux de sujets comme *La Dolce Vita* (italien), *Accatone* (italien), *L'Ange Exterminateur* (mexicain), *Alias Gardelito* (argentin) et d'autres dont je ne me souviens pas. Ma question concrète est la suivante : Est-il positif d'offrir à notre peuple des films sur des sujets défaitistes de ce genre, confus et immoraux, sans les faire précéder, au moins, d'une note explicative sur ce que l'on va voir ? »

La réponse d'*Aclaraciones* commence ainsi : « Nous n'avons pas vu les films dont vous parlez, donc nous ne pouvons donner sur eux d'opinion concrète encore que, selon les divers commentaires que nous avons entendu faire à des travailleurs qui sont allés les voir, ils ne nous semblent pas recommandables pour notre peuple en général et pour notre jeunesse en particulier. » L'auteur explique ensuite la manière dont l'œuvre d'art peut participer au combat, soit activement en éveillant « le goût au travail, l'idéal élevé, l'héroïsme et le courage, la fraternité, la camaraderie, l'abnégation... » soit en évitant de transmettre « des idées contre la Révolution, qui inciteraient à lutter contre les objectifs et les idéaux de la Révolution », se contentant en somme d'être « une œuvre de divertissement, de distraction gaie, légère, aidant au repos, donnant une énergie nouvelle pour le travail, des forces neuves pour l'action ». Il conclut en ces termes : « Les *Accatone* et autres *Gardelito* ne sont pas des modèles pour notre jeunesse. »

La lettre du lecteur est révélatrice. Après le déluge des films des pays socialistes, l'ICAIC s'est efforcé d'adopter et de pratiquer une ligne qualitative dans l'achat des films. Il se montre plus sévère dans le choix des œuvres proposées par la Chine, l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires, ce qu'il ne pouvait faire que muni d'une certaine organisation. De plus, selon les moyens dont il dispose, il s'efforce d'acquérir les meilleurs films de tous les autres pays (exception involontairement faite des Etats-Unis qui s'y opposent eux-mêmes) en se basant sur les critiques internationales, les festivals, les « Journées de Cinéma » et les découvertes des membres de l'ICAIC au cours de leurs voyages, etc. Cependant un public passé du bon cow-boy et du méchant Indien au bon communiste et au méchant réactionnaire éprouve à juste titre quelque difficulté à s'adapter à un monde où les couleurs ne sont plus aussi tranchées, et qui réclame de sa part un effort qui jusqu'à présent ne lui avait jamais été demandé. La lettre du lecteur comme les « commentaires des travailleurs » reflètent des préoccupations réelles et justifiées, mais la question posée, à savoir s'il ne serait pas nécessaire « d'introduire » ces films auprès du public, reste sans réponse. Le mécanisme typiquement stalinien a fonctionné : dans la rubrique chargée d'aider les militants, ces derniers apprennent que, « sans donner d'opinion concrète », on peut quand même juger négativement des films qu'on n'a pas vus en s'appuyant sur « l'opinion de travail-

leurs », et s'envoler dans les méandres de la phraséologie filandreuse révolutionnaire pour exiger que le cinéma donne « des modèles pour notre jeunesse ». D'autre part, ce n'est qu'après avoir reçu deux lettres d'Alfredo Guevara et avoir été personnellement mis en cause, que Blas Roca, qui a déjà publié cinq réponses non signées dans *Aclaraciones*, admettra être l'auteur de ces réponses et ne parler qu'en son nom propre, pas en celui du Parti (27). Blas Roca jouit d'une incontestable popularité chez les travailleurs et les militants. On ne songerait guère à lui reprocher son absence de culture — que les luttes politiques ne lui ont sans doute jamais laissé le temps de combler — s'il ne tentait, par des moyens trop connus, d'ériger cette absence de culture en critère. Peu à peu, son attitude se définit et s'amplifie : « **Quels sont les meilleurs films ?** », se demande-t-il, et il expose son point de vue : « **Pour nous, le plus important de tout c'est la Révolution, sa marche, son destin, son succès dans la construction de la nouvelle société socialiste... Nous ne sommes pas partisans de films ennuyeux, sans conflits, sans intérêt, sans joie, sans art ni création. Nous ne croyons pas que chaque film doit donner une leçon aux spectateurs. Nous ne croyons pas que les films doivent seulement venir des pays socialistes. Mais nous croyons que les films montrés à Cuba, choisis parmi les meilleurs, sur les sujets les plus variés, dans les genres les plus divers, ne doivent en aucune façon influencer sur aucun groupe de spectateurs pour les éloigner des tâches historiques que notre peuple a devant lui.** »

Par la suite il emploiera différentes tactiques, comme de prêter à son adversaire des propos qu'il n'a jamais tenus : « **Si ce qu' (Alfredo Guevara) proclame c'est que nous devons accepter toute œuvre d'art de n'importe quel contenu — révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, socialiste ou antisocialiste, progressiste ou réactionnaire — nous regrettons d'être en désaccord avec lui. En art comme dans le reste, nous sommes contre le contre-révolutionnaire, l'antisocialiste et le réactionnaire...** » Il incitera implicitement le gouvernement à agir en citant de longs extraits des *Paroles aux Intellectuels* et à censurer en insistant sur « **le droit du gouvernement à contrôler les films qui seront montrés au public** » ; il en appellera démagogiquement aux travailleurs : « **Un vieux paysan de 78 ans nous a parlé d'art, il y a quelques jours...** » « **Un ouvrier nous a demandé : est-il juste de dépenser nos devises pour le film Accatone, qui démoralise nos fils ?** » « **Pour moi, les opinions de ces ouvriers, honnêtes, laborieux, révolutionnaires qui font quotidiennement la révolution avec leur sueur et leur production, ont du crédit et de l'autorité et sont dignes d'être prises en considération.** » « **Ce ne sont pas ces types, personnellement sympathiques, proxénètes, pervers, voleurs, feignants, irresponsables que nous devons — je pense — montrer à nos jeunes travailleurs, à nos jeunes étudiants, chez qui nous devons éveiller l'intérêt pour d'autres sujets et d'autres exemples.** » Et il n'évite pas le recours aux procédés les plus bas : « **Pasolini a été expulsé du Parti Communiste à cause d'un scandale dans sa vie privée. A la suite de cela, il a adopté une position anticommuniste, bien qu'il se soit depuis lors déclaré de nouveau communiste idéologiquement.** »

L'argumentation ne manque pas d'intérêt pour être typiquement « dogmatique ». Ignorant avec superbe que, comme l'a remarqué un critique d'art cubain, « **l'esthétique marxiste n'est encore parvenue dans aucun pays, y compris l'URSS, au degré d'intégration systématique atteint dans d'autres domaines du marxisme-léninisme** » (28), elle se limite à des généralités plus que banales qui n'envisagent dans l'art qu'un aspect utilitaire et ne pourraient s'appliquer concrètement à aucune œuvre, encore moins à aucun film, à l'exception peut-être du *Juif Süß*, dont il resterait à déterminer la valeur artistique. En admettant d'emblée que les personnages cinématographiques sont pour le public « des modèles », elle adopte, sans songer une seconde à les remettre en cause, les vieux critères du cinéma-opium, du cinéma-identification déjà dépassés à l'intérieur même du monde capitaliste, par tous ceux qui prétendent justement que le cinéma est un art et demande de la part du public non pas une attitude de réception passive, mais une réaction adulte et critique, que la société socialiste se doit de développer. La réaction

négative des travailleurs vis-à-vis d'Accatone tendrait d'ailleurs à prouver qu'ils l'ont vue avec lucidité et n'ont pas été tentés de s'y identifier. Cependant la première contre-mesure envisagée, c'est comme dans n'importe quelle ligue de pères de famille bourgeois, la censure...

Tous les autres arguments pourraient être anéantis sous un flot de citations de Marx, Engels, Lénine, etc. Plus positive est l'analyse de l'attitude de Blas Roca qui correspond exactement à ce qui est dénoncé par le philosophe autrichien Ernst Fischer quand il dit : « **La persistance d'éléments conservateurs du monde socialiste à présenter la figure idéalisée de l'homme « simple » comme juge suprême dans toutes les questions artistiques, est une tendance rétrograde.** » Fischer explique que la victoire politique n'empêche pas beaucoup d'ouvriers d'avoir été contaminés par le goût de la petite bourgeoisie, il repousse la référence condescendante « **aux instincts salutaires de l'homme simple** », démontre que « **dans n'importe quel plébiscite une opérette viennoise l'emporterait sur Mozart** », rappelle que le but n'est pas de préserver l'homme simple, mais de le transformer en un homme subtil et complexe et que la « **tâche majeure (...) d'une société socialiste est double : amener le public à jouir correctement de l'art, c'est-à-dire éveiller et stimuler sa compréhension ; et accentuer la responsabilité sociale de l'artiste...** » (29)

Dans sa réponse, Alfredo Guevara défend avec raison la politique d'achats de films de l'ICAIC, il réclame « **pour le public, le peuple, les travailleurs qui le composent, le droit et la possibilité de juger eux-mêmes, d'apprécier, à partir d'un certain niveau de qualité l'ensemble des œuvres cinématographiques de tous les pays** ». Il s'efforce de définir les rapports entre l'artiste et la Révolution : « **La propagande peut se servir de l'art, elle doit le faire. L'art peut servir à la propagande révolutionnaire, il doit le faire. Mais l'art n'est pas propagande et il n'est pas permis, même au nom de la Révolution, d'escamoter sa signification.** » Il définit l'artiste comme : « **Un témoin, mais aussi un protagoniste et un combattant et, de plus, un prophète** », et il attaque « **le héros positif, la nécessité de la fin heureuse, la morale constructive, l'élaboration d'archétypes, le soi-disant réalisme socialiste en un mot** ». Mais plus préoccupé de contester le droit d'un membre de la Direction Nationale du Parti Uni de la Révolution Socialiste à attaquer individuellement la politique de programmation d'un organisme auquel le Gouvernement a confié cette tâche, Guevara ne répond pas plus que Blas Roca à la question du malheureux lecteur ; il répond à des généralités par d'autres généralités, brosse de l'artiste un portrait lyrique mais se réfère peu au public et il omet de rappeler, ce qui est dommage, que l'ICAIC a aussi son secteur journalistique et pédagogique — les *Actualités*, l'*Encyclopédie Populaire* qui semblent correspondre au rôle du cinéma tel que le voit Blas Roca — mais qu'il ne saurait constituer l'ensemble de ses activités.

Quant aux cinéastes, ils ont aussi réagi violemment à l'attaque de Blas Roca, par l'intermédiaire d'une lettre envoyée à la rubrique *Siquitrilla* du journal *Revolución*, qui leur est favorable. Ils comparent les positions d'*Aclaraciones* à celles du Pape et du Code Hays, accusent le rédacteur de Hoy « **d'attribuer à l'art des pouvoirs magiques, la faculté de transformer la conscience du public que le cinéma ne pourra jamais avoir** ». Et ils rappellent : « **C'est l'être qui détermine la conscience, pas l'inverse.** »

Pour appuyer l'ICAIC, *Revolución* va offrir ses colonnes à trois critiques cinématographiques qui appartiennent tous à l'Institut (l'un d'eux, Fausto Canel, est co-signataire de la lettre des cinéastes puisqu'il est aussi réalisateur) et qui citent Pavese : « **Il ne faut pas aller au peuple, il faut être le peuple.** » Ils élisent les dix meilleurs films projetés en 1963 à Cuba et ce sont *Viridiana* et *l'Ange Exterminateur* qui viennent en tête. Sous le titre *Que pense le peuple des films qu'il doit voir ?* le même journal publie deux ou trois jours de suite, sous la photo d'acteurs, d'artistes et d'intellectuels, leur opinion unanime dans l'approbation de la politique de l'ICAIC et l'affirmation du droit du peuple à voir les films mentionnés...

Cette enquête limitée à des artistes et intellectuels est contestable car, s'ils sont sans aucun doute partie du peuple, ils ne sont pas **le peuple** tout entier et Hoy aurait pu se livrer très facilement à une contre-enquête qui aurait donné la parole exclusive à des héros du travail socialiste, des coupeurs de canne à sucre et des ouvriers du tabac. De plus elle ne fait qu'ajouter à la confusion qui, malgré les mises au point, a fait apparaître la polémique comme un désaccord entre l'ICAIC et le Parti, entre des Intellectuels compliqués et le Peuple « simple » (30).

La position des cinéastes ne facilite pas les choses non plus. Le « front uni antidogmatique » qu'ils présentent est moins homogène qu'il ne paraît à première vue et les ambiguïtés de rédaction dont leurs textes font preuve pourraient bien être dues à des solutions de compromis. En effet — et je prends l'entière responsabilité de l'opinion que j'émet — il me semble qu'il y a à la fois parmi eux des créateurs authentiquement préoccupés de leurs responsabilités, désireux d'éviter les pièges de l'académisme et du populisme autant que du succès facile, conscients de travailler dans la Révolution et pour la société et d'autres dont l'antidogmatisme dissimule une méfiance profonde (pas forcément consciente) envers la Révolution avec laquelle ils ne s'identifient pas.

Pour tout le monde, la Révolution est entrée dans une nouvelle phase, moins « échevelée ». Après la prise du pouvoir, après Playa Giron, il faut désormais d'abord produire et s'organiser ; le fusil reste à portée de la main, mais le symbole, maintenant, c'est la machette : on sait que l'héroïsme est plus facile et plus attrayant que la construction quotidienne. Tout le monde mange à sa faim, certes, mais, à La Havane, l'absence des menues commodités de la vie, auxquelles on ne pense pas lorsqu'on en dispose, commencent à rendre irritable (le blocus fait regretter les lames de rasoir qui coupent, les allumettes qui flambent du premier coup, les stylos à bille, les lunettes de soleil, l'eau de Cologne, les pièces de rechange pour la voiture, etc.).

A l'ICAIC comme ailleurs l'intellectuel qui ne fait pas un effort constant pour analyser ce qui se passe autour de lui finit par tomber dans un piège. Il confond le marxisme avec le dogmatisme, la démagogie avec le peuple, les dogmatiques avec la Révolution. Ces derniers lui présentent l'image lumineuse du Peuple « simple » et sage ; il voit le peuple ignorant préférer **Valse pour un million** (un Sissi démocratique) à l'**Ange Exterminateur**. On lui dit de faire des films pour ce peuple, il ne veut pas faire **Valse pour un million** mais il veut faire l'**Ange Exterminateur**, donc il préfère être un incompris, un artiste maudit plutôt qu'un marchand de soupe. Les dogmatiques n'arrêtent pas d'aller vers le peuple, il se replie sur lui-même. Les dogmatiques lui présentent comme modèle le réalisme socialiste et le héros positif, il finit par voir dans le personnage de **Neuf jours d'une année**, « le retour du héros positif masqué » et se tourne vers les audaces de la révolte petite-bourgeoise de Godard. Les dogmatiques lui disent : « **La Révolution généreuse t'a donné la possibilité de faire du cinéma. Que lui donnes-tu en échange ?** » Il répond : « **La Révolution n'a fait que son devoir, je suis un artiste.** » Les dogmatiques lui disent : « **Va au peuple.** » Il répond : « **Que le peuple vienne à moi.** » Il invoquera le droit de critique pour exprimer ses récriminations, prendra son inadaptation pour du courage, ses contradictions pour de l'aliénation, il se voudra victime. Mais qui accusera-t-il ? Lui-même ou la Révolution ?

Cette menace existe à un certain degré dans l'antidogmatisme de l'ICAIC. Pour la conjurer, il faut, pour les cinéastes, cesser de voir de la réalité une image déformée, c'est-à-dire qu'ils la regardent eux-mêmes, les sujets ne leur manqueront pas, mais surtout, comme l'a dit l'Italien Pio Baldelli dans les rapports qu'il a présentés à l'ICAIC (31), il est urgent d'« **établir un contact durable avec le public populaire** », non seulement par le film mais en organisant « **la culture cinématographique : un réseau de ciné-clubs qui couvrira tout le pays, des enquêtes précises et différenciées sur le public, une intervention de l'école à tous les niveaux, une liaison du cinéma avec l'expérience de la télévision et du théâtre populaire, des rencontres fréquentes entre auteurs et public où les uns et les autres, patiemment,**

s'éduqueront ensemble, l'approfondissement de la théorie et de la pratique du travail de scénariste », etc., auxquels j'ajouterai la formation d'une critique digne de remplir son rôle... Comme Julio Garcia Espinosa, je dirai pour conclure qu'« **il n'est plus possible de se résigner à rester sur la défensive en face des opportunistes de droite et des opportunistes de gauche (...) ils peuvent rester indéfiniment (...) unis par un cordon ombilical où la frivolité des uns prétend justifier l'imbécillité des autres et vice-versa** » (32). Indéfiniment ? je ne crois pas. Si les cinéastes se retirent pour faire de l'art, si les dogmatiques s'emparent du public, les polémiques continueront sans doute quelque temps. Et après ?

Michèle FIRK.

NOTES

(1) Procès d'un délateur qui avait « donné » à la police de Batista, en 1957, quatre jeunes révolutionnaires appartenant au Directoire, mouvement de lutte antibatistien principalement universitaire. Le Parti Uni de la Révolution Socialiste tel qu'il se présente actuellement est né de la fusion de ce mouvement avec celui de Fidel Castro (Mouvement du 26 juillet) et le Parti Socialiste Populaire (Parti Communiste). Soupçonné depuis sept ans d'avoir été le délateur par les membres survivants du Directoire, Marcos Rodriguez semble avoir bénéficié d'appuis auprès de certains responsables du PSP lors du triomphe de la Révolution. Son procès se transforma en procès politique dont le retentissement fut grand à Cuba.

(2) Mise en cause par Marcos Rodriguez, la secrétaire du Conseil National de Culture, Edith Garcia Buchaca, avait nié que le délateur lui eût avoué son crime. Pourtant, il y a quelques mois, elle a été destituée de son poste, ainsi que son mari, Joaquim Ordoqui, membre de la Direction Nationale du PURS ; ils sont actuellement tous deux en prison. Leur procès délimitera leur responsabilité.

(3) Par exemple, dans *Cuba Socialista*, revue théorique mensuelle du Parti, furent publiés en avril et en juin 1964 des opinions tout à fait contradictoires au sujet des méthodes de la planification socialiste, par le ministre de l'Industrie « Che » Guevara, et l'économiste marxiste français appelé presque tous les ans en consultation à Cuba, Charles Bettelheim.

(4) Le PSP fut mis dans la clandestinité en juillet 1953.

(5) Certains avaient une expérience technique de la Radio ou de la Télévision. Mais aucun n'avait tourné de film si l'on excepte le court-métrage en 16 mm de Julio Garcia Espinosa, *El Mégano*, dont Tomas Gutierrez Alea et Alfredo Guevara avaient été entre autres les collaborateurs.

(6) Le film de Joris Ivens, *Carnet de Voyage*, a servi de cours pratique à plusieurs jeunes gens devenus aujourd'hui réalisateurs.

(7) L'Indio Nabori est couramment donné comme l'exemple du poète populaire. A l'époque de la polémique, l'un de ses poèmes, un sonnet, s'intitula : *La Panthère*. Sous forme de dialogue il s'extasia d'abord sur la beauté du fauve. Voici la traduction des trois derniers vers : « *Tu regardes le pelage irisé et précieux. Moi je contemple les crocs sanglants et au nom des enfants je la mets en joue...* » où certains ont cru discerner la position du poète dans le débat.

(8) *Littérature et Révolution*, ch. « Culture prolétarienne et Art prolétarien ».

(9) Présidente : Vicentina Antuna ; la secrétaire était à l'époque Edith Garcia Buchaca (voir note 2). C'est désormais Carlos Lechuga, ancien représentant de Cuba à l'ONU.

(10) *Le Matérialisme Historique et la Philosophie de Benedetto Croce*.

(11) Discours d'ouverture du Congrès des Intellectuels et Artistes Cubains, août 1961.

- (12) D'où l'utilité de leur organisation, l'UNEAC, Union des Ecrivains et Artistes Cubains, dont le Président est Nicolas Guillen et le secrétaire Lisandro Otero.
- (13) Préface au livre de Garaudy : *D'un réalisme sans rivages*.
- (14) Garcia Espinosa et Gutierrez Alea ont été étudiants au Centre Expérimental de Rome, avant la Révolution. Zavattini, qu'ils ont connu là-bas, a collaboré aux premiers longs-métrages de l'ICAIC.
- (15) Dans l'épisode de *Histoires de la Révolution*, qui retrace la célèbre bataille de Santa Clara, dont le chef et le héros fut le « Che » Guevara, Tomas Gutierrez Alea ne mentionne même pas son nom.
- (16) Marker et Wajda sont parmi les cinéastes préférés à l'ICAIC.
- (17) Voir *Positif* n° 56, p. 35.
- (18) *Gaceta de Cuba*, 3 août 1963.
- (19) *Cine Cubano*, n°s 14-15, oct.-nov. 1963.
- (20) Mots soulignés dans le texte.
- (21) *Gaceta de Cuba*, n° 31, janv. 1964 : « *Esthétique Antidogmatique ou Esthétique non Marxiste ?* » par le professeur Juan J. Flo.
- (22) Voir Trotsky : *Littérature et Révolution*.
- (23) Lénine : « Projets de Résolution au Congrès du Proletkult », fragment d'un paragraphe cité dans les *Conclusions*.
- (24) Voir Lénine : *Que faire ?*
- (25) *Gaceta de Cuba*, n° 28, oct. 1963 : « Considérations critiques », par Edith Garcia Buchaca.
- (26) A la suite des deux polémiques, journaux et revues se sont mis à traiter fréquemment des problèmes de l'Esthétique et de la Révolution. On édite aussi un grand nombre de livres sur ce sujet (ex. : Anibal Ponce, Garaudy, Ernst Fischer, Lukacs, Galvano della Volpe, Gramsci, etc.).
- (27) Seule la lettre du lecteur et les réponses de Blas Roca ont été publiées dans la rubrique *Aclaraciones*. Les deux lettres d'Alfredo Guevara, comme celle où Blas Roca confirme être l'auteur des textes et n'avoir parlé qu'en son nom, pas en celui du Parti, ont été publiées dans d'autres colonnes, c'est-à-dire en principe ni reproduites en feuillets séparés ni intégrées au livre, de sorte qu'un lecteur non informé pourra de nouveau prendre ces opinions pour l'avis du Parti.
- (28) J.A. Portuondo : *Esthétique et Révolution*, Introduction.
- (29) *La Nécessité de l'Art, Une Vision marxiste*, ch. « L'Art et les Masses » (publ. de la rev. *Unión*, janv. 1964).
- (30) Cf. l'attitude désorientée des responsables du Bureau de l'ICAIC de la province de Matanzas, où ce dernier est situé à l'intérieur de la Maison du Parti.
- (31) Invité par l'ICAIC à Cuba, au début de cette année, Pio Raldelli a vu tous les films et discuté longuement avec les auteurs. Il s'est informé sur l'organisation de l'ICAIC. Finalement il a présenté un rapport sur ses impressions avec, dit-il, « franchise, dureté, mais sans présomption ni paternalisme ». On l'a prié de revenir passer quelques mois à La Havane afin d'y travailler dans le sens qu'il indiquait. Les critiques qu'il fait, les solutions qu'il préconise paraissent donc rencontrer une assez large approbation chez ceux-mêmes qu'il critique. In *Giovane Critica*, n° 7.
- (32) *Gaceta de Cuba*, n° 15, avril 1963 : « Vivre sous la Pluie. »

Voici une interview de Ruy Guerra, parue dans Jeune Afrique. Michèle avait beaucoup admiré Os Fuzis.

RUY GUERRA : « J'AI FAIT OS FUZIS PAR NOSTALGIE... » (Jeune Afrique. 30 avril 1967.)

Parti au Brésil pour y tourner un film de télévision, Pierre Kast rencontre un compositeur qui écrit les paroles des sambas à la mode et qui devient son conseiller musical. Mais Ruy Guerra est avant tout cinéaste et Kast et Chérasse, son producteur, s'enthousiasment en voyant le film **Les fusils**.

« Vous êtes l'homme qu'il me faut, déclare Chérasse, je vous propose de réaliser l'émission que je vais produire pour Présence du Passé, sur l'histoire de l'esclavage. » Et Ruy Guerra commente : « Il a aimé mon film et il a trouvé que j'étais le type idéal pour traiter l'esclavage, puisque je suis né au Mozambique et que j'ai vécu au Brésil. »

C'est ainsi que Ruy Guerra est revenu à Paris où, il y a une douzaine d'années, il étudiait la technique cinématographique à l'IDHEC et l'art dramatique au TNP. **Les fusils** viennent de sortir dans deux salles parisiennes ; l'année où il a remporté l'« Ours d'argent », la plus haute récompense du festival de Berlin, les spectateurs n'ont pas été peu surpris de voir un film d'une violence révolutionnaire aussi peu équivoque représenter le Brésil où, quelques mois plus tôt, le régime constitutionnel du président Goulart avait été renversé par un coup d'Etat militaire. Mais comme les militaires ont eu l'heureuse initiative de baptiser « révolution » leur pronunciamiento, quelques malentendus et une certaine confusion ont surgi à la suite de ce phénomène de sémantique... Est-ce le cas des **Fusils** ?

NOSTALGIE DE LA REVOLUTION.

Ruy Guerra rit dans sa barbe noire qui le fait ressembler autant à un Christ qu'à un guérillero des Andes et il tire une bouffée d'un cigare sans cesse renouvelé :

« Au Brésil, dit-il, la nostalgie de la révolution est telle que même les militaires emploient ce mot... Au moment du coup d'Etat, j'étais en train de monter le film à Sao Paulo et j'ai commencé par mettre les bobines en sûreté. Ensuite, comme les membres du jury chargé de sélectionner les films pour les festivals n'ont pas été changés immédiatement, je leur ai montré Les fusils qu'ils ont retenu à l'unanimité. C'est alors que les militaires ont demandé à voir le film avant qu'il ne sorte du pays et j'ai pensé que tout était perdu. On a fait une séance pour eux. Dans la salle, ils étaient quatre généraux, quelques colonels... Après la projection, il y a eu un moment de flottement. Si l'un d'eux avait dit : « C'est un film communiste », il n'y aurait rien eu à faire... Au lieu de cela, par chance, le premier qui a pris la parole a affirmé : « Voilà un film viril, un film d'homme », et les autres ont fait chorus... C'est pourquoi Les fusils ont été le premier film représentant le Brésil après le coup d'Etat et il a pu témoigner des propres contradictions du régime. Je comprends la perplexité du public à Berlin... »

EN PRISON A 18 ANS.

Construit musicalement, entrecoupé de récits de révoltes que les vieillards qui les ont vécues racontent comme des légendes, le film a d'abord la lenteur d'une incantation, puis il se déploie jusqu'au paroxysme à la manière de certains films japonais. Pourtant, comme **Vidas Secas**, il est enraciné dans la réalité actuelle du Brésil et de son « sertao » aride, dont la sécheresse et la faim forment encore l'horizon de millions d'hommes sur la terre.

Et le dénouement semble encore plus actuel aujourd'hui que des habitants de l'Inde se sont décidés à manger leurs vaches sacrées pour ne pas mourir eux-mêmes d'inanition...

« Quand je suis arrivé au Brésil, dit Ruy Guerra, je n'ai pas été dépaycé. Le Brésil est une ancienne colonie portugaise : j'y ai trouvé la même langue, le même contexte culturel, le même brassage de Blancs et de Noirs qu'au Mozambique. C'est aussi un pays tropical avec les mêmes paysages, la même végétation... Seule l'échelle était différente, plus vaste et plus moderne. Au Mozambique comme en Angola, nous sommes nourris de littérature brésilienne, bien plus que portugaise : j'avais lu l'œuvre de Jorge Amado et je connaissais par cœur les sambas apprises dans mon enfance. « Tu as été élevé dans les faubourgs de Sao Paulo, pas en Afrique », me disaient mes amis guitaristes... Au Mozambique, j'ai été en prison à 18 ans pour séparatisme. Au Portugal, j'ai une fiche politique et il n'y a pas de conditions pour faire un cinéma national. Au Brésil, je me suis senti chez moi. »

Ruy Guerra s'est senti tellement chez lui que c'est son premier long-métrage, **Os Cafajestes** (projeté en France sous le titre trompeur de **Plage du désir**) qui a marqué le bouleversement des vieilles structures du cinéma brésilien et la naissance de **Cinema Novo** qui, avec ses œuvres et celles de Glauber Rocha, de Nelson Pereira dos Santos, de Joaquim Pedro, de Roberto Farias, de Lima Barreto et de Leon Horschman, offre désormais dans les festivals internationaux le visage authentique et attachant du Brésil d'aujourd'hui.

Michèle FIRK.

Voici deux articles distincts, dont un inédit. Chose inhabituelle chez elle, elle s'y raconte un peu.

TOUS DES NEGRES... (Jeune Afrique. 26 mars 1967.)

Pour aborder le long-métrage, Claude Berri a choisi de se rappeler son enfance et, parce qu'il a une bonne mémoire et du talent, c'est la première fois que notre génération reconnaît sur un écran (1) la guerre telle qu'il l'a vécue. Ni héroïque ni tragique, mais quotidienne. En classe nous chantions **Maréchal, nous voilà** sous le portrait bienveillant d'un aïeul à la longue moustache blanche et nous répétions sa devise : « Travail, Famille, Patrie... » Nos chevelures recélaient des hôtes indésirables que nous appelions familièrement des « totos » et leur chasse donnait lieu à des crises de fou rire collectif. Nous n'aimions guère les rutabagas, mais le goût sucré des topinambours ne nous déplaisait pas. La nuit, dès les premières notes de la sirène, nous nous habillions seuls à tâtons, en attendant de nous rendormir contre le sein maternel, dans la cave où tous les voisins bavardaient jusqu'à la fin de l'alerte.

Une image nous emplissait d'effroi : un vieillard hideux, démesuré, semblable aux horribles démons qui peuplaient nos livres de contes, se penchait avec avidité sur un monde dont la taille était celle d'un gros ballon ; son nez était recourbé, ses lèvres proéminentes, ses yeux glauques et, telles les serres d'un oiseau de proie, ses doigts se refermaient sur une France minuscule. C'était lui la cause des malheurs de la France, le **JUIF** ; cupide, il aspirait, pompait les ressources du pays et, pendant des années, j'ai cru que le **Juif Süß** s'écrivait « le Juif suce ».

En caractères gothiques au centre d'une étoile jaune, nous avons reconnu ce mot, **juif**, sur les revers où nous frottions nos joues quand nos parents nous tenaient dans leurs bras. Et, devant les grilles des jardins publics, nous épelions une inscription : **Réservé aux enfants ; interdit aux juifs**. Notre mère nous entraînait. Etions-nous enfants ou juifs ? — **Maman, qu'est-ce que c'est qu'un juif ? — Papa, nous sommes juifs ? — Chut ! tu veux notre mort ?** Nous avons su que nous étions marqués d'un sceau invisible, si honteux pourtant qu'il n'admettait aucune allusion.

En apprenant à parler, nous avons appris à nous taire. La moindre de nos espiègleries devenait un crime. Nous avons compris très vite « la situation » ; nos parents n'étaient pas tout-puissants puisqu'ils avaient peur et nous nous trouvions chargés d'une responsabilité qui nous écrasait... Par la force des choses, nous avons été des enfants à l'intelligence précoce dans un monde où, seule, reconnaissait alors la voix des imbéciles.

Et dans le portrait que ceux-ci traçaient de nous-mêmes, nous refusions de nous reconnaître : avions-nous donc tous les pieds plats, les cheveux frisés, le nez busqué ? Nos parents, humbles artisans fourreurs, tailleurs, maroquiniers, avaient bien d'autres soucis que de courir faire des affaires. Qu'avions-nous de commun avec les autres « ennemis » de la France, les Anglais, les franc-maçons, les bolcheviques-au-couteau-entre-les-dents ? Pour peu que nous changions notre nom et que nous fassions le signe de la croix, étaient-ils seulement capables de nous reconnaître, ceux-là mêmes qui prétendaient avoir un flair infailible pour repérer les juifs qui, disaient-ils, **sentent le juif comme les boucs sentent le bouc**.

Sartre appelle l'antisémitisme un **snobisme du pauvre** ; les médiocres ont à bon compte, le sentiment d'appartenir à une élite qui ne réclame de leur part

1. Le vieil homme et l'enfant.

aucun mérite particulier. Les riches encouragent et utilisent cette haine irrationnelle, mais ils ont mieux à faire que de s'y abandonner eux-mêmes. Nul n'est plus raciste que le petit-blanc, nul n'est plus xénophobe que le petit-bourgeois et c'est à Bab el-Oued que l'OAS a recruté ses membres les plus fanatiques. Selon les époques et les latitudes, le juif sera remplacé par l'arabe ou par le nègre, ou simplement par l'ouvrier... La bêtise et l'ignorance secrètent une haine infinie contre tout ce qui est « différent » et qui risque d'ébranler le monde derrière lequel elles se sont retranchées. **Le crime de M. Lange**, vieux film de Prévert et Renoir, illustre ce phénomène de manière saisissante : un personnage parle des « Indiens » quand on l'interrompt : « **Mais voyons, grand-père, vous étiez à Canton dans votre jeunesse ; il n'y a pas d'Indiens, ce sont des Chinois...** » Et le vieux de rétorquer : « **Les Indiens, les Chinois... tous des nègres...** »

Michèle FIRK.

POURQUOI LES COIFFEURS ? (1).

Un titre « gentil », voire à la mode depuis le triomphe d'**Un homme et une femme**, et qui de surplus évoque de vagues réminiscences littéraires... Des affiches où Michel Simon se balance sur une escarpolette que pousse un petit garçon... C'est la Bibliothèque Rose... L'apparence du **Vieil homme et l'enfant** a été soigneusement « banalisée » comme on dit désormais dans les préfectures. C'est que derrière la façade en guimauve se cache un sujet jusqu'à présent tabou, celui de l'antisémitisme que l'occupation nazie a développée et encouragée et de la situation des juifs à cette époque, enfermés dans leur condition de juifs parce que persécutés pour elle. Les personnages en présence sont un juif enfant qui « sait » et qui a conscience que sa vie dépend de son silence et un vieil antisémite fort en gueule et fort de son droit à l'antisémitisme, portrait sans aucun doute fidèle de ce que furent un nombre élevé de Français pendant la guerre et de spectateurs dans la salle.

Les distributeurs étaient inquiets. Ils se disaient : « **Les gens vont se reconnaître et ça ne va pas leur plaire.** » Ils avaient tort, le film plaît puisqu'il draine le seul public capable d'assurer la rentabilité d'un film, celui des samedis soirs et des dimanches après-midi qui va en famille se payer une pinte de bon sang, comme au **Gendarme de Champignol**. Les distributeurs avaient même doublement tort car personne ne s'est reconnu ; à la rigueur on a retrouvé les traits d'un vieil oncle ou d'un ancien voisin, jamais les siens : l'Histoire est pleine de ces phénomènes d'amnésie collective dont la manifestation caractéristique à l'échelle individuelle s'appelle mauvaise foi.

Le MRAP pavoise, la presse unanime entonne un hymne touchant à l'amour universel... Réjouissons-nous du succès du film mais ne nous faisons pas d'illusions sur la signification et la portée de ce succès. Mort l'antisémitisme ? En médecine on dit que la crise douloureuse est le symptôme de la maladie, non la maladie elle-même et c'est pourtant cette dernière qu'il faut soigner : on ne résout rien en faisant disparaître le symptôme... Quand la conjoncture n'est pas propice (ce qu'elle fut au temps de l'affaire Dreyfus ou sous la botte hitlérienne) l'antisémitisme abandonne sa forme virulente de « crise douloureuse »... A la fin du film, Pépé range au grenier le portrait de Pétain et se prépare à vivre dans un monde qui fera de nouveau place aux juifs, un peu moins nombreux peut-être... Il se taira, car la loi ne sera plus de son côté... Plus tard, s'il vit encore, il deviendra poujadiste, puis bouffera allègrement du bicot jusqu'à l'indépendance de l'Algérie... Ensuite ? Il se taira de nouveau jusqu'à ce que surgisse une autre occasion... Les salles sont pleines de pépés qui rigolent quand Michel Simon déclare : « **Les juifs ont fait le malheur de la France.** »

Faut-il reprocher à Claude Berri que son film leur plaise à eux aussi ? Certainement un peu, car c'est le signe que, dans **Le vieil homme et l'enfant**, comme dans la fameuse auberge espagnole, on trouve en fin de compte ce que l'on y apporte. Que Pépé soit incapable de faire du mal à une mouche, qu'il cajole son vieux chien paralysé et refuse le civet de lapin parce que manger un être vivant ce serait selon lui du cannibalisme, je donne à cela une signification de cruauté intolérable, puisque la même personne souhaite l'extermination totale des juifs, c'est-à-dire d'une partie de la race humaine. Mais je trouve pareillement intolérable l'attitude de la vieille fille qui aime ses chats pour mieux haïr l'humanité, et qui pleure sur Leïka, la petite chienne de l'espace, en criant : « **Mort aux fellaghas !** » C'est mon regard à moi qui perçoit l'horreur ; les Pépés, eux, s'attendrissent devant leur semblable, un bien brave homme après tout, si humain et si « vrai »...

Le vieillard qui s'est attaché à l'enfant ne saura jamais qu'il était juif afin, dit Claude Berri dans **Droit et Liberté**, qu'il « **n'ait pas l'occasion de se « racherter** »... Voire ! Qui me dit que le vieillard n'aurait pas réagi par une fureur rétrospective pour s'être fait jouer par un digne représentant de la race maudite ? Ou bien qui me dit que ses convictions n'auraient pas été renforcées par le fait que « **ce juif-là** » était « **un bon juif** », l'exception au nom de laquelle le son antisémitisme deviendra plus effrayant encore puisque lavé de tout soupçon de « **subjectivité** ». Nous avons tous connu cet antisémite dont « **le meilleur ami est juif** », ce qui lui donne le droit d'être plus antisémite qu'un autre...

Aujourd'hui Pépé a mis de l'eau dans son vin : les chefs des Etats plus ou moins indépendants d'Afrique (les « **rois nègres** », comme il les appelle encore) sont reçus à l'Elysée et son chef de bureau a un nom bien difficile à prononcer, Butterweiss ou Schlamkowitz... Il est devenu « tolérant », Pépé. Sa myopie calculée blondit la tête crépue de son interlocuteur **en sa présence** et, en appelant Kerfunkel par son prénom, Monsieur Jacques, il en fait presque un Dupont, presque...

Le jour où on lui racontera l'histoire selon laquelle il faut envoyer au four crématoire les juifs et les coiffeurs, il demandera le plus ingénument du monde, comme l'héroïne d'**Une femme mariée** : « **Pourquoi les coiffeurs ?** »

M. F.

1. Article inédit, destiné à **Avant-garde-jeunesse** (mars 1967). Comme bien souvent, Michèle l'avait remis trop tard...

Il ne nous semble pas inutile de reprendre ici, dans ce rassemblement de textes et de témoignages politiques sur la vie et la lutte de Michèle, un poème d'Otto René Castillo, poème qu'elle avait traduit et qu'elle aimait particulièrement. Qui était Castillo, elle l'expliquait elle-même dans cette lettre :

Monsieur,

Paris, le 26 janvier 1968.

Je me permets de vous envoyer cette note, sachant que vous êtes en possession du livre de poèmes du poète guatémaltèque Otto René Castillo. Il a été l'un des compagnons les plus proches du commandant en chef des FAR, Cesar Montes qui souhaitait vivement que son livre connaisse une large diffusion et écrivit dans ce but, au mois d'août dernier une sorte de préface, transmise par des amis : je vous en envoie une photocopie ainsi que la traduction, à revoir sans doute.

En ce qui concerne la biographie d'Otto René, les détails sont signalés sur les revers de la couverture de son livre ; comme faits plus récents, je sais seulement que, pour revenir combattre dans son pays, il a laissé en Allemagne sa femme et, je crois, deux petites filles : la souffrance de cette séparation, qu'il pressentait définitive, apparaît dans plusieurs de ses poèmes. Il est mort en mars ou en avril 1967, très exactement la semaine de Pâques : il faisait partie d'un petit groupe de combattants qui, en position de « repli », avait dû se séparer du reste de la troupe : ils devaient être sept, trois seulement ont survécu. Leur état physique était déplorable car ils avaient dû se nourrir pendant deux semaines d'herbes cuites quand une patrouille de l'armée les a attaqués. On ignore s'il a été tué immédiatement ou si, blessé seulement, il a été emmené par les militaires dans un lieu situé à une vingtaine de kilomètres, encore vivant. C'est en tout cas à cet endroit que la seule femme du groupe, la jeune Nora Paiz, âgée de 22 ans, a été longuement torturée, violée et brûlée ainsi que ses compagnons. Des paysans ont témoigné par la suite qu'ils l'avaient entendue crier pendant deux jours et deux nuits. C'est la mère de Nora qui, après avoir exigé des autorités qu'on lui dise ce qu'était devenue sa fille, sans résultat, qui s'est fait accompagner par des paysans et a découvert le lieu du crime où ossements, restes sanglants, touffes de cheveux n'avaient même pas été recouverts. Il semble que certains de ces restes étaient ceux d'Otto René, mais on n'en a pas l'assurance formelle et l'armée n'a jamais publié aucun communiqué à ce sujet.

J'ai appris qu'Otto René avait écrit l'année dernière une lettre à Miguel Angel Asturias et je fais ce que je peux pour essayer d'en obtenir une copie. Peut-être vous intéresserait-elle aussi ?

Par ailleurs, Otto René a écrit d'autres poèmes qui, eux, n'ont jamais été publiés nulle part, pas même en espagnol puisque ce sont les plus récents.

En ce qui concerne les possibilités d'éditions, il n'y a pas de problèmes de droits, m'a-t-on dit, car la maison qui a édité « Vamonos patria a caminar » a disparu et les droits appartiennent aux FAR.

Je suis personnellement en liaison constante avec le camarade que vous avez vu, mais je me tiens à votre disposition pour tout complément d'information, toute démarche à entreprendre ou toute aide, quelle qu'elle soit.

Je vous prie de croire, monsieur, à l'expression de mes meilleurs sentiments.

Michèle FIRK.

INTELLECTUELS APOLITIQUES

Un jour,
les intellectuels
apolitiques
de mon pays
seront interrogés
par l'homme
simple de notre peuple.

On leur demandera
ce qu'ils ont fait
quand
la patrie s'éteignait
lentement,
comme un doux feu,
faible et seul.

On ne leur posera pas de question
sur leurs costumes
ni sur les longues siestes
après le repas ;
pas de question non plus sur les stériles
combats contre le néant,
ni sur leur manière ontologique
de se faire de l'argent.
On ne leur posera pas de question
sur la mythologie grecque,
ni sur le dégoût
qu'ils ont éprouvé,
quand quelqu'un, tout au fond d'eux-mêmes
se disposait à mourir lâchement.

On ne leur posera aucune question
sur leurs justifications
absurdes
grandies à l'ombre
d'un mensonge absolu.

Ce jour-là les hommes simples
viendront.
Les hommes qui n'ont jamais eu leur place
dans les livres et dans les vers
des intellectuels apolitiques,
les hommes qui leur apportaient tous les jours
le lait et le pain,

les œufs et les tortillas,
ceux qui cousaient leur linge,
ceux qui conduisaient leurs voitures,
ceux qui soignaient leurs chiens et leurs jardins,
ceux qui travaillaient pour eux,

et ils leur demanderont,
« Qu'avez-vous fait quand les pauvres
souffraient et qu'en eux gravement,
se consumaient la tendresse et la vie ? »

Intellectuels apolitiques
de mon doux pays,
vous ne pourrez rien répondre.

Un vautour de silence
vous dévorera les entrailles.
Votre misère vous rongera l'âme
et vous vous tairez,
honteux de vous-mêmes.

*Voici enfin deux lettres. L'une, qu'elle écrivit à sa sœur le jour de son départ, et qui
marque combien elle était loin d'être indifférente à ce qui se passait à ce moment-là.
L'autre, déjà diffusée, la lettre « en cas... », rédigée avant son premier voyage en 1967.*

14 mai 1968.

Bonjour, ma sœur... Je reviens de la Sorbonne où il se passe quelque chose
de fabuleux. Ne parlons pas de l'aspect folklorique des gars qui jouent de la
guitare un peu partout et du piano à queue près de la chapelle dans la cour où
se succèdent pianistes de jazz, de classique ou d'airs modernes, aspect folklo-
rique comme seuls les mouvements authentiquement populaires et spontanés
peuvent en avoir pourtant. Ne parlons que du sens de tout cela : des commissions
permanentes fonctionnent qui tentent non seulement de contester et critiquer

l'enseignement et le fonctionnement de l'Université, mais encore de rechercher ce
qu'il est souhaitable d'établir à leur place. Eparpillés entre les étudiants, il y a
des tas d'ouvriers, plusieurs de la Régie Renault qui pénètrent pour la première
fois dans l'antre de la Science et se comportent un peu comme des « manants »
entrant dans le château et craignant de salir les tapis... Mais ils sont là et, bien
plus, les étudiants les poussent à s'exprimer : on est loin du « contact » paternaliste
ouvriers-intellectuels à la Simone Weill qui pousse ces derniers à aller travailler
en usine pour se « rapprocher » des ouvriers. Là, et il fallait le trouver, ce sont les
ouvriers qui ont brusquement droit de cité à l'Université. Bien sûr il ne faut
pas se complaire dans la vision d'une société brusquement « idéale ». Mais quoi
qu'il arrive, l'importance de ce qui est en train de se passer ne saurait être
minimisée. La sympathie et la solidarité qui ont dépassé toutes les prévisions les
plus optimistes (et on avait plutôt tendance à être pessimiste avant à ce sujet)
et l'un des mots d'ordre des étudiants : « Vous êtes tous concernés », montrent
bien la fausseté de ce que le gouvernement et les grands organes d'information
ont essayé de faire croire. D'abord qu'il ne s'agissait que de l'agitation artificiel-
lement créée et entretenue par une poignée de fauteurs de trouble, d'« enragés »
agissant au nom d'on ne sait quels intérêts obscurs ; ensuite, quand les propor-
tions prises par le mouvement ne permettaient plus à cette hypothèse d'être prise
au sérieux, de faire admettre que la question était strictement limitée à l'Uni-
versité, que les non-étudiants ne pouvaient y avoir leur place ni y participer,
sans passer pour des « émeutiers » professionnels. Or on peut difficilement consi-
dérer la catégorie « étudiants » comme une « corporation » à part, comme les
marchands de chaussettes ou les serruriers. Le métier d'étudiant n'existe pas,
ni ne comporte en soi sa propre fin, c'est une étape décisive de la vie de chaque
citoyen et de la société dans son ensemble et, pour commencer, il est scandaleux
que les deux tiers des enfants soient dès l'abord condamnés à ne pas mettre les
pieds à l'Université. Ce n'est pas parce que, seuls, les fils d'ouvriers exception-
nellement intelligents pourront obtenir une bourse et étudier alors que les autres,
d'une intelligence normale, pas plus, seront justement privés, en arrêtant leurs
études au certificat, du moyen de développer leur intelligence, que la culture n'a
le droit d'être débattue que par ceux qui y ont accès : les autres aussi ont leur
mot à dire, pour revendiquer précisément le droit à la culture pour tous.

Deuxième point, c'est à l'Université que se forme l'élite de demain. Ce qui
se passe à la Fac de Sciences intéresse l'ensemble des scientifiques du pays, à
la Fac de Médecine, l'ensemble des médecins, à la Fac de Droit, l'ensemble des
avocats, etc. En bref, ce qui se passe à l'Université intéresse non seulement les
étudiants en chaque matière et leurs professeurs, mais l'ensemble de la branche
dans laquelle ils se préparent à entrer : c'est suffisamment évident pour n'avoir
pas besoin d'être développé.

Si, par ailleurs, 1 000 étudiants ont un diplôme pour devenir chercheurs
scientifiques et que seuls 200 sont sûrs de trouver un débouché dans cette bran-
che, ce n'est plus seulement un problème strictement universitaire, ni même de
la branche scientifique, c'est un problème qui touche toute la nation, sans oublier
les parents des étudiants : à quoi sert de faire des études et d'avoir des diplômes
qui ne permettent pas d'exercer un métier en rapport avec le diplôme ?

Autre chose encore, car le problème est complexe et explique la contestation
globale des étudiants et la question que se posent beaucoup de gens : « Mais
qu'est-ce qu'ils veulent exactement ? » D'une part, les études et le diplôme qui
les couronne n'ont rien à voir dans l'emploi qui attend l'étudiant, lequel doit,
lorsqu'il commence à travailler, refaire un long apprentissage et s'apercevoir de
l'inutilité de ce qu'il a appris ; d'autre part, la spécialisation qui s'opère de plus
en plus tôt et qui est souvent arbitraire, tend à faire des jeunes gens des « spé-
cialistes » en une seule chose, ignorants du reste, de plus en plus éloignés de
ces hommes cultivés que produisait la Renaissance, de plus en plus déshumanisés
et, comme l'explique fort bien Cohn-Bendit, destinés à n'être que de parfaits

rouages d'une machine qui les dévore, des « cadres formés dans le but d'exploiter la classe ouvrière ».

Dans ces conditions, réclamer des locaux et des maîtres ne suffit pas. La question que posent les étudiants, c'est : quelles études ? pour qui ? pour quoi faire ? ce qui ne peut déboucher sur autre chose que sur la mise en question du système. Et, parce que nous vivons dans un monde de vieillards, où il faut avoir plus de cinquante ans et se montrer docile vis-à-vis du pouvoir afin d'oser espérer avoir une place de quelque responsabilité à laquelle s'accrocher jusqu'à sa mort, et parce que les vieillards refusent aux jeunes le droit d'exprimer des revendications et qu'ils ont cru qu'en utilisant la force et les flics ils allaient remettre dans le droit chemin les « mauvaises têtes », il a fallu en arriver là, prouver que les étudiants sont d'une maturité extrême et n'ont rien des excités complaisamment dépeints par la presse aux ordres : non seulement ils ont affronté les flics, mais ils ont résisté pas à pas, ils ont riposté, ils se sont montrés disciplinés et courageux, ils se sont organisés spontanément et intelligemment. Le pouvoir les méprisait tellement qu'il ne les aurait jamais cru capables de tout cela et le préfet imbécile a parlé « d'émeutiers qui connaissent la tactique de guérillas », comme si l'histoire tout entière n'était pas jalonnée, quand une situation est « révolutionnaire », de mouvements populaires qui se créent spontanément et trouvent seuls leurs formes d'organisation. Bien sûr des leaders se sont affirmés et Cohn-Bendit en est un authentique. Cela n'a rien de surprenant : le leader d'un mouvement de cet ordre ne peut surgir que du sein même de ceux qui le forment. Il n'y a justement pas « d'émeutier professionnel » qui viendrait de l'extérieur. Cela prouve qu'il faut prendre les étudiants, et plus généralement les jeunes, très au sérieux, et cela ils l'ont d'ores et déjà obtenu.

Il a fallu que les étudiants montrent de quoi ils étaient capables pour que le gouvernement se décide à accepter d'entamer le dialogue. Mais ce qu'il propose est déjà dépassé. Pour la suite il faut que le reste du pays continue à se sentir concerné et pas seulement « contre la répression ». C'est pourquoi le mouvement des CAL lycéens est aussi formidable. C'est dès le lycée que l'enseignement doit être contesté. Sans doute une bonne partie des lycéens fait-elle de l'agitation par plaisir. Je préférerais poser le problème dans l'autre sens et dire : une bonne partie des lycéens mène l'action avec sérieux : j'ai vu les représentants des CAL avec l'UNEF et la SNEsup et leurs propositions étaient remarquables. Que des très jeunes gens de 14 et 15 ans soient capables de poser les problèmes comme ils le font, qu'ils soient capables d'une telle conscience et d'un tel sens de l'organisation, j'avais déjà pu m'en rendre compte avec les comités Vietnam, mais, malgré tout, j'en reste encore abasourdi. Cette politisation des jeunes, c'est-à-dire cette conscience de leurs responsabilités futures et présentes dans la société, le système souhaiterait l'empêcher — souvent aidé par les parents — en reculant les limites de leur « irresponsabilité » jusqu'à l'âge où ils seront parfaitement « intégrés », c'est-à-dire où ils cesseront d'être dangereux. Heureusement ce sera de plus en plus difficile à obtenir de leur part : il est difficile d'envoyer jouer aux billes des gosses qui ont prouvé dans leur meeting des Gobelins l'autre jour, qu'ils avaient tout à fait le droit d'être considérés comme des citoyens.

Bon, trêve de bla bla, je dois terminer mes valises avant de partir au début de l'après-midi. Je t'envoie ces notes rapides et désordonnées parce que je n'avais pas le temps de parler avec toi hier : Paul me trimballait en voiture et était pressé et moi aussi à cause de la manif qui a été spécialement bath. Je suis sûre qu'il y avait plus de 800 000 personnes, au moins un million. Les gars ont beaucoup d'humour et ils reprenaient à leur compte les qualificatifs du gouvernement en scandant : « Nous sommes des enrégés », ou encore à trente mille : « Nous sommes des groupuscules »... L'un de mes plus chers vœux, c'est que mes neveux comprennent peu à peu le sens de tout cela, à quel point ils sont « concernés » et qu'ils participent en tant qu'acteurs conscients à cette nouvelle page de notre histoire qui commence juste à s'écrire.

Pour toi, ma sœur, je te souhaite beaucoup de courage pour tout. Si je ne te revois qu'après l'été, tu pourras en tout cas compter sur moi. Cette fois je me dépêche, car je dois encore appeler maman.

Gros baisers à tous.

MICHELE.

Chers camarades,

Je vous laisse cette lettre car, si j'avais omis d'y penser moi-même, « l'affaire Debray » est là qui nous enseigne à quel point il faut être vigilant lorsque l'on décide de s'engager entièrement et jusqu'au bout dans la lutte anti-impérialiste. Quand les faits sont trop précis, la bourgeoisie s'efforce de dénaturer leur sens afin d'en limiter la portée et elle amène les idées sur le terrain où elle peut le mieux les pourfendre — le plus loin possible de la politique.

L'extrême-droite a fait de Régis un « traître » à sa classe, à sa patrie. La grande bourgeoisie, bien plus intelligente, s'est contentée, patelinement, de le réduire aux dimensions d'un jeune homme rêveur, généreux, quichottesque, christique, un peu toqué peut-être, en bref **recupérable** demain, même si on doit le surveiller d'un peu près. Rien de tel ne me guette, je représente tout ce qui fait horreur : un terrain mouvant, l'insécurité, l'instabilité, « l'asociabilité ». Il n'en sera que plus facile de me condamner au nom d'un goût suspect pour « les aventures » et le « Tiers Monde » et de faire oublier qu'il s'agit avant tout d'un **combat politique**. Rien n'est plus important que le combat contre l'ennemi impérialiste parce que nous sommes tous menacés, cernés et que nous ne pouvons pas ne pas choisir. Il n'est pas honteux, au contraire, de faire de la lutte révolutionnaire l'axe de sa vie, autour duquel tout le reste ne sera qu'accessoire. Ce qui est honteux, c'est de converser du Vietnam, les doigts de pied dans le sable, sans rien changer à sa vie, de parler des guérillas en Amérique latine comme du tour de chant de Johnny Hallyday. Ce qui est honteux, c'est d'être « informé objectivement », c'est-à-dire de loin, sans jamais prendre part. Nous sommes des citoyens du monde et le monde est vaste : ici ou là, peu importe, il n'est point de fatalisme géographique. Mes moyens sont limités et faibles. Cependant je les ai mis tout entiers dans le combat et je refuse à quiconque le droit de me voler les idées au nom desquelles je me battrai jusqu'à la mort, celles du « Che », de Fidel, du peuple vietnamien. Dans la lutte contre l'impérialisme américain, tous les champs de bataille sont glorieux. Pourtant la gloire est bien ce qui nous est le plus indifférent.

Chers camarades, ne permettez pas que l'on fasse de moi autre chose que ce que je suis et ce que je veux être : une combattante révolutionnaire.

Comme dit le « Che », « jusqu'à la victoire toujours ! »

17 mai 1967.

Michèle FIRK.

TÉMOIGNAGES

DENIS BERGER.

Nous savons maintenant comment est morte Michèle Firk. Elle s'est tuée, d'une balle dans la bouche, au moment où la police militaire du Guatemala allait l'arrêter. Se tuer plutôt que de courir le risque de parler sous la torture. Se tuer parce que telle est la consigne donnée à leurs militants par les Forces Armées Révolutionnaires, l'organisation pour laquelle combattait Michèle. Cette mort exprime parfaitement ce que Michèle avait su faire de sa vie : « Chers camarades, ne permettez pas que l'on fasse de moi autre chose que ce que je suis et veux être : une combattante révolutionnaire. »

Il faudrait en rester là, car l'essentiel est dit. Malheureusement, les mots ont perdu leur sens, jusque dans les milieux révolutionnaires. Depuis l'annonce de la mort de Michèle, les commentaires ont plu. Obligés de rendre hommage à son courage, beaucoup se sont demandés cependant comment on pouvait choisir de se faire tuer loin de France, au Guatemala à plus forte raison, à moins d'avoir un certain goût de l'aventure, suspect dans la mesure même où il n'est pas encore devenu produit de consommation courante. D'autres, mieux intentionnés, ont ouvert généreusement les tiroirs où sont traditionnellement rangés les instruments de l'éloge funèbre ; et la source tiède des mots pétrifiants s'est mise à suinter : « sacrifice admirable », « vivante incarnation de l'internationalisme », etc.

Michèle n'avait pas particulièrement le goût de l'aventure ; elle n'avait aucun goût pour le sacrifice. Elle aimait vivre, parler avec des amis, faire l'amour, aller au théâtre. Elle était préoccupée par la mort. Elle ne pouvait imaginer de prime abord, ni supporter lorsqu'elle l'avait découverte, la lâcheté ou la bassesse chez les autres. Elle aspirait, de toutes ses forces, à vivre dans une société où la vie aurait un but pour chacun, où les rapports entre les gens seraient directs et confiants. Quand on est bâtie sur ce modèle, il devient impossible de vivre dans nos sociétés, à moins de donner un sens à chaque instant, même le plus terne, par l'adhésion à un but qui dépasse largement tous les problèmes personnels :

« Il y a plus de trente ans j'ai adopté la philosophie suivante : la vie humaine n'a de sens que dans la stricte mesure où, et aussi longtemps qu'elle est vécue

au service d'un but infini. Pour nous, l'humanité est infinie. Le reste est fini, et travailler pour le reste n'a donc aucun sens. »

Ainsi écrivait, dans sa dernière lettre, Adolphe Joffe, révolutionnaire russe, qui a choisi de se suicider le 16 novembre 1927, parce que son état de santé ne lui permettait plus de supporter les aléas de la lutte contre la bureaucratie qu'il menait avec l'opposition de gauche. Michèle connaissait et aimait ce texte. Pour elle, l'« humanité » dont parlait Joffe n'était pas une vague abstraction ; elle était un ensemble de situations concrètes, de peuples en lutte, de classes opprimées. Il fallait trouver l'endroit où l'on était le plus efficace, et y tenir sa place. Pas question de se transformée en fanatique. Il fallait simplement savoir choisir en temps voulu, en fonction du but.

Michèle Firk est morte pour la Révolution. A ce titre, elle mérite d'être placée sur le même pied que tant d'autres martyrs. Mais cet hommage, nous le lui rendrons plus tard, en évitant toujours les phrases stéréotypées. Aujourd'hui, il est plus urgent de montrer que Michèle a vécu son existence, jusque dans les conditions mêmes de sa mort, avec une rigueur, politique et morale, exceptionnelle. Michèle a choisi le combat révolutionnaire, à chacune des étapes de sa vie — une vie qui fut celle de tout le monde. Il appartient à ses amis, à ses camarades, de faire comprendre ce choix. Michèle ne saurait être la figure idéale d'un hypothétique Panthéon de la révolution permanente.

Elle est un **exemple vivant**.

Les paragraphes qui précèdent auront montré aux lecteurs lucides que Michèle Firk doit d'abord être définie comme **communiste**. Non pas tant parce qu'elle a adhéré au Parti Communiste Français dès l'âge de 19 ans : elle s'est très vite aperçue que l'organisation qu'elle avait cru incarner la Révolution d'octobre était, en fait, un mol agrégat de cadres nantis, incapables d'imaginer la transformation réelle de la société parce qu'ils y étaient trop profondément intégrés, au titre de rouages compensateurs. Michèle avait cru rejoindre une communauté révolutionnaire ; elle trouva des « réalistes », prêts à tous les chambardements à la seule condition que leur bureau reste accessible et que le métro fonctionne normalement pour les mener à la Chambre des députés, afin d'y voter ou d'y remettre une pétition. Pour Michèle, le problème fut vite réglé : puisque le Parti Communiste Français était devenu pareille **chose**, il fallait se battre pour le transformer ou, si l'on échouait, pour créer un véritable parti révolutionnaire. Michèle ne pouvait être de ces aimables commentateurs qui, après avoir tout fait, sans aucune exception, du temps du stalinisme triomphant, se retirent ensuite de l'action militante et, devenues bonnes consciences universelles, commentent avec complaisance leurs aberrations passées, pour le plus grand profit des lecteurs du **Nouvel Observateur** ou des **Lettres Nouvelles**. Michèle ne pouvait non plus admettre les visions, faussement sagaces, de ceux, parce qu'ils se définissent eux-mêmes comme compagnons de route, proclament sans cesse que le Parti Communiste c'est la classe ouvrière. Elle avait milité dans les cellules prolétaires ; elle avait pu constater que là aussi l'appareil du Parti joue le rôle d'un moule dont seuls peuvent supporter longtemps les contours absurdes ceux qui sont prêts à renoncer à beaucoup de leur indépendance de pensée. Le Parti Communiste Français exerce une influence prépondérante parmi les travailleurs, dont beaucoup rejoignent ses rangs. Il faut tenir compte de cette réalité, mais pour la mieux transformer, pour dégager les possibilités d'expression et d'action de tous les militants qu'étouffent la politique et le régime du Parti. Un Parti Communiste authentiquement révolutionnaire est un espoir, et donc une arme, trop important pour qu'on tolère sa dégénérescence. Michèle partagea très vite — **dès 1958** — l'activité de groupes oppositionnels à l'intérieur du PCF.

Pourquoi se lancer ainsi dans une activité harassante, parfois vaine, à coup

sûr sans espoir de succès immédiat ? Michèle donne elle-même la réponse dans la lettre que la presse a publiée : « Ce qui est honteux, c'est d'être « informé objectivement », c'est-à-dire de loin, sans jamais prendre part. » Mais cette explication semble ne pas convaincre tout le monde. On voudrait expliquer l'itinéraire de Michèle par son appartenance à une famille juive, qui a payé sa part des persécutions nazies. Il est certain que Michèle avait gardé un souvenir vif des années de guerre ; elle rappelait souvent comment, au cours d'un passage clandestin de la ligne de démarcation, elle avait de justesse échappé à l'arrestation, blottie dans un buisson, dans les bras de sa mère. Elle avait cinq ans et elle ne pouvait oublier ce temps où la bestialité et la bêtise régnaient ouvertement sur la société occidentale et chrétienne. Mais jamais elle ne songea à expliquer ces épreuves qui l'avaient marquée par le seul fait de son appartenance au peuple juif. Toujours elle rejeta, avec agacement souvent, la complaisance geignarde, la sentimentalité raciale, le conformisme d'opprimé aveugle qui sont les caractéristiques trop fréquentes des milieux juifs français. Pour elle, le malheur comme les erreurs devaient être assimilés et dépassés. Elle fut amenée, par là, à faire son premier choix essentiel. De ce qu'elle avait pu souffrir en tant que juive, elle ne voulait retenir que le fait d'oppression, que les origines de classe de l'oppression. Ainsi assumait-elle, beaucoup plus fidèlement qu'aucun sioniste, son origine juive. Ainsi est-elle devenue une militante révolutionnaire, mettant en commun avec tous ceux dont l'enfance et l'adolescence se sont déroulées pendant la seconde guerre mondiale, une même défiance à l'égard de l'ordre établi, un même mépris pour la morale courante, dont nous avons pu voir, dès nos premières années, qu'ils ne donnent naissance qu'à des monstruosité, dès lors que leur cadre douillet de vie quotidienne n'existe plus.

Communiste opposante, Michèle ne pouvait se borner à caresser rêveusement des thèses politiques opposées à celles de l'équipe dirigeante du PCF. 1958, c'était l'époque de la guerre d'Algérie. Un jour, des amis lui proposèrent d'aider politiquement le FLN algérien. Michèle accepta sans hésiter, le temps sans doute d'un regard grave et d'une plaisanterie. Pas de raison d'hésiter à s'engager dans cette cause. Pas de raison non plus de faire d'histoires pour ce qui n'était que naturel. L'humour, parfois féroce, a toujours servi à Michèle à réserver pour elle-même les problèmes personnels que pouvaient lui poser les actions qu'elle savait devoir entreprendre. Mais son choix ne devait rien au hasard, à la légèreté. La libération de l'Algérie avait, en elle-même, un caractère révolutionnaire. C'était une cause juste, du point de vue de la morale révolutionnaire comme du point de vue politique. Il fallait donc aller jusqu'au bout. Aucun romantisme là-dedans ; beaucoup de lucidité au contraire : au moment où la gauche française, de plus en plus bien-disante au fur et à mesure que de Gaulle s'apprêtait à négocier, marchait jusqu'à son soutien verbal à la révolution algérienne, il était **immédiatement** utile, dans une perspective révolutionnaire, d'amener des militants, fussent-ils peu nombreux, à mettre en pratique l'internationalisme prolétarien. L'action que quelques-uns ont menée, tout au long de la guerre d'Algérie, a d'ailleurs porté ses fruits. Malgré ses faiblesses, elle a contribué à la prise de conscience d'un nombre croissant de jeunes, de travailleurs. Notre travail de l'époque, si décrié par les « réalistes », a été l'un des facteurs qui ont déterminé mai 1968.

On a raconté beaucoup de bêtises sur les organisations de soutien au FLN. Le travail y était souvent très peu exaltant. Et, pour une action spectaculaire comme l'évasion de la Roquette, il fallait compter cent rendez-vous de routine, cinquante voyages sans histoires. Et, pendant ce temps, nous ne pouvions exercer de métier vraiment normal. Michèle fut particulièrement victime de cet engagement. Sortie de l'IDHEC, elle voulait devenir réalisatrice de cinéma. Mais comment faire toutes les démarches, tous les travaux nécessaires, autrement que sporadiquement ? Michèle a travaillé sans arrêt avec le FLN de 1958 à 1962. Comment douter qu'elle ait ainsi gâché l'essentiel de sa « carrière professionnelle », à laquelle elle était pourtant très attachée ?

Nous nous faisons, à l'époque, moins d'illusions que beaucoup de nos camarades sur l'avenir de la révolution algérienne. Nous savions que le socialisme révolutionnaire ne naîtrait pas sans lutte contre les réactionnaires qui avaient envahi le FLN des dernières années. Nous avons même pris, à l'époque, le risque d'aider certains camarades algériens, avec lesquels notre accord était profond, à constituer des groupes d'opposition de gauche dans la Fédération de France du FLN. Mais nous avions encore beaucoup à apprendre sur le déroulement d'une révolution lorsqu'elle arrive au pouvoir. Sur le manque à gagner qu'implique l'absence d'une avant-garde constituée. Plus que tout autre, Michèle était consciente des difficultés ; plus que tout autre aussi elle souhaitait que se prolonge la communauté révolutionnaire que nous avions formée avec les Algériens en lutte. Il en est d'autant plus remarquable que, l'indépendance de l'Algérie venue, elle ait sacrifié ses sympathies à ce qu'elle croyait juste. Elle n'a pas cessé de penser que le pouvoir instauré en Algérie n'était pas un pouvoir révolutionnaire, qu'il facilitait la constitution d'une nouvelle classe dominante, qu'il n'apportait pas de solution véritable au sort des travailleurs. Elle a donc rompu tous ses liens avec l'Algérie, quoi que cela ait pu lui coûter. Pas question de carrière cinématographique, de bonheur personnel dès lors que cela implique des compromis qui empêchent de militer en toute liberté pour la révolution socialiste.

Michèle a choisi encore une fois. Péniblement : elle a conservé pendant des années un ulcère à l'estomac, né de cette période et dont l'origine ne saurait faire de doute. Mais elle a continué.

En 1963, Michèle est invitée à Cuba. Elle reste près d'un an, travaillant dans les secteurs les plus divers, multipliant les raisons de prolonger son séjour. Michèle adhère à la révolution cubaine. Pendant longtemps, elle se considérera, par-delà les différences de nationalité, comme membre du Parti Communiste Cubain. Les raisons de son choix sont claires : pour Michèle les idéaux du communisme, l'internationalisme, le pouvoir ouvrier demeuraient des impératifs parfaitement en rapport avec la réalité. Mais pour adopter et conserver cette position, il fallait, au début des années 1960, une grande fermeté politique et morale. Depuis 1956, le mouvement communiste semblait sortir de la nuit et du brouillard staliniens — mais pour des raisons très respectables, très raisonnables, très peu révolutionnaires : les méthodes sanglantes ne correspondaient plus au niveau général de développement atteint par la société soviétique ; elles détonaient avec la courtoisie de règle dans les échanges diplomatiques, élément essentiel de la coexistence pacifique. Aussi fallait-il passer à une étape où les partis communistes entonneraient la triste complainte de la social-démocratie. On enterrait Staline pour mieux exhumer Léon Blum, et l'horreur de la révolution prolétarienne ne faisait que grandir. L'expérience algérienne avait montré que les luttes de libération nationale ne pouvaient, en l'absence d'une avant-garde organisée, se transformer automatiquement en révolution socialiste. Les « réalistes » triomphaient partout, qui proclamaient d'un seul souffle le caractère secondaire des combats du tiers monde par rapport à ceux des pays capitalistes avancés et l'impossibilité de la lutte révolutionnaire dans ces pays. La révolution cubaine est venue ouvrir de nouvelles perspectives en montrant que la fidélité aux principes d'octobre 1917 était toujours, dans la seconde moitié du XX^e siècle, un moyen de gouvernement et d'action internationale.

Il n'était pas à l'époque, il est encore moins aujourd'hui, question d'être les inconditionnels de Cuba. Michèle ne l'a pas été — et elle l'a montré pratiquement par la suite. Tout au plus, en chaque circonstance, cherchait-elle à comprendre l'ensemble des aspects de la politique cubaine, à en souligner la continuité. Elle détestait les critiques impressionnistes qui naissent des conversations de bistrot ; elle avait, en première instance, une position favorable au PC cubain,

mais ne refusait aucun débat sérieux. Bref, elle agissait, en l'occurrence, comme une militante révolutionnaire, c'est-à-dire comme un individu qui devait en permanence trouver un équilibre, chaque fois renouvelé, entre l'indispensable autonomie de pensée et l'engagement au côté de la force qu'on estime la plus efficace dans la lutte anticapitaliste, la plus porteuse d'avenir.

Cuba, pour Michèle, pouvait se résumer à quelques réalités qui justifiaient politiquement son choix. La deuxième Déclaration de La Havane, qui a rappelé à la face du monde qu'un gouvernement révolutionnaire ne pouvait **et ne devait** subsister que par l'extension de la révolution socialiste. La volonté de créer un parti d'avant-garde qui ne soit pas une élite coupée des masses mais le rassemblement de tous ceux qu'à la base les travailleurs reconnaissent comme leurs dirigeants dans l'action quotidienne. Le refus, vivement exprimé par Che Guevara, de toute bureaucratie, et plus précisément encore de toute politique, qui, au nom des impératifs de la croissance économique, réhabilite les méthodes capitalistes et éloignent d'autant l'avènement du socialisme véritable. En 1963, tels étaient les espoirs qu'incarnait la révolution cubaine. Défendre ces espoirs qui pouvaient se transformer en acquis était le point de départ d'une action révolutionnaire internationale, le début d'une lutte pour une internationale révolutionnaire.

Et, dans cette perspective politique, l'action militante reprenait toute sa signification. Elle devenait pleinement l'alliance d'analyses politiques et de choix d'ordre éthique. L'équilibre entre l'indépendance de la pensée (sans laquelle on fait des soldats et pas des militants) et l'engagement dans les combats réels se réalisait dans la pratique, par l'activité révolutionnaire. S'il faut marquer une étape dans la vie de Michèle, cette étape date de 1963, du voyage à Cuba.

Pour respecter les canons d'un certain révolutionnarisme, il faudrait passer maintenant au récit édifiant et montrer Michèle s'acheminant, par-delà tous les conflits, vers la mort héroïque qui est la sienne. Malheureusement pour les amateurs de bondieuseries rougeâtres, Michèle n'est un exemple vivant que dans la mesure où ses options révolutionnaires, loin de supprimer les conflits et les choix, lui permettaient seulement de se décider, finalement, en fonction de l'essentiel.

De retour en Europe, en 1964, il fallait vivre — avec tout ce que cela implique dans nos sociétés béates et papelardes. Il y a deux manières d'être révolutionnaires, Michèle l'a fort bien expliqué dans la lettre qu'elle nous a laissée. Ou bien l'on a des idées que l'on cultive en même temps que sa profession et ses week-ends à Fontainebleau. Ou bien l'on va jusqu'au bout et on refuse globalement la société. Dans le premier cas on exerce un métier, on a des notions sur l'art, le socialisme et la révolution culturelle et l'on considère, avec un mépris condescendant, ceux qui pensent que la révolution se vit quotidiennement. A la rigueur on fait de la politique son métier et on cherche les petits succès de tribune ou les grands trucs publicitaires qui feront de vous une personnalité connue. Dans le second cas, on se consacre à l'activité militante et l'on se trouve bien vite en dehors des circuits normaux de l'existence. La voie est dangereuse car le poids qu'on doit soulever tous les jours est énorme et, au fil du temps, on risque de sombrer en le laissant-aller, l'aigreur et, en définitive, le silence, en deça de toute activité réelle. Michèle savait tout cela. Elle détestait les pertes de temps, la dispersion, l'amateurisme qui sont liés trop souvent à nos activités. Elle ne se pardonnait pas d'y succomber.

Elle tenta d'exercer un métier. Elle fut journaliste à **Jeune Afrique**. Elle commença un film en Tunisie. Plus généralement elle chercha à vivre au niveau où les choses sont jugées convenables dans notre monde. Toutes ces activités, et aussi ce mode de vie avaient des aspects qui lui plaisaient. Mais elle s'aperçut très

vite qu'elle ne pouvait les mener sans compromissions. Les relations personnelles perdent toute vérité à un certain degré d'intégration dans la bonne société. Michèle rompit avec tout cela. Difficilement mais définitivement.

C'est à cette époque, aux environs de 1966, que Michèle se décida au départ. Certains ne manqueront pas de s'étonner hypocritement. « Partir quand tant de tâches se proposent aux révolutionnaires d'Europe ! » Il faut donc préciser que Michèle a toujours cru aux perspectives révolutionnaires en Europe. Son internationalisme n'était pas tricontinentaliste. Elle n'a, à **aucun moment depuis 1961**, cessé de participer aux activités de la **Voie Communiste**. Elle n'a jamais cessé, lorsqu'elle était en France, de se mêler aux luttes qui se développaient. Mais elle avait beaucoup de mal à supporter le rythme monotone et harassant des activités sans cesse recommencées. Elle comparait l'engagement réel des révolutionnaires qu'elle avait connus en Amérique latine et la prétention des groupes qui font de l'avant-garde une profession et ne s'engagent dans une activité juste que lorsqu'elle ne présente aucun risque et qu'elle peut être contrôlée par chapelle interposée. Michèle savait que sa pratique de l'espagnol, sa connaissance de l'Amérique latine, produit de nombreux contacts et de sérieuses études, son identité de réaction avec les meilleurs révolutionnaires de cette partie du monde, lui donnaient, là-bas, une efficacité qu'elle n'aurait pas ailleurs.

Ce sont les militants les plus sensibles qui ne peuvent vivre à leur aise dans l'atmosphère pourrie de l'Occident. Ce sont les meilleurs qui en tirent la conclusion qu'ils doivent trouver un champ d'action différent. Michèle était plus utile en Amérique latine qu'en Europe. Elle a choisi de partir, en maintenant une liaison étroite avec ses camarades de France. Elle a fait un choix difficile — qu'elle a dissimulé, comme d'habitude, sous une indifférence souriante.

Là encore, elle est un exemple. L'action révolutionnaire consiste à s'engager totalement à l'endroit où l'on est le plus efficace. Et la révolution est une, quelle que soit la lutte partielle à laquelle on participe.

Michèle est partie au Guatemala, chargée de mission. Elle est restée là-bas quelques mois. Elle rentre à la fin de 1967, mais seulement pour préparer son départ définitif. A cette époque, Michèle, avec un petit sourire et quelques plaisanteries, se débarrasse de ses objets personnels, de ses livres. La famille s'étonne d'un tel nettoyage, puisqu'elle ne croit qu'à un bref voyage de reportage. Nous ne sommes que quelques-uns, en effet, à savoir la vérité. Michèle compte sur nous pour assurer une liaison politique avec la lutte qu'elle va mener au Guatemala. Elle nous demande de créer un Comité d'Aide aux Révolutionnaires d'Amérique latine. Elle rédige le projet de manifeste de l'organisation. Excellente preuve de la réalité de son internationalisme : elle n'envisage pas le succès définitif de la guérilla en dehors d'une alliance des révolutionnaires à l'échelle mondiale.

Elle part aux environs du 15 mai, après la nuit des barricades. « Cela devient intéressant, dans ce pays, dommage que je doive partir. Il y a des choses à faire. » Mais elle doit partir, car elle a des tâches précises à accomplir au Guatemala. Il faut aller jusqu'au bout de son engagement, même si en se conformant à sa décision on se retranche délibérément de mille autres possibilités qui lui étaient aussi offertes. On ne peut pas vivre en accord avec soi-même sans faire de choix. Mais ces choix vous mutilent. C'est pour qu'à l'avenir une société où cette contradiction disparaisse, où chacun puisse assumer toutes ses possibilités, que des gens comme Michèle mènent le combat révolutionnaire.

Michèle ne voyageait pas dans l'abstraction. Elle aimait le Guatemala. Il est difficile à ceux qui n'ont pas partagé sa découverte du pays de déterminer les raisons précises de cet amour. Mais il est certain que Michèle a trouvé là-bas la réalisation de ce qu'elle cherchait en Amérique latine. L'exploitation féroce des travailleurs des villes et des campagnes, doublée d'une oppression politique qui

dépasse tout ce qui existe dans le monde d'aujourd'hui, ne peut empêcher l'extraordinaire richesse de la vie d'un peuple qui bénéficie d'une des plus anciennes cultures indiennes et d'une profonde tradition historique. La nécessité de lutter aujourd'hui et les possibilités de bâtir demain y sont presque tangibles. Le mouvement de guérilla, malgré les difficultés qu'il rencontre pour s'implanter, exprime tous les aspects de cette réalité inépuisable. C'est, de tous les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, le seul qui depuis des années ait su se maintenir malgré la répression, se débarrasser des influences bureaucratiques qui lui étaient extérieures, trouver les voies d'une unité sur des bases politiques claires. Et pourtant, les pressions se sont exercées sur lui, la moindre n'ayant pas été l'intervention grossière de Fidel Castro à la fin de la Conférence tricontinentale.

Michèle pouvait participer à un tel mouvement, en tant que militante, sans difficultés majeures. Elle pouvait vivre, en combattant, avec le militant qu'elle avait connu là-bas, sans que s'accumulent les courantes mesquineries. Mais, sans aucun doute, d'autres raisons l'ont amenée à vivre et mourir pour la révolution guatémaltèque. Tout d'abord, elle ne s'intégrait pas dans la guérilla comme une réserviste de la révolution : elle en partageait tous les risques, elle lui apportait une contribution réelle. Pendant les mois qui ont précédé son dernier départ, Michèle a préparé activement une série de cours de formation pour les cadres des Forces Armées Révolutionnaires. La révolution russe, Lénine et le parti bolchevik, la révolution française de 1789, l'apport de Trotsky à la théorie révolutionnaire, dix autres sujets. Si ces exposés ont pu être faits, la guérilla guatémaltèque représente une expérience exceptionnelle en Amérique latine, celle d'un mouvement dont la combativité révolutionnaire ne s'accompagne pas d'une idéologie sommaire, empruntée plus ou moins aux diverses officines bureaucratiques qui règnent sur les débris du mouvement issu d'octobre 1917. Tout ce que Michèle avait pu apprendre au cours de ses années militantes en Europe prenait sa pleine valeur, au titre d'arme supplémentaire d'un combat sans compromission contre l'exploitation.

Une autre raison poussait Michèle à son choix définitif. En participant au combat du Guatemala révolutionnaire, elle **risquait sa vie**. Michèle savait parfaitement qu'elle avait les plus grandes chances d'être tuée. D'aucuns, nés de la même race que ceux qui ont comparé Che Guevara au Christ, parleront de volonté de sacrifice, de christianisme inconscient. Laissons les bradeurs de métaphysique usagée à leurs opérations de sublimation religieuse. Michèle pouvait, comme chacun d'entre nous, ressentir à l'occasion la nostalgie du sacrifice. Mais elle était trop attachée à la vie quotidienne, par tous les pores de sa peau, pour se complaire longuement dans ces illusions. Il est vrai que le fait d'engager jusqu'à ses chances de survivre l'exaltait. Mais c'est parce qu'à force d'aimer la vie elle était aussi fascinée par sa fin inéluctable. Michèle pensait à la mort couramment et elle ne pouvait trouver meilleur moyen que d'intégrer la mort à sa vie, que de mener une action, très lucidement choisie, où la mort violente pouvait survenir à n'importe quel moment.

Pour toutes ces raisons, Michèle se sentait et était parfaitement intégrée au combat des révolutionnaires guatémaltèques. Elle eut l'occasion d'expliquer à des camarades proches que sa vie se confondait désormais avec la lutte des FAR.

Michèle nous a écrit, quelques jours avant sa disparition, qu'elle était parfaitement heureuse. Evidemment. Les quelques mois qu'a duré sa participation à la lutte qu'elle avait choisie ont valu toute une existence, car ils se situaient au point de rencontre où la vie et la mort s'annulent en se confondant.

•

Michèle est morte. J'aimerais, là encore, dire qu'elle reste vivante dans notre mémoire. Mais le souvenir de tous les instants vécus ne remplit pas le vide qui nous est laissé. Il ne transforme pas la silhouette semblable à la sienne que je

rencontre face au café de Madrid en un nouveau rendez-vous sur les banquettes de moleskine où nous avons parlé et ri. Chaque image du passé aboutit à cette scène que j'imagine, plus cruellement que si j'y avais participé, dans un pavillon de Guatemala City. La police frappe à la porte, la peur et l'angoisse saisissent, un tourbillon d'images confuses et le coup de revolver qui interrompt tout cela, la mort déjà prévue mais toujours imprévue. C'est le dernier choix de Michèle. Chacun d'entre nous est plein d'une infinie complaisance pour lui-même, chacun d'entre nous s'imagine capable de survivre avec honneur aux pires circonstances et il cherche ainsi à mieux éviter les choix trop définitifs. Michèle s'est tuée. Elle savait ce qu'était la torture, et elle avait le grand courage de douter de sa propre résistance ; elle avait connu, comme nous tous, des traîtres, et elle ne pouvait imaginer un seul instant qu'elle pourrait partager à l'avenir, même avec les meilleures excuses, le sort de ces gens qui rassemblent dans leur vie tout ce qu'il faut refuser, toute la lâcheté qui nous incite, par opposition, à combattre pour une société meilleure. Michèle s'est tuée.

Pendant près de dix ans, avec Michèle, nous n'avons pris, dans tous les domaines importants de la vie, aucune décision sérieuse sans en parler ensemble, d'une façon ou d'une autre. Cela n'est plus et ne peut être remplacé. Pour moi, comme pour ses amis les plus proches, notre mort a commencé avec la mort de Michèle.

Mais nous ne pouvons pas, évidemment, en rester là. Il reste un impératif, une nécessité que certains appelleront peut-être un devoir : être fidèle à Michèle. Et nous n'avons pas d'autre moyen que d'essayer de vivre comme elle, en fonction d'un but qui exprime notre refus de la société, en vivant pour être prêts à mourir tout à l'heure pour ce but. Et si mon témoignage peut avoir une utilité, ce sera dans la mesure où il convaincra ceux qui le liront que la lutte révolutionnaire n'est pas seulement l'adhésion à un programme politique, ni la simple acceptation d'une discipline ; c'est aussi, comme me l'écrivait Michèle peu avant son dernier départ, « une certaine conception où la morale révolutionnaire rejoint la politique, devient une force politique ». Un engagement de tous les instants, une volonté maintenue de choisir en fonction de ce que l'on croit. Michèle a su, année après année, choisir jusqu'à la mort. Son courage était exceptionnel. Mais Michèle était, comme nous tous, loin de toute sainteté, laïque ou non. Et notre devoir de fidélité à sa vie et à sa mort est facile à dégager : nous former en une avant-garde de militants capables de la même lucidité politique que Michèle, capables de la même liberté révolutionnaire, capables de choisir à chaque tournant.

Je ne crains pas, en écrivant ces mots, d'encourir le reproche de moralisme — si ce n'est de la part des imbéciles. Quelques-uns d'entre eux ont publié des hommages à Michèle dans lesquels, avec une bêtise bien consciente qui rappelle Bouvard et Pécuchet, ils joignent à leurs éloges de commande l'affirmation de leur désaccord avec sa conception stratégique. Tous les désaccords sont admissibles en matière d'orientation révolutionnaire, mais ils doivent s'exprimer sous forme de thèses, d'articles, d'analyses. Ils n'ont rien à voir avec la qualité, la nature, le contenu de l'engagement révolutionnaire. Ceux qui ne voient pas la portée **politique** de l'action de Michèle montrent seulement que pour eux la révolution n'est tolérable que lorsqu'elle suit les voies, approximativement pavées, qu'ont tracées les organisations bureaucratiques qu'ils révèrent avec ferveur.

Michèle admirait profondément Che Guevara, dont la mort tragique a bouleversé les derniers mois de sa vie. On peut discuter — et il faut le faire — de la pensée et de l'action de Guevara ; on peut — et on doit — remettre en question l'efficacité de la ligne qu'il a suivie en Bolivie. Mais cette discussion ne saurait avoir de sens et d'efficacité que si elle se déroule entre révolutionnaires. Entre ceux qui comprennent que la mort héroïque de Che Guevara, que la mort héroïque de Michèle, que la mort héroïque de ceux qui suivent et suivront leur exemple **est, en elle-même**, un facteur de renouveau du mouvement révolutionnaire mondial. Le rappel, hurlé à la face d'un monde où le souci tactique des équilibres

entre appareils bureaucratiques prime tout, de ce que la révolution est d'abord l'engagement total au service des masses exploitées, le rappel de ces vérités qui ont fait la gloire du communisme est une incitation à l'action. **Il est un fait politique.**

Les bonds en avant et les difficultés mêmes de la lutte de classe à notre époque soulignent la nécessité d'une nouvelle internationale révolutionnaire, sans laquelle la victoire finale sur le capitalisme est inconcevable.

Demain cette internationale vivra. Parce que des militants comme Che Guevara, comme Michèle Firk l'auront vécu dans l'action quotidienne.

A nous de prendre les mesures politiques et organisationnelles pour vivre la même lutte qu'eux.

FRANÇOIS MASPERO

Michèle Firk s'est tuée le 8 septembre à Ciudad de Guatemala d'un coup de pistolet dans la bouche au moment où la police frappait à sa porte. L'enquête a fait apparaître dans la presse qu'elle était une militante des FAR guatémaltèques et qu'elle avait participé, comme telle, à l'attentat contre l'ambassadeur américain Gordon Peig, réalisé en représailles de l'arrestation du commandant en second des FAR, Camilo Sanchez. A 31 ans, Michèle avait un long passé révolutionnaire. D'abord militante du Parti Communiste Français, elle avait choisi de participer activement au soutien FLN. Toute son activité a toujours été centrée sur cette notion de **soutien** aux peuples en lutte et son premier souci était que ce soutien ne fût pas théorique et verbal : Michèle n'était pas de gauche, elle était communiste et révolutionnaire, Michèle avait fait l'IDHEC et elle aimait passionnément le métier de cinéaste ; elle aimait aussi écrire, elle faisait tout cela très bien, mais elle était éternellement mécontente parce qu'elle voulait **plus** : elle voulait que ce qu'elle écrivait, ce qu'elle filmait corresponde étroitement à ce qu'elle pensait, à ce qu'elle voulait servir. C'est pour cela probablement qu'il nous reste d'elle à la fois peu de choses personnelles, mais en même temps beaucoup de témoignages sur des faits précis : des articles sur l'Algérie au lendemain de l'indépendance, où elle avait vécu, des articles sur Cuba et un film de montage inachevé sur l'histoire de la révolution cubaine, des articles sur le Venezuela, et d'autres reportages ou analyses, publiés dans la **Voie Communiste** ou dans **Jeune Afrique**. L'un de ses derniers travaux, un dossier sur la terreur au Guatemala, est resté inachevé.

Michèle n'admettait pas que l'on ne vécût pas ce que l'on pensait. C'est ce qui l'a menée en Algérie, puis à Cuba, où elle a travaillé longtemps à l'Institut du Cinéma, et enfin au Guatemala, où elle avait déjà fait un long séjour en 1967. Il y avait sous la grande gentillesse de Michèle, derrière son sourire très calme, une perpétuelle recherche et une perpétuelle exigence insatisfaite. Michèle aimait énormément la vie. Ses convictions politiques, son choix premier l'avaient menée en Amérique latine et l'une de ses grandes joies paraissait de faire la preuve, de se prouver à elle-même qu'elle avait pris parfaitement l'accent de l'Amérique centrale et que personne ne pouvait la deviner étrangère. Elle vivait totalement ce qu'elle avait choisi de faire.

Elle l'avait choisi librement. Michèle a toujours tenu à n'être l'« agent » de personne, à ce que personne d'autre qu'elle ne décide de la justesse de son choix et de ses actes politiques. Mais ce choix fait, elle s'y donnait entière. Quand elle

a décidé d'intégrer les FAR, après un voyage journalistique au Guatemala, elle ne s'est plus reconnue que comme une militante des FAR, n'ayant de comptes à rendre qu'à celles-ci : elle avait une idée très précise des tâches et des limites de l'internationalisme. Elle a mené cet engagement jusqu'au bout. Elle a écrit, dans ces derniers mois, que pour la première fois elle se sentait parfaitement heureuse, parce que parfaitement à sa place.

Michèle apportait dans ses actions politiques une clarté et un entêtement souriant qui passaient au-dessus de toutes les manœuvres et de toutes les arrières-pensées. Elle était sans illusions sur beaucoup de révolutionnaires de Paris et d'ailleurs, mais elle avait retenu de la pratique du castrisme qu'il n'est rien de tel que de mettre calmement les gens en face de leur vocabulaire et de les obliger à prendre dans les faits les responsabilités dont ils sont prodigues en paroles, jusqu'à ce qu'ils se démasquent — ou que, bon gré mal gré, l'action politique soit menée à bonne fin. Elle croyait en la nécessité d'un mouvement d'information militante pour soutenir la lutte armée en Amérique latine — celui-là même dont Che Guevara avait parlé à Régis Debray —, et elle avait poursuivi ce but malgré les réticences de tous ceux qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble, trop enclins que nous sommes, loin des scènes de la révolution, à nous approprier celle-ci comme une chasse gardée... Sa notion de l'unité lui semblait naturelle, car elle avait assez vécu au contact des vrais révolutionnaires pour savoir séparer l'accessoire de l'important : distinguer le recours aux grands principes employé comme excuse au sectarisme ou à l'inaction, des engagements fondamentaux. C'est pourquoi, si elle était sans illusions sur l'hypocrisie des dirigeants du Parti Communiste Français où elle avait jadis milité, elle se sentait toujours proche de ceux qui, à la base, y représentent encore la classe ouvrière française. La vie l'avait amenée à agir au Guatemala, mais elle disait bien qu'en France aussi il y avait un dur combat à mener, ne privilégiant nullement sa situation personnelle. Elle avait montré dans la pratique, tout le temps qu'elle avait milité en France, qu'elle connaissait la valeur du travail quotidien du véritable militant de base, fait de tâches répétées, qui sont les mêmes sous toutes les latitudes, décourageantes pour les âmes éprises de romantisme. Elle ne pensait nullement qu'il fallût se battre sur tel front — en l'occurrence celui du tiers monde — plutôt que sur tel autre : elle ne donnait nullement à son choix la valeur d'un exemple universel. Elle pensait que c'était un choix qui lui convenait à elle, avant tout. Elle pensait aussi qu'une liaison pratique était indispensable d'un théâtre de luttes à un autre, et elle se voulait l'une de ces vivantes liaisons : car pour elle l'« information » désincarnée de la presse et des agences, spectacle mort, défilé froid, ne pouvait suffire à celle des véritables militants — à commencer justement par ceux de la base. Dans la dernière lettre que nous ayons d'elle, écrite de Mexico, elle dit son regret d'avoir dû quitter la France en plein mois de mai — tout en exprimant son bonheur de se retrouver sur la terre où elle avait choisi de lutter.

Michèle a répété, a écrit qu'elle aimait la vie et qu'elle n'entendait nullement se « sacrifier ». Son choix a été raisonné et mûrement pesé. Elle était à l'âge où déjà maints de ses camarades des luttes passées avaient repris des voies plus « sages ». Elle avait assumé assez de responsabilités pour connaître toutes les désillusions de l'action politique, son éternel recommencement, ses réveils dans la compromission et la trahison. Michèle n'était pas seulement cette jeune femme souriante de la photo : elle avait tout pesé, et certainement très longuement, au cours de ces années. Elle avait choisi sa place et justifié son choix en fonction d'une situation économique et politique précise, celle d'un monde divisé en exploités nantis et en sous-développés, l'existence des seconds étant la condition essentielle de la floraison des premiers. Elle avait énormément étudié la situation économique de l'Amérique latine et se trouvait certainement l'une des personnes possédant les idées les plus claires et les faits les plus précis sur ce sujet. A Cuba elle avait vu ce qui restait de la misère passée, de ce « paradis tropical », les bidonvilles, les huttes paysannes, **bohios** construits sur la boue le

long des égouts découverts, la sous-alimentation des paysans nourris de racines, l'analphabétisme ; elle avait partagé quotidiennement pendant de longs mois la lutte du peuple cubain pour en sortir : elle avait coupé la canne, cueilli le café, et pas en amateur, pas en touriste de gauche ; elle avait tourné avec le cinéaste Santiago Alvarez, travaillé comme traductrice vingt heures sur vingt quatre pendant la conférence tricontinentale... Michèle n'avait pas écrit : « il faut faire ceci et cela » — elle ne renonçait pas d'ailleurs à le faire un jour, et qu'elle fût éternellement insatisfaite de ce qu'elle écrivait n'empêchait nullement qu'elle attachât la plus grande importance, dans l'action, aux définitions justes, aux analyses précises. Michèle avait fait ceci et cela. Elle avait choisi la voie de la lutte armée en connaissance de cause. Pour elle, le problème n'était pas que ce fût ou non une voie « désespérée » : mais bien que ce fût la seule possible, et les millions de morts de faim annuels, et les trente-deux ans d'espérance de vie du mineur bolivien et de l'indien guatémaltèque, pesaient plus pour elle que les considérations sur l'« aventurisme », qui ne proposaient finalement que d'attendre quelque issue lointaine et miraculeuse. Aventure ou pas, c'était secondaire, parce qu'elle n'avait pas rencontré l'autre solution et qu'elle ne se sentait pas capable de vivre jusqu'à quatre vingts ans de la faim des autres, de la mort des autres. Ce n'était pas pour elle une histoire de foi exaltée et d'amour du prochain : une simple question de bon sens et d'honnêteté.

Il nous reste d'elle cette dernière image : une jeune femme tranquille met le couvert pour deux amis qu'elle attend à dîner. La police frappe, elle dit « Je viens », et elle se suicide. Peut-être permet-elle à ses amis de s'enfuir. Elle reste fidèle à son organisation, les FAR, la garantissant de toute faiblesse face à la torture, fidèle aussi à l'idée qu'elle se faisait de son travail et de sa place : une place discrète et capitale. Elle avait vécu la violence et la terreur guatémaltèques, elle avait vu mourir bien des camarades, dont cette « miss Guatemala » dont on avait retrouvé le corps mutilé, abandonné par les réseaux parallèles de la police au bord d'une route, et qui était son amie. Elle était préparée à son geste. Pour ceux qui ont connu Michèle et qui ont travaillé avec elle, leur vie se partagera désormais en deux époques : avant et après sa mort. Ceux de sa génération ont passé l'âge des engagements juvéniles. Michèle ne doit pas demeurer seulement pour eux comme le souvenir d'une jeunesse plus ou moins généreuse et terminée, mais comme le rappel pour les « prises de positions » les plus justes sont de bien pauvres alibis qui ne peuvent remplacer une action concrète, même imparfaite.

MICHELE FIRK : COMBATTANTE REVOLUTIONNAIRE. (Granma, édition hebdomadaire française. Année 3. N° 43 - 20-10-1968. Traduction de l'article paru le 9-10-1968.)

Le souvenir de la camarade, de l'amie, de la révolutionnaire, ses lettres, les longues histoires de sa vie racontées à Cuba, dans le Quartier latin, au café Victor-Hugo, lors d'un réveillon au Procope, ont ressurgi vertigineusement devant la nouvelle du supposé « suicide » de Michèle le 8 septembre dernier au Guatemala.

Michèle est née il y a trente et un ans à Paris. Ses parents furent la première génération de Français de la famille à s'installer à Paris pour échapper au premier progrom d'Europe centrale et orientale à la fin du siècle dernier. Dès sa première enfance, Michèle est exposée aux persécutions antisémites et, à trois ans, elle reçoit le premier choc qui est pour elle indélébile : la fuite de Lyon, avec sa mère, au milieu de la brutalité nazie. Dans un foyer où la guerre a laissé de grandes difficultés économiques, elle est élevée sans dogmatisme d'ordre mystique ou religieux. Ressentant toujours le besoin de savoir le pourquoi des choses, sa personnalité prend peu à peu des caractéristiques rebelles dans le petit appartement du Quartier latin où elle grandit. Ses premières inquiétudes prennent corps lorsque, devenue leader d'un mouvement gréviste au lycée Fénelon, elle refuse d'accepter les hésitations de la majorité des élèves. A dix-neuf ans, jugeant que le cinéma est un formidable moyen d'exprimer ce qu'elle sent, Michèle entre à l'Institut des Hautes Etudes Cinématographiques.

En 1958, elle croit comprendre clairement « le rôle odieux du clergé, le compromis de la bourgeoisie et de l'aristocratie avec l'impérialisme, la férocité de l'armée et de la police à leur service » et décide d'entrer au Parti Communiste. Elle ne cherche pas de refuge, elle cherche le chemin par où canaliser la haine de classe qui l'anime. C'est l'héroïque lutte de libération du peuple algérien qui la place définitivement sur la voie qu'elle cherchait et elle s'y consacre pendant plus de trois ans, portant des messages, gardant et transportant des armes, recueillant de l'argent et des faux papiers, et participant aux manifestations publiques où elle peut vivre l'horreur de la répression qui s'abat non seulement sur les Algériens mais aussi sur les Français qui se rebellent contre les crimes de l'OAS à Paris. Pour le travail théorique, elle se joint à l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens qui regroupe plus de 400 000 Algériens résidant en France. A l'indépendance, elle va en Algérie où elle se rend compte que ses inquiétudes non satisfaites exigent d'elle de poursuivre de nouveaux objectifs et elle sent la nécessité de se consacrer à la lutte directe contre l'exploitation et le crime.

Elle se rend à Cuba pour assister aux festivités du 26 juillet 1963 et participe alors pendant trois mois à la récolte du café avec le Bataillon Rouge « Camilo Cienfuegos » du Syndicat National des Travailleurs des Arts et Spectacles. C'est alors qu'elle est surprise par le cyclone Flora et qu'elle partage cette tragédie avec le peuple cubain, vivant avec les paysans et raffermissant ses conceptions sur la Révolution cubaine. Après avoir parcouru le Second Front Oriental « Frank País », elle entreprend d'écrire un livre et de réaliser un court métrage reflétant ses sentiments révolutionnaires sur Cuba.

Un peu plus tard, convaincue de la nécessité d'abandonner la plume, la camera et le verbe, et de faire sienne la lutte de libération nationale des peuples d'Amérique, elle rentre à Paris et cherche à prendre contact avec les révolutionnaires qui pourraient lui donner les moyens de mettre ses désirs à exécution et à gagner leur confiance. Michèle fait part de sa décision à ses amis intimes et leur explique la nécessité d'abandonner les colloques et les débats théoriques de Paris pour se lancer définitivement dans la lutte frontale contre l'impérialisme.

En mai 1967, avant de partir pour le premier voyage où elle pense pouvoir réaliser ses projets, Michèle écrit :

« Au cas où il serait nécessaire d'ouvrir la lettre que j'ai laissée à un ami, j'y expose très clairement les motivations politiques qui me poussent et mon désir que les problèmes soient immédiatement placés dans leur véritable contexte : le contexte politique. Par bonheur, je représente tout ce que la bourgeoisie hait et je n'aurai droit ni aux larmes, ni aux prières, ni aux manchettes des journaux. Mais je ne veux pas non plus qu'on essaie de m'enterrer avec le qualificatif d'« aventurière » parce que je ne le suis pas non plus. Je ne voudrais pas que tu penses que je prends les choses au tragique, loin de là. Pour moi, c'est un honneur qu'on me fait en me demandant d'aider — dans les mesures de mes modestes possibilités — la révolution en Amérique ou dans n'importe quelle partie du monde, et

je ferai tout mon possible pour être à la hauteur de ce que l'on attend de moi, ce dont je me sens très fière et très reconnaissante. A bientôt et, comme le disait « Ché », jusqu'à la victoire, toujours ! »

En août, alors qu'elle était déjà en contact avec le mouvement révolutionnaire et qu'elle avait une expérience concrète, Michèle écrivait :

« Trois ans ont passé. Le départ de « Ché » et la tricontinentale ont constitué pour moi des événements qui m'ont remplie de joie en même temps que le fait de retourner encore une fois dans mon pays me fendait le cœur. Quand j'ai appris, avant qu'on ne l'arrête, que Régis Debray était parti pour l'Amérique latine, je l'ai envié et même — comment appelle-t-on ce sentiment ? — j'étais jalouse qu'il soit là où je voulais aller depuis si longtemps. Ce fut ensuite mon tour à un moment où je n'attendais plus. Je n'ai réalisé qu'une infime partie de ce que je dois faire au Guatemala. Mais j'ai vu de près la vraie lutte où ce qui se joue est la vie, où l'on meurt ou triomphe et où l'on ne juge pas ou ne commente pas les succès et les erreurs, politiques, stratégiques ou tactiques, aux terrasses des cafés de Paris. J'ai foulé la terre du Guatemala, j'ai connu ses combattants, ces jeunes courageux dont le combat est le mien. J'ai vécu parmi eux comme une camarade de plus. J'ai vu leur courage et aussi, quelquefois, le peu de cas qu'ils font de la vie. J'ai vu l'ardeur qu'ils mettent dans la lutte et aussi le gaspillage d'énergies et de vies humaines qui se commet. J'ai vu leur force et leurs faiblesses. J'ai vu leurs espoirs et leurs sacrifices. J'ai vu tout ce que j'ai à apprendre d'eux et le peu que je peux leur donner en échange. J'ai vu jusqu'à quel point en discutant avec eux — même en les critiquant, comme si j'avais le droit de le faire — de leurs méthodes et de leurs conceptions, je me sens proche d'eux et je veux mener avec eux le même combat. Je les aime déjà comme mes frères et sœurs et je sens que m'écarter de leur lutte serait les trahir, me trahir moi-même et trahir les principes révolutionnaires que j'ai appris à Cuba. »

Le temps et l'action mûrissent rapidement Michèle un an avant sa mort. Dans une de ses dernières lettres, elle analyse lucidement les difficultés qu'elle prévoit :

« Depuis quatre ans, ma pensée politique n'a pas changé. Je continue de penser que la guerre de guérilla est la seule voie révolutionnaire pour l'Amérique latine et je veux plus que jamais y participer. Maintenant qu'on m'a donné la possibilité — ce dont je suis profondément reconnaissante — de mieux connaître la réalité guatémaltèque, je veux unir mon destin à celui des camarades des FAR, comme une militante de plus. N'importe où, mon objectif reste le même. Il est probable — et je suis capable de le comprendre s'ils me le disent — que je n'ai pas les mérites requis pour que l'on me concède ce qui doit être un honneur ou une récompense, mais ma volonté est aussi inébranlable que mon désir d'apprendre : je le ferai en luttant, sur la marche. Sur le front où il me sera donné de lutter, je veux essayer d'être chaque jour plus digne de la Révolution, le guide pour moi le plus conforme à l'idéal international des marxistes qui aspirent à faire partie de la grande armée révolutionnaire prolétarienne qui renversera l'ordre injuste de l'impérialisme et construira sur ses cendres une société nouvelle, faite véritablement par les hommes et pour les hommes. »

C'est l'image de Michèle que nous conservons ; ses propres paroles la définissent. Nous doutons de son suicide mais nous sommes sûrs de sa décision, de sa profonde conviction qu'il n'existe qu'une alternative pour les révolutionnaires devant la lutte : la victoire ou la mort.

Le sang de Michèle — quelles que soient les circonstances dans lesquelles il a coulé — s'est joint à celui des milliers d'enfants du peuple guatémaltèque assassinés par ceux qui veulent que le Guatemala reste économiquement et politiquement soumis à l'impérialisme nord-américain.

Michèle, ta vie et ta mort t'honorent. Tu n'as reçu qu'une récompense, un titre, et il prime tes efforts : MICHELE FIRK, COMBATTANTE REVOLUTIONNAIRE.

A. ZAPATA.

P. L. THIRARD

La vie et la mort de Michèle nous posent une question morale. Je sais que son influence a été déterminante dans les choix politiques que j'ai pu faire depuis dix ans, mais il reste quelque chose de plus, ou de différent : le refus, la répudiation, que j'espère définitifs, de l'assurance béate, de la bonne conscience révolutionnaire. Ce n'est pas si loin qu'il paraît d'une réflexion plus proprement politique ; l'on peut, sur le plan de l'analyse psychologique, spéculer agréablement sur la différence qu'il y a entre des positions politiques (justes, fausses) et un choix moral. En fait, nous le savons bien, dans la pratique quotidienne, dans le comportement de chacun, les deux choses sont inséparables, et la suffisance sectaire de qui est sûr de détenir la vérité est bien mal discernable d'une bonne conscience morale blindée. Denis souligne combien Michèle fut capable, jusqu'au bout, de remettre en question, de réexaminer, de vérifier ses choix politiques — démarche parfaitement inverse du sectarisme, attitude de qui sait qu'on ne peut détenir, une fois pour toute, la « vérité », mais que cette vérité s'invente tous les jours. Et parallèlement après la mort de Michèle, si cette tentation nous avait effleurés, comment ne pas voir que tant qu'on n'a pas tout fait on ne peut se reposer dans une bonne conscience calme, que les compromissions sont peut-être difficilement évitables pour vivre ici et maintenant, mais qu'elle les a refusées, que c'était possible. Ce choix total n'est pas une utopie, une image d'Epinal : il a été le fait d'une jeune femme que nous avons vue à nos côtés, avec qui nous avons ri, été au cinéma, et qui, dès le temps de l'Algérie, m'a appris ce qu'était le militantisme — et devant cette mort d'une des nôtres, le seul examen de nos propres activités nous fait froid dans le dos, par son insuffisance.

Dans sa lettre-testament, Michèle récusait toute interprétation christique de son activité ; et nous en avons parlé suffisamment pour que je n'aie aucun doute à ce sujet. Mais s'il est vrai que Michèle, « Ché », Camilo ne sont pas des martyrs, mais des militants morts au combat, il faut bien voir aussi que les « martyrs », il n'y en a plus. Un homme qui aujourd'hui mourrait pour témoigner de la vérité de sa religion relèverait de la rubrique des faits divers, section psychiatrique.

Si le plus souvent ces épithètes de « chrétien qui s'ignore » ne cachent qu'une banale, consciente et ignoble entreprise de récupération, elles trahissent aussi parfois une certaine nostalgie, une insatisfaction, la survivance, au milieu d'une vie ou d'une religion noyée dans le conformisme et la platitude, d'une étincelle « révolutionnaire qui s'ignore ». L'annexion consciente ne vise pas seulement au prestige de la boutique, mais aussi à la satisfaction d'un besoin existant dans la clientèle.

Car cette exigence est là, la question posée reste aussi impossible à résoudre ; quand on a connu Michèle, il n'est pas possible de se débarrasser de son souvenir en le classant commodément dans quelque panthéon, dans quelque « élite », de se dire, oui, les gens exceptionnels comme elle, d'accord, bien sûr, chapeau, mais ces destins-là, c'est pas pour nous, gens ordinaires, nous il faut bien vivre. Michèle n'était ni une sainte, ni un être « exceptionnel » dans ce sens-là : ce qui fut exceptionnel ce fut la rigueur, la clarté de ses choix, de ses actions. Mais ce fut une de nous, sans différences. Et je sais bien que je ne vais pas mourir demain comme elle. Je comprend mieux, maintenant, pourquoi l'on fabrique des saints, dans les églises : c'est quand même plus commode pour vivre, après.

J'espère garder son souvenir, intact et incommode.

Michèle Firk est enterrée dans un petit cimetière populaire de Ciudad-Guatemala. Sur sa tombe il y a une simple pierre, avec son nom. Elle restera pour tous ceux qui l'ont connue l'exemple même de la militante révolutionnaire totale, qui avait choisi délibérément une voie, la plus dangereuse, l'endroit le plus périlleux, et qui est morte en connaissance de cause, heureuse — elle l'écrivit peu avant sa mort — d'avoir pu vivre pleinement en conformité avec les exigences de ses idées.

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE P. VITRANT
14, ROUTE DE PARIS,
VILLIERS-LE-BEL (95)

Dépôt légal : 4^e Trimestre 1969